





ALBANIE

# La fidélité à l'idéal

par YVES LETOURNEUR (\*)

Il y a trente-cinq ans, le 29 novembre 1944, l'Albanie apportait à la victoire de l'humanité sur le fascisme une contribution mémorable : organisée et dirigée par un jeune parti communiste, avec Enver Hodja à sa tête, dont le mérite avait été de savoir unir tout le peuple dans la lutte armée contre l'occupant — la Résistance albanaise, après avoir défait les troupes italiennes, vint, seule, à bout des nazis, sans l'aide des Alliés.

De 1944 à 1949, l'Albanie subit les menées agressives de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Grèce et de la Yougoslavie. Après la mort de Staline, l'U.R.S.S. exerce des pressions brutales sur le P.T.A. pour l'obliger à suivre sa « nouvelle ligne », marquée par la recherche d'un « condominium » mondial avec les Etats-Unis. Ne pouvant y parvenir, Khrouchchev, en 1951, coupe les vivres à l'Albanie (1). Au terme d'une évolution comparable, Pékin, en juillet 1978, supprime à son tour toute aide économique et militaire.

de l'organisation de la justice non moins que des orientations et des modalités du Plan. Si besoin en était d'ailleurs, les fameuses « feuilles-foudre » (ou livres affichés critiques) sont là pour rappeler que, en Albanie, la parole est au peuple.

La R.P.S.A. ignore la pratique des « accords secrets ». Elle n'entend pas de relations ni avec les Etats-Unis, ni avec l'U.R.S.S., ni avec un certain nombre de régimes liés à l'une ou à l'autre des superpuissances : pour l'échange d'ambassadeurs avec la Grande-Bretagne, elle exige la restitution de l'or qui lui a été dérobé pendant la guerre ; avec l'Allemagne fédérale, la réparation par celle-ci des dommages de l'occupation. Elle a rompu avec le Chili, après le coup d'Etat du général Pinochet. Elle a refusé de prêter sa caution aux accords d'Helsinki et autres conférences internationales sur la « détente », en lesquelles elle ne voit qu'une mise en scène destinée à camoufler les plans des impérialistes.

A société nouvelle, hommes nouveaux : en avril, un tremblement de terre touchait durement le nord du pays, détruisant 17 123 habitations, faisant trente-cinq morts et près de cent mille sans-abri. L'appel du P.T.A. tout le peuple se mobilise aussitôt. Quelques vingt mille ouvriers qualifiés et spécialistes accourent de tous les districts et travaillent cinq mois durant à relever les ruines, aux côtés des sinistrés. Au 1<sup>er</sup> octobre, tout était reconstruit et la population reléguée à neuf, sans seule trace de l'événement.

Pourrait-on imaginer meilleur témoignage de l'unité sans faille de tout un peuple avec ses dirigeants et de la réussite, tant spirituelle que matérielle, du type de société qu'ils ont ensemble en train d'édifier, au bord de l'Adriatique ?

(1) Dans le Grand Hiver (Fayard, 1978), raconté notamment par Max-Pol Pouchet comme un chef-d'œuvre de diplomatie, l'association des amis français d'Enver Hodja rappelle tout le drame de cette rupture inattendue présentée par Enver Hodja dès 1952.

## Des résultats exceptionnels

Trente-cinq ans après sa victoire sur le fascisme, l'Albanie peut à son droit s'enorgueillir des résultats exceptionnels que sa fidélité à son idéal lui a permis d'obtenir. Ses ennemis auront vraiment spéculé sur l'efficacité des représailles économiques. En dépit du blocus organisé contre elle de concert par les deux superpuissances et par la Chine, l'Albanie a définitivement vaincu le sous-développement, dispose d'ores et déjà d'une industrie moderne et diversifiée dont le taux de croissance moyen annuel est le plus élevé en Europe, avec une agriculture florissante, à l'abri du chômage et de l'inflation ; elle ignore toute dépendance à l'égard du capital étranger, traite d'égal à égal avec de nombreux partenaires commerciaux, dont la France, et peut raisonnablement se fixer comme objectif à court terme de porter à 65 % du volume global de ses exportations la part de ses produits finis.

leurs études secondaires. Pour les mêmes raisons, tous les cadres sont tenus de retourner au travail productif, un mois durant, chaque année.

L'essor conjoint et harmonieux des secteurs industriels et agricoles abolit de même, peu à peu, les distances entre le mode de vie citadin et le mode de vie rural. Les femmes, enfin, encore voilées, analphabètes à 95 % et traitées en bêtes de somme à la veille de la libération, représentent aujourd'hui 50 % de la population active, plus de 40 % des cadres moyens et plus de 30 % des cadres supérieurs.

Gardiens vigilants de la ligne et des directives d'un parti attentif à rester l'instrument de leur propre émancipation, les travailleurs albanais jouissent réellement du pouvoir à tous les niveaux de l'appareil de l'Etat, ont droit de regard en permanence sur tous ses rouages, peuvent à tout moment révoquer leurs élus à l'Assemblée populaire, décidant à l'Assemblée populaire, décidant à l'Assemblée populaire.

Et dans le Grand Hiver (Fayard, 1978), raconté notamment par Max-Pol Pouchet comme un chef-d'œuvre de diplomatie, l'association des amis français d'Enver Hodja rappelle tout le drame de cette rupture inattendue présentée par Enver Hodja dès 1952.

## Dix-sept ans de « chinoïseries » vus par Enver Hodja

ENVER HODJA est un écrivain intangible, mais plus tard seulement après un jugement peu aimable, sa méfiance, toujours aux aguets, lui fait redouter (d'ailleurs) de possibles pressions économiques de la part des Chinois (4 juillet 1982).

Le grand débailage de linge sale entre les deux grands du communisme, à partir de l'été 1962, satirisé momentanément par l'inalphabète Enver Hodja. Mais voilà qu'en août 1984, commentant une série de contacts entre Chinois et Roumains, le premier secrétaire du P.T.A. s'insurge contre les revendications territoriales « national-chauvines » de Pékin à l'égard de Moscou.

Quant au rapprochement avec la Roumanie, « qui même une politique de conciliation avec les hitlériens », c'est une « attitude totalement révisionniste » (18 août).

Le journal chinois de M. Enver Hodja commence en 1962. Depuis l'année précédente, la rupture des relations de Tirana avec Moscou est consommée. L'Albanie n'a désormais de cesse de pousser ses amis chinois à la scission avec les « révisionnistes modernes » soviétiques. Or, s'ils soutiennent leur bouillonnant allié, les dirigeants de Pékin ne sont pas pour autant prêts à rompre totalement les ponts avec Moscou. Conscients de la gravité que revêtirait ce geste aux yeux des révolutionnaires du monde entier, ils sont aux prises avec des difficultés économiques qui les ont amenés à demander aux Russes un moratoire de cinq ans pour le paiement de leurs dettes.

Le chef du Parti du travail albanais comprend mal ces atermoiements. Dès le 6 avril 1962, le couperet tombe : la vote dans laquelle s'engageaient les Chinois est « une voie erronée, c'est une voie révisionniste, opportuniste et de concessions envers le groupe félon de Khrouchchev ». Et quelques mois plus tard seulement après un jugement peu aimable, sa méfiance, toujours aux aguets, lui fait redouter (d'ailleurs) de possibles pressions économiques de la part des Chinois (4 juillet 1982).

Le ton amical des premières années fait place par la suite, après la chute de Lin-Biao et le choix de l'U.R.S.S. comme ennemi principal, à l'indignation puis au découragement. Le dirigeant albanais ne parvient plus à démentir le fil de ces « chinoïseries » comme il dit. Le point de non-retour est atteint avec la visite de M. Nixon en février 1972. Mao Zedong, décidément, l'aura déçu jusqu'au bout.

L'élimination du « groupe des quatre », pense M. Hodja, représente pour la Chine une « tragédie ». Avec Hua Guofeng, qui a agi à la « manière fasciste » pour s'approprier du pouvoir et Deng Xiaoping, rien ne peut plus être fait pour empêcher le pays de s'enfoncer dans « la voie du capitalisme, de la réaction et du social-impérialisme » (31 décembre 1976). De toute façon, les relations avec l'Albanie ont quasiment été réduites à rien.

Cette chronique n'est pas seulement celle de querelles idéologiques entre des alliés politiques. Elle est l'histoire, à certains moments poignante, d'un amour déçu d'un petit pays envers une grande puissance trop lointaine. Elle est aussi l'aveu d'une incompréhension profonde entre deux cultures.

MANUEL LUCBERT.

(1) Enver Hodja : Réflexions sur la Chine, tome 1 et 2. Tirana.

(2) Voir le Monde du 7 mars 1979.

# Les aigles volent bas

par IDRIZ BASHA  
I NOVOSEJT (\*)

et du nazisme et tous les autres sont des traîtres. Pourtant, l'histoire a bien établi que le 7 avril 1939 c'est Abaz Kupi, plus tard président à vie de l'Organisation nationale du mouvement de libération albanaise, qui, avec ses hommes, livra la bataille de Durres, rendant impossible le débarquement italien, alors qu'il a fallu attendre le 8 novembre 1941 pour voir naître, sous l'égide des communistes yougoslaves Dushan Mugosha et Miladin Popovitch, le parti communiste albanais.

Force est de constater que le P.C.A. et ses dirigeants ont joué de malchance dans leurs alliances politiques : ils se sont brouillés successivement avec la Yougoslavie en 1948, l'U.R.S.S. en 1961 et finalement avec la Chine en 1978.

## Brûler ce qu'on a adoré

Ils peuvent aisément brûler aujourd'hui ce qu'ils ont adoré hier. Ainsi par exemple, en avril 1945, Enver Hodja déclare : « Nous ne sentons plus aujourd'hui aucune différence entre les Albanais et les Yougoslaves », et le 1<sup>er</sup> janvier 1948 il proclamait : « Une amitié inébranlable nous lie à l'héroïque peuple de Tito ». En effet, l'Albanie a été liée à la Yougoslavie par de nombreux traités dans tous les domaines. Mais ils deviennent caducs le 1<sup>er</sup> juillet 1948, car l'Albanie dénonce toutes les autres démocraties populaires pour dénoncer Tito.

« Amitié étroite et fraternelle fondée sur les principes immortels du marxisme-léninisme, c'est une amitié tressée dans la lutte pour la cause sacrée de la construction du socialisme et du communisme dans les deux pays. »

Commence alors une période de prosopopée inconditionnelle. Lorsque Khrouchchev séjourne en Albanie en juin 1959, Enver Hodja dit de lui qu'il est le guide éminent du P.C. et du gouvernement de l'U.R.S.S., vrai disciple du grand Lénine, grand ami du peuple albanais. Le même M. « K », en 1961, devient « antimarxiste, puschiste, comploteur, opportuniste, révisionniste, démagogue, hypocrite et vrai Judas comme Tito et les autres ennemis enragés du socialisme ». Mais Joseph Staline, responsable de la mort de plusieurs dizaines de millions de victimes, continue à avoir un monument dans toutes les villes albanaises.

En 1978, les communistes albanais déclarent que Hua-Guofeng pratique une politique hostile et chauvine envers l'Albanie et que l'ouverture de la Chine à l'Europe vise à créer un terrain politique et idéologique en sa faveur dans les Balkans dans le cadre de sa stratégie hégémonique.

Complètement isolée en 1979, l'Albanie cherche en titonnant des appels économiques. L'Europe des marchés, peu soucieuse des droits de l'homme, est prête à répondre à son appel. C'est ainsi qu'une importante délégation du Conseil national du patronat français a séjourné en novembre 1978 en Albanie et que les pays nordiques ainsi que ceux du Benelux se préparent à augmenter le taux de leurs échanges. Les ministères italien et yougoslave du commerce extérieur se sont rendus récemment en Albanie.

Les Albanais ayant rompu avec l'U.R.S.S. chanteront désormais la grande et inébranlable amitié entre les peuples albanais et chinois.

Pourtant, pour quelques modestes contrastes, taire tant de souffrances humaines ?

(\*) Intellectual albanais en exil.

## LIVRES

### Renaissance nationale et forceps stalinien

L'Albanie a peu inspiré les chercheurs. Pour connaître son histoire, il faut lire l'ouvrage de Skander Beqiri, *Albanian National Awakening, 1878-1912* (Princeton University Press, 1967). Or voici que deux livres viennent à la fois publiés à Paris qui ont en commun l'accent mis sur le phénomène national.

M. Nicolas Martin, qui voit dans l'Albanie une « forteresse » (1), dégage lui-même, dans le sous-titre, les conclusions de son étude : « Un communisme national ». Il montre comment le pays, appelé à la révolte contre l'oppression il y a deux siècles, dans le sous-titre, les conclusions de son étude : « Un communisme national ». Il montre comment le pays, appelé à la révolte contre l'oppression il y a deux siècles, dans le sous-titre, les conclusions de son étude : « Un communisme national ».

M. Bertolino, qui voit dans l'Albanie la « citadelle de Staline » (2), est un journaliste et un ancien militant qui raconte ses mésaventures. Il est représentatif de ces jeunes gens qui pendant des années ont recherché partout la véritable révolution et que le tout-bon de la révolution culturelle chinoise galvanisait. M. Bertolino avait trouvé dans la petite Albanie d'Enver Hodja un objet d'admiration. Il y est séjourné. Pen à pen l'idéal se ternit, jusqu'au jour où le tournage d'un film dont il avait reçu commande lui ouvrit les yeux. Les dirigeants se refusent à reconnaître le pays tel qu'il était ; ils entendaient le représenter tel qu'il serait si leur utopie prenait corps.

Le ton amical des premières années fait place par la suite, après la chute de Lin-Biao et le choix de l'U.R.S.S. comme ennemi principal, à l'indignation puis au découragement. Le dirigeant albanais ne parvient plus à démentir le fil de ces « chinoïseries » comme il dit. Le point de non-retour est atteint avec la visite de M. Nixon en février 1972. Mao Zedong, décidément, l'aura déçu jusqu'au bout.

L'élimination du « groupe des quatre », pense M. Hodja, représente pour la Chine une « tragédie ». Avec Hua Guofeng, qui a agi à la « manière fasciste » pour s'approprier du pouvoir et Deng Xiaoping, rien ne peut plus être fait pour empêcher le pays de s'enfoncer dans « la voie du capitalisme, de la réaction et du social-impérialisme » (31 décembre 1976). De toute façon, les relations avec l'Albanie ont quasiment été réduites à rien.

Sa liberté de ton le rangera sans doute parmi les « ennemis de classe » aux yeux de ses anciens compagnons mais il parle de l'Albanie avec tendresse, car il porte encore le deuil de ses illusions perdues. Il prend acte des progrès enregistrés en quatre décennies dans une société qui n'était qu'un conglomérat de clans.

M. Bertolino dit fort bien ce qu'il a à dire. C'est clair, c'est vivant, c'est honnête. Son ouvrage s'achève par une longue postface de M. Eric Vigne qui tire les conclusions idéologiques du récit : les dirigeants albanais avaient besoin, ils ont toujours besoin, des forceps stalinien pour engendrer leur nation. Mais quel patois ! Analysant les discours de M. Enver Hodja, le postfacier écrit le plus simplement du monde (page 238) : « La paradigmatique de ces textes confirme les intentions du discours en soulignant la valeur substitutive des principes lesdits ». Le lecteur qui interpréterait mal la pensée de M. Eric Vigne ne serait pas nécessairement de mauvaise foi.

BERNARD FERON.

(1) Nicolas Martin, *La Forteresse albanaise, un communisme national*. Ed. Fayard, 281 pages.

(2) Jean Bertolino, *Albanie : la citadelle de Staline*, postface d'Eric Vigne. Ed. du Seuil, coll. « Histoire immédiate », 247 pages.



# Porto OFFLEY

Distribué par St-Raphaël











## DIPLOMATIE

### L'Institut français des relations internationales (IFRI) présente un premier bilan encourageant

La France est-elle enfin dotée, à l'instar de bien des pays du monde, d'un institut de politique étrangère digne de ce nom ? Moins d'un an après la création de l'Institut français des relations internationales (IFRI), on peut l'espérer. Un premier bilan des activités de l'IFRI est encourageant, même si beaucoup reste encore à accomplir.

Régé par la loi de 1901, l'IFRI a été créé en février dernier grâce à la transformation du Centre d'études de politique étrangère, que dirigeait Jacques Vernant, et à l'absorption du Groupe d'étude et de réflexion de politique internationale (GERPI), qui dépendait de la Maison des sciences de l'homme. Composée pour l'essentiel d'une petite équipe de chercheurs permanents (sept actuellement), et dirigée par M. Thierry de Montbrial, professeur à l'Ecole polytechnique, mais surtout ancien directeur du Centre d'analyse et de prévision (CAP), dont M. Michel Jobert avait en la bonne idée de doter le Quai d'Orsay il y a six ans, l'IFRI a trois missions essentielles :

— Effectuer des études et des recherches, aussi bien pour des organismes gouvernementaux que privés, français qu'étrangers ;

— Offrir une structure d'accueil aux experts et aux personnalités de la politique internationale ;

— Diffuser le résultat de ses travaux en organisant la publication, le développement et la diffusion d'un bulletin, en France, à la politique étrangère, grâce notamment à la publication d'une revue trimestrielle, *Politique étrangère* (1) et à la création ultérieure d'un centre de documentation.

Les responsables de l'IFRI, M. de Montbrial aussi bien que ses deux adjoints, MM. Marc Gilbert et Dominique Moisi, insistent sur l'indépendance du nouvel institut. Bien que la création en ait été encouragée par M. Giscard d'Estaing et M. François-Poncet, il ne s'agit pas d'une institution officielle, encore moins d'une annexe du ministère des affaires étrangères. L'IFRI, dont

les travaux porteront surtout sur des problèmes concrets, doit aussi être un lieu de rencontre de tous les acteurs de la politique étrangère : universitaires, experts, fonctionnaires, mais également chefs d'entreprise, responsables de partis, de syndicats, journalistes, personnalités étrangères. Les considérations d'opportunité ne seront pas de mise. Un premier incident, à propos de l'invitation lancée à une personnalité étrangère jugée indésirable en haut lieu, s'est conclu de façon encourageante : l'invitation a été maintenue.

La composition du conseil d'administration de l'IFRI est, elle aussi, garantie d'indépendance. Aux côtés d'anciens diplomates, de militaires, figurent notamment MM. Raymond Aron, Jean-Pierre Cot, André Fontaine, François Puret, Jean Lacouture, Jean Lalou. Aucun des membres du conseil, enfin, n'est nommé par l'Etat.

Les premières années seront cruciales pour que l'IFRI ne devienne pas, pour reprendre l'expression d'un de ses responsables, « un club officiel pour hommes d'Etat en goguette ». Dans un premier temps, ce ne sont, bien entendu, que des contrats gouvernementaux qu'il pu obtenir l'Institut. Il se monte à 400 millions de francs et porte sur des études pour les ministères des universités, de l'industrie, des affaires étrangères, de la défense, du commerce extérieur, du Plan et de la coopération. L'IFRI a cependant signé un contrat avec une institution américaine sur la sécurité européenne.

J. A.

\* IFRI, 6, rue Ferrus, 75014 Paris. L'abonnement est de 250 F par an, y compris l'abonnement à *Politique étrangère*.

**11<sup>e</sup> SALON des ANTIQUAIRES**  
23 NOVEMBRE - 3 DÉCEMBRE 1979  
pavillon spodex  
PLACE DE LA BASTILLE  
ts. les jrs. 10 h à 20 h  
mardi et jeudi  
10 h à 23 h

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### LE BUDGET VOTÉ PAR LE CONGRÈS PRÉVOIT UNE AUGMENTATION DES DÉPENSES MILITAIRES

Washington (A.F.P.). — Le budget pour l'année fiscale 1980 (commencée le 1<sup>er</sup> octobre) a été approuvé mercredi 28 novembre par le Congrès. Par 206 voix

contre 186, la Chambre des représentants a donné son accord à une version votée par le Sénat et prévoyant 547,6 milliards de dollars de dépenses et un déficit de 29,8 milliards de dollars.

Les dépenses affectées à la défense sont fortement accrues, totalisant 129,9 milliards de dollars. Leur niveau n'est que légèrement inférieur à la croissance « réelle » de 3 % demandée par le Sénat pour se conformer aux engagements pris par le président Carter à l'égard des pays membres de l'OTAN. Le déficit final est supérieur à celui de 21,1 milliards de dollars du budget de l'année fiscale 1979.

Dans le projet envoyé le 22 janvier dernier au Congrès, M. Carter prévoyait, pour l'année fiscale 1980, des dépenses de 532 milliards de dollars et un déficit de 29 milliards. Rompant avec une tradition démocratique, il souhaitait une réduction des dépenses publiques. Le Congrès s'est montré légèrement plus dépensier que le président.

### El Salvador

#### L'AMBASSADEUR D'AFRIQUE DU SUD A ÉTÉ ENLEVÉ

San-Salvador (A.F.P.). — L'ambassadeur d'Afrique du Sud au Salvador, M. Archibald Dunn, a été enlevé mercredi 28 novembre par une quinzaine d'hommes armés au moment où il quittait les locaux de l'ambassade, à proximité de la police de la capitale. Sous la menace de leurs armes, les ravisseurs ont obligé le diplomate à les suivre au moment où il s'apprêtait à gagner sa voiture et il aurait été violemment bousculé.

La voiture a été contrainte de prendre place à l'ambassade pour une destination inconnue. On ignore jusqu'à présent les motifs de l'enlèvement, et aucun mouvement clandestin ou groupe révolutionnaire ne l'a revendiqué.

Il y a un an, l'ambassade d'Afrique du Sud à San-Salvador avait été attaquée et un policier avait été tué.

Notre correspondant à Johannesburg, Christiane Chombeau, nous indique que le Salvador a rompu ses relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud quelques heures après l'enlèvement. Il semble cependant que le gouvernement salvadorien avait informé l'Afrique du Sud de cette décision il y a plusieurs jours.

Il est possible qu'un des nombreux groupes d'extrême gauche salvadoriens ait voulu utiliser l'ambassadeur sud-africain comme moyen de pression pour obtenir l'extradition de l'ex-président Humberto Romero, réfugié aux Etats-Unis. Les ravisseurs auraient précipité leur action en raison du départ prochain de M. Dunn.

### LE SÉNATEUR KENNEDY ÉCHAPPE À UN ATTENTAT

Washington (U.P.I.). — Une femme âgée de trente-huit ans et originaire de Boston, Mme Susan Ogood, a été arrêtée mercredi 28 novembre, alors qu'elle tentait de pénétrer avec un couteau de chasse dans le bureau de M. Edward Kennedy, au Sénat, à Washington. Elle se trouvait dans le salon attendant au bureau du sénateur lorsqu'elle a brandi son arme en menaçant d'assassiner le sénateur. M. Kennedy n'a été informé de l'incident, auquel il n'a pas assisté, que quelques minutes plus tard.

Un agent chargé de la protection du sénateur a été légèrement blessé au poignet lorsqu'il a cédé à la jeune femme. La sœur de celle-ci a indiqué que Susan Ogood avait été volée jadis pour des troubles mentaux.

Le sénateur Kennedy, qui est candidat à l'investiture démocratique pour l'élection présidentielle de 1980, est protégé par les services de sécurité fédéraux. Ses deux frères, John et Robert, ont été assassinés respectivement le 23 novembre 1963 et le 6 juin 1968.

## ROME vols quotidiens SAUDIA

Départs Paris-Charles-de-Gaulle

A partir de 1145F par personne. Escapade à Rome 3 jours / 2 nuits.

Groupes de 15 personnes minimum. Tarif IT 09 SV2 EV 06 comprenant tarif aérien aller-retour en classe économie, séjour 3 jours 2 nuits, logement en chambre double, et petit déjeuner à l'hôtel GLOBUS\*\*\* ou similaire, visite de ROME 1/2 journée. Départ les 18 JAN, 08 FEV, 22 FEV, 14 MAR, 20 JUIN 80.

**saudia**  
SAUDI ARABIAN AIRLINES



Consultez votre Agence de Voyages ou Saudia : 720.68.20

**STRE**  
64, rue de Rennes  
PARIS 6

présente pour la 8<sup>ème</sup> année  
ses nouvelles  
collections croisières  
Dans sa sélection  
Daniel GRIMM

Ricardo Bofill réalise avec le F.F.F.  
sa première opération en France à l'ouest de Paris  
dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines  
située à 8 kms de Versailles à Montigny-le-Bretonneux

Cette  
réalisation  
dénommée

## LES ARCADES DU LAC

est remarquable  
par son architecture et la qualité de son exécution  
son prix moyen est à moins de 4000 F le m<sup>2</sup>\*



159 rue Nationale Paris 13<sup>e</sup>.

Même si vous n'êtes pas à la recherche d'un appartement venez visiter ce programme son architecture mérite le déplacement  
visite vendredi et dimanche de 14 h à 19 h - samedi de 10 h à 12 h et 14 h à 19 h ou téléphoner au centre information F.F.F. 584.14.21

\* valeur moy. 79

مركز امين الاحمد



# ASIE

## Japon

### LA POLITIQUE PERVERTIE PAR LE YEN

(Suite de la première page.)

Il en allait pratiquement de même — ou presque, car un léger réajustement avait été opéré au printemps dernier — pour les communications avec l'Europe. Signe que tout de même il y avait quelque chose d'anormal : la K.D.D. a annoncé brusquement la semaine dernière une réduction de 25 % du prix des communications avec l'Amérique du Nord et de 7 % sur les frais de télé.

Selon le P.C. japonais, parmi les personnalités du monde politique qui auraient reçu des « cadeaux » de la K.D.D. figurent notamment M. Sonoda, ministre des affaires étrangères dans le dernier cabinet Ohira, et M. Hatsumi, ancien ministre des P.T.T. L'opposition n'est pas épargnée, puisqu'un député socialiste aurait aussi bénéficié des largesses de la K.D.D. L'« arrosage » des hommes politiques était destiné à les inciter à fermer les yeux sur les pratiques de calcul des communications. Leur soutien a permis en tout cas à la K.D.D. de résister longtemps aux pressions pour un abaissement des tarifs.

Le scandale a éclaté le mois dernier tout à fait fortuitement, deux employés de la compagnie d'étant fait prendre à la douane de l'aéroport de Narita avec des valises de cadeaux — montres suisses, objets de luxe, etc. — destinés à grossir le « fonds de relations publiques » de la direction. Après enquête, il s'est avéré que la K.D.D. avait négligé de déclarer ainsi quelque quatre mille objets achetés à l'étranger. Les autres « dons » ont bénéficié des hommes politiques consistaient en tableaux et en œuvres d'art empaquetés dans des boîtes de la compagnie. La K.D.D. participait aussi largement aux « parties » des politiciens en achetant des billets qui étaient distribués ensuite à ses employés.

Au pays des cadeaux (suite), feront valoir les laideurs du Japon, quoi de plus normal ? Sans entrer dans les arcanes de la culture japonaise, disons que, dans un pays qui se réclame de la démocratie,

le fait que ces « cadeaux » soient achetés avec des bénéfices soustraits à l'usage semble pour le moins une pratique contestable. De même peut-on s'interroger sur cette autre habitude nationale dont la K.D.D. a quelque peu abusé — des « distractions » (dîners, soirées dans les bars, parties de golf, etc.), auxquelles s'adonnent hommes politiques et hommes d'affaires. Selon le fisc, en 1977, 10,9 milliards de dollars ont été dépensés officiellement pour ce genre d'amusements sans lesquels, dit-on, les affaires ne pourraient se concrétiser. Ce sont les entreprises qui paient, mais c'est aussi autant de sous-traités à l'impôt. Les sommes ainsi volées représentent le double de ce que l'Etat a dépensé la même année pour les écoles et quinze fois le montant des dons faits par le monde des affaires aux organismes charitatifs.

#### Des dîners à 300 dollars par tête

Les Japonais qui savent ce qui se déroule derrière les portes-voies des maisons de geisha — en particulier au moment des élections : « On tire à boulets dorés », dit-on — sont cette fois peut-être un peu plus choqués que d'habitude, car, deux jours avant l'affaire K.D.D., éclatait un autre scandale où il s'agissait de ce sont encore eux les « payeurs » des relations publiques de leur classe dirigeante. Il s'agit de l'affaire de la Compagnie de construction des chemins de fer nationaux. Celle-ci a été mise en place en 1964 par M. Tanaka, alors secrétaire général du parti libéral démocrate et ancien premier ministre compromis dans le scandale Lockheed.

Depuis sa création, la compagnie a construit trente-cinq nouvelles lignes. Sa comptabilité est en déficit, mais elle reçoit des subventions de la part de l'Etat, les transferts. Si l'utilité publique de cet organisme n'est pas évidente, en revanche il est clair qu'il a servi la politique électorale du P.L.D. en permettant la construction de lignes de chemin de fer, un argument électoral toujours payant, dans des endroits où elles ne s'imposaient pas toujours. Il permettait aussi d'« insinuer » et l'on peut dire, la spéculation foncière, pratique dans laquelle M. Tanaka était passé maître.

La compagnie de construction des chemins de fer est aujourd'hui sur la sellette parce que, en seize mois, elle aurait dépensé 2 millions de dollars en « bonus » à ses employés et en réjouissances pour ses dirigeants, ainsi qu'en fonds politiques, en faisant tout bonnement des notes de frais. L'un des bureaux régionaux les plus actifs en la matière était celui de Niigata, circonscription de M. Tanaka. Selon la Cour des comptes, cent vingt-deux soirées particulièrement onéreuses auraient été offertes en un an à plusieurs hauts fonctionnaires du ministère des finances qui « contribuent » théoriquement le budget de la compagnie. Si, comme le fait la presse japonaise, on additionne pour un an les diverses malversations de l'administration, on peut estimer que les pratiques de cette dernière coûtent une bonne centaine de millions de dollars au contribuable. Assurément, les soirées à Ginza ou Akasaka, deux quartiers de la vie nocturne de Tokyo, sont chères. Chaque soir, ce sont des longues files de limousines noires qui s'allongent devant la trentaine de restaurants d'Akasaka. Dans tel d'entre eux, on dépense facilement 250 à 300 dollars par tête pour un repas certes raffiné.

En général, la soirée commence par les « affaires » sérieuses discutées en apaisé, puis c'est le dîner agrémenté souvent par la présence de geishas. La plupart du temps, l'hôte donne un cadeau à ses invités. « Parfois, dit le chasseur d'un restaurant, la maîtresse des voitures en est pleine ».

Le président de K.D.D. a dû donner sa démission sous la pression de son ministère de tutelle : il n'est pas parti sans rien pour ses « joyaux » services pendant seize ans : un cadeau de départ lui a été remis, plusieurs bien japonaise (hanamuke) qui, cependant, comme le reste la revue Shukan Bunsyun, était peut-être un peu déplacé, compte tenu des circonstances : 710.000 dollars.

Ces scandales vont-ils provoquer une réaction et faire changer les choses ? Très vraisemblablement, non. Ces pratiques sont trop enracinées pour disparaître rapidement. Il ne s'agit en rien de dire que les politiciens japonais sont « plus » corrompus que ceux des Etats-Unis, qui ont supervisé le processus de démocratisation chez leur vaincu, aujourd'hui allié, ou de la France. La différence tient à l'ampleur du phénomène : il est difficile de trouver un homme politique nippon, de la majorité bien sûr mais aussi de l'opposition, qui n'ait pas été peu ou prou mêlé à des affaires peu claires.

La corruption était un des maux endémiques de la fin du règne des Tokugawa. A partir de la restauration de Meiji, en 1868, les oligar-

ques ont institutionnalisés ces pratiques pour consolider et perpétuer leur pouvoir en encourageant la création des zaibatsu (oligues financiers). Leurs abus étaient tels qu'ils provoquèrent des réactions chez les jeunes militaires fanatiques : c'est ainsi qu'en 1932, Dan Takana, l'un des dirigeants de Mitsui, fut assassiné à la suite d'un scandale financier dans lequel il était compromis. Le retour, au lendemain de la guerre de Corée, de bien des hommes formés sous le régime précédent, malgré l'urgence, paraît, d'une nouvelle classe politique, a perpétué certaines pratiques. Loin de les combattre, les Etats-Unis les ont utilisées pour assoir leur influence, comme en témoignent aujourd'hui les scandales avec les constructeurs aéronautiques américains.

Si les méthodes, l'environnement ont changé, l'esprit demeure. Les Japonais en souviennent avec un certain fatalisme. Mais le gouvernement aura peut-être, à l'avenir, quelques difficultés à leur faire admettre qu'ils doivent payer plus d'impôts ou accepter une T.V.A. pour remédier au grave déficit des finances publiques lorsque l'on voit la manière dont sont utilisés les fonds prélevés sur le contribuable par une pléthore d'organismes dépendant des ministères, et dont l'utilité est parfois contestable. M. Ohira a demandé la suppression de certains d'entre eux.

PHILIPPE PONS.

## Chine

### La première exposition d'art « libre » entend rompre avec des traditions millénaires

De notre correspondant

Pékin. — La première exposition d'art « libre » vient de s'ouvrir à Pékin. C'est une longue histoire, car les artistes sont ceux-là mêmes que la police avait chassés en septembre des abords du Musée des beaux-arts et qui avaient, le 1<sup>er</sup> octobre, organisé une marche jusqu'au siège de la municipalité de Pékin. Ils ont crié de « La démocratie dans l'art ».

Ils ont en gain de cause, puisque les salles d'un des élégants pavillons du parc de Beihai ont été mises à leur disposition. Les vingt-trois exposants se présentent comme des « explorateurs de l'art » qui ont voulu « exprimer leurs sentiments et leurs idées dans leurs œuvres ». Les ombres du passé et les lumières de l'avenir sont ici mêlées, déclarent-ils dans une sorte de préface à l'exposition. Nous aimons la terre nous ne nous soumettons à l'occident, nous nous soumettons à notre patrie, nous offrons nos œuvres à cette terre et au peuple ».

Ces œuvres sont d'une grande variété dans l'inspiration comme dans la qualité. Certaines sont nettement politiques, comme cette figure à triple face accompagnée de la légende : « Nous ne voulons pas de cette loi ». D'autres trouveraient aisément leur place dans n'importe quelle exposition officielle.

Mais il y a quelques audaces. Deux toiles sont particulièrement abstraites — les premières du genre sans doute à être présentées en République populaire dans une exposition ouverte au public. De nombreux nus féminins, émaillés de crayons, bois gravés, huiles ou gouaches, rompent avec une tradition de pudeur solidement établie bien avant l'instauration du régime.

Dans les paysages, souvent très réussis, et les natures mortes,

toutes sortes d'influences se mêlent et se croisent : impressionnisme, fauvisme, académisme, cubisme. Les souvenirs du dadaïsme sont également présents dans quelques bois sculptés, mais, nous épousant les formes du bloc original. Tout cela rappelle irrésistiblement Moscou. Il est cependant intéressant que, dans un pays où l'art graphique a une histoire plusieurs fois millénaire, pratiquement aucune trace ne porte la moindre trace d'une tradition chinoise. Celle-ci ne paraît avoir joué aucun rôle dans une inspiration qui semble au contraire dominée par une volonté de rupture avec le passé.

ALAIN JACOB.

## Pakistan

### M. SALAMAT ALI A ETÉ CONDAMNÉ A UN AN DE TRAVAUX FORCÉS pour « propagation de fausses nouvelles »

M. Salamat Ali, le correspondant au Pakistan de l'hebdomadaire Far Eastern Economic Review, a été condamné à un an de travaux forcés par un tribunal militaire ce jeudi 29 novembre (le Monde du 29 novembre). Arrêté le 18 novembre pour « propagation de fausses nouvelles », il risquait la peine de mort en raison de la loi martiale. M. Ali, qui est âgé de quarante-six ans, était depuis à la prison de Rawalpindi, dans une cellule de moins de 3 mètres sur 3, qu'il partageait avec six prisonniers de droit commun. C'est les menottes aux mains qu'il a été présenté devant le tribunal.

## Ouganda

DEUX JOURNALISTES OUGANDAIS ont été libérés après quatre mois de détention, a annoncé mercredi 29 novembre Radio-Kampala. Les deux hommes, qui ont été libérés pour avoir publié des informations jugées « subversives » et « anti-gouvernementales », ont été reçus par le président Binaisa après leur libération.

## Pérou

UN NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — M. Arturo García y García, diplomate de carrière, a été nommé mardi 27 novembre ministre des affaires étrangères en remplacement de M. Carlos García Bedoya, qui a démissionné il y a une dizaine de jours.

## Turquie

CINQ PERSONNES ONT TROUVÉ LA MORT lors d'un attentat à l'arme automatique, perpétré mercredi soir 28 novembre contre un café à Kayseri, à 330 kilomètres au sud-est d'Ankara. Neuf autres clients de l'établissement ont été blessés.

### La France ne cautionnera pas l'ingérence étrangère au Cambodge déclare M. François-Poncet à l'Assemblée nationale

Au cours de la séance de questions au gouvernement, mercredi 28 novembre, à l'Assemblée nationale, les députés ont évoqué le drame cambodgien.

M. ROBERT MONTDARGENT (P.C., Val-d'Oise) a reproché au gouvernement d'avoir « en utilisant l'abstention dans un vote à l'ONU, refusé de condamner les crimes des Khmers rouges », et, « en recevant de manière officielle le prince Sihanouk qui, dans son palais, fut le protégé des Khmers rouges et le complice de leur génocide », de se prêter « à une opération contre le peuple cambodgien ». Il a ajouté : « Le Vietnam — et il en est d'autres — a mis fin à l'holocauste et au génocide auxquels un régime sanguinaire avait des millions de Cambodgiens. Qui pourrait s'en plaindre sinon ceux qui n'ont pas admis la défaite de l'impérialisme au Sud-Est asiatique et qui rêvent de faire reculer le Cambodge dans l'ère préhistorique ? » M. Montdargent a ajouté : « Quant au prince Sihanouk, la France devait-elle lui refuser l'entrée de son territoire, à lui, qui a toujours été l'ami de notre pays, qui a œuvré à développer la coopération entre nos deux nations, qui a accueilli le général de Gaulle à Phnom-Penh en 1969 et qui a si longtemps tenu son pays à l'écart de la guerre ? La France n'a pas pour habitude de renier ses amitiés, ni d'ignorer ce qui se passe dans un pays auquel tant de liens l'attachent. »

M. JEAN FRANÇOIS-PONCET, ministre des affaires étrangères, a répondu : « Il n'y a actuellement qu'une seule ingérence étrangère au Cambodge : celle d'une puissance étrangère à mise en place ! Ce que le gouvernement français n'a pas fait et ne fera pas. »

Le ministre a souligné que le peuple cambodgien a les mêmes droits que tous les peuples du monde et que le gouvernement « se sent d'autant plus fondé à le dire qu'il n'a jamais, pour sa part, eu de relations avec le régime de Pol Pot, même à une époque où d'autres points de vue étaient exprimés sur ce régime ». M. François-Poncet a poursuivi : « Quant au prince Sihanouk, la France devait-elle lui refuser l'entrée de son territoire, à lui, qui a toujours été l'ami de notre pays, qui a œuvré à développer la coopération entre nos deux nations, qui a accueilli le général de Gaulle à Phnom-Penh en 1969 et qui a si longtemps tenu son pays à l'écart de la guerre ? La France n'a pas pour habitude de renier ses amitiés, ni d'ignorer ce qui se passe dans un pays auquel tant de liens l'attachent. »

#### Le contrôle de l'aide

M. PASCAL CLEMENT (U.D.F., Loiret), interrogé à son tour le ministre « au nom des sept députés U.D.F. de retour du Cambodge » a d'abord rappelé que l'Humanité « soutenait Pol Pot et les Khmers rouges en 1975 » et que « il y avait même un stand Khmer rouge à la fête de l'Humanité ». Il a ajouté : « La France contribue à la distribution des secours alimentaires. Mais nous sommes convaincus qu'une grande partie de ces secours est aujourd'hui stockée et que, lorsque l'aide est distribuée, elle l'est en fonction de critères politiques. Pour pouvoir manger, il faut collaborer avec l'armée d'occupation. »

M. MILLER (P.C., Gard). — « Vous êtes un menteur ! Moi aussi je reviens du Cambodge. » M. CLEMENT. — « Il faut que la France obtienne des Nations unies que la distribution soit contrôlée sur le terrain. Ce ne serait pas une ingérence dans les affaires intérieures du pays, car il est évident que le procès de Nuremberg, une notion juridique des « crimes contre l'humanité », qui relève de la compétence de la communauté internationale. » M. FRANÇOIS-PONCET a déclaré que « la meilleure solution serait que l'aide soit distribuée par les organisations internationales elles-mêmes ». Ce n'est pas tout à fait exact, a-t-il ajouté, parce que les conditions de sécurité ne sont pas réunies et parce que le personnel de ces organisations n'est pas nombreux. « À défaut, on revient au principe du contrôle de ces organisations (...). La distribution serait actuellement insuffisante et comporterait des lacunes. »

Le comité directeur de l'Association générale des Khmers à l'étranger (A.G.K.E.) a apporté, ce jeudi 28 novembre, un « vœu formel » à la déclaration de son responsable de l'information, M. Khim Khan Keo, critiquant le prince Sihanouk (le Monde du 28 novembre). Cette déclaration, « faite sans consultation ni approbation » du comité directeur, précise ce dernier, « ne reflète pas les vues et les sentiments de l'A.G.K.E. et n'engage que la responsabilité de l'auteur ». D'autre part, une délégation de l'A.G.K.E., comprenant M. Khim Khan Keo, M. Kimmy, a été reçue mardi par le prince Sihanouk.

Le meeting présidé par le prince Sihanouk a été tenu au Théâtre de la Porte-Saint-Martin, dimanche 2 décembre, aura finalement lieu au Pavillon Ballard, 12, avenue Victor-Hugo, à Nogent-sur-Marne.

#### Corée du Sud

### CHEF DE L'ÉTAT PAR INTÉRIM M. Choi Kyu-hah sera le seul candidat à l'élection présidentielle

De notre correspondant

Tokyo. — M. Kim Dae-jung, principale personnalité de l'opposition et ancien rival de M. Park Chung-hee, avait eu lieu dans le centre de Séoul à l'appel de l'Alliance pour la restauration de la démocratie. Les opposants, qui ont pris part directement dans leurs tracts à M. Choi et aux Etats-Unis, ont été dispersés par la police : quatre-vingt-seize personnes ont été arrêtées (le Monde du 28 novembre). La plupart des personnes arrêtées sont des professeurs et des représentants de l'Eglise. Parmi elles figure notamment M. Han Suk-han, un quaker autrefois très actif dans la lutte contre le régime Park. Les autorités militaires, qui contrôlent le pays en vertu de la loi martiale, ont mis en garde les dissidents contre toute action visant à troubler l'ordre public.

Sur le plan juridique a été décidée, au début de la semaine, la composition de la commission parlementaire qui sera chargée de réviser la Constitution. La présidence revient au parti majoritaire, républicain démocrate. Sur les vingt-huit membres de la commission, quatorze proviennent de celui-ci et du groupe parlementaire nommé par l'exécutif, le Yuljong Hye, treize étant membres du N.P.D. et un représentant l'autre petite formation d'opposition, le Parti pour l'unification démocratique. On ne sait pas encore comment procédera la commission. Au Parlement, en tout cas, les deux partis gouvernementaux contrôlent les deux tiers des sièges.

Ph. P.

**LOTO**  
c'est facile, c'est pas cher,  
ça peut rapporter gros



## EUROPE

### Allemagne fédérale

#### Vifs incidents au procès de Cologne

De notre correspondant

Bonn. — De vifs incidents ont marqué, mercredi 28 novembre à Cologne, le procès de Kurt Lischka, Herbert Hagen et Ernst Heinrichs. Un groupe de juifs français, venus assister au procès des criminels nazis, a quitté la salle du tribunal en protestant vigoureusement, tandis que le président leur reprochait de vouloir troubler systématiquement les débats.

La cause de cet écart est assez surprenante. Un certain Anton Söfner, âgé aujourd'hui de soixante-huit ans, et qui fut pendant la guerre

surveillant au camp de Drancy, était appelé comme témoin. Il déclara qu'il n'avait pas eu connaissance de la déportation d'enfants juifs à Auschwitz. Ce propos provoqua l'indignation de M. Serge Klarsfeld, qui siège au banc de la partie civile. A la surprise de la cour et de l'assistance lui-même, l'avocat français révéla que, pour ses activités au camp de Drancy, Söfner avait été condamné à mort par contumace le 3 mai 1954. Les spectateurs français applaudirent alors très vigoureusement avant de quitter la salle.

Cette révélation provoqua des mouvements divers, aussi bien dans le camp de la défense que sur les bancs de la partie civile. Mouvements qui devinrent plus vifs encore lorsque le premier procureur reconnut qu'il avait eu connaissance de la condamnation de Söfner par la justice française. M. Kaul, le célèbre avocat est-allemand, qui participe au procès en tant que représentant d'une des parties civiles, dénonça alors une « manie du secret » lui paraissant tout à fait incompréhensible. A son avis, le procureur, ainsi que M. Klarsfeld, auraient dû informer les autres participants au procès. Le président, M. Heinz Fassbender, après avoir lancé les manifestants français, exprima lui aussi le mécontentement que lui inspirait le fait que la condamnation de Söfner ne figure nulle part au dossier, indiquant par ailleurs qu'il n'accepterait aucune pression de qui que ce soit, le président, dont l'objectivité n'a pas été mise en cause jusqu'ici, ajouta que M. Klarsfeld porterait la responsabilité d'un sabotage éventuel du procès.

JEAN WETZ.

### BIBLIOGRAPHIE

#### « LE LIVRE DES OTAGES » de Serge Klarsfeld

A tous ceux qui essaient aujourd'hui de mettre en doute la réalité des actes commis par les nazis durant la seconde guerre mondiale, et ainsi à ceux qui seraient tentés, par ignorance ou indifférence, d'accorder foi à ces fabricants d'oubli, M. Serge Klarsfeld, avocat à la cour d'appel de Paris, oppose, depuis des années plus et mieux que des discours : la rigueur froide des faits, la brutalité des chiffres et des noms. C'est bien pourquoi ses livres constituent autant d'actes d'accusation implacables. Comme il l'avait fait l'an dernier à propos de l'aspect français de l'holocauste, avec son *Mémorial de la déportation des juifs de France* (le Monde du 13 juin 1978), il publie aujourd'hui le *Livre des otages*, où sont rassemblées les archives de ce que fut la politique de prise et d'exécution d'otages parmi la population civile française par l'occupant à partir de 1941.

Son livre, qui s'achève par d'instructives notices biographiques des accusés du procès de Cologne et celles des principaux responsables d'exécutions d'otages, sort de l'ombre et de l'anonymat des victimes dont le nom se trouvait effacé de la mémoire collective. Il montre en outre que leur choix ne devait politiquement rien au hasard, comme le souligne Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier dans sa préface. L'actualité permet de lui trouver un mérite supplémentaire : à l'heure où, des affaires Schleyer et Moro aux événements de l'été, les otages semblent devenir un moyen « normal » de pression sur les gouvernements : nul ne sait trop sans doute où va cette pratique, mais il est de moins en moins possible d'ignorer d'où elle vient. — B. E.

\* « Le Livre des otages ». Les Editions du Seuil, 236 pages, 52 F environ.

### Union soviétique

#### LA SESSION DU SOVIET SUPRÊME

#### Les objectifs du plan pour 1980 sont révisés en baisse

De notre correspondant

Moscou. — Le Soviet suprême de l'Union soviétique poursuit ses travaux, ce jeudi 29 novembre, toujours en l'absence de M. Kossyguine. Cependant, la « Pravda » a publié un message du chef du gouvernement soviétique adressé à son collègue yougoslave à l'occasion de la fête nationale, ce qui semble indiquer que M. Kossyguine conservera ses fonctions malgré la promotion au bureau politique de M. Tikhonov, premier vice-président du gouvernement.

La science soviétique des statistiques fait des miracles. Le projet de plan pour 1980 prévoyait une croissance de 5,7 % de la production industrielle : l'augmentation réelle a été de 3,7 %. Le plan n'en a pas moins été accompli à 100,1 %. Pourcent, l'impression générale qui se dégage des discours de MM. Baïbakov, président du Gosplan, et Garbouzov, ministre des finances, prononcés mercredi devant le Soviet suprême, est plutôt pessimiste. Les résultats économiques de cette année sont franchement mauvais ; les perspectives de l'année prochaine sont médiocres.

Compte tenu des échecs de cette année, les objectifs pour 1980 ont été révisés en baisse, et un effort spécial d'investissement sera fait dans l'industrie légère pour tenter d'améliorer l'approvisionnement de la population. La production agricole devrait augmenter de 8 % contre 5,8 % cette année.

Aucun des objectifs globaux que les responsables de l'économie soviétique s'étaient fixés pour 1979 n'a été atteint : le revenu national n'a augmenté que de 4 % (contre 4,3 % prévu par le plan), le revenu par habitant de 2,5 % (3,3 %), la production industrielle de 3,7 % (5,7 %), etc. La production a stagné et même diminué en valeur absolue dans un nombre impressionnant de secteurs. Pour l'année prochaine, le revenu national devrait augmenter de 4 %, le revenu par habitant de 3 %, la production industrielle de 4,7 % (5,7 %), etc. La croissance égale dans le secteur A (industrie lourde) et le secteur B (industrie légère et les biens de consommation).

La production de pétrole devrait atteindre en 1980 606 millions de tonnes (contre 580 millions de tonnes environ cette année). Celle de gaz, 455 milliards de mètres cubes (400 milliards de mètres cubes), celle de charbon, 745 mil-

lions de tonnes (720 millions de tonnes), d'électricité, 1 235 milliards de kWh (1 205 milliards de kWh).

Concernant un des principaux goulots d'étranglement de l'économie soviétique — la faible productivité du travail — M. Baïbakov n'a pas donné d'indications très précises. Il a seulement indiqué que l'objectif pour l'année prochaine était une hausse de la productivité de 3,8 % dans l'industrie, « ce qui est plus que ce qui a été obtenu en 1978 ». Comme l'objectif fixé au début de cette année était de 4,7 % — objectif jamais atteint auparavant mais déjà bien inférieur au projet du plan quinquennal (5,6 %) — il faut en conclure que dans ce domaine encore les résultats sont loin de correspondre aux espoirs à 167,3 roubles par mois pour les ouvriers et les employés, et à 118 roubles pour les kolkhoziens dont les rémunérations n'ont pas augmenté au rythme prévu.

Dans le budget présenté par le ministre des finances où l'impôt direct ne représente que 3,9 % des recettes, on a maintenu la fiction des dépenses militaires en diminution relative et absolue : 17,1 milliards de roubles contre 17,2 milliards au cours des deux dernières années. Diminution d'autant plus symbolique que dans le même temps, les responsables soviétiques se félicitent du « renforcement du potentiel de défense du pays ».

DANIEL VERNET.

### Pologne

● Selon le quotidien polonais *Express wiesny* du 22 novembre, la dette extérieure de la Pologne s'élève à plus de 15 milliards de dollars. Le gouvernement polonais a dû notamment emprunter près de 13,6 milliards de dollars pour combler le déficit du commerce extérieur de 1978 à 1979. S'ajoute le montant des intérêts, dont le taux « n'est pas public », mais peut être estimé entre 10 % et 20 %. Pour les experts occidentaux, le chiffre total ne prend pas en compte les emprunts contractés par les entreprises polonaises sans garantie de la banque Handlowy, qui se situent entre 2,5 et 5 milliards de dollars. — (A.F.P.)

### Italie

#### La Fondation Aldo Moro ferme ses portes

De notre correspondant

Rome. — La Fondation Aldo Moro, qui avait été créée en 1978 après l'assassinat du président de la démocratie chrétienne, vient de fermer ses portes. Elle ne s'estime plus en mesure de « remplir ses fonctions institutionnelles » et ne veut pas que le souvenir de la victime des Brigades rouges soit « l'occasion d'une pénible polémique ». C'est la conclusion provisoire d'une curieuse affaire ayant pour protagonistes l'épouse, les enfants et les anciens collaborateurs de Moro. Le conflit avait éclaté à la mi-novembre. Il opposait le directeur de la Fondation, M. Quaranta, au président de celle-ci, M. Presto, le premier reprochant au second de mener une opération politique. Plus exactement, de se servir du nom d'Aldo Moro pour soutenir un courant de droite de la démocratie chrétienne incarné par M. Fanfani.

Malgré, très vite, les regards se tournèrent vers la famille elle-même. C'est M. Giovanni Moro, vingt-deux ans, fils cadet de la

victime des Brigades rouges, qui mettait en accusation M. Presto, lequel était défendu par l'épouse de Moro, la fille de l'homme disparu. Aidé de ses amis, Giovanni alla jusqu'à occuper symboliquement le siège de la Fondation avant d'engager une guerre de communication avec ses sœurs, Maria-Fida et Anna-Maria. La mère décida alors de mettre un terme à la polémique en faisant fermer la Fondation. On ne croyait pas si bien dire, au printemps 1978, en qualifiant de drame familial l'enlèvement du président de la D.C. Cette affaire d'Etat avait été privatisée dès le premier jour par l'épouse lui-même, qui réclamait d'être libérée pour se consacrer aux siens. En Italie, la famille demeure le protagoniste obligé de tous les grands événements. Comme l'Eglise, d'ailleurs : il est significatif que M. Giovanni Moro et ses adversaires fassent allusion à des méditations ecclésiastiques dans le conflit qui les oppose. Méditations sans succès, apparemment. — R. S.

#### LE PROCÈS EN APPEL DU CHEF DES BRIGADES ROUGES S'EST OUVERT À TURIN

Turin (A.F.P.). — Le procès en appel contre Renato Curcio, fondateur des Brigades rouges, condamné en juin 1978 en première instance à quinze ans de prison, s'est ouvert le 28 novembre à Turin.

La caserne La Marmora, où se trouve le procès, est isolée du reste de la ville, retranchée derrière des murs de sacs de sable d'où émergent des têtes casquées et des canons d'armes. Policiers et carabinieri, protégés de gilets pare-balles, quadrillent le quartier déclaré « zone militaire » et interdit à la circulation.

La cour a rejeté, à la fin de la première audience, une requête des avocats d'office demandant des délais supplémentaires pour l'étude des dossiers. Cette requête avait été avancée, après les déclarations de l'un des accusés, Pietro Basone, qui, au nom de tous les autres, avait refusé, dès l'ouverture du procès, les avocats. Le président de la cour avait alors nommé des avocats d'office.

Des vingt-sept personnes qui doivent répondre des attentats ou enlèvements commis jusqu'en 1975 (aucun assassinat à cette date), seuls seize sont détenus. Trois étaient venus à l'audience, mais se trouvent en liberté provisoire, sept ne se sont pas présentés, quatre enfin, condamnés par contumace, sont considérés comme les éléments les plus dangereux de la première génération terroriste, notamment Mario Moretti, Rocco Micaletto et Marco Pissetta.

● Le prochain sommet des pays industrialisés aura lieu à Venise pendant deux jours aux alentours du 20 juin. Selon l'agence de presse japonaise Kyodo News, qui cite des sources proches du ministère nippon des affaires étrangères, l'inflation, les problèmes monétaires internationaux et le pétrole seront à l'ordre du jour de ce sommet, qui réunira le Japon, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la R.F.A., l'Italie et le Canada. — (A.F.P.)

### Espagne

#### TROIS GARDES CIVILS SONT TUÉS DANS UN ATTENTAT AU PAYS BASQUE

Saint-Sébastien (A.F.P., A.P.). — Trois gardes civils ont été tués mercredi 28 novembre par les terroristes, présumés appartenir à l'organisation séparatiste basque ETA. Selon la police, les trois membres des forces de l'ordre ont été assassinés par balles dans un café, à Azpeitia, une localité proche de Saint-Sébastien, dans la province de Guipuzcoa.

Les auteurs des coups de feu étaient au nombre de quatre, selon la police, et se trouvaient déjà dans l'établissement quand ils ont tiré sur les trois gardes civils. On ne disposait pas, ce jeudi matin, d'autres informations sur cet attentat.

**Séminaire, convention au Grand Hôtel, Place de l'Opéra, Paris.**

30 salons et salles de conférence. Equipement ultra-moderne. 600 chambres.

Proximité de l'Opéra : 10 minutes à pied. L'Opéra de Paris : 5 minutes à pied. L'Opéra de Paris : 5 minutes à pied.

**GRAND HOTEL**

Place de l'Opéra - 75009 Paris Tél : 260-31-30 poste 511

#### Prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costauds...

Chemises et chaussures jusqu'à 50



**berdy**

86 av. Ledru-Rollin Paris 12<sup>e</sup> / 628.18.24 et 79 av. des Ternes Paris 17<sup>e</sup> / 574.35.13

## En Espagne fêtez Noël au balcon.

Les amoureux de l'Espagne ne sont pas des amoureux comme les autres. Et l'Espagne, pour eux, aime jouer avec les saisons. Il y a des endroits en Espagne où l'on fête les derniers jours de l'année au bord d'une eau toujours bleue. Et c'est sur la plage qu'on dresse le sapin de Noël.

Pour partir en Espagne, choisissez le bon moment. Le soleil passe l'hiver en Espagne. Et les Espagnols, en ce moment, ont plus de temps à donner à ceux qui aiment l'Espagne.

ADRESSEZ-VOUS A VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU A L'OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME 43 TER, AVENUE PIERRE-1<sup>er</sup> DE SERBIE - 75008 PARIS - TEL. 720 90 54.

هكذا من الأصل



# EUROPE

## Yugoslavie

### La mise en place des directions collégiales se fait progressivement

Belgrade. — Mise en place des nouvelles institutions appelées « directions collégiales », tel est le thème dominant de la politique intérieure yougoslave. Le régime leur attribue la plus haute importance puisqu'elles sont conçues pour donner l'impulsion au système de délégations (on compte des milliers de délégations avec deux millions de délégués) qui doit marquer la « rupture définitive » avec le parlementarisme « bourgeois » des démocraties occidentales et « étatique » des pays communistes de l'Europe de l'Est.

L'idée de créer des directions collégiales a été lancée l'automne dernier au congrès des syndicats par le président Tito (le Monde du 25 novembre 1978). Elle a fait l'unanimité, et les innombrables institutions autogestionnaires ont commencé immédiatement les préparatifs pour la réaliser.

Le principe est le suivant : toutes les instances dirigeantes des organisations dites sociales (la Ligue des communistes, l'Alliance socialiste, les syndicats, etc.) et du pouvoir (de la commune à la fédération) vont élire leur direction collégiale. Ces directions auront à leur tête un président ou un secrétaire — peu importe le nom — qui ne pourra exercer cette fonction en principe que pendant une année, avec des exceptions qui confirmeront la règle. Après l'expiration de ce délai, cette fonction reviendra à un autre membre de la direction collégiale, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration du mandat de la direction elle-même, qui coïncide généralement avec les élections législatives pour les instances du pouvoir, et les congrès, pour celles des organisations sociales. Comme l'autogestion n'est pas

De notre correspondant

un système « dogmatique », qu'elle ne tolère pas l'uniformité, que dans un État multinational comme la Yougoslavie, elle assure « l'unité dans la diversité », les intéressés auront beaucoup de latitude pour adapter le principe à leur condition spécifique. Tout cela, bien entendu, ne sera pas de nature à simplifier un système social déjà complexe. Précisons toutefois que ce genre de « rotation » ne concerne pas, par exemple, les membres des gouvernements (la Yougoslavie en a neuf : six gouvernements de républiques fédérées, deux des régions autonomes et le gouvernement fédéral). Il n'est pas question, en effet, de changer les ministres tous les ans, d'autant que ces derniers ne sont que les organes exécutifs des Parlements. En revanche, les présidences actuelles du Parlement, qui sont des « organes suprêmes du pouvoir populaire », seraient soumises elles aussi à la règle générale. L'opération entraînera donc des modifications de la Constitution (la procédure est en cours), et des statuts de certaines organisations sociales (ce qui, dans quelques cas, est déjà chose faite).

Les explications de ce remue-ménage sont multiples : les théoriciens font valoir, en premier lieu, que le travail collégial est le propre de l'autogestion, et que la mise en place des directions collégiales permettra de lutter contre groupes et groupuscules de « technocrates, bureaucrates et managers », qui souvent se constituent autour de certains dirigeants, usurpant les droits de gestion et de décision des travailleurs. Selon M. Zarkovitch,

chargé au comité central de suivre le problème dans le système des directions collégiales, le citoyen tirera son autorité de son travail et de ses capacités personnelles et non de sa fonction. On attend également des nouvelles institutions la réduction au minimum du nombre des professionnels de la politique. Dans une déclaration à un quotidien pégradole du soir, M. Djoko Tuzi, politologue macédonien, affirmait récemment qu'il y en avait près de deux cent mille. Pour un régime de démocratie directe, c'est tout de même beaucoup. Ils s'inscrivent dans toutes les « structures », passent on ne sait trop comment d'une instance à l'autre, et, même lorsque toutes les places sont déjà occupées, ils se débrouillent pour la création de postes, où ils s'installent pour de longues périodes. M. Tuzi ajoute qu'un quart des personnes qui viennent à Belgrade pour représenter une instance autogestionnaire, leur collectif commun ou républicain fédéré, y restent de manière durable et ne vivent plus que de la politique. Les dernières statistiques officielles confirment d'ailleurs que les travailleurs « socio-politiques » sont parmi les mieux rémunérés en Yougoslavie.

Dans l'immédiat, on attend des directions collégiales une participation plus active des citoyens aux affaires publiques et une « démocratisation » du travail dans les organismes au sommet. Mais, en même temps, le régime semble-t-il, voit loin. En réalité, il songe à la période après Tito. Les directions collégiales doivent empêcher qu'il ne soit, indépendamment de ses mérites, de « monopoliser » le pouvoir ou de se transformer en « leader ».

PAUL YANKOVITCH.

## Portugal

### Les élections législatives du 2 décembre L'Alliance démocratique essaye de se démarquer de l'extrême droite

De notre envoyé spécial

Lisbonne. — Le ton monte un peu à Lisbonne dans les semaines précédant les élections législatives du 2 décembre. On multiplie les mises au point, on s'investit avec courtoisie, on interpelle le président de la République, le général Soares, sommé par un leader centriste, M. Amaro da Costa, de dire s'il respecterait le scrutin dans le cas d'une victoire de l'Alliance démocratique (une coalition de droite qui regroupe les sociaux-démocrates de M. Sa Carneiro, les centristes de M. Freitas do Amaral et les monarchistes de M. Ribeiro Telles). On prépare les derniers meetings de masse qui mettront fin vendredi à une campagne de trois semaines remarquablement exempte d'incidents.

La fièvre aura été jusqu'au bout circonscrite à la classe politique. La radio et la télévision sont presque silencieuses, par obligation (le Monde du 23 novembre). La presse est d'une discrétion qui frise l'indifférence, alors que les leaders politiques parlent de possible crise de régime, de choix décisif de société, et même dans le rang des socialistes de « guerre civile » au cas où les amis de M. Sa Carneiro et Freitas do Amaral obtiendraient la majorité absolue dans la nouvelle Assemblée de la République.

L'armée est muette, fait relativement nouveau depuis le 25 avril 1974. L'Eglise, encore puissante dans ce pays de forte tradition catholique, est manifestement divisée et troublée. L'épiscopat s'est borné à condamner l'abstention, mais certains évêques n'hésitent pas à recommander aux Portugais de voter contre les partis marxistes, sans

préciser davantage, ce qui a provoqué mardi soir la colère de M. Mario Soares. Le leader socialiste a insisté à cette occasion sur les bons rapports qu'il entretenait avec Mme Maria Lurdes de Pintasilgo, chef du gouvernement et catholique progressiste. Et il a parlé une nouvelle fois de la « convergence » qui existe entre le parti socialiste et le chef de l'État, durement attaqué par les leaders de l'Alliance démocratique.

En froid il y a moins de deux ans avec le général Soares, qui l'avait sèchement remercié, M. Soares est aujourd'hui le meilleur « allié » du chef de l'État. Paradoxe qui n'est qu'apparent car la chronique politique portugaise fourmille depuis cinq ans de scissions, de ruptures, de ralliements, d'alliances vite dénouées et de liaisons éphémères. Dans le petit monde de Lisbonne les querelles politiques ressemblent à des disputes de famille.

Il y a dix-huit mois, M. Soares estimait que son alliance avec M. Freitas do Amaral était « un exemple pour l'Europe ». Aujourd'hui il voit le leader centriste comme un homme disposé à torde le cou aux libertés. C'est de bonne guerre. Et M. Soares reste l'un des plus fins manœuvriers de la classe politique portugaise. Depuis trois ans son parti a perdu, à gauche puis à droite, des personnalités de premier plan, comme M. Lopes Cardoso, Barreto et Medeiros Ferreira, tous anciens ministres. Mais il a récupéré à gauche d'anciens dirigeants du P.P. et qui avaient encore plus modestes du groupuscule des réformateurs, pourrait n'être qu'une péripétie de plus.

#### L'ombre de Salazar

En réalité, la « dynamique » du plurielisme à droite illustre la formation de l'Alliance démocratique pour la scène politique. Aux élections législatives du 25 avril 1978 les sociaux-démocrates avaient obtenu 25 % des voix et les centristes du C.D.S. 16 % seulement.

Epaulés par leur campagne « à l'américaine », mais reconfortés par des meetings comme celui du

Palais des sports de Lisbonne, où dix mille personnes, en majorité des jeunes, les ont acclamés mardi soir, M. Sa Carneiro et Freitas do Amaral pensent gagner, ensemble, les cinq points qui leur manquent pour conquérir la majorité absolue dans la nouvelle assemblée. M. Sa Carneiro peut-il le 3 décembre être en mesure de braver la présidence du gouvernement ? C'est en fait la question la plus intéressante de la campagne.

Au fil des jours, les leaders de l'Alliance ont cherché à se démarquer des soutiens empressés mais compromettants de l'extrême droite. Des militaires très à droite, comme les généraux Eanes de Arriaga (ex-commandant en chef au Mozambique) et Galvão de Melo (ancien membre de la junte spinoïste de mai 1974) se sont nettement prononcés pour l'Alliance. Un dirigeant du petit parti démocrate-chrétien, également favorable à l'Alliance, a publiquement fait l'apologie de Salazar. Cette « audace », la première du genre depuis avril 1974, a donné des armes à tous ceux qui accusent M. Sa Carneiro et Freitas do Amaral de faire le lit de la « nouvelle droite », fascisante et revancharde.

Du coup, ces derniers sont devenus moins sévères à l'égard des « héritiers du 25 avril ». Ils continuent cependant à rejeter toute la responsabilité de la crise économique et politique sur les gouvernements qui se sont succédés depuis avril 1976, et d'abord sur les socialistes. « Nous sommes, disent-ils, beaucoup plus contre le 11 mars (date de l'accélération du processus révolutionnaire en 1975) que contre le 25 avril. » Nuances... M. Soares fait front avec habileté et cherche à maintenir son parti au premier rang (34,87 % des voix aux élections de 1976 et cent sept députés). Les raisons objectives ne manquent pourtant pas en faveur d'un recul du P.S. : usure du pouvoir, conflits internes, politique pragmatique d'alliances opportunistes, gonflement artificiel du parti en 1975 et 1976. Mais M. Soares, qui a centré sur l'anti-communisme en 1975 et sur la nécessité de former une équipe de gouvernement solide en 1976, et qui avait alors gagné, plaide aujourd'hui la lutte contre la droite. Il conteste énergiquement que l'Alliance puisse offrir une « nouvelle chance de gouvernement » car sans consensus social, dit-il, « il n'y a pas de développement économique possible ».

Il résume enfin le « manifeste » des dirigeants de l'Alliance, parlant des « bons et des mauvais Portugais », manifeste qui lui rappelle « le temps du salazarisme » et « le temps du salazarisme ». Les cinq ans seulement après la révolution des collets, c'est bien évidemment l'ombre du dictateur qui plane sur le Portugal.

MARCEL NIEDERGANG.

## Andorre

### La création d'un parti démocratique rompt avec les traditions de la principauté

L'Agrupament democràtic d'Andorra (A.D.A.), qui tente depuis plusieurs années de faire accéder la principauté à une forme de vie publique démocratique, a obtenu, lors des élections municipales du 30 mars, vient de franchir une nouvelle étape en donnant naissance, après avoir été dissoute, à un véritable parti politique. Démarche qui pourrait sembler banale ailleurs, mais qui, en Andorre, prend un peu l'aspect d'un défi. Les Andorrans n'ont pas d'autorités, et seuls y existent des groupements, associations, tentatives, etc. L'A.D.A. avait d'ailleurs demandé, dès sa fondation, que de véritables formations politiques trouvent enfin droit de cité dans la principauté, dont l'activité reste très marquée par le droit coutumier hérité du Moyen Âge.

Si la nouvelle formation, le P.D.A. (Partit democràtic andorrà), fait pour l'instant figure de parti unique, c'est bien malgré lui. Il se défend en tout cas énergiquement contre les accusations de ceux qui lui prêtent l'intention de rompre avec les deux coprinces, « Le P.D.A. accepte la coprincedat comme forme de l'état andorrà », lit-on dans ses statuts, qui n'ont été publiés pour l'instant qu'en andorrain. Mais il propose « une structure étatique où les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire restent séparés » et « un système de démocratie parlementaire représentatif et pluraliste, au service de la nation et émanant de la souveraineté et de la volonté du peuple ».

Pour le reste, le P.D.A. se définit comme nationaliste, « parce qu'il croit que la valeur essentielle d'un pays est constituée par ses hommes et ses femmes », et « parce qu'il est humaniste » qu'il souhaite « que ces hommes et ces femmes conservent la

manière d'être, la langue, la culture et l'histoire qui leur sont propres ». Mais la nouvelle formation andorrane considère également comme partie intégrante de la communauté nationale « tous ceux qui vivent et travaillent » dans la principauté (où la proportion d'étrangers est désormais sensiblement supérieure à celle des Andorrans de souche) et elle se veut également « démocrate, parce que la démocratie est le seul système qui puisse garantir les libertés, progressiste pour s'adapter aux nouvelles situations et nécessaire, tout en étant traditionnelle pour conserver les traits historiques de l'Andorre ». Elle se réclame, en outre, de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Ni la syndicalisme, ni le Conseil des vallées, qui doit bientôt être renouvelé partiellement, n'ont encore réagi officiellement, pas plus que les deux coprinces, le président de la République française et l'évêque espagnol d'Urgel. Des représentants de l'A.D.A. avaient présenté leurs doléances à l'Élysée au printemps dernier à l'occasion d'une entrevue entre un collaborateur de M. Giscard d'Estaing et une délégation conduite par M. Jaume Bartumeu Cassany, l'un des jeunes fondateurs de l'Agrupament, et qui figure parmi les animateurs du nouveau parti. En brusquant les choses, tout en réaffirmant son loyalisme à l'égard des coprinces, la nouvelle classe politique qui est en train d'apparaître en Andorre réussira-t-elle à faire évoluer la situation dans le plus grand — devant le président, Saint-Marin, Monaco et le Vatican — des tout petits États d'Europe ?

BERNARD BRIGOULEIX.


Le Monde DE LA

Télérama

# MUSIQUE

LES DIMANCHES DE BACH. L'EMPIRE SACEM.

AVEC DES VILLAGEOIS DE SARDAIGNE. LE DICO DU ROCK.





## ENQUÊTE

# AMERICAINS D'EUROPE

## III. — Des soldats clochards ?

par DOMINIQUE DHOMBRES

Malgré certaines difficultés qui ont fait diminuer leur nombre dans quelques pays, notamment en France, les Américains résident en Europe maintenant leur influence et leurs positions et continuent à jouer d'un niveau de vie assez élevé (« le Monde » des 28 et 29 novembre). En revanche, les militaires, surtout en R.F.A. où ils sont le plus nombreux, subissent de plein fouet l'inflation et la hausse des prix. Les problèmes de logement et de pouvoir d'achat apparaissent désormais plus importants que ceux liés à la drogue, qui n'ont pourtant pas disparu.

Heidelberg. — A l'entrée de la base américaine de Heidelberg, on peut voir affichées les photos des terroristes allemands récemment libérés. Un panneau explicatif indique comment une femme prisonnière de guerre peut dissimuler une bombe sur son ventre. Des soldats sportifs partent, en auto, en vélo, pour des excursions dans les montagnes voisines. D'autres déjà un peu obèses, font le siège du distributeur de crèmes glacées. Un prédateur noir de l'Ohio vient visiter ses oncles.

La présence des forces militaires américaines est devenue si familière que pour un peu les Allemands ne la remarqueraient plus. Elle fait partie du paysage. C'est un sujet qui est rarement évoqué dans la conversation. De temps à autre, les journaux allemands se penchent, de façon tantôt ironique et tantôt apitoyée sur le sort des malheureux ménages, épouses des militaires américains, qui doivent vivre avec un dollar dévalué. Les Américains restent entre eux, dans des quartiers qui rappellent les banlieues du Middle West, où ils suivent des trajets bien balisés de la caserne au P.X. (le magasin militaire, qui offre à prix avantageux les marchandises « made in U.S.A. ») et du club sportif à la poste, elle aussi américaine.

Ce sont parfois de véritables villes dans lesquelles on peut vivre par une sorte d'autarcie, comme à Ramstein, près de Kaiserslautern, quartier général des forces américaines en Europe. Des blocs

d'habitation alternent avec les bâtiments administratifs, les magasins, les cinémas, l'hôpital. Un peu plus loin, les pistes et les aéroports pour les avions. Partout un trafic incessant de voitures. Comme dans une cité ordinaire, tout s'anime à l'heure de la sortie des bureaux. Environ neuf mille militaires, et dix-sept mille femmes et enfants habitent ici. C'est la plus forte concentration de citoyens américains en dehors des Etats-Unis.

### « Un choc culturel »

« Il y a incontestablement un choc culturel pour les jeunes recrues qui arrivent ici, et qui sont souvent sortis directement de leurs familles », affirme un officier chargé de veiller au moral des troupes. « La drogue est facilement accessible, peut-être cause des trop nombreuses tentatives de suicide. Mais elle semble désormais moins grave que l'alcoolisme. » Pourtant des chiens policiers, chargés de « flairer » la drogue, sont promènes de temps à autre à travers la base. Deux bases de la petite ville voisine de Ramstein ont été interdites récemment aux militaires américains par le maire, parce que des trafiquants y avaient été repérés. Une « ligne téléphonique de crise » a été établie à Francfort. Tout militaire drogué, ou perdu, ou simplement déprimé, peut ainsi demander anonymement un conseil.

Trois violents succès commis par des G.I. en avril et mai derniers à Erlangen, au nord de Nuremberg, où se trouve la 2<sup>e</sup> brigade de la première division armée américaine, ont suscité une certaine émotion, vite retombée d'ailleurs. Là encore, il s'agit d'un sujet apparemment tabou. Les commentaires ont été contradictoires : les policiers allemands ont mis en cause le recrutement des soldats américains, tous volontaires, depuis la suppression de la conscription par tirage au sort en janvier 1973. Les nouvelles recrues seraient plus frustes, voire analphabètes, ce qui expliquerait leur compor-

tement. Les autorités militaires américaines estiment au contraire que les volontaires sont plus « motivés » que les conscrits de jadis, et que les actes de violence contre des civils allemands ont diminué.

« Il y a de moins en moins d'incidents et la situation est beaucoup plus calme qu'il y a dix ans », estime M. Walter Bloessel, ambassadeur des Etats-Unis à Bonn. « Il est même surprenant de voir à quel point cette population étrangère qui attendait environ 400 000 personnes, femmes et enfants compris, est finalement bien acceptée. » Une nouvelle brigade de 6 000 hommes a été installée à Erlangen, dans le nord du pays. A cette occasion le réseau de télévision des forces américaines a encore été étendu. Presque partout en R.F.A. on peut capter ces émissions, diffusées de façon ininterrompue de 9 heures à 23 heures. Les programmes de jazz de la radio militaire sont très appréciés des jeunes Allemands.

Parmi les simples soldats, 50 % ont moins de vingt et un ans, 75 % sont célibataires, 30 % sont noirs, 8 % hispano-américains et 30 % ont suivi l'école secondaire avant la fin du cycle normal d'études. La proportion de Noirs tombe à 20 % chez les officiers subalternes et à 8 % chez les officiers. Les autres, étant, pour 80 % d'entre eux, mariés.

Les incidents raciaux, particulièrement aigus il y a une dizaine d'années, ont nettement régressé

et les autorités militaires mènent une politique « volontariste » d'intégration. Le sport, très pratiqué, joue un rôle essentiel pour éliminer les préjugés et créer des rapports personnels entre soldats noirs et blancs. En outre, l'attitude des civils allemands à l'égard des Noirs américains s'est améliorée au fil des ans. Un sergent-chef noir, de retour dans une ville où il avait été en garnison dans les années 60, nous a dit sa surprise de pouvoir désormais entrer sans difficulté dans toutes les brasseries de l'endroit.

Le problème essentiel reste celui du logement. Le nombre d'habitants pour les familles est limité sur les bases. Les jeunes soldats font venir leur femme, alors que leur grade ne leur donne pas droit à la prise en charge des frais de déménagement. Ils sont obligés de s'installer eux-mêmes et le taux de change, très défavorable, ne leur permet guère

d'obtenir auprès des propriétaires allemands un logement de dimension suffisante, ou assez proche de leur base. Ils sont contraints à de longs déplacements quotidiens, qui laissent planer quelques doutes sur la capacité de mise à l'alerte rapide des forces américaines en R.F.A.

De l'avis général, la drogue, ou même l'alcool, sont désormais des problèmes moins importants que la baisse du pouvoir d'achat. Bien que les épouses n'aient pas théoriquement le droit de travailler en R.F.A., certaines d'entre elles n'hésitent pas à s'engager clandestinement comme femmes de ménage, voire, en tournant le règlement, comme ouvrières d'usine, pour augmenter la maigre solde de leur mari. Les familles de militaires ont des difficultés à s'offrir un simple repas dans les restaurants de la chaîne M&M Donald, dont les prix leur paraissent démesurés par rapport à ceux qui ont cours aux Etats-Unis.

### Des privilèges en Grande-Bretagne

Un taux de change moins défavorable fait des militaires stationnés en Grande-Bretagne des privilégiés. Ils ne sont que 24 000 (dont 20 000 appartenant à l'armée de l'air) et, avec leurs familles et les employés civils, forment une communauté d'environ 50 000 personnes. Les problèmes sociaux sont beaucoup moins graves qu'en R.F.A. Les grades et les salaires sont en effet proportionnellement plus élevés dans l'armée de l'air que dans l'armée de terre, qui forme la gros des bataillons cantonnés en R.F.A.

A Mildenhall, la plus importante base aérienne située au

nord de Londres, construite pour la R.A.F. en 1931 et « prêtée » aux Etats-Unis au début des années 60, la plupart des militaires américains ont choisi de vivre « chez l'habitant ». Certains habitent encore dans les « maisons du tabac » ainsi appelées parce qu'elles ont été construites immédiatement après la guerre, et de façon assez précaire, grâce aux dettes contractées par le Royaume-Uni sur les importations de « cigarettes américaines » pendant les hostilités.

Dans chaque base, le ministre britannique de la défense a nommé un « responsable des relations communautaires » chargé

de régler les contentieux éventuels avec les propriétaires et les commerçants. Le contraste est frappant avec ce qui se passe en R.F.A. Les Américains participent à la vie locale, sont membres de toutes sortes d'associations culturelles, religieuses ou sportives. Ici, d'une certaine façon, ils sont encore des « héros ».

Le Congrès a accordé en 1978 des crédits pour permettre au personnel de l'armée de l'air de se loger plus convenablement. Des contrats ont été conclus avec les entrepreneurs britanniques, aux termes desquels ils sont aidés financièrement pour la construction de maisons qu'ils sont assurés de louer pour une durée d'au moins dix ans à des militaires américains. Dix ans... pour les Britanniques, accoutumés aux baux emphytéotiques de quatre-vingt-dix-neuf ans, le délai paraît assez court. Est-ce celui qui précède le retrait des troupes américaines d'Europe ? A Mildenhall, on les Boeing-707 destinés à servir de quartier général mobile pour l'OTAN en cas d'attaque soviétique paraissent rouiller sur les pistes, c'est une question qu'il semble indécise de poser.

FIN

328 000  
HOMMES

Les Etats-Unis maintiennent, dans le cadre de l'OTAN, une présence de 328 000 hommes en Europe (Turquie comprise). Les effectifs sont de 234 000 en R.F.A., 24 000 en Grande-Bretagne, 12 000 en Italie, 3 700 en Grèce, 2 100 aux Pays-Bas et 2 000 en Belgique.

## A propos de L'HOMO ANTI-ATOMICUS

de Philippe Sallé

L'avenir sera tragique si on ne change pas rapidement de mode de vie. On parle bien de la nécessité de surmonter le futur incertain, mais sans dire comment ! On évoque le besoin d'instaurer de nouvelles valeurs d'existence, mais sans les définir !

A ces questions essentielles, Philippe Sallé apporte des réponses précises.

### L'impasse du nucléaire

Il est aujourd'hui possible de fabriquer une bombe atomique dans une chambre de bonne, utilisant quatre kg de plutonium dans l'une ou l'autre des centrales qui se répandent. Le formidable accroissement démographique des vingt ans à venir parallèle à la diminution rapide des ressources naturelles deviendra une source d'insécurité immense, à un moment où toutes les nations et les groupes terroristes seront capables de s'équiper d'armements atomiques. Là est le problème essentiel de l'humanité à l'arrivée de l'an 2000.

### La nécessité de se révolter

Il faut commencer d'abord par se révolter contre le destin subi, non désiré comme tel ; l'adaptation passive au moindre mal n'est plus suffisante. Parce qu'il se sont trompés plusieurs fois, les hommes n'ont plus cherché, pourtant, entre le retour au passé informe et la future dictature uniforme du mondialisme industriel et atomique, il y va de notre salut de trouver une voie de dépassement.

### Pour une nouvelle utopie

A la question Une Nouvelle Utopie est-elle concevable à l'aube de l'an 2000 ? Philippe Sallé répond : l'utopie présente n'est-elle pas de croire que nos comportements économiques et sociaux pourront se prolonger encore bien longtemps ? La Bonne Utopie est l'expérimentation rigoureuse sur le comportement idéal des êtres. On a assimilé l'échec des communautés

du XIX<sup>e</sup> siècle à leur méthode expérimentale ; et, depuis, l'expérience qui est à la base du progrès de la science est absente des sciences dites humaines.

Il conviendrait donc d'organiser une grande expérience sociale dans une ville de 50 000 habitants, hors des cadres politiques actuels, pour tester les objectifs suivants :

### 1. Modifier l'économie

Grâce à l'étude scientifique d'un « minimum économique convenable », afin de subvenir aux véritables besoins matériels des hommes et de dominer les techniques au lieu de les subir.

### 2. Redonner un sens au mot « Culture »

En provoquant une véritable révolution culturelle, à partir d'une connaissance collective en premier lieu de ce qui différencie universellement l'homme de l'animal (la conscience du temps, de la mort, de l'infini, de l'existence ; l'enthousiasme envers la beauté, l'angoisse en face du mystère de la création) et ensuite des moyens variés qui permettent d'exploiter cette différence (les arts, les sciences, la spiritualité), en vue d'accorder à chaque individu la possibilité de se situer dans l'univers et l'humanité suivant sa propre originalité. Une culture partielle ou déformée est aussi frustrante que de mauvais instincts.

### 3. Créer un « Contre-Etat »

Pour empêcher toute forme de pouvoir de s'étendre sur ce qui doit être le domaine exclusif de l'individu.

Il faut faire de l'Etat un moyen limité au service de la société et non pas une reine de la roche humaine qui répète la même erreur, en plus grand, que les communautés « parousiennes de biens, de familles et de responsabilités » du XIX<sup>e</sup> siècle ! Sans pour autant tomber dans une apologie de l'anarchie, qu'elle soit de droite ou bien de gauche.

### 4. Organiser la consécration sociale des arts et des sciences

Une liaison plus intime entre les arts et les sciences doit permettre d'améliorer la sensibilité envers les problèmes essentiels de la vie, ainsi que de mieux canaliser l'agressivité humaine dans le goût de la culture et de la recherche, hors des loisirs mais ou des dévouements guerriers.

### 5. Rechercher une nouvelle spiritualité

En vue d'apprendre à tolérer l'existence et à apaiser l'angoisse métaphysique, grâce à une meilleure connaissance des rapports entre l'homme et l'univers. Il convient de sortir de l'humanité mécanique pour trouver son « Humain », mais à condition d'y retourner libre afin de puiser, dans la chaleur de la fraternité, le courage d'un nouvel idéal. La biologie démontre que l'homme est en partie dominé par des instincts violents, meurtriers, égoïstes ; mais ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que ces instincts sont en contact avec la destruction potentielle de tout ou partie de la planète. Il est urgent de faire reposer la fraternité sur des bases solides et motivantes.

Plus qu'une réponse aux chevaux de bois entre les idées de la gauche et de la droite, L'Homo Anti-Atomicus est une clé concrète pour l'avenir, sans danger ni tyrannie, loin du guégulement des modes humains qui n'ont d'autre finalité que leur survie égoïste. L'Homo Anti-Atomicus : Face à l'impasse actuelle, un livre qui se donne et qui nous donne les moyens de changer.

L'Homo Anti-Atomicus ou naissance d'un nouvel idéal occidental.



Editions Alain Moreau  
En vente chez votre libraire

**GAGNEZ UNE PIECE avec le lit abordable CHARRON !**

Scupie, robuste, indéformable (système breveté) le lit abordable Charron se fait en style et en matériaux modernes (tous bois, laques, etc.).

**LE PLUS GRAND SPECIALISTE de Lits Abordables**

**charron**

3 TER, 30 DE CHARONNE, PARIS 14  
M. NATION - TEL. 374.15.35 - PARKING  
Centre Clal de Belle Epine TEL. 686.83.66  
Centre Clal de Vélizy 2 TEL. 945.05.94  
Liste concessionnaires provinciaux à demande

**EDITIONS DU PROGRES**  
Traduit du Russe

**LENINE ŒUVRES COMPLÈTES**

47 volumes  
1893-1923

coéditions :  
Editions du Progrès  
Editions Sociales

ODÉON-DIFFUSION/SODIS  
en vente toutes librairies

# En Espagne adorez le soleil.

Les amoureux de l'Espagne ne sont pas des amoureux comme les autres. Et la mer qui aime l'Espagne a inventé pour eux 6000 km de côtes, de plages sans fin, de criques oubliées. Côte sauvage. Côte dorée. Côte des fleurs d'orange. Côte blanche. Ils ensorcelent : Canaries, Baléares, Côtes du Soleil et de la Lumière.

Pour partir en Espagne, choisissez le bon moment. Le soleil passe l'hiver en Espagne. Et les Espagnols, en ce moment, ont plus de temps à donner à ceux qui aiment l'Espagne.

ADRESSEZ-VOUS A VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU A L'OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME  
43 TER, AVENUE PIERRE-1<sup>er</sup> DE SERBIE - 75008 PARIS - TEL. 720 90 54.

مكتبة الأمل



# LE PROJET DE LOI SUR L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

## Un débat ambigu et décevant

A ceux qui avaient cru pouvoir prétendre que la tâche de Mme Pelletier serait plus facile que celle de Mme Veil en 1974, la discussion du projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse a apporté divers démentis. Sans gloire sur le caractère souvent médiocre, parfois peu digne, de la longue litane des propos entendus, force est de constater que le débat s'est déroulé dans un climat de désenchantement, voire de désespérance. Pas un seul des soixante-neuf orateurs qui sont intervenus n'a pu, « en son âme et conscience », se déclarer tout à fait favorable au texte proposé; tous ont dénoncé le « laxisme » qui a marqué l'application de la loi Veil et ont douté de la rigueur avec laquelle serait mise en œuvre la « loi Pelletier ». Les plus

optimistes voteront « sans joie », les autres se feront violents. Pièces encourageantes pour un ministre de la condition féminine qui s'est efforcé avec conviction de prouver le bien-fondé d'une loi faite, ainsi que l'affirma Mme Signourat (U.D.F.), « par une femme, pour des femmes ». Il est vrai que cette femme-là — et comment ne pas comparer? — ne disposait apparemment ni de l'autorité ni de ce magnétisme qui avait permis cinq ans plus tôt à Mme Veil de vaincre les résistances. Mais, outre l'héritage difficile qu'il lui faut assumer, au-delà de la méfiance et de l'hostilité qu'il lui faut tenter de combattre, des scrupules moraux, philosophiques ou religieux qu'elle

doit enlever, Mme Pelletier doit aussi affronter le poids du jeu politique. En dénonçant mercredi soir les « manœuvres de couloirs », Mme Privat et M. Millet (P.C.) ont voulu obtenir du ministre de la condition féminine un démenti qui ne vint pas. Mme Pelletier n'a pas voulu affirmer qu'elle s'opposait catégoriquement à des amendements destinés à reconduire le caractère provisoire de la loi, même si, comme on est fondé à le penser, elle devait adopter une telle attitude. Pour d'autres raisons, aussi, ce débat est ambigu. Comment soutenir, par exemple, que l'annonce ostentatoire de M. Chirac — qui a manifesté son hostilité au projet — n'aura aucune influence sur le vote de certains députés R.P.R. ?

Comment ne pas s'interroger, comme l'a fait Mme Miasoff, sur le but poursuivi par le président du R.P.R. ? Comment aussi ne pas regretter que les députés de l'opposition n'aient pas, dans cette affaire de conscience individuelle, une totale liberté de vote? Peut-on, enfin, ne pas se poser de questions sur la logique arithmétique de M. Foyer (R.P.R.) qui, dans les couloirs de l'Assemblée, répétait à l'envi qu'il se faisait fort de faire adopter une loi pour cinq ans, et pour cinq ans seulement? L'opposition pourrait-elle se déjuger en apportant ses voix à une telle entreprise? Débat dévot, donc, qui méritait sans doute plus de rigueur et de sérénité. LAURENT ZECCHINI.

Dans la discussion générale, M. BAPT (P.S., Haute-Garonne), demande le remboursement de l'interruption volontaire de grossesse (I.V.G.) par la Sécurité sociale, estimant que la prise en charge par l'État n'est pas une « aide morale » mais une « aide sociale ». Elle déclare : « Rien ne peut remplacer le dialogue entre les femmes et les différents spécialistes des centres de contraception. » Elle réclame que ceux-ci soient répartis sur toute la France, ainsi que la mise au point d'une « carte sanitaire » de ces centres. M. BROCARD (U.D.F., Haute-Savoie) dresse un bilan de la loi de 1975 : la moyenne nationale des avortements légaux recensés en France, indique-t-il, a augmenté de 18,7 % en 1976, 20,3 % en 1977 et 20,4 % en 1978. Il évoque la « responsabilité de l'homme » et note que celui-ci « ne voit pas qu'il s'agit d'un acte de violence ». Cette loi, ajoute-t-il, « n'a pas été correctement appliquée puisque l'avortement de convenance remplace petit à petit l'avortement de détresse ». Il dénonce d'autre part le « goût du plaisir incontrôlé » des hommes.

M. MOULLE (app. R.P.R., Cher) souhaite que la solution de l'avortement ne soit envisagée que « dans des cas extrêmement limités ». L'avortement, estime-t-il, « est un acte de mort qui entraîne toujours chez les femmes un sentiment durable de culpabilité ». Il déplore enfin l'absence de statistiques précises sur l'I.V.G. M. DESANLIS (U.D.F., Loiret) observe : « Tant que l'on n'aura pas instauré un salaire maternel, on ne diminuera pas le nombre des I.V.G. » Il indique que le secteur privé a trouvé dans la pratique de l'avortement « une source de revenus qu'il avait craindre de perdre ». Dans vingt-quatre départements, il ajoute-t-il, plus de 50 % des I.V.G. se passent en clinique. Il assure enfin qu'une politique d'aide à la famille « peut limiter considérablement le nombre des avortements ».

M. LE TAC (R.P.R., Paris) dénonce « une avalanche d'informations et de statistiques contradictoires » ainsi que le caractère incertain de la loi de 1975. Il évoque enfin le refus de certaines femmes, victimes d'une « grossesse de rencontre », de recourir aux « stakhanovistes de l'avortement ». M. BERRET (U.D.F., Finistère) assure que « quelque chose a été fait » en matière de politique familiale et prône « une véritable éducation sexuelle qui permettra aux couples d'assurer leur responsabilité et qui deviendra alors leur véritable liberté ».

M. JACOB (app. R.P.R., Côte-d'Or) indique que la loi de 1975 a eu des effets positifs, comme la « fin des avortements clandestins », et négatifs, par la « banalisation de la mort ».

Pour Mme CONSTANS (P.C., Haute-Vienne), « l'éducation sexuelle, l'I.V.G. et la contraception ne peuvent être dissociées ». Elle estime que la maternité et la paternité doivent être voulues « comme un épanouissement et un enrichissement ». Dénonçant les « réserves » de la majorité « devant l'éducation sexuelle à l'école et dans la presse », elle indique que celles-ci constituent « une attitude obscurantiste à l'égard de la science et de la liberté des familles ».

M. COUPEL (U.D.F., Côte-d'Or) évoque le « doublez-vous cas de conscience » qui se pose, selon lui, à chaque député et indique : « Je suis sûr que nous aurons pu nous dispenser d'imposer notre morale à quiconque, qu'il existe des situations réellement dramatiques et que, avec ou sans loi, il y aura toujours des accouchements clandestins. » Il conclut : « Aujourd'hui l'avortement, c'est la liberté de l'individu, après-demain la suppression des avortements, la pitié est gâtée. »

M. LATAILLARD (R.P.R., Girondin) rappelle l'ancien cours des débats de 1974 et qu'il était « évident que la loi de 1975 était sur toutes les lèvres ». Il observe que la loi « a davantage facilité la convenance que l'usage du recours à l'exception », qu'elle a fait « bien plus pression qu'elle n'a apporté de protection » et qu'elle a entraîné des réactions du type « on y a droit ». Il affirme : « Comment pouvez-vous prétendre sauver l'homme quand vous proposez de tuer l'enfant ? »

« Chaque personne veut toutes les personnes du monde », note M. BRAUMONT (N.I., Vendée-Martin), qui ajoute : « Quand les femmes affrontent le problème de l'avortement, elles sont seules, comme elles sont seules devant la pilule. » Il estime que la loi de 1975 « a détruit l'indépendance

de la femme ». M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. LEOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

### La majorité envisage une reconduction provisoire de la loi

Le groupe socialiste devait se réunir jeudi après-midi 29 novembre pour voter son attitude sur le projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse, compte tenu des amendements adoptés par la commission des affaires sociales. Celle-ci a approuvé des dispositions tendant à obliger les hôpitaux publics à donner aux médecins pratiquant l'I.V.G. les moyens de cette pratique et à alléger la situation des étrangers, au regard de la loi, sur celle des Françaises. En revanche, la commission a refusé la reconduction provisoire de la loi, pendant laquelle elle peut être pratiquée et la suppression de l'autorisation parentale pour les mineurs. Elle a également repoussé un amendement de Mme Miasoff (app. R.P.R.) demandant que les établissements hospitaliers comportent des centres d'I.V.G. qui, selon une précision apportée à la demande de Mme Jacq (P.S.), dispenseraient une information indis-

pensable sur la contraception. La commission des affaires sociales n'a pas suivi les députés qui proposent une reconduction temporaire de la loi pour cinq ans (M. Foyer et Vallex, R.P.R.), dix ans (M. Gantier, U.D.F.) ou deux ans (M. Foyer). La quasi-totalité des députés R.P.R. pourraient s'accorder sur une reconduction limitée à cinq ans, mais ceux qui sont hostiles à l'I.V.G. ne modifieraient pas pour autant leur vote final. De même, au groupe U.D.F., les députés opposés à l'avortement — en particulier les représentants de l'Ouest, qui votent presque tous contre la loi, avec l'accord du président du groupe, M. Chirac, et du gouvernement — ne considéreraient pas une reconduction temporaire de la loi comme une condition suffisante pour approuver celle-ci. Dans l'opposition, les communistes sont hostiles à une nouvelle limitation de la durée d'application de la loi. Les socialistes devaient donc connaître leur position jeudi après-midi.

M. PERRUT (U.D.F.) : ce qui est légal est vite perçu comme moral

Mme GOURIOT (P.C., Meurthe-et-Moselle) insiste sur la nécessité de l'information sexuelle et de la contraception. M. PERRUT (U.D.F., Rhône) estime que la législation de l'avortement « qui tue l'enfant avant sa naissance » risque de conduire à la suppression des handicaps et à l'euthanasie. Ce qu'il appelle « l'acte vite perçu comme moral ». M. AURILLAC (R.P.R., Indre) déclare : « Au nom du respect de la vie, et en plus que de réclamer la chose impossible que nous nous proposons. »

Pour Mme SIGNOURAT (U.D.F., Valais), il est nécessaire de prévoir des dispositions pour éviter l'extension abusive de la clause de conscience des médecins. Elle affirme : « Je voterai cette loi à la fois pour une femme et pour un homme. » M. BOLO (R.P.R., Loire-Atlantique) note que l'avortement peut être mortel pour la femme et précise que cinq à dix décès ont lieu chaque année, provoqués par « mutilation volontaire » et observe que, selon la logique de l'I.V.G., l'euthanasie pourrait être appelée de son nom : « interruption volontaire de la grossesse ». M. GANTIER (U.D.F., Paris) définit son état d'esprit comme « celui de la réflexion et du doute », car l'évolution du nombre des avortements pratiqués lui paraît insupportable et l'application de la loi de 1975 défectueuse. Il souhaite que soit remplacé l'« arsenal des peines » applicables aux professionnels « coupables d'avortements à la fois » et demande une prolongation de la période d'expérimentation de la loi.

M. VALLEIX (R.P.R., Girondin) déclare hostile à un texte définitif. « Ce n'est pas en termes de échec ou de réussite que ce problème grave doit être posé, mais en termes de valeur et, en réalité, en termes de vie et d'homme. »

M. BARBIER (U.D.F., Jura) déclare que les députés qui voteront la loi sont avant tout partisans d'une « médicalisation » de l'I.V.G., et que certaines méthodes de conception constituent des interruptions de grossesse.

M. FONTAINE (N.I., La Réunion) déclare qu'il ne votera pas « cette loi hypocrite qui n'est pas dite son nom ». Il observe que, pour beaucoup de femmes, l'avortement est devenu un droit et demande que soit restaurée « une morale de civisme et de rigueur ». « Nous voulons revenir au temps des joutes », assure-t-il, « et ajouter « Ou l'arrêt de la vie ou l'infirmité » ». En séance de nuit, M. GRUS-SENMEYER (R.P.R., Bas-Rhin) affirme que la clandestinité n'a pas disparu et que, selon certaines sources, les avortements clandestins sont le même que ceux des avortements officiels.

Selon M. PARCET (U.D.F., Var), on peut être « contre l'avortement et pour une loi qui encadre sa pratique ».

M. FINTRE (R.P.R., Yvelines), note que Mme Pelletier « reconnaît l'échec de la loi dans un certain nombre de domaines ». Il ajoute : « La loi a permis de sauver de la mort quelques femmes et de traiter de la même manière

« toutes les femmes en détresse, mais elle n'a pas permis que la vie soit mieux acceptée, c'est grave ! »

M. REVET (U.D.F., Seine-Maritime) avait une famille nombreuse « qui devient presque une tare puisque la société a prévu très peu d'accueil pour elle. »

M. KOEHL (U.D.F., Bas-Rhin), assure que le « sexe sérieux », 20 à 25 % seulement des avortements effectués sont des « cas de détresse » et dénonce le « laxisme moral et les lois permissives », ainsi que le « dévoiement des instincts ».

Pour M. MONTAGNE (U.D.F., Eure), il n'y a aucune rupture d'évolution dans la vie d'un être humain entre la conception et la naissance et le mariage et le décès. « Si on légalise l'avortement, ajoute-t-il, pourquoi interdire le vol à ceux qui refusent la propriété privée, exiger l'impôt de ceux qui ne paient rien. Autant supprimer les codes ! »

M. LEPELLETIER (U.D.F., Calvados), tout en étant hostile à l'avortement, indique qu'il ne peut se résoudre à un retour à la loi de 1920.

M. LIOUET (R.P.R., Ardèche), rappelle la doctrine « constante et immuable » de l'Eglise catholique, c'est-à-dire une hostilité à l'avortement, qui est aussi la sienne. Il ajoute que la présence de la même au foyer est « une vraie » et ajoute : « Rien ne remplace un mari ! »

M. BAYLET (app. P.S., Tarn-et-Garonne) assure que la loi

« n'était pas votée, on assisterait à une nouvelle hausse des avortements clandestins ». Il indique que depuis le vote de la loi de 1975, le nombre d'avortements n'a pas augmenté et qu'il « avoisine 150 000 ».

M. GUERMEUR (R.P.R., Finistère) déclare : « La non-application de la loi de 1975 est la sanction d'un mauvais texte ». Il ajoute : « Il semble, en fait, que l'on nous ait trompé en 1975 sur le nombre des avortements clandestins, pour obtenir notre vote. Les chiffres, précise-t-il, ont été falsifiés. » Le député remarque ensuite : « Pourquoi aurions-nous plus confiance aujourd'hui qu'en 1975 ? » indiquant qu'il refuse « le chantage de la loi de 1920 ». M. Guermeur affirme en conclusion que le vote de la gauche « n'est qu'un vote politique ».

Mme PRIVAT (P.C., Seine-Maritime) assure qu'une « nouvelle ligne » s'est dessinée dans l'après-midi pour proposer « le caractère provisoire du renouvellement de la loi de 1975 ». Elle indique qu'une telle attitude serait ressentie « comme un outrage aux droits de la femme et du couple », et, s'adressant à Mme Pelletier, elle demande : « Êtes-vous prête à ce repit stratégique ? »

M. ZILLER (app. U.D.F., Bas-Rhin) demande que la loi prévoit « des mesures explicites la sensibilisant des Français au respect de la vie. C'est une affaire de gouvernement », ajoute-t-il. Il estime d'autre part qu'il n'est pas « scandaleux que nous nous donnions rendez-vous dans cinq ans afin de rétablir des améliorations possibles ».

M. BEGAULT (U.D.F., Maine-et-Loire) annonce qu'il a reconduite provisoire de la loi, et M. BAYARD (U.D.F., Loire) affirme que l'avortement est « condamné par la science, le droit et la théologie ».

Selon M. LEPERECQ (R.P.R., Vienne), c'est dès la conception que commence l'« aventure humaine ». Hostile à la loi, il plaide pour « une société d'accueil chaleureux à l'enfant et à sa mère ».

M. RICHON (U.D.F., Calvados) déclare qu'en 1974 le gouvernement de M. Chirac a pris « ses responsabilités » et estime que la loi a joué un rôle de protection. Il constate que les dispositions de la loi n'ont pas été appliquées et ajoute que « le laxisme l'a emporté ».

Pour M. MILLET (P.C., Gard), l'I.V.G. est bien un acte médical. Il estime que le responsable de la mauvaise application de la loi est le gouvernement et qu'il est nécessaire de lui enlever la « légèreté » de la clause de conscience des médecins. Il dénonce enfin « les manœuvres de couloirs » destinées à reconduire le caractère provisoire de la loi.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

La séance est levée jeudi 29 novembre, à 1 h 15. — L. Z.

Nous n  
qu  
marqu  
ca  
de fai  
que

### Election municipale à Libourne

#### QUATRE CANDIDATS A LA SUCCESSION DE ROBERT BOULIN

Le premier tour de l'élection municipale partielle rendue nécessaire, à Libourne (Gironde), par la mort de Robert Boulou, qui était maire de la localité depuis 1959, se déroulera dimanche 2 décembre.

Quatre candidats sont en présence : MM. Jean Bausse (P.C.), André Fernandez (trotskiste), Max Merlet (R.P.R.) et Jean-François Ponty (P.S.).

L'Assemblée municipale de Libourne compte actuellement vingt-trois conseillers appartenant à la majorité et quatre membres du P.S.

La liste conduite par Robert Boulou avait eu vingt-deux élus dès le premier tour des élections municipales de mars 1977 et un au second.

● Démotion de la C.G.T. à propos des déclarations de M. Carax et Feuilley (Le Monde du 27 novembre). Le centrale, le 27 novembre, affirme que, si dans l'action menée dans la sidérurgie, il n'y a pas d'accord conclu avec la C.F.D.T., « elle n'a fait l'objet d'aucune inférence catégorique, notamment de la part du parti communiste français ».

LE MONDE  
Chaque jour, la disposition  
des locaux des rubriques  
d'annonces immobilières.  
Vous y trouverez peut-être  
L'APPARTEMENT  
qui vous recherchait



# APRÈS L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ DE M. GISCARD D'ESTAING

Une question de M. Forni (P.S.)

## « POUR QUELLE VALEUR LES DIAMANTS CENTRAFRICAINS ONT-ILS ÉTÉ DÉCLARÉS ? »

M. Raymond Forni (P.S., Territoire de Belfort) a demandé au ministre du budget, au cours de la séance des questions au gouvernement, mercredi 28 novembre, à l'Assemblée nationale, « pour quelle valeur M. Giscard d'Estaing a-t-il déclaré les diamants qui lui ont été offerts en 1973 en Centrafrique et pour quelle valeur ont-ils été taxés par la douane ? ».

M. Maurice Papon a répondu : « Le président de la République a fait hier une déclaration à ce sujet. Je n'ai rien à y ajouter. »

M. MAUROY : prestidigitation.

M. Pierre Mauroy, maire (P.S.) de Lille : « Nous avons appris que le monde était désorganisé, que les pays industrialisés se laissaient aller à des extravagances monétaires. Mais pour la France : R.A.S., rien à signaler ! Et, de toute façon, rien ne peut se passer en dehors des élections. »

Il faut croire que les Français ont dû rêver le chômage, la hausse des prix, la liquidation de pans entiers de l'industrie, les inégalités accentuées, la vie quotidienne de plus en plus dure pour beaucoup d'entre eux. En réalité, le président de la République a fait hier soir, pour les affaires intérieures, une belle démonstration de prestidigitation. Sur le plan international, Giscard d'Estaing n'a pas esquissé les problèmes, mais les Français ne seront pas convaincus par le satisfait africain. »

M. PONS (R. P. R.) : il faudra modifier la Constitution.

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., estime, dans une déclaration faite au Quotidien de Paris, dont le premier numéro est paru jeudi 29 novembre : « Si le gouvernement considère qu'il n'est pas nécessaire d'avoir une majorité pour voter le budget, ce sont les institutions qui sont en cause. S'il est vrai qu'en l'absence d'une contre-majorité c'est toujours l'ancienne qui existe, le problème nouveau posé est qu'il y a divergence entre le gouvernement et sa majorité. (...) Si véritablement le régime se préla Constitution, diminuer la durée du mandat du président de la République, supprimer la fonction de premier ministre et prévoir un poste de vice-président, ainsi que des pouvoirs plus importants pour le contrôle législatif. »

N.D.L.R. — Lorsque, en novembre 1958, M. Debré, premier ministre, avait fait voter le projet de loi de finances pour 1959 en mettant en application l'article 3 de l'article 49 de la Constitution, il ne s'était trouvé aucun gaulliste pour dénoncer la « présidentialisation » du régime ni pour réclamer la modification de la Constitution.

« La Lettre de la Nation » : monsieur 1 %

Dans la Lettre de la nation, organe du R.P.R. du 29 novembre, Pierre Charpy écrit : « Nous voilà donc madame, mademoiselle ou monsieur 1 %. L'arithmétique nous y condamne puisque nous ne sommes que 53 millions de Français et qu'à l'aube de ce cher troisième millénaire il y aura bien quelques 5 milliards d'habitants sur cette planète. Alors qu'on ne nous demande plus rien. Respirez, voilà tout notre programme. »

Si j'étais Chinois, je me sentais mieux : je serais « monsieur 20 % ». Si j'étais Américain ou Russe, félicitations de rire à la seule idée d'être classé « monsieur 4 % ». Mais comme je suis Français et que j'ai confiance dans mes institutions, je me sens plutôt triste de la place qu'elles m'attribuent dans le classement international. (...) Seulement voilà, cette arithmétique, moi, je ne l'ai pas. Des quatre opérations — addition, soustraction, multiplication, division — une seule

me plaît : la multiplication. C'est le général de Gaulle qui me l'a appris. Le 17 juin 1940, il n'était même pas un millionnaire des forces en guerre. Le lendemain, il était la voix d'une puissance qui refusait la défaite. Et on connaît la suite. Dix-huit ans plus tard, la France était plus près du zéro que de 10 %. Le 2 juin 1958, elle ne comptait guère que quelques nouveaux-nés de plus que le 30 mai. Mais elle avait un chef et elle s'est retrouvée grande puissance. »

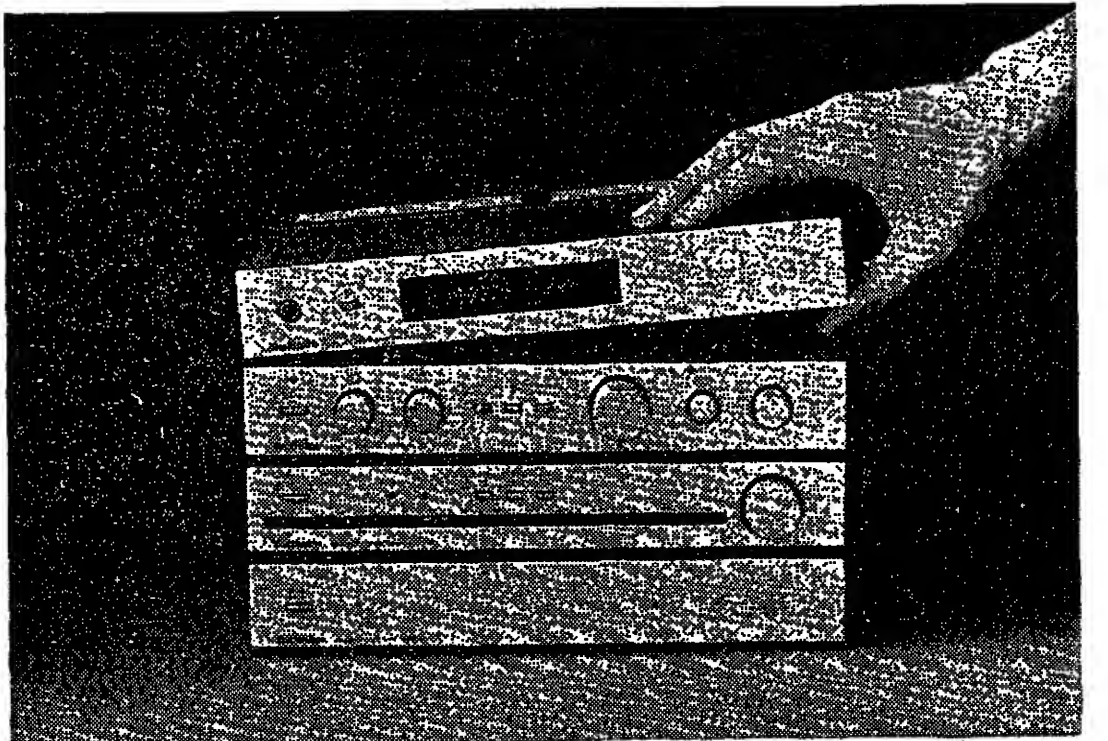
## En Espagne vivez la vie d'artiste.

Les amoureux de l'Espagne ne sont pas des amoureux comme les autres. Et c'est pour les étonner que les califes ont bâti en Espagne le palais des Mille et Une Nuits. Il y a longtemps déjà que l'art a rencontré l'Espagne, et l'art est resté en Espagne par amour. Pas seulement dans les musées, mais au coin d'une rue, dans l'ombre d'une église, au carrefour d'une route. De Saint-Jacques de Compostelle à Barcelone et de Tolède à Séville. Pour partir en Espagne, choisissez le bon moment. Le soleil passe l'hiver en Espagne. Et les Espagnols, en ce moment, ont plus de temps à donner à ceux qui aiment l'Espagne.

ADRESSEZ-VOUS A VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU A L'OFFICE NATIONAL ESPAGNOL DU TOURISME 43 TER, AVENUE PIERRE-1<sup>er</sup> DE SERBIE - 75008 PARIS - TEL. 720 90 54.

# Nous ne voyons qu'une marque de hi-fi capable de faire mieux que Technics.

# C'est Technics.



Technics appartient au plus puissant groupe japonais électronique grand public, Matsushita Electric. Ce sont la puissance de ce groupe et l'importance de ses recherches qui sont cette année quelque un à pu faire mieux que Technics.

Une preuve ? La « Mini-stéréo » Technics, pré-ampli, ampli, tuner, et unité d'alimentation. D'une dimension moyenne de 25,3 cm sur 29,7 cm pour une hauteur de 4,9 cm, les éléments de cette « Mini-stéréo » sont capables d'égaliser, sinon dépasser, les meilleurs appareils traditionnels.

Lampil SE COI, 2 x 55 W, courant continu, offre une distorsion de 0,03 %, et est équipé d'inducteurs de niveau à diodes bicolors. Le pré-ampli SU COI a un rapport S/B de 88 dB (phono), une distorsion de 0,03 %. Le tuner ST COI, 100 MHz est équipé de diodes électro-luminescentes et d'un servo lock qui facilite la recherche et le calage de la station. Enfin, malgré sa taille miniature, l'unité d'alimentation SH COI, assure à l'ampil sa puissance maximum grâce à un système d'alimentation à découpage.

Vous retrouverez ce souci d'invention constante dans tous les autres éléments Technics, platines tourne-disques, cassettes, encoches.

Technics, toute une gamme d'éléments hi-fi de 950 F à plus de 100.000 F.

## Technics

1345, rue des Frères Lumière, 93150 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 065.44.66. TECHNICS, PANASONIC ET NATIONAL, 3 MARQUES DE MATSUSHITA ELECTRIC.

صكرا من الله صل



# POLITIQUE

## LE DÉBAT BUDGÉTAIRE AU SÉNAT

### C.E.E.: la confiance ne peut subsister si les règles convenues sont modifiées au gré des intérêts de chacun

souligne M. Jean François-Poncet

Le Sénat a adopté, mercredi 28 novembre, le budget du ministère des affaires étrangères. Ce débat a permis à M. François-Poncet de préciser la position française à la veille de la rencontre de Dublin. Les sénateurs avaient voté auparavant les crédits de la coopération.

M. SCHMITT (R.I., Moselle), qui présente, pour la commission des finances, les crédits de la coopération, souligne l'importance de l'aide financière directe aux États qui, malgré les critiques du Parlement, double, presque, en 1980 et atteindra 287 millions de francs.

M. LOUIS MARTIN (R.I., Loire), rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, note que l'évolution des prix des produits agricoles n'est pas favorable à la plupart des États de ce continent qui sont liés à nous par des accords. Il approuve le budget de la coopération tout en regrettant la quasi-doublure de l'aide directe aux États.

M. VERILLON (P.S., Drôme), estime, au nom des affaires culturelles, que l'aide aux centres culturels témoigne d'un intérêt sans effort financier réellement trop bas puisque les crédits n'augmentent que de 3,61 %.

M. BOUCHENY (P.C., Paris) aimerait savoir « ce que tramont du Zaïre les troupes françaises », tandis que M. CAUCHON (Un. centr., Eure-et-Loire) s'interroge, notamment, sur le fonctionnement de la station de radio de Mayail, au Gabon.

M. CROZE (R.I., Français de l'étranger) souligne l'importance des structures sanitaires de certains pays d'Afrique. Ne faudrait-il pas, demande-t-il, favoriser l'ouverture de centres médicaux pour les pays qui ne disposent pas de tels services ?

Pour M. MACCHERON (P.S., Yvelines), nos actions de coopération restent encore trop dispersées, et la part des crédits militaires qui servent à soutenir des régimes rejetés par leurs peuples, trop forte.

M. VADÉPOND (Un. centr., Mayenne) est préoccupé par la situation du Sahel, tandis que M. PIERRE-CHRISTIAN TAITTINGER (R.I., Paris) complimente le ministre dont les frais de gestion ne dépassent que 5 % du budget. Dans un monde dangereux et instable, déclare l'orateur, le budget de la coopération a une raison d'être de plus en plus impérieuse.

M. MAURICE-BOKANOWSKI (R.P.R., Hauts-de-Seine) demande que l'on ne développe pas trop l'aide multilatérale, « anonyme et sans âme ».

M. ROBERT GAILLEY, ministre de la coopération, indique que la priorité doit être accordée aux pays les moins avancés et au développement agricole de ces pays.

#### M. JEAN LECANUET : ne nous laissons pas intimider

M. JEAN LECANUET (Un. centr., Seine-Maritime), président de la commission des affaires étrangères, souligne quel pourrait être le rôle de la France dans la situation actuelle du monde. « Ne faudrait-il pas oser, déclare-t-il, reconnaître la réalité de l'indépendance des nations ? L'indépendance n'est rien d'autre qu'une dépendance tant qu'elle ne parvient pas à s'organiser comme une solidarité capable d'assurer la paix et la sécurité des peuples ».

L'orateur déplore la surenchère des États consommateurs de pétrole, puis critique la « réserve » de la Communauté européenne dans le domaine qui oppose les États-Unis à l'Iran.

« Je ne puis imaginer, dit-il, qu'une diplomatie puisse écopier de cette résignation ou d'un état d'exception, même s'il est vrai que les États-Unis sont pour une part responsables de la situation qu'ils subissent ».

À la suite de la rencontre de Dublin, le président de la commission des affaires étrangères déclare : « Si la Communauté européenne ne convient pas à la Grande-Bretagne, qui est cependant partie intégrante et qui demeure plus que jamais indispensable à son équilibre dans la perspective de l'élargissement de la Communauté à la Grèce, et plus tard à l'Espagne et au Portugal, qu'elle le dise clairement. Si elle choisit d'y demeurer, comme nous la soutenons, qu'elle accepte d'en voter, loyalement, la loi, toute la loi, et sans esprit de retour. (...) La Communauté ne peut se passer d'un mécanisme de compensation ».

M. LECANUET évoque en terminant les « intimidations » de M. Brejnev, les imprécisions d'un ayatollah et adjure la France de « ne pas se laisser intimider, car la résignation conduit au désastre ».

Parlant des limites de la non-ingérence dans les affaires des États africains, il souligne que « dans de nombreux situations, la non-ingérence aurait été un crime politique par omission ».

« Au sujet de l'avenir de la langue française, le ministre déclare notamment : « Les États d'Afrique ont besoin du français comme langue de communication et d'unité (...) ».

« Cette richesse commune que constitue la francophonie des États, des réactions semblables, des attitudes similaires (...) ».

« Je rappellerai de surcroît le propos du président qui, hier, indiquait que l'an 2000 sera sur cent seulement sera Français. Grâce à la francophonie, nous pouvons espérer que cinq sur cent parleront français, et nous serons proches, par le cœur et la culture. C'est l'avenir que nous nous engageons à défendre ».

M. SENEAL (P.S., Tarn) évoque l'handicaps de l'idée de coopération et les mérites en ce domaine de M. Gaston Defferre, ancien ministre de la France d'outre-mer, qui a su naguère « scier la branche qui le soutenait » en prônant la décolonisation.

Les crédits de la coopération sont alors adoptés sans changement.

M. SCHMITT présente le rapport de la commission des finances sur le budget du ministère des affaires étrangères. Il offre cette année la particularité de prévoir des mesures de sécurité pour nos ambassades et nos consulats et, notamment, la création d'un P.C. opérationnel pour le cas de crises.

M. EDOUARD BONNEFOUS (Gauche dém. Yvelines), président de la commission des finances, conteste l'opportunité d'une telle création, « alors qu'on se refuse à députer crédits nécessaires à la protection de la population civile en cas de guerre ».

M. CLAUDE MONT (Un. centr., Loire), rapporteur de la commission des affaires étrangères, accueille avec satisfaction la mise en place d'une direction des Français de l'étranger. Il regrette, en revanche, les insuffisances de la politique culturelle et téléphonique, qui prépare, estime-t-il, le recul de notre langue.

L'attitude britannique à l'égard de la préférence communautaire incite M. Mont à poser la question : peut-on alors réviser un principe fondamental du pacte européen ?

M. PALMIERI (Union centr., Alpes-Maritimes) analyse, au nom de la commission des affaires étrangères, les crédits de la direction générale des relations culturelles. Nos accords culturels s'étendent maintenant à la Chine. L'Union soviétique, qui refuse toujours l'ouverture sur son territoire d'un centre culturel français. Le rapporteur approuve la proposition du président Sénator de créer une commission francophone internationale.

CET, ministre des affaires étrangères, prend la parole et déclare au sujet du Conseil européen qui se tient à Dublin : « L'organisation de l'Europe doit se faire dans le respect des équilibres institutionnels. Cette exigence ne procède pas d'un formalisme ponctuel mais d'une nécessité politique. Une communauté n'existe que par la confiance entre les partenaires qui la constituent. Cette confiance ne peut subsister si les règles convenues sont modifiées au gré des intérêts de chacun (...) ».

« La France, à Dublin, examinera dans une certaine mesure les problèmes posés par la croissance des versements britanniques au budget communautaire. De concert avec ses autres partenaires, elle est prête à étudier les solutions conformes aux principes communautaires et rationnelles dans leur montant financier qui pourraient être mises en œuvre pour assurer une meilleure harmonie entre les versements de la Grande-Bretagne et la part dans la somme des produits nationaux des autres États (...) ».

« Il est normal, dans la communauté, de tenir un compte des difficultés que peut éprouver un partenaire. Bien entendu, le même esprit de compréhension doit valoir pour tous et je pense à cet égard, qu'il est légitime de préoccuper nos autres partenaires, que nous cause la situation actuelle pour ce qui concerne la viande de mouton. N'en déplaise aux tenants d'une jurisprudence contestable, il n'est ni normal, ni acceptable que ce produit soit le seul pour lequel la liberté de circulation n'aie pas de pair avec une organisation communautaire du marché. Il ne s'agit pas là d'une affaire de marchandage mais de logique et de justice ».

À propos du Proche-Orient, le ministre déclare : « Sans renoncer en rien à son engagement à l'égard de l'existence et de la sécurité d'Israël, la France a été la première en Occident à reconnaître que les Palestiniens ne

pouvaient être regardés comme une collection anonyme de réfugiés mais qu'ils étaient un peuple qui avait droit, lui aussi, à une patrie, c'est-à-dire à une terre à laquelle il soit attaché par des liens historiques et sur laquelle il puisse bâtir son avenir sans renier son passé. Aussi longtemps qu'on prétendra nier ce fait ou faire obstacle à son expression, on ne fera que prolonger le conflit et son sanglant cortège ».

Représentant la parole au terme de la discussion générale pour répondre aux orateurs, et notamment à M. PONTILLON (P.S., Hauts-de-Seine) qui a mis en cause l'éventuelle visite à Paris de M. Yasser Arafat, le ministre réplique à l'orateur socialiste : « Je ne puis laisser dire que la France laisse planer quelque ambiguïté que ce soit sur son engagement à l'égard de l'existence d'Israël. Mais elle ne peut davantage cautionner l'occupation indéfinie de territoires conquis par la force — condamnant d'ailleurs par la résolution 242 — et l'installation de colonies sur lesdits territoires ».

Quant à l'O.L.P., la France ne cautionne pas ses méthodes ; mais reconnaît que nombre de Palestiniens se reconnaissent en elle, que tous les États arabes admettent sa représentativité, que presque tous les pays européens accueillent ses délégations. Depuis longtemps la France a refusé de reconnaître l'O.L.P. Mais parler avec elle n'est pas la reconnaître comme un gouvernement ».

Les crédits du ministère des affaires étrangères sont ensuite adoptés avec un seul amendement, celui de l'initiative de M. PALMIERI au nom de la commission des affaires étrangères et défendu par ce rapporteur, qui a ainsi fait l'expérience de la prise de parole au nom de la commission des affaires étrangères (l'étranger). « Cet amendement, qui réclame d'un million de francs les crédits destinés aux émissions de l'étranger, a pour objet, souligne M. Palmieri, de manifester notre désapprobation devant l'inefficacité de l'action radiophonique de notre pays ».

LA PRÉSENCE FRANÇAISE DANS L'OCÉAN INDIEN

### M. Dijoud propose de proroger jusqu'en 1985 le statut actuel de l'île de Mayotte

Sur proposition de M. Paul Dijoud, secrétaire d'État aux DOM-TOM, le conseil des ministres a adopté, mercredi 28 novembre, un projet de loi visant à proroger jusqu'en 1985 le statut actuel de l'île de Mayotte, collectivité territoriale par la loi du 24 décembre 1976, après avoir choisi de demeurer française, alors

que les autres îles de l'archipel des Comores avaient opté pour l'indépendance.

Cette décision ne correspond pas aux désirs des élus mahorais qui souhaitent que l'île devienne un département le plus rapidement possible.

L'opposition de certains pays étrangers résurgit d'ailleurs, et ce n'est pas pour cela que Mayotte serait plus sûre de son avenir.

La loi de 1976 avait prévu qu'un référendum pourrait être organisé, après un délai de trois ans, à la demande du conseil général, sur la mise en place d'un nouveau statut. Le gouvernement, cependant, n'a pas encore décidé de le faire.

M. Dijoud estime préférable de maintenir le statut actuel pendant un certain temps, « d'une part pour permettre aux Mahorais de prendre conscience de certaines réalités, d'autre part pour permettre au gouvernement de mieux saisir les problèmes de l'île ».

Nous ne nous préoccuperons pas d'abandonner Mayotte, souligne le secrétaire d'État. D'ailleurs, nous allons faire beaucoup pour elle. Nous allons régler les problèmes sanitaires qui sont très importants, mener une action d'éducation, transformer la vie dans les villages, aider les agriculteurs, etc. Dans tous ces domaines nous devons prendre des mesures spécifiques en évitant les erreurs qui ont été souvent faites ailleurs. Il faut que le développement respecte les structures spécifiques de la société mahoraise et que l'on ne fasse pas des Mahorais des assistés. Cela implique des moyens financiers et une planification.

M. Dijoud doit défendre le projet de loi le jeudi 6 décembre à l'Assemblée nationale. Il soulignera solennellement que la volonté mahoraise de rester sous la souveraineté française sera « scrupuleusement respectée », afin de réaffirmer devant les États riverains de l'océan Indien l'image d'une France répudiant toute attitude néo-coloniale.

ALAIN ROLLAT.

## POINT DE VUE

### Un grand dessein pour une gauche désenchantée

par JACQUES RIBS (\*)

À la mode, aujourd'hui, dans le monde politique et des idées, est à un certain désenchantement. Il est de bon ton d'estimer que notre temps vague à la dérive, sans projet ni morale.

À gauche, le désenchantement est encore plus grand. À la suite de l'accident de parcours — certes de taille — que fut la rupture de l'union de la gauche, ce ne sont, de toutes parts, que cris d'orphelins apeurés dans le noir.

Certes, la gauche n'est pas au pouvoir et l'aspect fustueux de cette situation est évident pour des hommes dynamiques qui avaient rêvé de construire un nouveau monde, mais est-ce à dire qu'elle n'y sera jamais, en attendant cet instant, est-ce à dire que cette morale en action ne puisse, dès à présent, exercer aucune influence sur la marche de notre société ?

Il ne faut pas prendre les moyens pour la fin et, plutôt que de se diluer dans les recettes multiples de l'économisme ou s'écrouler dans un « marasme » quotidien du clan au pouvoir, élever le débat, rappeler à la gauche qu'elle a besoin d'une foi et que, selon ses valeurs essentielles, la fin l'emporte sur les moyens.

En fait, c'est l'homme.

Dans cet esprit, la gauche devrait approfondir un axe majeur de réflexion et d'action, celui de la dialectique individu, appareil d'État — spécialement importante en société socialiste à raison des énormes pouvoirs régulateurs de la collectivité pour assurer une meilleure justice sociale. Mais cela est encore plus nécessaire dans la société actuelle, dans laquelle nous vivons, justement pour vaincre cette injustice.

Il ne s'agit pas d'organiser aujourd'hui le messianisme et d'écarter d'urgence le dilemme de l'État, mais de prendre acte du caractère dépassé, dans toutes les sociétés industrielles, face à l'élévation du niveau de conscience et de culture des masses et des individus, de l'état monarchique né au dix-septième siècle.

Il faut en finir avec Louis XIV et Napoléon.

Il faut ouvrir une réflexion sur une nouvelle conception de la chose publique fondée sur une relation individu-appareil d'État prenant en compte les profondes mutations des dernières décennies et conforme à l'idéal humain de la gauche.

La voie est toute tracée : il faut rendre partout à l'individu sa dimension face à l'appareil d'État.

D'abord, au plan de sa conception, en lui faisant percevoir cette réalité et en lui faisant comprendre ce que devrait être un homme libre face aux pouvoirs.

En proposant une autre organisation de la puissance publique, comportant de multiples centres de décisions décentralisées, et rapprochant au maximum les centres de décisions de la volonté populaire, il faut parceliser le pouvoir et le rapprocher du peuple.

En modifiant la dialectique individu-pouvoir :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En introduisant, à chaque niveau, des possibilités de contestation organisée et de protection des droits de l'individu face à l'arbitraire administratif.

En renforçant les structures institutionnelles protectrices de l'individu.

En fait, il s'agit d'une modification totale de l'appareil d'État français.

La tâche est immense. Elle comporte à la fois une mutation complète des structures qui nous régissent et des mentalités dominantes.

Un grand combat pour la libération de l'individu est à engager.

Car, bien d'autres combats restent à mener. Mais, celui-ci est la clé de toute société réellement nouvelle.

Et l'on dirait que la gauche n'a plus rien à faire, plus rien à dire, allons donc !

En ce qui concerne la justice qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

## communiqué

En ce qui concerne la justice qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

En ce qui concerne la justice, qui devrait être totalement réorganisée pour assurer l'indépendance totale, le rapprochement du peuple et donner à la défense de l'homme une dimension préminente, tout en faisant de la justice le lieu privilégié de l'arbitrage permanent nécessaire entre individu et puissance publique.

En ce qui concerne l'administration :

En ce qui concerne la police, qui devrait être mise au service de la population pour l'aider et la protéger, et non plus du pouvoir politique pour encaisser cette population et assurer son adhésion à l'ordre voulu.

**C.C.A.**  
GRANDS VINS  
CHAMPAGNE  
ALCOOLS et CHOCOLATS

LOUIS ROEDERER  
Vente par 12 : 46,80 F  
CHILLI CARDONNE 1976  
Vente par 12 : 42,50 F  
CROZES HERMITAGE 1978  
Vente par 12 : 45,50 F  
MAISON GLACES  
ENTIERS : 27,80 F  
Assortiment Chocolats  
AIGUEBELLE : 24,80 F

Tout centre commercial : 100, rue de Turenne 75003 PARIS  
277-59-27  
Magasin Informations Commerciales  
61, av. de la République 75014 PARIS  
FOURMILLES - 100, rue de la République - 100, rue de la République

**ARMAND CO.**

Information  
aujourd'hui



POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres, mercredi 28 novembre 1979, au palais de l'Élysée. Au terme de la séance a été publié le communiqué officiel suivant :

LA REVALORISATION DU SMIC

Le conseil des ministres, après avoir pris connaissance des avis émis par les membres de la commission supérieure des conventions collectives, a décidé de fixer le 27 novembre, à l'heure à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980.

L'AUGMENTATION DU MINIMUM VIEILLESSE

Le ministre de la santé et de la sécurité sociale a fait au conseil des ministres une communication sur le minimum vieillesse.

DES TRAITEMENTS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Le conseil des ministres a approuvé un décret portant augmentation des traitements des fonctionnaires de 1,50 % à compter du 1<sup>er</sup> décembre prochain.

L'EMPLOI

Le premier ministre a présenté une communication sur le développement de l'emploi. Celle-ci s'est améliorée grâce au niveau soutenu de l'activité économique et aux effets du troisième pacte pour l'emploi.

LES COMMANDES PUBLIQUES

Le ministre de l'économie a mis en évidence l'importance des commandes de l'État, des collectivités publiques et des entreprises publiques tant pour le soutien de l'investissement que pour le développement d'entreprises aptes à affronter avec succès la compétition internationale sur le marché mondial.

LA CONFÉRENCE ANNUELLE AGRICOLE

Le ministre de l'agriculture a rendu compte de la conférence annuelle agricole tenue par le premier ministre.

LA VISITE DE M. SUAREZ

Le premier ministre a rendu compte de la visite officielle effectuée en France, les 26 et 27 novembre, par M. Adolfo Suarez, président du gouvernement espagnol.

ET CELLE DE M. LAZAR

Le premier ministre a rendu compte de la visite en France, du 29 au 30 novembre, de M. György Lazar, président du conseil des ministres de la République populaire hongroise.

recherche, de la formation et du développement. Une directive du ministre de l'agriculture définit les actions à mettre en œuvre dans ce domaine pour les cinq prochaines années.

LES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le conseil des ministres a adopté trois projets de loi autorisant la ratification ou l'approbation d'accords internationaux :

LE BUDGET DE LA C.E.E.

Le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères a rendu compte des débats du conseil des ministres qui a examiné le budget de la C.E.E. pour 1980.

LES ÉCHANGES DE JEUNES

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs a rendu compte au conseil des ministres du développement des échanges de jeunes français avec l'étranger.

LE STATUT DE MAYOTTE

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) a présenté un projet de loi tendant à proroger de cinq ans le statut particulier de la collectivité territoriale de Mayotte.

liaison avec les pouvoirs publics, intensifieront leurs relations avec les entreprises hongroises, de manière à développer de nouvelles actions en commun, notamment dans le secteur de la machine-outil.

LES ACCORDS INTERNATIONAUX

Le conseil des ministres a adopté trois projets de loi autorisant la ratification ou l'approbation d'accords internationaux :

LE BUDGET DE LA C.E.E.

Le secrétaire d'État auprès du ministre des affaires étrangères a rendu compte des débats du conseil des ministres qui a examiné le budget de la C.E.E. pour 1980.

LES ÉCHANGES DE JEUNES

Le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs a rendu compte au conseil des ministres du développement des échanges de jeunes français avec l'étranger.

LE STATUT DE MAYOTTE

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur (départements et territoires d'outre-mer) a présenté un projet de loi tendant à proroger de cinq ans le statut particulier de la collectivité territoriale de Mayotte.

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du prochain numéro : L'INTÉGRATION RATÉE DES ANCIENS HARKIS Dix-sept ans après, les anciens harkis et leurs enfants ont perdu tout espoir. Par Agathe Logeart L'ANTARCTIQUE SERA-T-ELLE UN ELDORADO ? Vingt ans après la signature du traité de l'Antarctique on s'interroge sur les ressources du sixième continent. Par Yvonne Rebeyrol

COLOMBO 2500 F

Colombo 2500 F, c'est un peu de nos prix pour un vol aller-retour vers Ceylan. Mais vous allez peut-être dire : une nuit dans un hôtel, deux repas, ça coûte cher ! C'est vrai, mais dans votre choix, vous avez de multiples formules et les services d'une Agence de Voyages, forum souhaite vous donner l'INFORMATION EN PRIME.

forum VOYAGES

1, rue Cassette 75006 Paris tél. 544 38 61

3 bis, rue de Valenciennes 75006 Paris tél. 325 76 25

VOTRE MAISON EN FLORIDE

Construction traditionnelle par promoteur N°1 en Floride. De 65 à 140 m² + garage sur terrain de 800 m² minimum.

DES F.116.200- tous frais compris.

VOTRE APPARTEMENT EN FLORIDE au bord d'un lac dans un ensemble de 2 étages, de 81 à 101 m², idéal pour résidence secondaire ou pour location. Crédit possible. Pour information : MENTOR S.S.I., 8 bd Georges Favon - 1211 Genève 11 Suisse.

L'information aujourd'hui

BERNARD VOYENNE

D'où vient l'information ? Comment fonctionne-t-elle ? Où va-t-elle ? Une présentation générale de l'information dans le monde, suivie d'une analyse de la situation en France (presse, agences, radio, TV) et d'une étude de son rôle social.

ARMAND COLIN

Jusqu'au 29 décembre

Pendant toute la durée des travaux d'embellissement, La Place Clichy vous fait un cadeau exceptionnel : 20% sur toute sa collection 79 de tapis d'Orient.

Profitez dès maintenant - et en toute sécurité - de cette offre faite par un véritable spécialiste expert, portant sur une collection complète de pièces originales puisées aux meilleures sources de l'artisanat d'Orient : de l'Himalaya à Istanbul, plus de 600 tapis noués main.

A LA PLACE CLICHY

93, rue d'Amsterdam, Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : 387.54.20

SPECIALISTE AGREE PAR LE CLUB DECOUVERTE DU TAPIS D'ORIENT.



مكتبة الأصيل







## ÉDUCATION

Au cours de six rassemblements régionaux organisés par le Syndicat des instituteurs

### Près de 15 000 enseignants ont manifesté contre « l'autoritarisme et la répression »

Le Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.) a organisé, mercredi 28 novembre, six rassemblements régionaux pour protester contre les sanctions dont ont été l'objet des institutrices de maternelle (« le Monde » du

18 novembre). Invoquant la loi du « service fait », qui permet de sanctionner un agent de la fonction publique lorsqu'il n'exécute pas « tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction », certains inspecteurs

d'académie ont, en effet, retenu une partie du traitement à des institutrices qui refusaient d'accueillir plus de trente élèves par classe. Les manifestants étaient au nombre de treize cents à Dijon, trois mille à Rouen, six cents à Besançon, plus de trois mille à Toulon,

quatre mille à Beauvais, deux mille à Perpignan, rassemblés contre « l'autoritarisme et la répression ». A Dijon, un chèque a été remis, par le trésorier national du S.N.I., à chacune des neuf institutrices sanctionnées (pour 30 000 francs au total).

#### • ROUEN : l'action n'est pas terminée déclare M. Guy Georges

(De notre envoyé spécial.)

Rouen. — « Nous nous sommes toujours élevés contre l'autoritarisme et, aujourd'hui, dans six villes de France, nous nous opposons, à la même heure, aux atteintes à nos libertés syndicales », a déclaré M. Guy Georges, secrétaire général du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.), debout sur une rampe de camion, s'adressant à près de trois mille instituteurs venus de différents départements de l'Ouest, et du Nord. Massés devant les cars, qui les ont amenés de fort loin sur cette place de Rouen, ils écoutent le responsable de leur syndicat dénoncer « la chasse aux sorcières et l'aberrante application d'une loi inique sur le service fait ».

Dans le département de la Seine-Maritime, où vingt-quatre institutrices ont été sanctionnées, alors que, selon les responsables syndicaux, près de deux cents de leurs collègues appliquent le mot d'ordre du S.N.I. de limitation des effectifs, le syndicat a obtenu l'arrêt des retenues de traitement à compter du 30 octobre.

Un long cortège, bien ordonné, a ensuite parcouru les rues de Rouen pour aller à la préfecture. « Nous sommes deux à être sanctionnées à Saint-Marcel, une ruelle de la banlieue de Vernon, explique une jeune manifestante. Dans l'école Jules-Ferry, où nous enseignons, il était prévu, à la rentrée 1979, quatre-vingt-neuf enfants pour trois classes maternelles. Or, une semaine après la rentrée, un poste a été supprimé. Sur les vingt-neuf élèves, une vingtaine ont été dirigés vers d'autres écoles et l'administration

a voulu répartir les neuf restants. Nous avons refusé et proposé, en accord avec nos collègues, de créer une section enfantine dans une classe de cours préparatoire. Cette répartition qui, au dire

des enseignantes de Saint-Marcel, s'est « bien passée », n'a pas été acceptée par l'inspection académique qui a suspendu les traitements des deux enseignantes depuis le 1<sup>er</sup> octobre.

#### Sous la banderole du Finistère

Un peu plus loin, sous la banderole du Finistère, des institutrices parlent de la difficulté d'accueillir trente enfants dans des classes d'écoles primaires qui ne sont prévues que pour vingt-cinq élèves. Les militants de la section d'Eure-et-Loir se déclarent « en avance sur les consignes nationales » et réclament « vingt-cinq élèves dans les classes dès la rentrée ». Nombreux, les adhérents du Pas-de-Calais, qui portent tous un foulard rouge où sont brodées en jaune les lettres S.N.I.-P.E.G.C., crient : « Non au redéploiement, non à l'autoritarisme ! ». Le secrétaire de la section du Loiret, M. François Trintanier, insiste, lui, sur l'importance des négociations avec l'inspection académique. « Nous avons obtenu la levée des sanctions et quelques créations de postes, mais cinq journées de travail restent toujours impayées aux enseignantes », ajoute-t-il.

« L'action n'est pas terminée », a déclaré, enfin, M. Guy Georges après la manifestation. Selon lui, l'administration n'a pas voulu céder complètement sur les retenues de salaire. Le S.N.I. portera donc le problème de la loi sur « le service fait » devant la justice. Le secrétaire général du S.N.I. souhaite aussi la compréhension

des parents : « C'est dans l'intérêt même des élèves que le S.N.I. a décidé ce mot d'ordre de limitation des effectifs. »

SERGE BOLLOCH.

#### L'USAGE DES CALCULATRICES SERA AUTORISÉ POUR LA PLUPART DES EXAMENS ORGANISÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

Une circulaire publiée au Bulletin officiel du ministère de l'éducation du 29 novembre autorise l'utilisation, à partir de 1980, des calculatrices électroniques pendant les épreuves des examens et concours scolaires organisés par le ministère de l'éducation et dans les concours de recrutement des personnels enseignants. L'usage des calculatrices, déjà autorisé aux épreuves des concours d'admission aux grandes écoles et des brevets de technicien supérieur, était envisagé depuis plusieurs mois pour les examens du second degré (« le Monde » du 1<sup>er</sup> février).

« Un effort d'information devra être fait à tous les niveaux, à l'intention des familles, précise la circulaire, afin qu'elles sachent

qu'aucun type de machine n'est imposé de façon réglementaire et qu'il n'est pas nécessaire qu'elles portent leur choix sur un modèle perfectionné et onéreux. »

L'échange des calculatrices pendant les épreuves sera interdit et, dans certains cas, leur usage même, « en fonction du sujet proposé ». Ce texte n'est pas applicable aux collèges et donc aux épreuves du B.E.P.C. Les nouveaux programmes des classes de quatrième et troisième prévoient, certes, « une initiation à l'utilisation des calculatrices » mais, précise une circulaire complémentaire, l'objectif des collèges demeure de « faire acquiescer aux élèves une solide maîtrise des mécanismes de calcul ».

#### • BESANÇON : non aux ayatollahs de préfecture

De notre correspondant

Besançon. — Cinq cents à six cents enseignants ont participé, le 28 novembre, au meeting réuni à Besançon. L'une des dix institutrices sanctionnées dans le département du Doubs a pris la parole pour citer les textes parus dans les publications du ministère de l'éducation qui, il y a déjà plusieurs années, ne paraissent voir que des avantages dans la réduction des effectifs des classes maternelles. Or c'est précisément pour avoir refusé, à la dernière rentrée, de prendre en charge plus de trente élèves que les institutrices du Doubs ont été frappées, alors même qu'elles avaient la responsabilité de classes fréquentées par une forte proportion d'enfants d'immigrés.

M. Yannick Simbron, du bureau national du Syndicat national des instituteurs (S.N.I.-P.E.G.C.), s'adressant à son tour à l'assistance, a rappelé que le mot d'ordre syndical ne visait qu'à « améliorer la qualité du service public », et il a invité l'auditoire à clamer dans la rue son opposition « au ministre et aux ayatollahs de préfecture ».

CLAUDE FABERT.

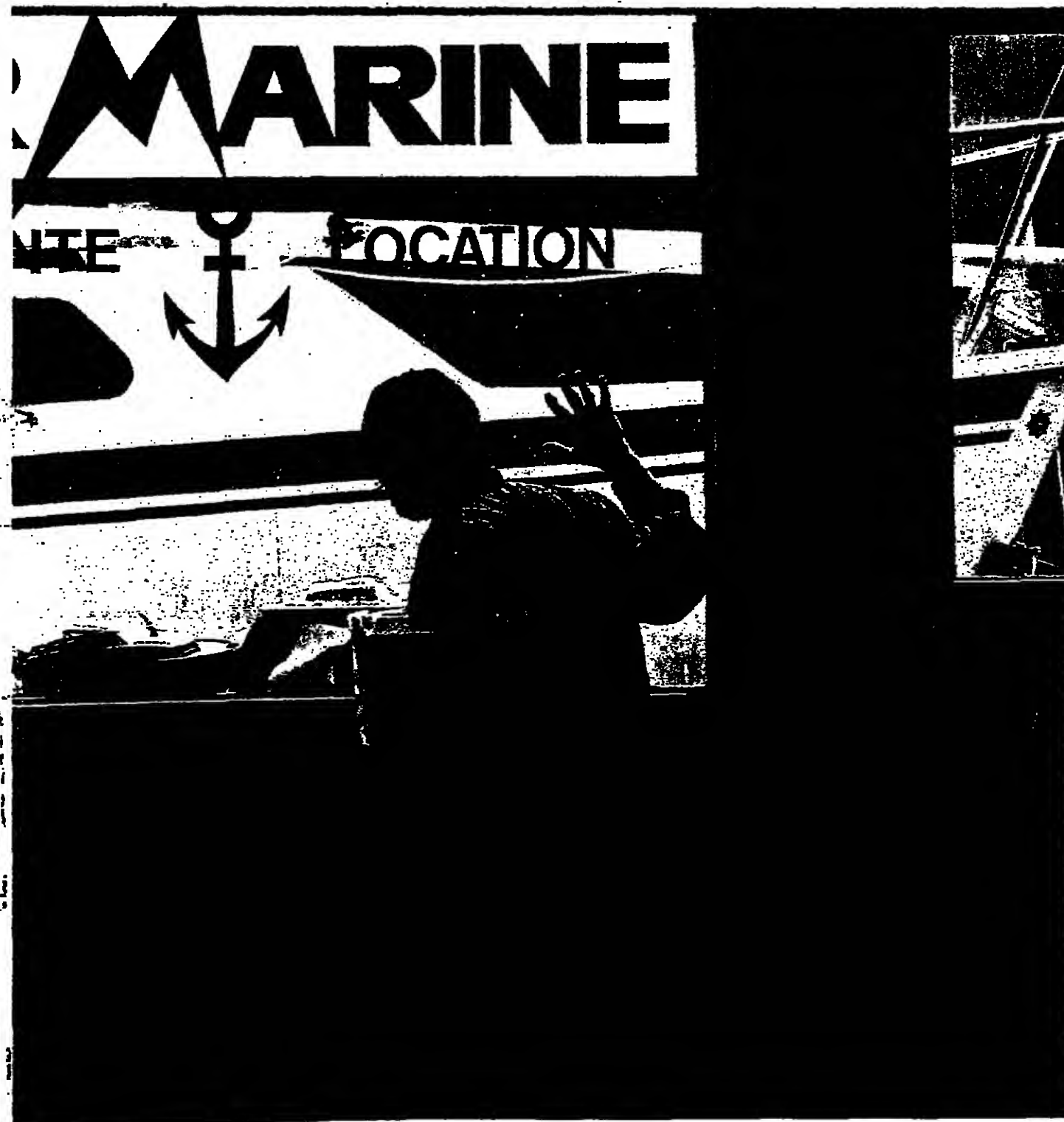
#### Le parti communiste mobilise contre la « politique du sécateur » à l'Université

A la veille du débat au Sénat sur le budget des universités, ce jeudi 29 novembre, le parti communiste lance une campagne de mobilisation pour que tous les universitaires refusent la « politique du sécateur », « Pas un laboratoire ne doit fermer, pas un enseignant ne doit être supprimé. Pas un enseignant, technicien ou chercheur ne doit être licencié », a déclaré, lors d'une conférence de presse, M. Daniel Montoux, membre du comité central.

Pour le parti communiste, « la politique gouvernementale conduit à la stagnation des connaissances, c'est-à-dire à la régression universitaire, au déclin scientifique ». Trois fronts de lutte prioritaires : les universités où il faut défendre notamment l'emploi des personnels et les enseignements de troisième cycle ; le C.N.R.S. où il faut défendre une recherche fondamentale qui ne soit pas « soumise aux besoins du patronat » ; et, enfin, les écoles normales supérieures, « qui ne sont un gadget d'élite mais un potentiel précieux de formation ».

Le P.C.F. note que la « ségrégation sociale s'est aggravée » dans les universités, où l'on ne compte plus, selon l'enquête du Guide de l'étudiant, que 6,7 % d'étudiants d'origine ouvrière (contre 8,3 % en 1971 et 12,5 % en 1975). M. Daniel Montoux écarte l'argument de la démocratisation par les I.U.T. (instituts universitaires de technologie) et les grandes écoles : « 25 % de 50 000 étudiants d'I.U.T. ou 17 % de 40 000 élèves de grande école, cela ne compense pas les 7 % ou 8 % de fils d'ouvriers sur 550 000 étudiants ».

Les militants communistes vont lancer dans chaque université une campagne de mobilisation pour que les étudiants « prennent la parole, dressent l'état de leurs besoins et se tournent résolument vers l'extérieur, vers la classe ouvrière, vers les travailleurs, vers leur région ». Enfin cette adjuration aux universitaires : « Rejettez la tentation du repli individuel ou de l'abandon de vos responsabilités et de vos actions. »



#### On n'a pas toujours un sponsor sous la main.

Heureux qui comme Ulysse a économisé. Il s'est choisi une embarcation solide pour acheter son bateau : le livret A de la caisse d'épargne de la Poste. Un placement qui peut monter jusqu'à 41.000 francs disponibles à tout moment aux 18.000 guichets des bureaux de Poste. Un placement sans risque qui garde toujours le cap de 6,5 % d'intérêts exonérés d'impôts. Pour mener vos économies à bon port : caisse d'épargne de la Poste.

EN MARGE  
LES CHRETIENS ?

L'épargne de la Poste. Le petit livret des grands projets.

مكتبة الامم المتحدة



حزب من الاصل

## ÉDUCATION

# LES LYCÉENS

Près d'un million et demi de garçons et de filles fréquentent les lycées d'enseignement général, technique et professionnel. La rentrée s'est faite dans le calme, sauf dans quelques établissements où ils se sont mobilisés pour réclamer des professeurs ou demander une diminution des effectifs.

L'époque n'est plus aux grandes mani-

festations, aux mouvements lycéens puissants et organisés. Enfants de la crise économique, les lycéens de 1979, inquiets et préparant leurs examens, isolés, regrettant l'absence de communications entre les élèves, ces jeunes, qui souvent s'ennuient dans leur « bahut », se déclarent

malgré tout contents de leur sort. Sans bruit, sagement, ils s'adaptent à cette société qui perd lentement ses tabous.

Ce sont ces lycéens que nous avons voulu rencontrer. Nous avons tenté d'entendre ce qu'ils disaient de leur propre vie, de leurs parents, de la sexualité, de la drogue, de la politique.

## I. — Le bac d'abord

par SERGE BOLLOCH

Midi, à Briquigny, dans la banlieue de Rennes. Comme chaque jour, une trentaine de lycéens sont rassemblés à la maison des jeunes, bâtiment provisoire construit entre le parc du lycée et les hauteurs immenses d'habitation. Assis par petits groupes, ils font trainer leur café le temps de quelques chansons de Bob Marley. Certains relisent un cours ou terminent des devoirs. Un peu à l'écart, Valérie et Manu rient d'un élève de terminale A qui prétend savoir lire les lignes de la main. « Évidemment, en A nous n'avez que cela à faire, feuilleter des manuels de sciences occultes », lance Valérie, élève de terminale C, pour qui cette section est celle qui compte le plus d'heures de cours et de travail personnel. Vêtue d'un jean rapiécé, d'un pull volontairement trop large, de tennis et de chaussettes blanches, Valérie ne suit pas vraiment si c'est elle qui a choisi de faire C ou si ce sont ses parents qui l'ont poussée. « Ils veulent que je continue mes études dans une classe préparatoire aux grandes écoles, mais je ne suis pas encore réellement décidée. Ce qu'il faut d'abord, c'est avoir le bac ».

Valérie habite une maison que ses parents, tous deux enseignants, ont fait construire à une quinzaine de kilomètres de Rennes. Mais elle n'apprécie guère la vie à la campagne qui l'éloigne de ses amis. Elle vient quelquefois les rejoindre en ville, le mercredi après-midi, avec sa mobylette.

Mais son père « trouve que la route nationale est trop dangereuse ». Alors, le plus souvent, seuls, dans sa chambre, Valérie vient de repêcher, — Valérie écoute des disques, lit et surtout fait ses devoirs de maths et de physique, mais de temps en temps aux vacances.

Elle dans un lycée d'enseignement professionnel (L.E.P.) de Dracny (Seine-Saint-Denis). Rachid est furieux. Depuis la rentrée, il demande avec ses camarades de troisième année de C.A.P. le déboullement de la classe dont les effectifs sont trop chargés. « Nous avons rencontré l'administration et fait des démarches à l'inspection académique, mais pour l'instant, nous n'avons obtenu que la nomination d'un professeur de dessin d'art. Enfin,

c'est déjà cela, car avant nous n'avions pas de cours dans cette matière ».

Pour Rachid, la situation au L.E.P. est « scandaleuse ». « C'est impossible de travailler à près de quarante. Les professeurs n'ont pas le temps de s'occuper de nous, déjà pour corriger les devoirs ça leur en fait un paquet, alors ils nous les rendent un mois après. » Tout en jouant avec la fermeture à glissière de son blouson, l'adolescent cuir, Rachid parle de ses longues journées de travail entre huit et dix-huit heures. Il a choisi lui-même de préparer un C.A.P. de comptabilité parce qu'il préfère le travail de bureau. Et parce qu'une de ses sœurs, qui a suivi une formation semblable — lui a dit « qu'il y avait des débouchés ».

Le père de Rachid travaille dans une verrerie et ne s'occupe pas des études de son fils. « Il ne veut que je fasse à l'école, mais je ne lui parle pas de la situation au lycée. » Durant ses loisirs, Rachid se promène. « Après trois heures de comptabilité, explique-t-il, on est sourelé, on ne peut plus rien faire, on ne voit plus que des chiffres partout. C'est même pas la peine de regarder la télévision », ajoute-t-il.

Valérie, Rachid, deux lycéens parmi ceux qui vont vivre durant l'année scolaire trente à quarante heures par semaine dans un des deux mille cinq cents établissements français de second cycle. L'an dernier, ils étaient près de 600 000 dans les L.E.P. tandis que 480 000 garçons et 480 000 filles fréquentaient les lycées d'enseignement général et technique. L'essentiel est la « présence régulière », comme les adultes parlent de leur emploi. Le lycée c'est leur lieu de travail, mais peut-être pas complètement de vie. « On s'ennuie au bahut, raconte Rose-Marie et Manu, on ne se connaît pas entre élèves, il n'y a pas de communication. L'an dernier, lors d'une grève, qui a duré quelques jours à Rennes, on a vécu des moments difficiles. On rencontrait en fait d'autres personnes que les élèves de notre classe ».

### Ni solitude ni démagogie

Le lycée — sauf exceptions de plus en plus rares — n'est plus considéré comme « une caserne », que l'on soit au lycée Pasteur de Neuilly, ou au lycée Berthelot de Toulouse. Les élèves de second cycle et notamment les « terminales » jouissent d'une relative liberté. La suppression progressive des postes de surveillants oblige de plus en plus les chefs d'établissement à mettre en pratique l'auto-discipline.

Les sorties sont largement autorisées pour les demi-pensionnaires et les internes, et parfois entre les cours. « Nous les pensionnaires on a même le droit de quitter le lycée entre 16 heures et 19 heures, précisent des élèves

du lycée de Bourgoin (Isère). Alors on va faire des courses ou on se retrouve entre copains ou « dans », c'est le bar ».

L'essentiel est la « présence régulière des élèves au cours » affirme Mme Pagenot, censeur du lycée de Briquigny. Le premier rôle de l'administration selon elle est de « veiller à ce que les élèves subissent leurs études, sinon il n'est pas nécessaire qu'ils soient inscrits au lycée ». Mais qu'ils aillent ou non en permanence pendant les heures où ils n'ont pas cours, est un problème secondaire. « Bien entendu, je préfère qu'ils soient présents en étude plutôt que de traîner dans les couloirs ou de fréquenter les

cafés ». Mais le censeur de Rennes n'exerce pas de contrôle à la sortie et même que les élèves se promènent dans le magnifique parc qui entoure le lycée « à condition de ne pas jouer de la guitare sous les fenêtres d'une salle de physique, il y a quand même d'autres endroits... »

Entre midi et deux heures ou après les cours, les lycéens se retrouvent au café le plus proche de leur établissement. C'est l'« annexe » qui s'appelle le « Central » à Rennes ou le « Prés » (le Pressoir) à Briquigny. Là, en buvant un café, une menthe à l'eau ou une limonade — ce sont les consommations les moins chères — on prépare un exercice ou on recopie un cours. Pendant que les « Bee Gees » chassent le « téléphone » du juke-box, les garçons jouent au flipper et les filles se moquent d'eux. C'est au café que l'on parle du film que certains ont vu. C'est là aussi qu'on décide de faire une sortie le dimanche ou plus rarement, d'organiser une « soirée » chez l'un ou chez l'autre.

Le café, c'est cet endroit « un peu plus chaud » où l'on arrive à braver le froid, moins impersonnel que les murs de béton du lycée. A Rennes, une grande affiche orne la devanture du « Pressoir » : « La qualité de la vie

### « Le chômage, on connaît »

« On travaille, on bachote, on fait le maximum, parce qu'on veut l'avenir », affirme Gérard, lycéen à Lyon. Presque tous les élèves de terminale sont déjà, au début de l'année, tendus vers un seul but : le bac. Le lycéen, dix-sept ou dix-huit ans, travaille fréquemment à leur travail personnel qui s'ajoute à trente heures, si ce n'est plus, de cours. Phénomène nouveau, le travailleur fréquemment à deux, comme l'explique Catherine, qui habite Toulouse : « On gagne du temps, on peut faire les exercices de maths en quatre heures au lieu d'une heure et demie en comprenant tout ».

Consciemment ou non, les jeunes de 1979 ont fait connaissance avec la crise économique. Ils savent que depuis quatre ou cinq ans l'avenir n'est pas forcément « encourageant » pour un lycéen de seize ou dix-sept ans. « L'A.N.P.P. le chômage, on connaît, on nous en parle tellement », dit Thierry, qui se déclare peu optimiste envers ce qui l'attend plus tard. Mais quand on est lycéen, il faut travailler, il faut franchir le premier obstacle qu'est le baccalauréat. « Si tu as le bac, cela ne t'ouvre rien. Si tu ne l'as pas, cela te ferme tout », se plaint-on à recueillir à Jeanne de Sully dans le système d'arrondissement de Paris.

Orientés trop tôt à leur goût,

### Une plus grande liberté

Fils et filles de familles aisées — plus de 60 % des élèves du second cycle d'enseignement général — ont des parents de cadres moyens ou supérieurs, de patrons et de membres des professions libérales. — Les lycéens ont, dans l'ensemble, de bons rapports avec leurs parents. Ils reconnaissent parler de leur vie sociale à la maison, ce qui n'est pas le cas des élèves de L.E.P. « Trop souvent, entre la fin du repas et le film de la télévision, regrette Mathieu mais, enfin, c'est déjà cela. » Quoi qu'ils en disent, leurs parents ont en fait en ces heures d'études ou le choix qu'ils font d'une profession future. « Il n'y a pas beaucoup de coupures entre les parents et les enfants, estime Mme Pagenot. Les parents de nos élèves ont une quarantaine d'années, ils ont fait des études, souvent longues, dans les années 50-60. C'est une époque où on s'interrogeait sur le système éducatif. Ils s'occupent consciencieusement de leurs enfants et, bien souvent, se posent plus de problèmes qu'eux ».

Comme le remarquait M. Gérard Vincent, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (le Monde du 19 octobre 1978) : « Cette rupture des générations est très nouvelle. Elle s'explique par la raréfaction des urgences et de réelles solidarités entre le fils qui cherche un emploi et le père qui tremble pour le sien. Parfois les élèves se rebellent contre des parents qui « surveillent trop les bulletins scolaires » ou qui suivent avec insistance les exercices de maths. La présence des parents devient parfois pesante, et l'envie de partir se manifeste chez de nombreux jeunes. « Quand je serai grande, j'aurai une chambre toute seule », dit Claire, une Parisienne de quinze ans, ajoutant aussitôt :

« passe aussi par le café. Ici, la solitude n'existe pas. » C'est un peu vrai, reconnaît Zéba, élève de terminale A 7, c'est un endroit où l'on aime bien se retrouver, où l'on a l'impression d'être à l'aise. Des fois on y rencontre quelques profs qui acceptent de nous parler ».

Cette recherche de la communication avec les professeurs est constante chez les élèves de première et de terminale. « Dans certaines matières on a affaire à des profs très ouverts mais ils ne sont jamais disponibles. Des l'intérieur, ils s'en vont, ils ne restent même pas pour parler avec nous », se plaint Renan. Les lycéens reconnaissent la compétence et le savoir des enseignants, mais ils voudraient leur faire part de remarques sur leur pédagogie ou aborder avec eux des problèmes personnels.

Ils sont aussi prompts à démasquer la démagogie, qu'ils refusent de laisser tout. « Les professeurs qui tutoient les élèves, alors ça je ne supporte pas, c'est vraiment trop facile. » Pour Claire, élève de 1<sup>re</sup> C au lycée Pasteur de Neuilly, il faut se méfier des artifices des enseignants « qui veulent jouer les copains ». Ce qu'on leur demande, c'est de travailler le mieux possible « le programme » et tout le programme », car à la fin de l'année, pour les terminales, il y a le baccalauréat.

Les lycéens ne sont évidemment pas tous en C, cette « note royale » qui, reconnaissent beaucoup d'entre eux, « offre les meilleures chances d'avoir un travail ». Ils étaient plus nombreux l'an dernier en section D (mathématiques et sciences de la nature) qu'en A (philosophie et lettres), les effectifs des séries B (économie et social) demeurant un peu plus faibles.

Si pour les élèves de l'enseignement technique (séries F, G et H) le baccalauréat sanctionne souvent la fin des études il n'en est pas de même pour les élèves de l'enseignement général.

« Après mon bac C, je préparerais l'école d'agronomie », dit Pierre, tandis qu'un de ses camarades du lycée de Rennes « fera médecine » et qu'un autre « essaiera H.E.C. ». L'université est la grande absente des désirs des lycéens. Un quart seulement veulent y poursuivre leurs études d'après le sondage du guide de l'étudiant : « les facultés de lettres ne nous attirent pas parce qu'on sait qu'elles n'offrent pas de débouchés sérieux », déclarent des lycéennes de Bourgoin. Ce qu'elles souhaiteraient, c'est être élèves d'un Institut universitaire de technologie ou mieux d'une grande école, mais « c'est difficile ». Si difficile que la moitié des lycéens de terminale se retrouvent, sans l'avoir choisi, sur les bancs des universités.

« Peut-être que je m'ennuierai », Elisa, en revanche, constate que ses études la rapprochent de ses parents. Depuis qu'elle étudie l'économie en première B, elle « comprend ce que disent ses parents quand ils parlent de l'entreprise ». Cela, « facilite les rapports à la maison », encore qu'elle n'ait « pas à se plaindre » : « elle peut sortir quand elle veut ».

Une plus grande liberté, un désir de partir seul en vacances, voilà ce que souhaitent bon nombre de lycéens, et surtout de lycéennes. Car ce sont les filles, plus mûres et plus évoluées que les garçons, qui éprouvent le besoin de fuir passagèrement le cocon familial. Valérie et Manu espèrent partir toutes deux en Irlande aux prochaines vacances. « Ce n'est pas facile à faire accepter à mes parents », raconte Valérie. Pour l'instant, ils conditionnent tout aux résultats du bac. Sa mère, professeur de biologie, avoue qu'elle a peur, et pourtant se souvient-elle, « lorsque j'étais étudiante, je menais une vie assez indépendante ».

Valérie travaille : elle veut avoir son bac. Elle l'aura sans doute, et, après quelques « tempêtes » familiales, elle partira en Irlande. Rachid, qui a déjà été employé comme aide-comptable pendant les dernières vacances, espère bien obtenir son C.A.P. et trouver un emploi « juste après ». Mais lui ne pense guère aux vacances : dans sa famille, il est rare que l'on aille en département de la Seine-Saint-Denis.

### Prochain article :

LE CADEAU DE NOËL D'ELIZABETH

### APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS SPÉCIAUX DE NOËL  
★ Hôtel confortable et école dans le même bâtiment.  
★ 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.  
★ Petits groupes (maximum 9 étudiants).  
★ Écouteurs dans toutes les chambres.  
★ Laboratoire de langues modernes.  
★ Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.  
★ Piscine intérieure chauffée, sauna, etc.  
★ Situation tranquille bord de mer, 100 km de Londres.

Écrivez au :  
REGENCY RAMSGATE  
KENT, S.E.  
Tél. : 1. THAMES 512-12.  
ou : Mrs. E. GILLON,  
4, rue de la Persévérance,  
95 - LAUSONNE,  
tél. : 859-25-33 (nuit).

### COURS DU JOUR COURS DU SOIR

#### PROGRAMMEUR ANALYSTE D'EXPLOITATION

Niveau exigé : Baccalauréat  
Durée : 6 à 7 mois.

#### PUPITREUR D.O.S. INFORMATIQUE

Niveau exigé : B.E.P.C.  
Sélection rigoureuse avec tests après 30 heures de cours.

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE TECHNOLOGIE  
(Enseignement privé fondé en 1950)

### FAX

6, rue d'Amsterdam, 75009 PARIS.  
94, rue St-Lazare, 75009 PARIS.  
528-75-25

### UN MERVEILLEUX CADEAU LENTILLES DE CONTACT

Souples • Ultra-minces  
Lentilles américaines BAUSH et LOMB, 1<sup>er</sup> fabricant mondial.  
Douceur exceptionnelle.  
Idéales pour TOUS LES SPORTS.  
Adaptation par spécialistes.

Prix de NOËL : 796 F

Laboratoires OSIRIS  
21, avenue de Friedland (9<sup>e</sup>)  
Tél. : 562-55-59

### L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

dan le n° 12  
l'ordinateur dans les lycées

41 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris  
12 F  
chez votre marchand de journaux

### STAGES DE LANGUES

ARABE-INITIATION : 75 h., du 7 janvier au 8 mars 1980.  
ITALIEN-INITIATION : 60 h., du 12 décembre 1979 au 29 février 1980.  
ALLEMAND-INITIATION : 60 h., du 9 janvier au 14 mars 80.  
ESPAGNOL-INITIATION : 60 h., du 21 janvier au 26 mars 80.

Renseignements et inscriptions : Université de Paris-VIII, Service Formation Permanente, route de la Tourneille, 75571 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 374-22-26 ou 374-15-50, poste 380

### FORMATION DE FORMATEUR au jeu pédagogique ACOTRA

(amélioration des conditions de travail en usine, restructuration, rôle ETAM...)

— Nouvelles sessions les 4 et 5 décembre 1979, à Paris, les 6 et 7 décembre 1979, à Lille.  
— A.N.A.C.T. : 657-13-00, poste 25-40.  
— C.R.F.B. : 29, rue de Talant, 21000 DIJON.  
Téléphone : (80) 43-64-66 et 43-62-01.

### MAÎTRISE GESTION

— Cadres et Techniciens supérieurs, de niveau Bac + 2 (toutes disciplines).  
— 4 jours ouvrables/mois pendant 2 ans.  
— Organisée en commun par 6 Universités (Centres à AMIENS, CLERMONT-FERRAND, LYON, MONTPELLIER, NICE, PARIS).

UNIVERSITÉ PARIS VAL-DE-MARNE, 55, avenue Didier 94 ST-MAUR  
Tél. : (1) 866-11-78 (Mme Bouche)

### RAPPORT DE LA COUR DES COMPTES AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

« J. O. » DU 24 AOÛT 1979

### UN LABORATOIRE DE RECHERCHE OCCUPÉ

Depuis 1965, le laboratoire de spectrométrie physique de Grenoble, importante formation universitaire de recherche en physique fondamentale, est associé au C.N.R.S. — 85 chercheurs et enseignants, 45 techniciens et administratifs : 106 publications dans des revues internationales en 1978. — Les chercheurs ont un statut d'attachés d'efficacité, d'aligner tout son personnel technique et administratif sur le statut du C.N.R.S. (à travail égal et qualification égale, salaire égal). Certains personnes affectées sur des postes titulaires de l'enseignement supérieur ont donc perçu en toute légalité, à compter de cette époque, une rémunération complémentaire prise sur les ressources propres du laboratoire. Une telle politique a permis d'éviter l'existence de personnel hors statut au sein du laboratoire. La légalité de cette procédure a récemment été remise en cause par une interprétation restrictive des textes, et, depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1979, 15 techniciens et administratifs ont vu brutalement leur salaire amoindri de 30 à 40 %. Cette situation, humanitairement intolérable, n'a pu être dénouée à ce jour malgré des démarches incessantes et répétées du directeur de la formation et du président de l'université. Elle conduit au blocage total du laboratoire et compromet son existence même, pour un illicite qui porte sur une somme représentant 2 % de la masse salariale de l'ensemble du personnel. La parution de ce texte est possible grâce à la solidarité financière de tous les membres du laboratoire, chercheurs, enseignants, techniciens et administratifs.





# Le Monde DES LIVRES

## Une autobiographie métaphysique

● Claude-Louis Combet, de la légende à la quête de soi.

DANS la maîtrise de sa forme, ce livre est d'abord la résonance d'un cri ; cri terrible, total, poussé par un jeune moine bithynien du cinquième siècle, en découvrant, devant la nudité de son cadavre, que l'être marinus était une femme. Ce cri légendaire figure pour le narrateur le drame original de l'homme dont les yeux s'ouvrent sur la radicale extériorité du monde, sur l'irréductible séparation des sexes (ou est l'androgynie primitive ?), sur la solitude de l'homme : le désert, de Bithynie est ici à l'image de ce « non jeté par Dieu à la face de sa créature », auprès de quoi tout, « les histoires de naissance, les ruptures de cordons, les révol-

tes et les révolutions », est négligeable, dérisoire. Le rêve du jeune moine s'écroule, rêve d'un monde circulaire et clos, au sens clair. La fulgurante apparition du féminin dans cet univers masculin a renversé cette illusion. Moment biblique, où la reconnaissance de l'altérité, la découverte du sexe de l'autre, coïncident avec l'apparition de l'obscurité et la perte du paradis. Ce drame de la déréliction, le narrateur, traducteur de cette légende et notre contemporain, va le vivre à son tour : séminariste mystique, jusque-là candidat à cette « vacance du moi » qui permet à l'être de retrouver l'unité perdue dans l'absolu, il un « désir absolument nocturne », une irrésistible féminité. L'homme vers qui le projeté sous sa forme humaine, guide spirituel et figure paternelle, l'exclut de l'univers divin. Il se

retrouve errant, frère de ces acteurs du drame bithynien, à son tour marinus et Marina, à son tour vivant comme une malédiction de la saison intérieure. Et ego Bithynia.

La force du roman tient beaucoup à la superbe alternance, tout au long répétée, des deux histoires. Le récit de soi et la transcription de la légende se défilent à la suite l'un de l'autre, et composent un univers tragique où le temps paraît arrêté, figé dans l'instant de la rupture. La création, l'histoire, semblent reproduire cette première expérience, ce que rendent parfaitement le rythme de la phrase — longues périodes où reviennent des mots-clés — et l'analogie des lieux évoqués, couverts ou immanents cachant tous à l'intérieur de leurs murs le vertige d'un trou central, puis on cage d'escalier, qui

figurent le blanc intérieur et l'ivresse de la chute.

Il ne faut pas voir là raffinement d'esthète en mal de composition romanesque originale. L'univers de C.-L. Combet est résolument analogue et poétique. L'aventure qui est en jeu ici est celle de l'être, non celle de l'individu. Du narrateur, nous ne connaissons ni le caractère, ni le comportement, mais la figure secrète ; du drame, nous n'avons aucun défilé, mais une quelconque psychanalyse. De trouver, ici, c'est découvrir le rapport entre son aventure propre et une autre aventure « matricielle », enfouie dans la mémoire de l'histoire ; c'est percevoir dans sa vie la trace d'une vie antérieure, opérer une « alchimie de la transcription ». Rappelons que le livre est dédié, entre autres, aux néoplatoniciens, gnostiques, hermétistes (...), et romantiques allemands.

Ces étonnantes opéra d'images fait tourner, à jamais irrécupérables, la nuit et le soleil, le féminin et le masculin, dans un espace initiatique. Images variées, qui marient la vastitude et la rigueur. Le baroque y est porté par un réseau serré de correspondances. La vision offerte est par ailleurs assez déconcertante : hors de l'unité, tout choix est amer. Pris entre le vertige du corps et la vacance du moi, entre la consommation sociale et la dissolution nocturne, entre le ruissellement des eaux du soir et l'éclatante brûlure du désert, le narrateur, sans être enchanté, s'enfoncé toujours plus avant du côté de l'ombre.

Si la nuit, « géniale et maternelle », est choisie finalement, c'est que les sources du plaisir qu'elle alimente sont aussi les sources de l'écriture. L'assèchement du corps tue la parole. Or l'écriture, si elle ne peut annuler la faille intérieure, possède néanmoins un pouvoir de compensation : tissant le texte, elle répond à notre violente nostalgie d'unité ; elle est aussi le lieu où nous pouvons vivre, sans déchirure, notre bipolarité, par l'usage d'une parole qui « vient au jour sans répondre à sa propre nuit ».

Si la nuit, « géniale et maternelle », est choisie finalement, c'est que les sources du plaisir qu'elle alimente sont aussi les sources de l'écriture. L'assèchement du corps tue la parole. Or l'écriture, si elle ne peut annuler la faille intérieure, possède néanmoins un pouvoir de compensation : tissant le texte, elle répond à notre violente nostalgie d'unité ; elle est aussi le lieu où nous pouvons vivre, sans déchirure, notre bipolarité, par l'usage d'une parole qui « vient au jour sans répondre à sa propre nuit ».

CHANTAL LABRE.  
\* MARINUS ET MARINA, de Claude-Louis Combet. Flammarion, coll. « Textes », 332 pages, environ 58 F.

## L'accent russe

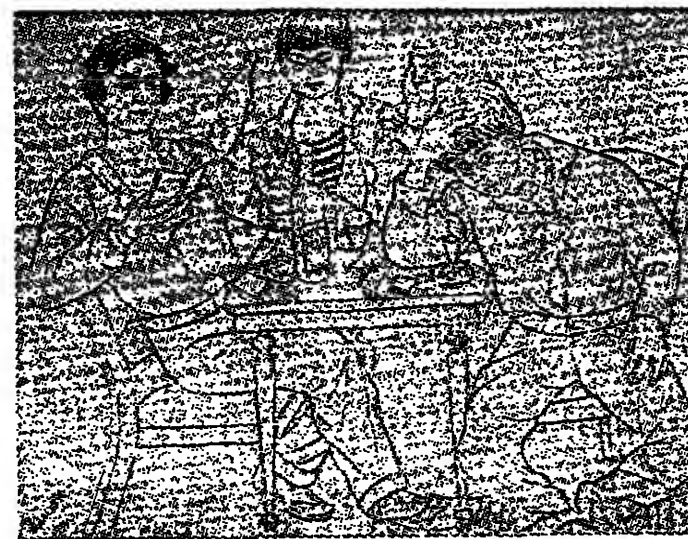
● Mémoires d'émigrés : la vie « d'artiste » de Marevna ; une colline sur la Méditerranée.

CES vies de Russes L. Elles furent enfouies pendant des décennies, et soudain elles resurgissent : il ne se passe pas de mois que l'on ne voie paraître un ou plusieurs titres écrits par ces émigrés de ce qui est appelé la « première vague » — qui ont souffert la guerre aux côtés des Français — et qui proclament tous le même caractère commun : ne pas s'assimiler, ne pas oublier, rester des Russes.

Leur marche vers l'Ouest fut, en effet, l'une des grandes épopées de notre siècle qui vit des princes, des généraux, des marchands et des propriétaires terriens, milliardaires ou décaisés, devenir chauffeurs de taxi, épiciers dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, manœuvres chez Renault, ou bien joueurs de balalaïka et chanteurs dans les cabarets à la mode. L'an dernier, par exemple, dans un livre moins tulle qu'il n'y paraissait, Konstantin Kazansky évoquait l'histoire du Cabaret russe, qui prolongea avant guerre les fêtes d'un monde disparu (Olivier Orban éd.).

Epistoliers ou mémorialistes, les Russes ont le don de se raconter — de même que les peintres russes se sont toujours complu à l'autoportrait. Parler de soi, de sa famille, de ses amis, n'est jamais apparu à un Russe comme un sujet secondaires. Bien au contraire. Ces *Mémoires d'une nomade*, par exemple, sont d'une lecture tout à fait passionnante.

Son auteur, Marevna, alias Marie Stebelsky, a aujourd'hui quatre-vingt-sept ans et vit en Angleterre. Sa vie commence comme un roman de la comtesse de Ségur : petite fille sans mère, née au pays des Tartares et que nourrissent gouvernantes et domestiques. Le père, boyard polonais, élégant et séducteur, est revizor forestier — c'est-à-dire inspecteur des eaux et forêts —



« Modj, Kialing et Soutine », Paris, 1914.

et il élève sa fille comme un garçon : elle monte à cheval, campe dans la steppe, chasse avec les hommes.

Marevna agrège des souvenirs de son « paradis perdu » avec un réel talent de conteur : le pays tatar, la steppe infinte, le Caucase, le lycée de Tiflis, les gares de Moscou, et puis Rome, Capri, Montparnasse... Elle sait donner à voir, elle sait faire sentir, d'une phrase, l'odeur vraie des lieux et des gens. En la lisant, on entend l'accent qui roule les « r ». Et quelles merveilleuses images que celles de la petite fille qui tète les mamelles de sa vache, couchée entre les pattes du ruminant, et qui tente de marcher comme elle le fourrage, ou bien le bébé ours qui lui sert de poupée, ou bien encore la rencontre en plein champ d'une belle jeune fille qui semble vivante dans son cercueil, car les jeunes filles qui se sont données la mort, on les maquille et on les enterre sans poire hors des cimetières. Ou bien encore, ces domestiques qu'on fouette jusqu'au sang et ce cocher qui, un soir d'hiver, se révolte, arrête les chevaux, des-

cend dans la neige et frappe de toutes ses forces le barin sidéré. Tant d'images d'ailleurs L.

Puis c'est la « vie d'artiste ». Marie est douée pour le dessin, la peinture. A dix-huit ans, en 1910, elle part pour l'Italie, rencontre, à Capri, Maxime Gorki, qui la baptise « Marevna », « fille du roi de la mer », « princesse de la mer ». A vingt ans, elle débarque à Paris, avec sa valise et son samovar, s'inscrit à l'Académie russe, où travaille également Zadkine, elle fréquente la Rotonde, participe aux bals de charité pour venir en aide à la colonie russe. Elle évoque Modigliani se mettant nu à la cantine Vassiliev pour dédicacer Dantia et Lauréamont, Apollinaire blessé à l'hôpital, Trotski au casino de Monte-Carlo, Ilya Ehrenbourg qui « avait fait d'un de ces nihilistes tels qu'on les décrit dans les romans étrangers », Diego Rivera, le plus grand peintre mexicain de ce siècle, dont elle aura une petite fille, Mariika, qui a aujourd'hui soixante ans.

NICOLE ZAND.  
(Lire la suite page 19.)

## Les secrets des archives américaines

● Pétain, Laval, de Gaulle... et quelques autres.

LES archives des Etats-Unis sont disponibles au bout de trente ans, comme le seront les nôtres une fois parus les décrets d'application de la loi du 3 janvier 1979. Ayant compulsé deux millions de pages dans leurs dossiers, Nerin E. Gun en a tiré quatre cent soixante-deux plaques sous l'épave de Pétain, Laval, de Gaulle, mais consacrées aussi à beaucoup d'autres.

Dans ce désordre sympathique, ce livre fort agréable à lire mélange des documents importants et des ragots pittoresques, tels le souper galant de Roosevelt avec cinq jolies Américaines, officiers du WAC que l'auteur suppose « probablement fort accommodantes comme beaucoup de celles qui servaient dans cette armée », ou la petite guerre de

William Bullitt commandant de Washington cinq mitrailleuses Thompson pour défendre son ambassade parisienne contre les communistes en juin 1940. Quelques-uns méritent plus d'attention : par exemple que le président des Etats-Unis, visitant le sultan du Maroc, en ait accepté « un poignard en or massif, une broche en onyx, une merveilleuse tiare et des bracelets d'or », et qu'il ait offert en échange sa photographie dédicacée.

Quel responsable pour l'assassinat de Darlan ?

Dans les dossiers de Washington, les historiens trouveront bien des pistes à explorer. Aux seuls pourront faire la trique de textes qui sont ici présentés sans apprêts ni recoupements. Un exemple fera comprendre les

lacunes de cette information, confrontée à une analyse sérieuse. A plus de cent trente pages de distance, Gun rapporte que les Etats-Unis ont été prévenus par leur ambassadeur à Londres que de Gaulle pourrait avoir provoqué l'assassinat de Darlan (p. 364), et par Robert Murphy que l'affaire aurait été tramée par le comte de Paris (p. 232). Dans un autre livre qui paraît en même temps, *L'écriture algérienne : 1940-1944*, Lucien Adès dit que l'une et l'autre version circulaient alors et les met sur le même plan (1). Au terme d'une enquête minutieuse et passionnante, appuyée sur des témoignages recueillis après son émission télévisée, et notamment sur celui du juge d'instruction qui a interrogé Bonnier de La Chapelle, Alain Decaux renouvelle entièrement la question et montre que les deux hypothèses ont une part de vérité, le général ayant probablement pensé que l'entreprise monar-chique lui ouvrait la voie

du pouvoir à Alger, ce qui s'est d'ailleurs réalisé (2).

Ni les bureaux de Washington, ni le commentateur de leurs archives n'avaient évidemment les moyens de débrouiller cette ténue affaire, d'autant que l'information de Londres faisait partie d'une machination montée par les anglais, qui avaient chargé un inspecteur de Scotland Yard d'intoxiquer l'ambassadeur américain Richards par des documents sur les bureaux gaulloises de Duke Street. Ils appliquaient l'intérêt par des révélations sur les tortures qu'aurait infligées la « Gestapo » du colonel Passy et sur les orgies — lesbiennes ! — qui se seraient déroulées à l'école au-dessus.

MAURICE DUVERGER.  
(Lire la suite page 25.)

(1) Lucien Adès : *L'écriture algérienne : 1940-1944*, un vol. de 238 pages, Belfond, environ 63 F.  
(2) Alain Decaux raconte, tome 2, *L'écriture algérienne*, Perrin, 382 pages, pp. 233-278, environ 55 F.

Claude Ollier, Mathieu Bénézet

## L'écriture-sujet

CLAUDE OLLIER a occupé une place à part dans la constellation que formait le nouveau roman. Comme les autres, il dérobait la narration et les héros classiques au profit d'une réflexion sur la manière dont l'écriture produit du sens, mais avec une attention obstinée pour les ressemblances entre ce processus et nos déplacements dans l'espace.

Depuis la *Mise en scène*, prix Médicis 1958, jusqu'à *Fuzzy Sets* (1975) en passant par le *Maintien de l'ordre*, l'*Enigme*, l'*Echec de Nolan*, la *Vie sur Epillon* et *Enigme*, avec ou sans recours à la science-fiction, ce qu'Ollier appelle sa « chaîne fictionnelle » se développe comme un travelling de cinéma. Le personnage d'autrefois et sa conscience globale du monde sont réduits à l'œil d'une caméra mobile. Le double mouvement de l'observateur et des choses vues dépasse l'exercice formel. Selon une démarche qu'on a pu comparer à celle de Borges, il tend à suggérer les rapports mouvants de l'écrivain, puis du lecteur, avec le langage.

MARRAKECH MEDINE reprend cette métaphore. La cité marocaine est moins inconnue qu'une planète, mais elle garde pour l'étranger un mystère évocateur de la distance entre une phrase écrite et sa signification. Sur les plans, les rues de la médina ou du quartier juif prennent la forme idéalisée de craquelures dans la boue séchée. Les venelles s'interrompent et se bouchent sans raison claire. Sur place, le promeneur voudrait comprendre à quel accident de terrain, ou à quelles habitudes de vie, correspondent ces impasses. Mais il se heurte à des murs blancs ou d'un ocre vibrant au rouge, et aux signes muets des habitants le remettant, sans explication, dans le droit chemin touristique.

Toute la visite de Claude Ollier renvoie à cette exclusion, courtoise mais ferme, de l'intrus. Souks, mosquées, médersas, parlent d'un secret inviolable, d'une crainte de profanation. Visages et gestes dessinent, un mode collectif d'être, qui tient l'hôte à distance. Le rêveur est respecté, mais à condition de ne pas chercher à savoir plus qu'on ne lui montre. Le chrétien porte sur lui l'image indélébile du colonisateur d'hier, du patron et du banquier d'aujourd'hui. S'il est pauvre, on le méprise. S'il affecte la gêne, on le déteste.

par Bertrand Poirot-Delpech

Aucune de ces frontières n'est tracée. Elles se signalent en pointillé dans l'écaillé des murs, la poussière des oueds, les regards noirs, le langage, où alternent véhémence et calme enjoué. L'inconnaissable n'est pas percé, mais cerné, contouré. Le livre laisse l'impression d'un labyrinthe de cauchemar, d'une vérité dérobée si tôt qu'elle s'efface. D'objet de connaissance, le réel devient, à l'image de la ville interdite, ce contre quoi l'on bute.

LES lacunes ménagées dans l'inventaire des sites et le dédale des trajets, sentent un peu l'artifice. Pourquoi refuser tout circuit logique et brouiller les pistes ? Pourquoi nommer certains lieux et pas d'autres, la Koutoubia ou le Souk-Et-Khéma et pas la place Jemaa-El-Fna, désignée seulement comme la « place » ? Si c'est parce que l'endroit est trop connu et couru, pourquoi s'en tenir au pittoresque des guides dans la description des fameux conteurs et charmeurs de serpents ?

Tout en laissant entendre qu'il séjourne avec un groupe d'Européens, et qu'il ne maîtrise pas la langue du pays, le narrateur n'échappe pas à la prétention de tout voyageur de s'estimer mieux adapté et adopté que la moyenne des excursionnistes. Enfin, les notations pèchent par excès de cérébralité. Si formes et couleurs ne manquent pas, les odeurs, qui aideraient à reconstituer le cadastre, sont rares. Mais cet art de rendre tangible l'infranchissable renouvelle le récit de voyage, en évitant les pièges de l'exotisme. Surtout, l'assimilation de la ville à un texte à déchiffrer, si elle n'est pas neuve, se révèle génératrice de sens, et propice à la libre songerie du lecteur.

SANS doute, sous la pression des sciences humaines et des théories du langage, le remplacement des narrations naïves d'autrefois par une interrogation sur le fonctionnement même de l'écriture est resté la marque de la génération qui a suivi celle du nouveau roman. On retrouve notamment cette interrogation dans la plupart des nouvelles collections vouées au laboratoire.

Mathieu Bénézet co-anime deux d'entre elles : « Première Livraison », chez Bourgois, avec Ph. Lacoue-Labarthe, et « Digraphe », chez Flammarion, avec Jean Ristat. Il a débuté en 1958, à vingt-trois ans, avec une *Histoire de la peinture en trois volumes*, saluée par Aragon et Pleyre de Mandargues. Ont suivi notamment : *Dits et redits du mortel*, et *Biographie*.

Les deux ouvrages publiés ensemble ces jours-ci, *la Fin de l'homme* et *Ceci est mon corps*, font alterner photographies, brefs poèmes et pages de méditation sur le livre en train de se faire. Les éléments de confession qui servent de matériau se limitent à des bribes incertaines : naissance à Perpignan, souvenir d'une cure à La Bourboule, de la mère, d'un frère, d'une chute à l'école, d'un pavillon sur les bords de Mame.

(Lire la suite page 19.)

**SEUIL**

"Précipitez-vous à la Mochebicoque : je vous le dis, je vous le jure, cette confession d'insomnie, ce rêve éveillé d'Helen Stoll porte les stigmates du génie."

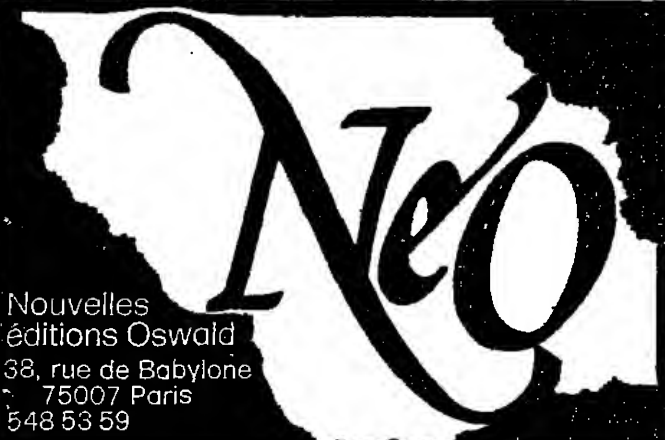
MARC KRAVETZ / LIBERATION

## Helen Stoll La Mochebicoque

176 pages



صكزامن الأصل



ROMANS

MARIE CARDINAL

Cet été-là

"Passionnant" (Elle)

LUCIEN BODARD

La mésaventure espagnole

"Un récit écrit à chaud, juste et vrai."

(J.-P. Enard, VSD)

RENE FALLET

Pigalle

"Bourré de coups durs, d'humour, de tendresse et de talent." (Jean Barlat, Le Parisien Libéré)

GILLES LAPOUGE: Un soldat en déroute

C.F. RAMUZ: La séparation des races

ALBERT COSSERY:

La maison de la mort certaine

ESSAIS

EDGAR MORIN / MAREK HALTER: Mais

JEAN-LUC MAXENCE: La mystérieuse

prophétie de saint Malachie ou

Les derniers papes de la fin du monde

FERNAND SCHWARZ

Géographie sacrée de l'Egypte

ancienne

Préface par Michel Randon

Un volume abondamment illustré fondé sur une

nouvelle approche de l'égyptologie.

Collection "Faut-il brûler?"

LES NOUVEAUX PHILOSOPHES

par S. Bouscasse et D. Bourgeois

LA NOUVELLE DROITE

par Julien Brunn

(Des dossiers pour comprendre le mouvement

des idées d'aujourd'hui.)

FANTASTIQUE / SCIENCE-

FICTION / AVENTURE:

(Des œuvres insolites et rares, publiées sous la

direction de Hélène Oswald.)

MERRITT: Sept pas vers Satan

HOWARD: Le pacte noir

HODGSON: La chose dans les algues

BRUSS: Les espaces enchevêtrés

HODGSON: Les canots du "Glen Carrig"

MERRITT: La femme renard

LEWIS: Cette hideuse puissance

STAPLEDON: Créateur d'étoiles

HOYLE: Le nuage noir

POLICE / ESPIONNAGE

SUSPENSE:

(Des romans où règnent l'aventure à l'état pur

et la peur absolue.)

HOWARD FAST: L'ange déchu

JOHN BUCHAN: La Centrale d'Énergie

J.T. ROGERS: La sinistre main droite

LE ROMAN POPULAIRE:

(Les chefs-d'œuvre du roman populaire, publiés

sous la direction de Pierre Dupriez et Serge

Martel, édition complète en 2 volumes.)

EUGENE SUE: Le Juif errant

PAUL FEVAL: Les mystères de Londres

CHARLES MEROUVEL: Chaste et flétrie

PREMIERS ROMANS:

KAMAL IBRAHIM:

Le voyage de cent mètres

présenté par Joyce Mansour

MICHEL CEJTILIN: Je rêve petit-bourgeois

présenté par Jean-Edern Hallier

JEAN-PAUL ROSART: Le Roi Bissexile

présenté par Jean-François Kahn

Diffusion: PAYOT

la vie littéraire

« L'Anglaise assassine »

On parle de libérer, pour les fêtes de Noël, Mary Bell, qui volait dix ans, en Grande-Bretagne, alors qu'elle était elle-même âgée de onze ans, avait étranglé deux petites garçons de trois à quatre ans et avait été condamnée à la réclusion perpétuelle.

On a pu voir récemment sur le petit écran l'émission que cette histoire a inspirée à Didier Doco sous le titre *Ann Dollwood*.

Mais un livre d'André Rolin paru au printemps dernier, et dont il n'a pas été assez parlé dans la presse, traitait lui aussi, sous la forme romanesque et hallucinatoire propre à l'auteur de *Cortège dans la ville* et sous le titre de *L'Anglaise assassine* (Gallimard), du cas de cette adolescente meurtrière, devenue aujourd'hui une belle jeune femme.

Qu'elle ait pu inspirer, presque dans le même temps, deux œuvres aussi différentes qu'une dramatique et la télévision et un livre lyrique chargé d'invocations et de symboles — rencontre plusieurs fois constatée dans le passé — découle sur cette interrogation à base de fascination, qui court comme un fil rouge à travers la littérature de tous les temps: donner la mort, qu'est-ce que cela veut dire? — P. M.

Pauvert quitte Pauvert

Depuis 1973, le groupe Hachette possède la maison fondée il y a trente-cinq ans par Jean-Jacques Pauvert sous le nom de Société nouvelle des Éditions Pauvert. Le 1<sup>er</sup> juillet dernier, Jean-Jacques Pauvert a quitté cette société. Hachette vient d'officialiser la situation en publiant un communiqué qui affirme: « C'est d'un commun accord que Jean-Jacques Pauvert et Hachette ont décidé de mettre fin à leur collaboration dans sa forme actuelle au sein de la « Société nouvelle des Éditions Jean-Jacques Pauvert » et qu'ils sont convenus, en revanche, de rechercher ensemble de nouvelles bases de collaboration. L'activité de la Société nouvelle des Éditions Jean-Jacques Pauvert sera maintenue et sa nouvelle situation ne modifie en rien les liens contractuels dans lesquels elle était engagée. »

Apparemment étonné, Jean-Jacques Pauvert a répliqué dans un communiqué: « Ce texte rédigé et diffusé par Hachette seul, dit-il, sans que l'on soit informé, rassemble assez au commun dénominateur que nous devons diffuser ensemble le 1<sup>er</sup> juillet dernier, dans lequel de nouvelles bases de collaboration étaient déjà évoquées. »

Quatre mois et demi ont passé. Et la plupart des auteurs ou ayants droit qui estiment que le suis responsable devant eux souhaitent,

comme moi, que cette collaboration soit maintenue, rapidement et clairement délimitée afin que la publication et l'exploitation de leurs œuvres puissent être assurées normalement et dans les conditions qu'ils ont choisies. »

Chez Hachette, on laisse entendre qu'une cellule Pauvert « tout court » subsistera. Mais les « nouvelles bases de collaboration » avec Jean-Jacques Pauvert seraient encore en cours d'élaboration, opération délicate et négociable, semblerait-il.

Ce chassé-croisé de communiqués ne paraît guère émouvoir Jean-Jacques Pauvert pour l'instant. Celui-ci, qui a publié en tant qu'auteur le premier volume de son *Anthologie des lectures érotiques* aux Éditions J.-C. Si-moen récemment disparues, ferait désormais œuvre d'éditeur indépendant en proposant des ouvrages à ses confrères. — B. A.

Un quasi-inédit

de Marcel Proust

A trente-cinq ans, Marcel Proust n'est encore connu (très peu) que par des écrits de jeunesse (*les Plaisirs et les Jours*) et s'élève en fait à la recherche d'une voie romanesque nouvelle, dont Jean Santeuil (qu'il avait voulu détruire) reste le témoin.

Dans le même temps, il traduit pour La Renaissance latine, deux œuvres majeures de J. Ruskin: *la Bible d'Amiens* et *Sésame et les Iles*, et donne à ces traductions une longue préface (sans titre, évidemment), qui est, à la fois, une réflexion sur Ruskin lui-même: beaucoup plus, une réflexion sur la lecture: « C'est donner un trop grand rôle à ce qui n'est qu'une initiation que d'en faire une discipline. La lecture est au seuil de la vie spirituelle; elle peut nous y introduire; elle ne la constitue pas. » Et, surtout, une longue et belle méditation sur le souvenir.

Où le titre donné avec bonheur à ce texte par son éditeur d'aujourd'hui, et emprunté à Proust lui-même: « Car elles ne sont pas dans le présent, ces hautes et fines enclaves du passé, mais dans un autre temps où il est interdit au présent de pénétrer. »

Texte d'une grande importance pour notre connaissance de la genèse du cycle proustien, et dont les premières pages annoncent explicitement celles de *Du côté de chez Swann*; suivi de Notes de Proust sur son propre texte, et précédé d'un brel et partant Avant-Propos d'A. Coihio, à qui nous devons cette heureuse réédition. Marcel Proust, les Hautes et Fines Enclaves du passé. Sur la lecture, Préface à *Sésame et les Iles*

de Ruskin, 97 p., « Le Temps singulier », passage Pommeraye, 4400 Nantes, Diffusion Labyntha, 22, rue Rambuteau, 75003 Paris). — J. C.

Avis aux quenophiles.

Les quenophiles, ceux des thèses comme ceux de la pure dénotation, n'auront jamais la patience d'attendre que Gallimard, comme il en a l'intention, enchaîne l'œuvre complète de Raymond Queneau dans la cuir dorée de la Pléiade.

Pour tromper leur attente et se régaler dès maintenant de la correspondance, des brouillons et des pochades du père du soldat Brd, ceux qui l'aiment et ceux qui l'étudient bénéficient dès à présent de deux instruments complémentaires.

Le plus ancien des deux est le Centre de documentation Raymond-Queneau fondé et animé à Verviers (Belgique), par André Blevier. Le Centre publie quatre fois l'an une revue superbe, *Temps mêlés II*. Le numéro 3, par exemple, livrait les chansons de Janine Queneau: le tout récent numéro 5 publie, de façon exhaustive, la correspondance entre Queneau et Elie Lascaux. Cela nous vaut de savoureux croquis et des millonades de ce type:

Il pleut sur l'Italie du Nord  
Ce lit très bien dans le décor  
Mais quand il aura beaucoup plu  
alors nous n'y serons plus  
(tels sont les effets désastreux  
sur la poésie de cloux trop pluvieux).

L'autre tentative de diffusion et d'illustration de l'œuvre de Queneau est lancée par l'Association des amis de Valentin Brd (héros du *Dimanche de la vie*). Elle publie, elle aussi, un bulletin trimestriel (*les Amis de Valentin Brd*) et envisage particulièrement d'apporter sa contribution à une prochaine manifestation de la maison de la culture rémoise, sur le thème « Raymond Queneau et le cinéma ». De nombreuses projections de films, soit inspirées de l'œuvre de Queneau (*Zazie dans le métro*; *le Dimanche de la vie*), ou dont Queneau fut scénariste ou dialoguiste (*Teuf-Teuf*) auront lieu les 9 et 10 février 1980.

Il faut rappeler, enfin, pour les plus jeunes amateurs de Queneau, que sont repartis les *Derniers Jours* (second roman de Queneau, qu'il n'aimait pas), les *Œuvres complètes de Sully Mara* (qui reprennent le *Journal intime* à côté d'*On est toujours trop bon*...) et, enfin, une réédition des *Exercices de style*, illustrée par Carleman avec exarces typographiques de Massin (le tout chez Gallimard). Temps mêlés II et les Amis de Valentin Brd: chez Claude Rameil, 58, rue Carnot, 92300 Levallois-Perret.

en bref

• M. JEAN-JACQUES NATHAN, petit-fils du fondateur des éditions du même nom, a accepté une prise de participation majoritaire dans son groupe. En vertu de cet accord rendu public le 26 novembre, par une lettre au personnel de chez Nathan, la Compagnie européenne de publication (CEP), présidée par M. Christian Bregou, a pris 40 % du capital; la société Idéocommunication, présidée par M. Daniel Morgane, 27 %, et la Banque privée de gestion financière, présidée par M. Jean-Luc Gendry, 10 %. Le part Nathan-Basch n'est donc plus que de 23 %. Il a été précisé dans la lettre au personnel que l'emploi n'était pas menacé par ces changements.

Les Éditions Fernand Nathan, créées en 1981, avec un chiffre d'affaires annuel d'environ 250 millions de francs, se situent parmi les premiers éditeurs de livres scolaires et parascolaires. Les jeux éducatifs, puis l'ensemble des jeux, ont pris une part croissante dans la production, complétée par des livres pour la jeunesse, des encyclopédies et des « beaux livres ». Nathan dit également diverses revues destinées aux enseignants, dont « le Journal des instituteurs ».

• F. A. H. I. S. R. B. A. T. S. CONSACRÉS À L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE ET AUX LIVRES par la FNAC-Forum, à Paris, ont retiré dans le programme de décembre ceux qui portaient notamment, sur les thèmes suivants:

« Faut-il haïr: la poésie? » (3 décembre, de 18 h. à 19 h. 30); « Deux siècles d'effiches politiques françaises » (6 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « le Portrait » (7 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Faut-il remettre en question la psychiatrie? » (10 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Journalisme et écriture » (10 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « l'Histoire en images » (12 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Catherine de Médicis » (13 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Peut-on parler, pour la politique étrangère de la France entre 1932 et 1939, de décadence? » (13 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Trois Voyages vers l'Orient » (17 décembre, de 15 h. à 16 h. 30); « Hommage littéraire au Brésil » (18 décembre, de 15 h. à 16 h. 30). A tous ces débats participent de nombreux auteurs et spécialistes, qui répondent aux questions du public.

• LA SOCIÉTÉ DES AMIS D'HONORE DE BALZAC, qui avait décerné son prix Balzac à Jean-Louis Bory en 1978 pour l'ensemble de son œuvre, nous prie de faire savoir qu'« on ne saurait la confondre avec une académie dissidente » fondée par un membre dissident, cette dernière a attribué, à titre posthume, un prix à Jean-Louis Bory. (« Le Monde » du 2 novembre.)

vient de paraître

Romans

MAX GALLO: Une affaire intime.

— Un crime dans une ville méditerranéenne. Un homme de passage, qui connaît une peine sentimentale et veut connaître et dire la vérité: le jeu d'indices est subtil. Par l'auteur de *Le Baie des anges*. (Robert Laffont, 392 p.)

MAURICE DENIZIERE: Un chien de saison. — Le roman, source de bien des mésaventures, d'un collabore bien tranquille avec un boxer brisé. Par l'auteur de *Les chiens*. (J.-C. Lantz, 208 p.)

H.-K. LAXNESS: Le sage des fiers à bras. — Après *la Cloche d'Islande* publié récemment chez Albin Monique, voici un « roman » satirique d'une des grandes sagas islandaises. L'auteur, né en 1902, a reçu le prix Nobel de littérature en 1955. Traduit de l'islandais par Régis Borel. (Éditions Payot, Albin-Monique, 304 p.)

JOHN GARDNER: *Indienne de roi*. — Un recueil de récits par l'auteur américain, né en 1933, de Grendel et de *l'Homme-Soleil*, publiés chez le même éditeur. Traduit de l'anglais par Jean Fillard. (Denol, Collection « Ascend », 367 p.)

Critiques littéraires

JEAN GURHENNO: *Entre le passé et l'avenir*. — Un premier recueil posthume de textes, de Bazis à Trotski, écrits de 1929 à 1935. Préface de Pascal Ory. (Grasset, 285 p.)

PATRICK BERTHIER: *Le Cas Gulliver*. — Un jeune universitaire, dans un long entretien avec l'intéressé, instruit avec sympathie la prose fait à Guillemin pour la partialité de ses études littéraires et historiques. (Gallimard, Collect. « Voies ouvertes », 236 p.)

Essais

JEAN-MICHEL PALMIER: *l'Expressionnisme et les arts*. — Le premier tome intitulé *Portraits d'une génération* depuis l'évolution des différents formes d'art et les mythologies marquées par l'expressionnisme. (Payot, 358 p.)

MAURICE RHEIMS: *l'Éclair de la curiosité*. — L'amour des objets et de l'art, à travers les œuvres de Scendhal, Balzac, des Goncourt, Huysmans, Zola, Proust. Par l'auteur de *La Vie étrange des objets*. (Albin Michel, 486 p.)

WLADIMIR RAB: *Un peuple de trop sur la terre?* — Figure marquante de la communauté W. Rabi témoigne sur la place publique « pour le service d'un peuple dans

La tâche d'est par accomplie » contre les Juifs « parce que pour les Juifs ». (Les Presses d'aujourd'hui, 273 p.)

ANDRÉ NEHER: *Il ont refait leur âme*. — A partir de l'œuvre des figures marquantes de la communauté juive, l'auteur se propose de « dénouer les tensions dialectiques de l'identité juive ». (Stock, 304 p.)

RAYMOND ABELLO. — *Les Cahiers de l'Homme* consacrent leur numéro 56 à un épais cahier sur l'auteur de *l'Homme aux pieds nus* et des *Yves d'Ébénier* sont ouverts.

Les différents aspects de l'œuvre: éthique, esthétique, érotique, logique, prophétique sont abordés dans une série d'études et de témoignages, en attendant la publication du tome III des *Mémoires* « Sol invictus ». (Les Cahiers de l'Homme, 430 p.)

Histoire

ROGER PEYREFFITE: *Les Conquêtes d'Alexandre*. — R. Peyrefitte poursuit l'épopée d'Alexandre commencée avec *Le Jeune Alexandre* et évoque une prestigieuse civilisation. (Albin Michel, 580 p.)

JACQUES SOUSTELLE: *Les Olympiques*. — L'histoire d'un peuple olympique qui s'élève pyramides et temples plus de mille ans avant notre ère. A la source des hautes cultures précolombiennes. (Arthaud, 220 p.)

en poche

L'heure du Golem

UNE époque que fascinent également, en d'hostiles tensions mal contrôlées, le refus des transcurrences et le vertige de l'irrationnel ne manquera pas de goûter le mystère enveloppant du Golem (1916), du Vienne Gustav Meyrink, quasi contemporain de Musil et de Kafka.

« Le Golem est revenu! (...) C'est à faire dresser les cheveux sur la tête. » Pourquoi ce cri de terreur? C'est qu'il s'agit d'un être dont une légende juive raconte qu'il fut créé en argile par Low ben Benzaï, rabbin de Prague, vers 1580; un soir que celui-ci avait oublié de retirer de la bouche de sa créature le parchemin qui l'animait, le monstre égaré se livra à un massacre qui ne cessa qu'avec l'intervention de son maître. Mort. Il réapparut, dit-on, trois fois trente-trois ans: c'est sur cet épisode que Meyrink a greffé son histoire aux multiples sens cachés, comme en hypnose.

Elle débute comme un rêve éveillé où s'insinue la folie, « sous l'influence de la pleine lune ». Le narrateur glisse dans l'univers oppressant du ghetto de Prague, où il suffit de revêtir par mégarde d'étranges tripières pour réincarner le Golem et semer l'épouvante. Entre le songe et le réel, plus de bornes: qui est « Je »? Ce doute sur l'identité court en filigrane, dans le récit des passions qui déchirent l'ontique peuple du ghetto. L'amour, la haine, la vengeance, les hallucinations entraînent les personnages dans un ballet où la peur sert de coryphée: « C'est la terreur qui s'engendre elle-même, l'horreur paralysante du Non-Être insaisissable qui n'a pas de forme et range les frontières de notre pensée. »

Le roman de Meyrink relève d'un fantastique ésotérique, fait d'éléments empruntés au mysticisme hébraïque (la kabbale) et au symbolisme occulte de l'alchimie et du larot (le figure du fou, obsédante) — un entrelacs surnaturel secrètement scellé « dans une sorte d'état crépusculaire ».

SERGE KOSTER.

LE GOLEM, de Gustav Meyrink, Bibliothèque Mazarine, 268 pages.

PARMI LES REÉDITIONS: *Images et Symboles*, essai sur le symbolisme magico-religieux de Mircea Eliade. (Tel. Gallimard). *Weimar, une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20*, par Walter Laqueur (Pluriel, le Livre de poche), la Tragedie du pouvoir, par Alfred Sauvy (Pluriel, le Livre de poche).



## romans

### Le Vietnam comme révélateur

● Dans la tête de M. H...

« A H ! des mots qui transpirent, pour ressusciter tout cela ! Il faudrait créer des mots qui vibrent et des mots qui brûlent, et portent en eux tous les parfums du Vietnam et toutes les violences du soleil, des mots qui étouffent, qui réchauffent les cœurs plombés, les incendies des flamboyants et les regards. Des mots, encore, qui hurlent et qui se taisent... Nuoc, peut-être — des mots qui soient eau et qui soient pays en rendant des splendeurs et des pourritures tropicales ! Aussi des mots qui soient fleuves et qui, une fois usés, se perdent dans la mer de Chine, puis dans l'océan tout autour du monde et par cette destruction même provoquent que rien de ce qu'ils expriment n'a de durée ni de poids (...) »

### MÉLANCOLIE LAOTIENNE

● Un monde qui s'étiole...

LE de Khong sur le Mékong, dans ce Sud laotien au rythme lent, à l'alternance des moussons qui marque les gestes de la vie. Kham, paysan attaché à un environnement apparemment serein, — son ancre de sérénité, — revêt une vie, la sienne, entouré d'une famille, de croyances et de cette menace que font peser sur le village les contraintes imposées par les falangs — les Français, — dont le comportement rompt l'harmonie et effarouche. L'intelligible face à l'incompréhensible. La sécurité menacée d'un univers. En 1949, au 2483 de l'ère bouddhique, Kham lit son passé à l'occasion d'une chasse solitaire au tigre. L'histoire de sa famille est celle d'un monde qui s'étiole, soumis qu'il est au travail de sapes de forces hostiles. Il le sent et ne l'accepte pas. Un récit plein de mélancolie, si proche de la vie laotienne, avec les perles, les gestes et les délicatesses de sa paysannerie. Vanthya, une Laotienne, et Michel Cabour, un Français, décrivent quelque chose de vrai. La mort du tigre n'est pas un triomphe. Sur le visage de Kham, à son tour terrassé par la maladie, la sérénité s'adresse au passé.

J.-C. P.

★ LE VENT DU TROISIÈME MOIS, de Vanthya et Michel Cabour. Les Éditions françaises rénaissances, 254 pages, environ 52 F.

**1940 ?\***  
NINOTTE TROUVÉE  
**DE GAULLE**  
HISTOIRE  
des albums  
tout en  
couleurs pour  
les 8/12 ans.  
HACHETTE

**Jacques-Edmond Grangé**  
**NON ASSISTANCE**  
**A PEUPLE EN DANGER**  
on plaiderait anti-Matthieu  
Les Français s'inquiètent de tout : inflation, chômage, pollution, violence, mais ils ignorent ou négligent un risque moins médiatisé : celui de disparaître.  
C'est ce mortel danger qu'analyse Jacques-Edmond Grangé, ancien élève de l'E.N.A., ancien conseiller à la Cour des comptes, docteur en droit.  
Il sensibilise ses lecteurs aux lendemains d'un pays qui non seulement ne pourra plus bientôt entretenir ses vieillards, mais qui risque surtout, à terme, de se voir submergé par la vague humaine des peuples prolifères, et d'annoncer le silence des églises.  
LES FUNDATIONS UNIVERSITAIRES  
4, rue Charlemagne,  
75004 PARIS  
Tél. 687.06.21

Avec « ce qui s'est passé », dans la tête de M. H., en 1975 à Hanoi, et cette façon propre de le romancer, on est loin de la littérature vulgaire qui a trop souvent eu pour prétexte le Vietnam. Au contact de ce peuple, qui « essaie d'être », l'indifférence s'écroule naturellement. L'Occidental se sent Asiatique, le devient, comme s'il était pris dans l'état de l'attraction-rejet, de l'amour-haine que les Vietnamiens imposent à autrui. « Tout, véritablement, se défaisait. Et par l'eau, par celle du corps, par celle du ciel, par celle du fleuve, Nuoc, en langue vietnamienne, dit à la fois l'eau, les hommes, le pays. Plus tôt que séduit, l'auteur est saisi.

Son « héros », Simon Brise, enseignant de passage pour quelques semaines, est à son tour possédé. Plus qu'un dépaysement, une seconde nature — la véritable, sans doute, — avec pour éclairage l'intelligence d'une autre possédée, une doctoresse laotienne. Leur rencontre aura lieu, n'aura pas lieu. Comme le Vietnam, terre sans clés, sans paix du corps et de l'esprit, univers qui ne se livre pas, qui vibre de ses tensions extrêmes. En toile de fond, volontairement effacée, la guerre qui se poursuit et se gagne dans le Sud, presque rangée dans le tiroir des péripéties, puisque l'essentiel n'y est pas en cause.

Simon Brise devait regagner Quiberon et son foyer. Sa doctoresse laotienne s'installait à Manton. Le Vietnam — révélateur ? Dans le fond, quel qu'il arrive, ils ne rentreront pas, d'une certaine manière, parce qu'ils sont différents. Michel H., diplomate discret, n'en est pas à son premier roman et sa sensibilité se défait des pièges communs — du retour, de la rupture, de l'exotisme, — pour laisser place aux nuances justes du lettré, l'eau, l'odeur, la « soif malsaine », la dimension humaine. L'auteur de *La Fiancée du roi* (Gallimard, 1972), dans ce roman dont les mots sont forts, nous apprend aussi pourquoi certaines vieilles plaies ne peuvent jamais vraiment se refermer.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

★ LE FLEUVE ROUGE, de Michel H. Calmann-Lévy, 234 pages, environ 42 F.

## PRIX RENAUDOT

### Jean-Marc Roberts

#### Affaires étrangères

« Il y a du Gogol chez J.-M. Roberts. Même univers de bureaucrates besogneux, même décor urbain, même inspiration fantastique »  
Michel del Castillo / Figaro dimanche

« Une lecture qui m'a passionné parce que, dans sa concision, sa clarté, son heureuse précision, elle laisse subsister une part de mystère, celle justement qui se rattache à toute vie »  
Jean Freustie  
Le Nouvel Observateur

« Quel ciel ! Rien que nous ne connaissions déjà. Et, pourtant, tout est différent »  
Anne Port / Le Point

« Un modèle de maîtrise et d'émotion contenue »  
Frantz-André Burguet  
Le Magazine littéraire

ROMAN 208 pages

## L'écriture - sujet

(Suite de la page 17.)

LE propos de l'auteur n'est pas de replacer ces morceaux de puzzle dans un ordre logique ou une harmonie sentimentale, mais de ressasser leur incapacité à tenir lieu de livre.

Bénézet exclut toute fiction, comme toute confidence organisée. Avec un mélange de détresse et d'ironie, il tourne autour de l'absence du « moi », et l'impossibilité d'écrire devient le sujet lancinant de toutes les pages. Tant pis si le produit apparaît comme un fantôme de livre et semble stérile ! L'œuvre est ce que nous écrivons « malgré tout ».

Par cette tentative risque de décourager les lecteurs que ne captive pas le phénomène de la création littéraire ; autant dire quiconque ne fait pas profession d'écrire. Même ceux dont c'est le métier pourront considérer que l'expérience de l'auteur est trop banale et platement dite pour éclairer la leur.

RIEN ne rend remarquable le narcissisme effréné du narrateur ni ses digressions sur l'entreprise d'écrire. Sa formidable naïveté — « disons pour faire vite que chaque homme est tout humain » — s'aggrave d'une tendance au jargon d'époque : « Au-delà de son aspect rétrospectif, ce livre paraît énoncer un savoir », profère le texte de couverture. Au fil des pages, le convenu des pensées percées sous les termes à la mode : assumption, aporie, continuum, questionnement.

Par rapport aux dizaines d'ouvrages qui se publient et aux manuscrits qui nous parviennent sur le thème mûr, mélan du livre impossible, on peut assurer que ces deux-là n'apportent pas de vues bien singulières. Si l'auteur ne participait pas lui-même au pouvoir éditorial, et devait se contenter d'un envoi par la poste, serait-il publié, et avec un tel luxe ?

Coupé de toute autre pratique, apparemment, que celle de l'écriture réfléchissant sur elle-même, et indifférent à son rôle de communication, comme à l'attente du public, le petit milieu en charge des publications d'avant-garde se semble tourner en rond autour de son nombril et des lieux communs du moment. Rien à voir avec le foisonnement fécond qu'entraîne le nouveau roman !

Mais le symptôme est intéressant en soi. Que l'histoire se remette en marche, que la littérature y retrouve un rôle, et on ne serait pas surpris que son « avant-garde », lasse de se regarder et de piétiner aux lisières phrasesuses de la philosophie, reprenne goût à sortir d'elle-même, en direction de la vie et du grand nombre.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ MARRAKECH MEDINE, de Claude Ollier, coll. « Textes », Flammarion, 216 pages. Environ 75 F.  
★ LA FIN DE L'HOMME, de Mathieu Bénézet, coll. « Diastrophes », Flammarion, 167 pages. Environ 75 F.  
★ CECI EST MON CORPS, de Mathieu Bénézet, coll. « Textes », Flammarion, 204 pages. Environ 75 F.

## mémoires

### L'accent russe

(Suite de la page 17.)

Le livre s'achève, vers 1935, lorsque Marenva quitte Paris pour la Hollande et, sans doute, d'autres aventures. La nomade poursuit son chemin.

Ce témoignage extrêmement pittoresque de la belle Marenva ferait certainement la trame d'un film sur les Russes de Paris. Et il était émou-

vant de voir récemment la vieille dame toujours jeune à la télévision dans un film de Marc Brion : *Marenva à la Ruche*...

### Les parfums de la colline

Un autre livre avec l'accent, le *Colline russe*, poursuit la recherche des paradis perdus. Son auteur, Yan de Kerougan, Breton arrosé, né au Congo, a voulu donner ce qu'il appelle un « roman ethnologique ». « C'est la mémoire qui mène la danse, explique-t-il, mémoire relevant de l'odeur. On sent la colline plus qu'on ne la connaît. »

Son odorat est sûr : il a vraiment la « voix russe » pour expliquer ce que fut ce camp de vacances, cette anabase russe au bord de la Méditerranée dont l'histoire se confond avec celle de l'émigration et qui depuis le début des années 20 jusqu'à nos jours a accueilli des générations d'hommes, de femmes et d'enfants de cette Russie hors frontière. Marenva est-elle allée à la colline ? Elle aurait pu.

Yan de Kerougan a écrit ce livre parce que la colline est à vendre et que ce monde est menacé de disparition : il a fait, du dedans, l'histoire du « rousski lager », du « camp russe » comme disaient les habitués. Un parcours mélancolique qui a le parfum juste, tout plein de fêtes, de drames, de recettes de pirojki, d'âme slave et de considérations sur la terre russe. Avec une belle citation de Saltykov-Shchedrine, il nous donne aussi le sentiment profond de l'exilé : « Mon cœur à l'étranger brûle de revoir la Russie. Chez nous, avouons-le, ce n'est pas si bien et néanmoins c'est mieux. C'est mieux parce qu'on y souffre plus... »

NICOLE ZAND.

★ MÉMOIRES D'UNE NOMADE, de Marenva. Ed. Encre, 224 pages. Environ 54 F.  
★ LA COLLINE RUSSIE, de Yan de Kerougan. Coll. « Histoires de vie », Grasset, 276 pages. Environ 45 F.

une vraie  
bibliothèque d'art  
contemporain  
7 000 titres français  
et étrangers  
disponibles  
catalogues sur demande  
**ARTCURAIL**  
9, av. Malherbe, Paris 8, 75008  
mardi au samedi de 10h à 19h30

## Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections

manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4, rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 687.06.21.

Conditions d'édition liées par contrat. Notre contrat habituel est régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.



## LES PASSANTS DU DIMANCHE

### LAURENCE KORB

«... ce livre est l'une des œuvres les plus sincères, les plus attachantes de la jeune rentrée littéraire. »  
Pierre Eyria / Le Monde  
« Un long poème de Prévert, grincant et émouvant, traduit dans la prose alerte de Queneau. »  
Jérôme Garcin / Les Nouvelles Littéraires

CALMANN-LÉVY

## JACK-ALAIN LÉGER

### L'heure du tigre

Une histoire bien menée, rocambolesque et divertissante, telle qu'aurait pu l'imaginer Alexandre Dumas... Mettez un tigre dans votre bibliothèque.

Franoise de Comberousse (France-Soir)

Tumultueux, superbe. L'auteur nous fait plaisir comme il s'est fait plaisir... Vous devriez ce gros roman d'aventures avec un plaisir d'enfant.

Frantz-André Burguet

(Le Magazine Littéraire)



## OEDIPPE le garçon

la prohibition de l'inceste et la fonction paternelle

roger zagdoun

le complexe du garçon comme base de la névrose collective et la genèse de l'inconscient

ENCRE

مكتبة الأمل



صكنا من الأهل

1259 ?\*

SAINT LOUIS  
HISTOIRE  
des albums  
tout en  
couleurs pour  
les 8/12 ans.  
HACHETTE

Formation permanente  
**LECTURE  
RAPIDE**  
prochaines dates :

4-5-6 décembre  
18-19-20 décembre  
8-9-10 janvier  
Déplacement Paris-Provence  
Documentation gratuite sur demande  
**CEFAP**  
55 bis, rue du Louvre  
Paris 2<sup>e</sup> - Tél. 261.55.79 - 29

**La Comtesse  
du Canard**



**1000  
contreparties**

avec leurs solutions  
discretement figurées  
une initiation sommaire  
au contrepet  
un petit glossaire des  
mots et noms propres  
dont la méconnaissance  
pourrait mettre en échec  
la sagacité du lecteur.

STOCK

**LIRE LE  
JOURNAL**

POUR COMPRENDRE  
ET EXPLIQUER  
LES MÉCANISMES DE  
LA PRESSE ÉCRITE.  
AVEC 110 FICHES  
PRATIQUES.

En vente dans les Maisons de la Presse,  
les principales librairies et au "Mondo"  
5, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09

Éditions  
**FALOBIES.**

**SARTRE**  
Philippe HODARD

**LACAN**  
Jean-Michel PALMIER

**L'UTOPIE**

ou la crise de l'imaginaire  
Jean-Jacques WUNENBURGER  
du même auteur: "La Fête, le Jeu et le Sacré"

jean-pierre delarge

Virginia Woolf  
LA  
PROMENADE  
AU PHARE

**STOCK**

Bibliothèque  
Cosmopolite  
Collection  
au petit format

étude

## Un bon bulletin de santé

Le roman policier se porte bien. Une mode? Mieux, une vague, qui s'élimente chaque jour de nouveaux éditeurs, de nouveaux lecteurs et même de nouvelles revues.

Pour M. Dupré, de la librairie Autrement dit, boulevard St-Michel, cette vague résulte des dernières élections. Il y a eu, de la part des gens qui lisent des ouvrages de sociologie ou de politique, une nette désaffection pour leurs anciennes amours, et ce public s'est en partie retourné vers le polar. M. Dupré consacre une bonne partie de sa cave à ce genre, et il a constaté que les ventes avaient augmenté d'un tiers. Le malheur des uns... Toujours, selon M. Dupré, le polar gagne également un public jeune, grâce en partie à la place que Libé lui consacre. Les amateurs aiment être renseignés, car à présent on trouve des polars chers. Quant aux goûts, il y a les fanatiques d'un auteur : il faut commander Chardier par paquets de cent, quand il n'est pas épuisé. D'ailleurs, la qualité d'assez nombreux polars est telle qu'ils pourraient figurer sous une autre couverture, et les gens ne s'y trompent pas. Que disent les éditeurs anciens, habitués du genre?

A tout seigneur... Chez Gallimard, le « Série noire » continue à publier des inédits, et le « Carré noir » est réservé aux rééditions des grands classiques de la S.N., et aussi aux inédits de Chase et de Carter Brown.

Les éditions Denoël restent fidèles à « Sœurs froides », mais Japrisot, leur vedette, paraît hors collection. Pour le Masque, Fleuve noir, rien de nouveau. Marabout tourne du côté de Léo Malet, du Gaston Leroux et compte publier, en 1980, une collection de thrillers : « Danger » avec Malet, Garfield, McDonald... Chez Calmann-Lévy, on pratique la monoculture de Patricia Highsmith. De ce côté-là rien ne bouge vraiment.

Mais les nouveaux éditeurs apportent maintenant leur contribution qui n'est d'ailleurs pas toujours de découverte. La géographie du policier s'en trouve modifiée.

— Les Éditions des Autres nous ont donné du Chester Himes et du Léo Malet, que décidément on retrouve souvent, ce n'est que justice.

## Vol au-dessus d'un

— Les Humanoïdes associés s'en tiennent à leur mannequin vedette Eric Ambler. Le dernier les Visiteurs du crépuscule, est un pur régal.

— Mazarine a réussi un joli coup avec Vautrin et sa Bloody Mary. Polar? Roman d'action? On en débat encore dans les chaumières. En tous cas, du beau travail. Mais Vautrin venait de chez Denoël.

— Chez PAC, une collection « Red Label » qui date de 1977 et s'attache à fournir, en intégralité, des traductions d'inédits anglais et américains, pour tous les publics. Ils viennent cependant d'éditer un français : Michel Lebrun.

— Chez ALTA, Roger L-Simon nous offre son Moses Wine, le privé qui tume de l'herbe. Les temps changent...

— Engrange ne publie que des auteurs français : Jaouen, Varoux, Vautrin, Sinac, Bastid et Martens... Douze titres déjà : la jeune génération du polar, un pendant à la S.N., en quelque sorte. Ils ont choisi une couverture avec illustrations style B.D., et visent un public jeune, les gens pressés, les habitués des gares.

— Eurédit né en 1969, après les séries « Suspense » à auteurs français, et « Littérature policière », américains, compte mettre sur orbite un nouveau héros : Socco.

— Jean-Claude Lattès mise-t-il sur Grisolia, et son personnage l'inspecteur de la mer, qui ont déjà produit deux titres et inspiré un film : Filic ou Voyou?

— Quant aux éditions Phot'Oeil, leur série « Sanguine », aucun doute, c'est du saignant bien de chez nous. Quatre ouvrages déjà, tous avec un certain air de famille, modernes et rapides. La meilleure preuve de la vitalité actuelle du polar, c'est que de vieilles et sages maisons se lancent dans le genre.

Au Mercure, ils ont créé Largo Winch, qui en est à son sixième épisode, et avec Underground, ils comptent nous offrir l'histoire anglaise d'un casse à la nippoise.

Chez Laffont, vous trouvez le redoutable T.N.T., le type même du héros pour kiosques de gares, et aussi Doc, un médecin que son métier mène à de sombres histoires.

Chez Flammarion, Demouzon continue à lui seul à « faire la police », avec sa vaillance inégalable. Son petit dernier, Section rouge de l'espérance, vient de faire ses premiers pas dans ce monde cruel.

Seghers se veut plus littéraire, avec Delacorte, et ses Luna, Nana, etc. Au départ, cette série visait un nouveau public, celui qui d'ordinaire ne lit pas de polars. Quant à l'identité de Delacorte, le mystère n'est pas encore levé, mais les supputations courent.

## Moses Wine en Chine

C ELLES (et ceux) qui ont vu The big fix, un film de J.-P. Kagan, sont déjà familiers avec le personnage de Moses Wine, détective privé mode U.S.A. Un privé de plus? Oui, mais différent.

Il faut s'attendre à tout de la part des Américains. Alors que des éditeurs en sont chez nous au polar-porno, Roger L. Simon, le père de Moses Wine, se lance dans le policier politique.

Dans le Canard laqué, Moses Wine part en Chine, la Chine d'aujourd'hui, celle du président Hua, de la contestation et de la « bande des quatre ». Il n'y va pas pour travailler sur un coup, sûrement pas, mais pour comprendre. Comme pas mal d'Américains de la génération des années 60, celle des manifestations contre la guerre du Vietnam, il garde une vieille nostalgie gauchiste, et il voudrait bien analyser de près ce monde nouveau, la Chine, où l'on ne sait plus trop qui est qui : « Qui combat le drapeau rouge au nom du drapeau rouge ».

Très vite, son groupe touristique, le « groupe d'études n° 5 des Amitiés américano-chinoises », va connaître des difficultés variées, qui culmineront avec le vol d'un précieux canard de jade datant de la dynastie Han, dans un musée de Pékin. Le groupe n° 5 se voit assigné par les autorités chinoises. Qui a volé le canard, et pourquoi, telles sont les questions que Moses Wine devra résoudre, d'abord en tant que détective, puis en qualité d'inspecteur.

Il y a cent façons de raconter une histoire. Simon a choisi la plus rigoureuse. Sur le plan politique, tout est scrupuleusement exact. Quant aux motivations individuelles, elles répondent à la logique interne de cultures et de mentalités aussi différentes que celles des Chinois et des Américains. Simon travaille ses personnages de l'intérieur, et c'est parce qu'il essaie d'y voir clair que nous sommes dans le coup. Un constant respect de la personnalité et des idées des autres, allié à pas mal d'humour et à un solide esprit critique, fait que ce Canard laqué s'avale avec plaisir et intérêt.

★ LE CANARD LAQUÉ, de Roger L. Simon, ALTA, 263 pages, Environ 46 F.

## Virtuose du découpage

« B ILLE de clown », de Bastid et Martens, vaut le détour. Il s'agit d'une des séries de meurtres à la Jack-le-Vendeur, qui perturbent régulièrement la paix de nos banlieues et envahissent la une des quotidiens spécialisés dans le sensationnel. Un manège s'attaque aux blondes. Ce ne serait pas si grave, s'il n'avait pris la pil de les soier. Attention! pas à la tronçonneuse, mais avec une vulgaire scie à main. Il laisse le corps d'un côté et installe la tête de préférence sur un produit dont le nom commence par S... : son, sucre, saur. La police, elle, pédale dans la... semoule. Bastid et Martens s'amuse comme des petits fous. Chemin faisant, ils nous tendent des pièges, ou des perches. On a envie de leur

dire : « Gros malins, ne vous fatiguez pas, on a compris... » Et puis non, ce n'est jamais ça. Le dénouement finit par nous prendre par surprise.

Surtout, l'action est vraie, la psychologie des personnages tout à fait juste. Nos auteurs savent garder la mesure. Ils évitent cette escrociade dans l'ignoble qui compense trop souvent, chez certains, le manque d'imagination. Ici, un élément nouveau intervient, les rapports difficiles entre un homme et son beau-fils. Ce « Bille de clown » vous a toutes les qualités d'un bon roman, sans rien perdre des vertus d'un vrai policier.

★ BILLE DE CLOWN, de Bastid et Martens, Engrange, 190 pages. Environ 10 F.

## Derrière le tableau

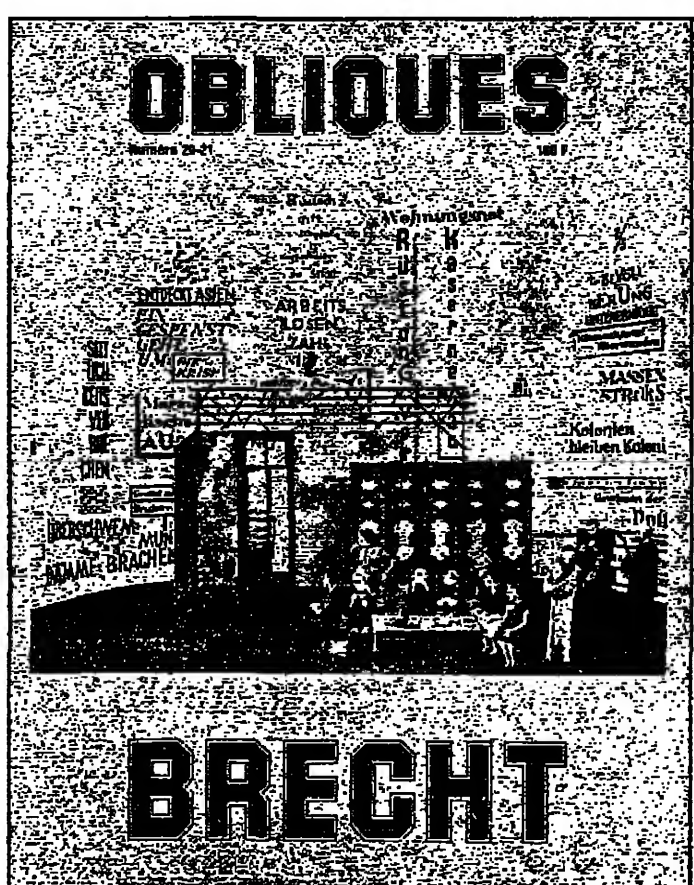
V OUS est-il arrivé de chercher vos lunettes, garées sur votre nez? Le piètre personnage de Frédéric Brown cherche la bonne vie, et une poignée de dollars. Affublé d'une femme qui ne lui va plus et d'une vie qui ne lui va guère, il force un rien sur le whisky. Son médecin lui conseille de se mettre au vert. Il va donc se retirer dans le désert californien.

Par chance, il y trouve une maison pour rien, ou presque. Faut-il s'en vanter? Voilà huit ans, une fille y a trouvé la mort. Ce fut, dit-on, un meurtre de Oscar Solitaire. Un nom de tueur? Plutôt une catégorie : la malheureuse faisait partie de cette cohorte d'essouffées qui alimentent les colonnes matrimoniales du Yankee Hunter ou du New Watcher.

L'assassin court toujours. On aurait pu le retrouver. Il était peintre. Il suffisait de diffuser les photos de ses tableaux, cela vaut largement des empreintes digitales. En tout cas, il n'est pas trop tard pour en tirer une histoire policière, style « Amis lecteurs, grâce à cet article, un crime vieux de huit ans peut être élucidé ».

Notre alcoolique mal repenti s'y colle, et chemin faisant, va tomber amoureux de la défunte héroïne de ce fait divers. Il retrouvera sa piste. Mais voyez-vous-même la suite. L'histoire est bonne. Et le climat de cette Amérique, noyée dans l'ennui et l'alcool, est bien restitué.

★ LA FILLE DE NULLE PART, de Frédéric Brown, Red Label, 222 pages. Environ 24 F.



**LUXUN**  
Sur la langue  
et l'écriture  
chinoises

Le plus grand  
écrivain chinois contemporain  
**AUBIER**

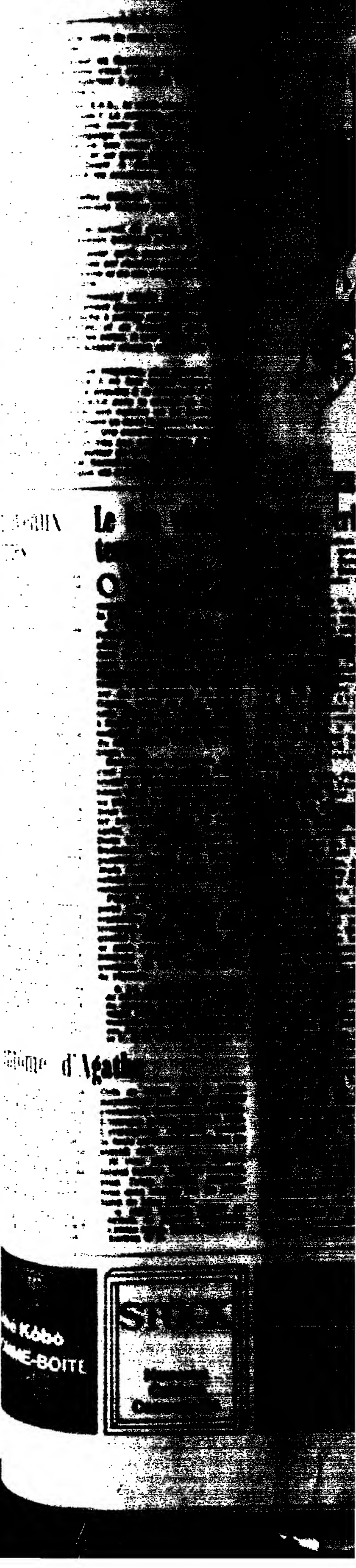
Abé Kôbô  
LA FEMME  
DES SABLES

Ernst Wiechert  
LA SERVANTE  
DU PASSEUR

Sigrid Undset  
PRINTEMPS

Carson  
McCullers  
FRANKIE  
ADDAMS

de polo





Vol au-dessus d'un

# nid de polars

LE MONDE DES LIVRES

par CLAUDE COURCHAY

La même éditeur joue une autre carte, celle du retour au passé avec Patricia Wentworth et sa Miss Silver.

La nostalgie s'est emparée aussi de Garnier, qui, depuis six mois, se met à la rédaction de bons vieux auteurs anglo-saxons. Il y a là, en effet, un glissement important à exploiter. Titre de la série : « Les Classiques de l'énigme ».

Chez Plon, qui ne connaît pas S.A.S., la série sans doute la plus critiquée, et l'une des plus lues ? La nouvelle, c'est que ce superman fait des petits, toute une série de séries, citons : Brigade mondaine (français), Antigens confiés à Auguste Le Breton, Blade (américain). Même ce bon vieux Gorille autrefois niché chez Gallimard a eu un fils, et un jeune gorillon paraît en alternance avec papi Gorille. Quant à Annick de Villiers, madame S.A.S. elle-même, elle écrit les aventures de Victoria, une journaliste de choc.

Oswald, devenu NEO (Nouvelles Editions Oswald), reprend, comme ses petits camarades, d'anciens auteurs célèbres en leur temps : John Buchan, Howard Fast...

Tel est, sans oublier bien sûr, le survol du champ de bataille actuel dont nous présentons ci-dessous quelques gagnants.

Signaux aux intoxiqués du polar qu'ils peuvent se tourner avec profit vers deux nouvelles revues qui viennent combler le vide créé par la disparition de Hyères Magazine et de ses cousins Hitchcock Magazine et le Magazine du Mystère.

François Guérin dirige Polar, mensuel depuis six mois : six numéros parus bien illustrés, soigneusement documentés. Ce magazine croit au policier de qualité, il s'attache à publier non seulement des critiques, mais aussi des nouvelles, et un inventaire des films policiers passant à la télé ou dans les salles. A une époque où près de cinquante romans policiers paraissent chaque mois, cette idée est la bienvenue.

Gang, c'est Polar en plus : plus magazine, plus musclé, plus accrocheur, plus accrocheur. Mais il ne faut quand même pas confondre entours et alentours. Une enquête à la morgue ? Parfait. Mais un hommage à Goldman entre-t-il dans le champ de la critique policière ? De plus, entamer son numéro un en écrivant : « Que les minables de «Polar» prennent ça dans la gueule » ce n'est pas sportif. Il y a cependant du bon : Une excellente confession de Blatol, l'auteur de Babelville, et un très bon entretien de Martens avec l'écrivain américain Charyn, auteur de Le Ver et le Solitaire, bizarre traduction du titre original Secret Isaac. Polar ou Gang ? Le public jugera. Souhaitons longue vie à ces nouveaux confrères.



\* Dessin de GAGNAT.

## Les nouveaux classiques

Qui ne connaît les classiques ? Garnier ? Bientôt, lorsque vous poserez cette question, on vous demandera : les quels ?

En lançant les « Les Classiques de l'énigme » la maison n'avait pas l'intention de s'encanailier. Le choix est sévère et la qualité irréprochable.

Deux titres pour commencer : le Voyage d'Humphrey Paxton, de Michael Innes. Un collégien est envoyé en Irlande par son père. Il lui faut un précepteur. Celui-ci va en voir de rudes. Le livre est à la fois très concret : par exemple, nous sommes en 1949 et le raisonnement s'écrit encore ; et en même temps, Innes sait faire dériver l'action avec virtuosité.

Dans l'Affaire Manderson, de Bentley, en fait de voyage, nous tombons sur la carte du Tendre, puisque l'essentiel du récit porte sur un coup de cœur. Agatha Christie citait cet ouvrage comme l'un de ses trois préférés. Il est vrai qu'il date de 1913. Son héros, Trent, bien que policier, tombe amoureux du principal suspect, la veuve Manderson. Polar cornélien donc ? Tout de même pas. Le livre est, daté, Trent colle les empreintes digitales avec du noir de fumée. Il aurait peut-être aimé la reine Victoria si elle avait pu le lire. Pourquoi pas vous ?

\* L'AFFAIRE MANDERSON, de E. C. Bentley, Garnier, 224 pages. Autour de 42 F. LE VOYAGE D'HUMPHREY PAXTON, de Michael Innes, Garnier « Les Classiques de l'énigme », 256 pages. Environ 45 F.

## Le bon vieux temps

Il le « parfum des définites années », comme disait le camarade Lin Piao en évoquant la Longue Marche...

Ce parfum, les N.E.O. nous l'offrent, en rééditant toute une série de vieux polars, fameux dans les années 50. D'abord par leurs auteurs. Nous devons à Howard Fast le fameux Spartacus. John Buchan fut ministre de l'Information de Lloyd George, avant de finir gouverneur général du Canada. Quant à Rogers, sous ce pseudonyme se cachait un haut fonctionnaire du département d'Etat. Du beau linge, donc.

Dans l'Ange déchu, de Fast, c'est pendant une panne d'électricité en plein New-York que le héros verra la réalité se dérober, au pied de la lettre, puisque les lieux mêmes qu'il vient de quitter semblent, peu de temps après, n'avoir jamais existé. Dans la Centrale d'énergie, de Buchan, il s'agit d'un pouvoir parallèle. Quant à la Striptease Main droite, de Rogers, elle s'y entend pour faire vaciller notre entendement.

Plutôt que de publier n'importe quoi, pourquoi ne pas reprendre des textes déjà relativement anciens, mais de haute qualité ? C'est la question que se sont posées les Nouvelles Editions Oswald. Une bonne question. Et un excellent début de réponse.

\* LA CENTRALE D'ENERGIE, de John Buchan, L'ANGE DECHU, de Howard Fast ; LA STRIPTEASE MAIN DROITE, de J. T. Rogers, Nouvelles Editions Oswald, 192 pages, 224 pages, 192 pages. Environ 35 F., 42 F., 38 F.

## Dernier cri

QUAND les polars éponnent leur siècle, qu'est-ce que ça donne ? Entre autres, la nouvelle série « Sanguine ».

Autant les prendre dans l'ordre numérique. Pour le numéro un, O tante... de Bandrin, le clin d'œil du titre est gros comme un hippopotame. Et ce n'est pas le seul. D'autres tombent, plus qu'à Gravelotte. L'action se passe en partie à la fac de Vincennes, en milieu d'homme-intello-école-louard, et les personnages s'appellent Deleune, Guatari ou Tramoni, etc. Pour quel pas ? Mais, quand une viande est vraiment bonne, on n'y colle pas des papiers de mortuaires. De plus, le lecteur de base — à supposer qu'il existe, bien sûr, — va-t-il toucher ses billes dans ce bouquin pour « happy few » ?

Le numéro deux, c'est Frédéric Fajardie, avec son l'Œuvre de flics. Le flic sympa fait partie du panthéon des polars américains. Avec Fajardie, nous en tenons un mada in France, dynamique, ouvert, extra, le commissaire Padovani. Si, avec ça, Fajardie n'a pas le prix du Quai des Orfèvres... Ce flic, donc, se lance à la poursuite d'un trio qui « bouffe du poulet » au pied de la lettre. Padovani vengera ses frères.

Hélas ! il tombera, victime du devoir et d'une grenade artisanale. Domage, il paraît sec. C'est bon, ça fonce. Ça fait penser à du Manchette, façon Nada, ce qui est un compliment.

Passons directement au numéro quatre, pour ne pas quitter Fajardie. Mais là, c'est autre chose. Le héros, Stéphane, commence par sauver un scarabée, ce qui lui vaut l'amour immédiat de l'écroulé. Il sera bon de savoir si on trouve ces bestioles à la Samaritaine. A part son amour pour les petites bêtes, Stéphane est un ancien officier du Génie, spécialiste des explosifs. Avec ses joyeux petits camarades, les chats bottés (d'où le titre), il va faire sauter une vaste série d'objets dans Paris. Ce sont des purs qui veulent attaquer le système là où ça fait mal. L'action culmine par la virée d'un char A.M.X., qui baguenaude sur les Champs-Élysées et entre au Lido à 60 à l'heure.

Cette fois, Fajardie a laissé son moteur s'emballer. Ici, les moyens s'emparent sur la fin, comme dans ces films américains où l'abondance des milliards engouffrés est inversement proportionnelle à la vraisemblance de

l'action. Attention à l'escalade... Et finissons par le numéro trois, Noël noir, de Villaber. Polar ? Politique-fiction plutôt.

Le gouvernement français entreprend de régler son problème noir de façon radicale, aidé par une milice raciste, la T.A.M. : Terreur antiraciste. Le moment choisi : les fêtes de fin d'année. Les moyens ? La violence, l'hypocrisie, les stades, comme vous savez bien.

Ici, ce n'est pas seulement fiction, mais rappel de mauvais souvenirs. Il y a des trouvailles : l'Ardeche, devenue département noir à 60 %. Il y a aussi ces discours et cette lâcheté que nous avons connus naguère. Vraiment, on s'y croirait de nouveau.

Villaber croise ses pistes, même son jeu, se garde d'en faire trop et nous rappelle, pour terminer, qu'un problème réglé est par essence banal.

\* TROIS DE FLICS : LA NUIT DES CHATS BOTTÉS, de Frédéric Fajardie ; NOËL NOIR, de J.-C. Villaber ; O TANTE EN EMPORTE LE VENT, de J.-N. Bandrin, « Sanguine », Editions Phot'œil, 158 pages, 134 pages, 172 pages, 178 pages. Environ 25 F. chaque ouvrage.

TRADUIT DU CHINOIS  
**LE PAO TSIEN FA**  
AUBIER

comment conserver jeunesse et santé grâce aux vieilles méthodes chinoises

Aux éditions Volumn  
**Butor : Elseneur**  
Librairie René Kieffer  
46, rue Saint-André-des-Arts,  
75006 PARIS. - Tél. : 328-47-11

IMPRIMEZ VOS LIVRES  
THESES DE LETTRES ET DE DROIT  
sur Presse de Polype-Roy - 80 rue Saint-Antoine  
Imprimerie universitaire fondée en 1926  
DEUX EMBLEMES - DELAIS RAPIDES  
TELEPHONE 50 50 50  
PRIX COMPETITIFS

# PRIX GONCOURT

## Antonine Maillet

### Pélagie-la-Charrette

roman

**GRASSET**

# PRIX FEMINA 1979

## PIERRE MOINOT

### Le guetteur d'ombre

**Gallimard**

## Le fantôme d'Agatha

Il était une fois Patricia Wentworth. Elle savait écrire, elle était anglaise et elle avait des loisirs. Elle a donc décidé d'être Agatha Christie ou rien. De 1929 à sa mort, en 1961, elle a produit trente-deux romans policiers qui, d'après les connaisseurs, valent ceux de la grande Agatha. Seghers compte nous en servir vingt-cinq. Nous aurons une vieillesse heureuse.

« Dans la tradition d'Agatha », comme le dit la bande-annonce ? Littéralement, à la manière de...

Cela se traîne avec la même majestueuse lenteur. Les suspects s'entassent. Les indices pullulent. L'intrigue tourne. Le doute rôde. L'atmosphère s'épaissit comme la foule au Forum des Halles un samedi soir.

Si vous n'aimez pas Agatha, laissez tomber. Mais si, l'aimant, vous l'avez épuisée, rabattez-vous sans crainte sur les aventures de Miss Silver.

\* MISS SILVER ENTRE EN SCENE, de Patricia Wentworth, « Petites fées », Seghers, 276 pages. Environ 25 F.

<b>Abé Kôbo</b> L'HOMME-BOÎTE	<b>STOCK</b> Nouveau Cabinet Cosmopolite	<b>Jorge Amado</b> TIETA D'AGRESTE	<b>Anne Tyler</b> TOUJOURS PARTIR	<b>Mervyn Peake</b> TITUS ERRANT APRÈS Titus d'enfer et Gormenghast	<b>Véniamine Kaverine</b> LA LUMIÈRE AUX FENÊTRES
----------------------------------	---	---------------------------------------	--------------------------------------	---	--

مكتبة ابن النجار







# Gallimard

## NOUVEAUTÉS 1979 LITTÉRATURE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

### Collection BLANCHE Littérature française

Jacques ALMIRA. Le marchand d'oublies.  
Marcel ARLAND. Ce fut ainsi.  
Alexandre ASTRUC. Quand la chouette s'envole.  
Antoine AUDOUARD. Le voyage au Liban.  
Claude BER. Lieu des éparis.  
Marc BERNARD. Tout est bien ainsi.  
Corinna BILLE. Deux passions.  
Alain BOSQUET. Poèmes, Un (1945-1967).  
Daniel BOULANGER. Oeillades —  
Un arbre dans Babylone.  
René CHAR. Fenêtres dormantes et porte sur le toit.  
Albert COHEN. Carnets 1978.  
Jean DELAY. Avant mémoire, t. I, D'une minute à l'autre (Paris 1555-1736).  
René DEPESTRE. Le mât de cocagne.  
Noël DEVAULX. La plume et la racine.  
André FRENAUD. Notre inhabileté fatale (entretiens avec Bernard Pingaud).  
Federico GARCIA LORCA. Théâtre IV : Le Public, S.T., Premier acte d'un drame révolutionnaire inachevé sans titre, Un voyage à la lune.  
Romain GARY. Les clowns lyriques.  
Bruno GAY-LUSSAC. L'heure.  
Roger GRENIER. Un air de famille.  
Francis GRUYER. Les ruines du soleil.  
Eugène GUILLEVIC. Etier (poèmes 1965-1975).  
Marc GUYON. Le principe de solitude.  
Eugène IONESCO. Un homme en question.  
Naïm KATTAN. Le rivage.  
Abdelkébir KHATIBI. Le livre du sang.  
Valéry LARBAUD, Marcel RAY. Correspondance, t. I, 1899-1909.  
Jean-Marc LOVAY. Le baluchon maudit.  
Didier MARTIN. Bellevue.  
Jean-Pierre MILLECAM. Un vol de chimères.  
Michel MOHRT. La maison du père.  
Pierre MOINOT. Le guetteur d'ombre.  
André PIEYRE DE MANDIARGUES. L'ivre eil suivi de Croiseur noir et de Passage de l'Égyptienne — La nuit séculaire.  
Bernard PINGAUD. Comme un chemin en automne (Inventaire II).  
Pierre-Jean REMY. Cordelia ou l'Angleterre.  
Patrick REUMAUX. Repérage du vif — L'homme à la main posée.

Alice RIVAZ. Jette ton pain.  
Claude ROY. Sais-tu si nous sommes encore loin de la mer ? — La traversée du pont des arts.  
Annie SAUMONT. Dieu regarde et se taît.  
Paul SAVATIER. Les jeudis d'Adrienne.  
Vincent SÉBIRÉ. La maison des sables.  
Geneviève SERREAU. La lumière sur le mur.  
Hélène SOULIÉ. A cloche-pied.  
Jean-Louis TERRADE. La limousine noire.  
Pierre TORREILLES. Les dieux rompus.  
Alain VEINSTEIN. Vers l'absence de soutien.  
Robert VIGNEAU. Bucolique suivi de Elégiaque.  
Roger VRIGNY. Un ange passe.  
Marguerite YOURCENAR. La couronne et la lyre.

### Collection LE CHEMIN Littérature française

Philippe BEAUSSANT. L'archéologue.  
Pierre BOURGEADE. Le camp.  
Daniel KLÉBANER. L'adieu au baroque — Poétique de la dérive.  
Henri MESCHONNIC. Légendaire chaque jour.  
Pierre PACHET. De quoi j'ai peur.  
Jean-Benoît PUECH. La bibliothèque d'un amateur.  
Henri RACZYMOV. Contes d'exil et d'oubli.  
Jacques ROUDAUT. Autre part (paysages d'accompagnement).  
Jude STEFAN. Aux chiens du soir.

### Collection DU MONDE ENTIER Littérature étrangère

Giorgio BASSANI. L'odeur du foin.  
Nicolas BORN. La face cachée de l'histoire.  
Daniel J. BORSTIN. L'esprit d'exploration.  
Mario BRELICH. L'œuvre de trahison.  
Ferdinando CAMON. Occident.  
Alejo CARPENTIER. La harpe et l'ombre.  
Gunnar EKELÖF. La légende de Fatumeh (Diwan II) — Guide pour les enfers (Diwan III) poèmes.  
Andreas FRANGIAS. L'épidémie.  
Carlos FUENTES. Terra nostra.  
Paul GOMA. Garde inverse.  
Mary GORDON. Pour solde de tout compte.  
Henry GREEN. En gare.  
Osman Neomi GÜRMEN. L'espadon.  
Hugo von HOFMANNSTHAL. Le chevalier à la rose et autres pièces.  
William HUMPHREY. Plus loin du ciel.  
Yachar KEMAL. La légende des mille taureaux.  
Danilo KIS. Un tombeau pour Boris Davidovitch — Sept chapitres d'une même histoire.  
Vladimir KORNILOV. Ni bras ni jambes.  
Milan KUNDERA. Le livre du rire et de l'oubli.  
Tommaso LANDOLFI. La jeune fille et le fugitif.  
Guido MORSELLI. Rome sans Pape (chroniques romaines de la fin du XX<sup>e</sup> siècle).  
Iris MURDOCH. Un enfant du verbe.  
Iouri NAGUIBINE. Les étangs purs.  
Victor NEKRASSOV. Un regard plus autre chose.  
Pablo NERUDA. La rose détachée et autres poèmes.  
Harold PINTER. No man's land, suivi de Le Monte-plat, Une petite douleur, Paysage, et de Dix sketches.  
Yannis RISTOS. Le chef-d'œuvre sans queue ni tête.  
Philip ROTH. Professeur de désir.  
Hans Joachim SCHÄDLICH. Tentative d'approche.  
Isaïe SPIEGEL. Une échelle vers le ciel.  
Adalbert STIFTER. Les grand bois.  
Botho STRAUSS. La dédicace.  
John UPDIKE. La vie littéraire.  
Patrick WHITE. Le Vivisecteur, t. I et t. II.  
Richard WRIGHT. Une faim d'égalité.  
Fritz ZORN. Mars.

مكتبة الأمل



# Jeanne Champion

Les Frères Montaurian

roman

*Fougue, visions  
impitoyables et tendres.  
Un souffle, une sève, un torrent.  
Talent et cruauté.  
L'histoire des Montaurian :  
la Saga de toute la province  
française.*

GRASSET

## histoire

### « Les Brigades de la mer »

● Le dossier délicat de l'aide à l'Espagne républicaine.

Il était une fois France-Navigation. Fondée en pleine guerre civile avec l'appui du gouvernement républicain, destinée à acheminer l'aide aux anti-fascistes espagnols, Gérôme à Paris par l'Italien Ceretti, membre du comité central du P.C.F., cette étonnante compagnie devait devenir, pour Staline, la « perle de l'Internationale ».

Une aventure contée aujourd'hui par deux jeunes écrivains, dont un petit-fils de Marcel Cachin, devant qui, grâce aux témoignages de Ceretti et de Georges Gornat, certaines sources se sont enfin retrouvées, ce qui permet d'abord de mieux comprendre, malgré la faiblesse initiale du P.C. espagnol, l'entreprise croissante et finalement déterminante de l'Internationale sur le gouvernement républicain. C'est en effet après le transfert en U.R.S.S. de 75 % des réserves d'or espagnoles, un mois après la dissolution de la commission gouvernementale « caballeriste » concernée, que France-Navigation sera créée le 15 avril 1937 ; et c'est alors seulement que le réseau kominternien de Ceretti va pouvoir assurer à Staline le monopole du ravitaillement en armes de la République étranglée. Le socialiste modéré Prieto étant le principal artisan de ce transfert de compétence qui rend le maître du Kremlin tout-puissant. D'ailleurs, refusant de dissoudre le P.O.U.M. semi-trotskiste de Catalogne, le gouvernement du socialiste de gauche Largo Caballero se voit acculer au départ le 15 mai suivant. Cette initiative communiste permet l'arrivée au pouvoir du socialiste modéré Negrin ; le nouveau ministre de

la défense n'étant autre que Prieto — avec, comme conseiller des plus influents, le kominternien Codoulla. Le 16 juin, les dirigeants du P.O.U.M. sont arrêtés ; on sait, hélas ! la suite... En France, c'est alors le grand bond en avant du P.C.F. : à la force électorale et à l'influence syndicale toutes neuves, s'ajoutent désormais la puissance financière et un poids grandissant au sein des milieux gouvernementaux. Sur les deux derniers points, généralement négligés par les historiens, ce livre ouvre des perspectives nouvelles. Ainsi entrevoit-on comment des militants peu connus, hommes d'affaires et de parti, ont su intelligemment utiliser les ressources nouvelles de la conjoncture du Front populaire pour influencer, de Blum à Berriot et même à Paul Reynaud, sur le républicanisme anti-fasciste de réformistes, de grands bourgeois ou d'hommes d'Etat conservateurs. On relève ainsi l'importance de l'assistance secrète fournie par les gouvernements français au temps de la non-intervention.

#### Des révélations

Quant aux révélations concernant l'appareil clandestin du komintern, on retient l'achat par Ceretti d'un yacht de milliardaire. Battant pavillon canadien, long de 35 mètres, avec deux salons en acajou, une dizaine de cabines tout confort et autant d'hommes d'équipage, plus un maître d'hôtel et un capitaine américain apolitique, ce palace flottant était aussi destiné à la sortie clandestine des principaux dirigeants communistes de France. Lors d'un rodage fastueux, après une réception dans un manoir, les yachtsmen Fried, Thorez, Duclos, Frachon et Ceretti débarquent

avec leurs compagnes dans l'île de Wight, sans que nul ne demande les passeports.

Donnée dans l'ordre hiérarchique, nous avons ici la direction du P.C.F. qui va siéger le 17 août 1939 à Paris, avant de plonger dans la clandestinité ; cette direction réelle n'étant pas la direction officielle, puisque seulement deux de ces cinq hommes sont membres en titre du bureau politique. Pour ce qui est de son fonctionnement, c'est d'abord Paris, et c'est Fried, le délégué de l'Internationale, s'adressant à Ceretti, qui vient d'oublier, à portée des policiers, une serviette compromettante : « Tu connais le sort réservé à ceux qui commettent des erreurs... Si tu ne parviens pas à réparer, je ne pourrai rien pour toi ».

C'est ensuite Moscou, peu avant le Pacte, et c'est le secrétaire général Dimitroff, se référant à Staline, pour ordonner à Georges Gornat de préserver la compagnie coûte que coûte. Ce dernier réussira à faire lever le séquestre ordonné par Daladier lors de l'interdiction du P.C.F., grâce à « une ou deux visites » à Paul Reynaud. Et France-Navigation survira même à l'occupation nazie, jusqu'à sa vente, par le P.C.F., pour cinq milliards de francs 1953.

Toutefois, au fil des pages, on voit James Bond exagérément cultivé et surtout des conclusions artificielles suscitant le sentiment croissant de malaise. Quand on sait à quelles extrêmes le centralisme stalinien était alors poussé, quand on voit ici même Staline régner sur un komintern qui dirige d'une main de fer France-Navigation, quand, de plus, on vient de lire des pages démontrant magistralement comment et pourquoi l'aide stalinienne à la République espagnole fut délibérément intermittente — et d'ailleurs in-

terrompue plusieurs mois avant l'effondrement final — quel ahurissement de voir les mêmes auteurs s'acharner à affirmer la continuité et même le jusqu'au-bourgeoisisme des entreprises de la compagnie kominternienne ! Ahurissement, mais aussi gêne devant le ton déplaçant et le style gratuit de la longue attaque qui s'ensuit contre Charles Tillon ! La simple confrontation des divers témoignages et des comptes rendus publiés par l'Humanité de mai 1939 suffirait pourtant à éviter cela... De même fallait-il s'en tenir à la prudence historique la plus élémentaire et se refuser à trancher — ici en faveur du P.C.F. — les affaires de l'« or espagnol » et de la propriété de France-Navigation ; ce contentieux en forme d'imbroglio, qui a opposé le gouvernement républicain aux héritiers du Komintern et... les communistes français à ceux d'Espagne.

Que du simple marin au grand manager, l'aventure de France-Navigation ait été pour ceux qui l'ont vécue, une véritable épopée révolutionnaire ne devait pas empêcher de voir qu'en ces temps de guerre et de stalinisme, quand ultra-centralisation, hyper-cloisonnement, discipline et secret absolu étaient la loi fondamentale et la mystique même du mouvement, les uns et les autres n'étaient que de simples exécutants, ignorant les tenants et les aboutissants de leur élan militant... y compris lorsqu'il s'agissait du déplacement — voire de l'arrêt — des bateaux ou des transferts de fonds. Mais sans doute cette vérité-là était-elle trop contraignante pour nos auteurs. Dommage !

PHILIPPE ROBRIEUX.

★ LES BRIGADES DE LA MER, de Gilles Hertzog et Dominique Grimal, Ed. Grasset, 639 pages. Environ 60 F.

## Le vrai succès n'a pas de PRIX

Marie-Thérèse Humbert

### A l'autre bout de moi

"Ce roman atteint l'universel, comme toute œuvre d'un grand écrivain inspiré. A ne pas le lire, on se priverait d'un livre d'une valeur telle que les mots de puissance et de beauté s'imposent au lecteur."

Max-Pol FOUCHET / V.S.D.

"C'est un livre fort et envoûtant... C'est un livre de révolte contre tout ce qui enferme, humilie, empêche d'éclorre."

Diane de Margerie / LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

"...inattendu, féroce, le roman clos comme un œuf, et comme un œuf de forme parfaite, de texture mystérieuse. C'est très rare, un premier livre qui mérite le respect."

François Nourissier / LE NOUVEL OBSERVATEUR

"Voici un véritable écrivain."

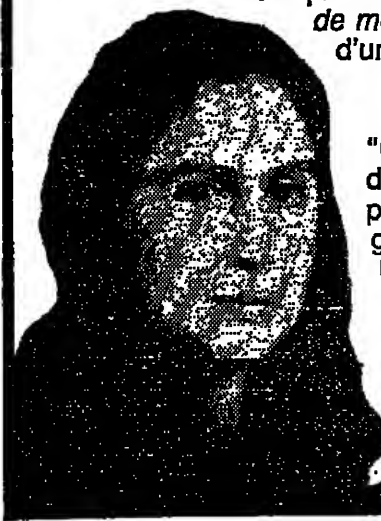
René Tavemier / LE PROGRES

"Marie-Thérèse Humbert se défie comme la peste du pittoresque. A l'autre bout de moi reste d'une force et d'une violence rares."

Jean-Didier Wolfromm / L'EXPRESS

"Cela relève du miracle dans notre période de pisse-court... il y a ici un grand écrivain abouti."

Françoise Xénakis / LE MATIN



STOCK



### Avant de partir vers le Moyen-Orient, une décision importante s'impose

Le choix d'une compagnie aérienne peut paraître d'une importance toute relative d'autant plus qu'elles sont toutes tenues de respecter les mêmes normes, fixées par accord international.

Et pourtant, si vous deviez, — ou souhaitez — visiter plusieurs centres du Moyen-Orient, ne serait-il pas préférable de choisir une compagnie qui les dessert tous ?

Vous avez tout intérêt à vous informer sur ce que MEA vous offre dans ce domaine : Via Beyrouth, elle relie Paris à Djeddah, à Abou Dhabi et à Dubaï tous les jours à Koweït et à



Dhahran six fois par semaine, à Bahrein et à Doha cinq fois par semaine, enfin à Mascate trois fois par semaine. Elle dessert aussi tous les autres centres importants de cette région.

Comme pour toute autre décision d'ordre commercial, vous ne pouvez choisir à bon escient que si vous possédez tous les éléments nécessaires. Pour les obtenir, il vous suffit de contacter votre agence de voyages, ou MEA, 6 rue Scribe, 75009 Paris. Téléphone : 266-93-57.

la compagnie aérienne du Moyen-Orient.

## Béjart écrit et nous donne

MAURICE BÉJART  
un livre  
dans la...

FLAMMARION

ALEJO CARPENTIER  
La harpe éolienne

PRIX MEDAILLE D'OR

Gallimard



## histoire

Yves Courrière ressuscite  
l'escadrille Normandie-Niemen

AUSSE curieux que cela puisse paraître, aucun ouvrage n'avait été à ce jour consacré — sinon par des témoins — à la célèbre unité Normandie-Niemen, à cette poignée d'hommes libres, issus de milieux très divers, d'opinions parfois divergentes, mais que réunissait cependant un même espoir, une égale détermination à poursuivre la lutte, et qui, de 1942 à 1945, affrontèrent les nazis aux côtés des forces aériennes soviétiques, s'illustrant notamment au cours des offensives en Russie blanche.

Cette lacune est désormais comblée : grand reporter, auteur d'une excellente *Histoire de la guerre d'Algérie*, Yves Courrière vient, en effet, de faire revivre cette épopée dans un livre qui échappe par bonheur tout lyrisme pompier.

Pendant des mois il a enquêté, parcouru en U.R.S.S. l'itinéraire de ces intrépides, visité les lieux où ils souffrirent et souvent moururent, recueilli les souvenirs des derniers survivants : Albert Mirreux, auquel le général de Gaulle avait confié en Angleterre la lourde mission de recruter des volontaires ; Roland de la Poype, se de l'aviation, nommé à vingt-quatre ans « héros de l'Union soviétique » (distinction qui ne fut attribuée qu'à quatre étrangers au cours des hostilités), et bien d'autres encore, tous acteurs de cette prodigieuse aventure sous le commandement du général Pierre Pouyade, récemment disparu. Sans oublier naturellement, du côté soviétique, le général Georgi Zakharov, responsable

de la 303<sup>e</sup> division aérienne (à laquelle était intégré le corps expéditionnaire), qui parvint à atténuer les inévitables incidents tout en disciplinant l'ardeur quelquefois imprudente de nos compatriotes. Rôles ingrats qu'il remplit avec brio, faisant ainsi oublier à ces isolés, déjà en butte aux attaques de l'adversaire et aux rigueurs du climat, les incompréhensions, voire les suspensions, dont ils étaient victimes non seulement à Alger, mais aussi à Moscou, où la mission militaire française dirigée par le général Petit, apparemment plus soucieuse de faire respecter le règlement que de faciliter leur existence, s'employait de son mieux à retarder les promotions ou l'octroi des citations et décorations. Attitude dont le chef de la France libre était bien conscient, et qu'il répara par la suite en faisant Compagnons de la Libération dix-neuf membres de l'escadrille.

De ces combattants de la liberté — que Staline honora de manière exceptionnelle en remettant à la France les appareils sur lesquels ils avaient servi — Yves Courrière a retracé la destinée avec la sympathie et le talent qui conviennent à l'évocation des sacrifices auxquels ils consentirent, mais sans tomber néanmoins — ce qui est assez méritoire — dans l'hagiographie, écueil habituel de trop nombreux récits de ce genre.

ERIC ROUSSEL.

\* NORMANDIE-NIEMEN — UN TEMPS POUR LA GUERRE, d'Yves Courrière. Presses de la Cité, 311 pages. Environ 21 F.

## Les secrets des archives américaines

(Suite de la page 17.)

A ces poubelles policières, on joignait les soupçons sur la responsabilité du général dans le complot d'Alger et la nouvelle qu'il avait promis à Bogomolov de se ranger derrière l'U.R.S.S. après la guerre. On retrouve trace de ces histoires dans un extraordinaire mémorandum du département d'Etat en date du 20 janvier 1944, qui souligne « la similitude des moyens et des organisations de de Gaulle et d'Adolf Hitler », et accuse les Français libres d'avoir dénoncé aux Allemands leurs compatriotes résistants qui voulaient rester indépendants du mouvement gaulliste !

Roosevelt n'avait pas besoin qu'on augmente ainsi son antipathie naturelle pour « lui qu'un diplomate anglais qui fut en service à Alger, Casagran, appelait un « général à tête d'ananas et de queue de femme qui incarne les vices de l'Europe ». Les papiers des Etats-Unis montrent toutefois que les sentiments du président traduisaient une opposition politique plus encore qu'une animosité personnelle. L'Empire français était en cause, surtout en Indochine. Le gouvernement de Vichy avait réclamé des armes aux Américains pour défendre les territoires vietnamiens contre le Japon, avec la connivence secrète de l'Allemagne qui s'inquiétait de l'arrivée au pouvoir de Roosevelt. Mais, le 24 juillet 1941, il proposait secrètement aux Japonais qu'ils renonceraient à l'occupation de la colonie française en leur promettant d'empêcher les gaullistes de « y installer plus tard. Après Pearl-Harbor, il suggéra de partager le pays entre la Chine, l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. A Yalta, il dit à Staline : « Si les forces anglaises et françaises s'installent de nouveau dans le Sud-Est asiatique, les Etats-Unis perdront toute leur influence dans la région. » On ne pouvait être plus clairvoyant.

## La noirceur de Laval

Finalement, ce livre d'un Américain est plus accablant pour les gouvernants de son pays que pour les Français dont le nom figure sur la couverture, Laval excepté. A part la machination de Duke Street, les chapitres consacrés au général de Gaulle lui sont plutôt favorables. Sur Vichy, les documents américains rappellent la nécessité d'un découpage par périodes que les analystes français oublient trop souvent. Ils ne permettent pas de préciser si le renvoi de Laval fut décidé à l'instigation de Robert Murphy, que le maréchal reçut le 12 décembre, c'est-à-dire la veille de la décision. Mais, ils montrent que les Etats-Unis

ont tout fait pour empêcher le retour de celui qu'ils appelaient « Black Peter » et que le vieux maréchal a rappelé par faiblesse, après un scénario de pseudo-chantage allemand monté par Laval. Ils soulignent en même temps l'incroyable médiocrité du gouvernement Pétain entre le 13 décembre 1940 et le 19 avril 1942, où il aurait eu la possibilité de tenir le rôle que les Français lui attribuaient alors : celui d'un bouclier contre les exigences de l'occupant.

La noirceur de Laval s'éclaircit — si l'on peut dire — par ses déclarations à Robert Murphy en juillet-août 1940. Trois fois en une semaine, le chargé d'affaires des Etats-Unis rencontre en tête à tête le vice-président des Etats-Unis, qui répète avec insistance : « Je souhaite la défaite de l'Angleterre », c'est-à-dire la victoire de l'Allemagne ; qui annonce son intention de punir les « responsables de la guerre », lesquels étaient pour lui Mandel, Daladier, Reynaud, Blum, Léger ; qui souligne sa volonté d'interdire la franc-maçonnerie ; qui vilipende les instituteurs coupables d'avoir inculqué à la jeunesse des « idées empoisonnées ». On sent percer à la fois la rancune du politicien contre les Britanniques, qui n'ont pas soutenu sa politique dans les années 30, et son espoir de jouer un rôle dans la future Europe allemande, qu'il estime inévitable.

Le personnage devient repugnant en 1942 quand Washington essaie d'intervenir pour tenter de sauver quelques juifs français. En novembre 1940, les autorités américaines étaient restées sourdes aux demandes de l'ambassadeur de Vichy, Henry Hays, à l'exception de quelques milliers d'arrestés allemands et alsaciens réfugiés en zone libre. Tout change après les rafles du Vél d'Hiv. Roosevelt envoie le chargé d'affaires Tuck auprès de Laval pour proposer d'accorder immédiatement mille visas américains pour des enfants juifs qu'on avait séparés de leurs parents, et cinq mille autres dans un délai très court. Laval promet d'abord, mais rompt ensuite les relations diplomatiques. Il avait dit à son interlocuteur : « Les juifs ne m'intéressent pas ; il n'y en a pas en Alsace » ; « Et moi, j'ai écrit, écrit-il, des SS en France, écrit-il de lui à Himmler : « Il approuvera toutes les mesures répressives contre les juifs, quelles qu'elles soient, s'il peut obtenir des avantages politiques en échange. »

## Pie XII et les juifs

Dans ce domaine sinistre, les archives américaines sont accablantes pour Sa Sainteté Pie XII. Elles révèlent qu'il a été mis au courant dès le 27 octobre 1941 par Harold H. Tittmann, assistant de Myron Taylor, qui représentait Roosevelt auprès du Vatican. En août 1942, les interventions américaines deviennent pressantes. Washington accepte la démarche collective des diplomates suggérée par l'ambassadeur du Brésil et envoie une note officielle. En septembre, Myron Taylor lui-même communique au cardinal secrétaire d'Etat un document précis, informant de la liquidation du ghetto de Varsovie et des déportations « dans des wagons à bestiaux, quarante par wagon » (3) de juifs « destinés à l'extermination ». Pendant ce temps, le pape prêchait la patience et ne voulait pas qu'on lui « complice les choses ». Mais, le 21 mars 1945,

(3) Le chiffre réel était malheureusement très supérieur.

recevant Myron Taylor en audience privée, il souhaite que les Allemands concluent un armistice avec les seuls alliés de l'Ouest, afin de poursuivre leur résistance contre « les bolchevistes ». Le 5 avril, il fait transmettre à Eisenhower une offre de médiation personnelle : « Nous pouvons encore sauver l'Occident », dit-il en joignant les mains.

Les confidences  
de Marcel Cachin

Terminons sur une note moins affreuse. Beaucoup des documents cités par Gun reflètent parfois la naïveté des représentants américains, plutôt que des informations sérieuses sur le pays concerné. Tout de même, comment ne pas croire l'ambassadeur Caffery quand il écrit que Marcel Cachin lui a déclaré en propres termes, au lendemain de la Libération, que « le soulèvement de Paris fut intention-

nnellement déclenché avant l'arrivée des Américains afin de permettre une prise de pouvoir par les communistes » ? Comment le général MacArthur aurait-il menti en rapportant à la même époque un déjeuner avec le même Marcel Cachin disant : « Mon parti n'est plus satisfait du général de Gaulle » et ajoutant : « Nous devons nous séparer de l'Angleterre : c'est elle qui porte la responsabilité de la guerre. Nous devons nous attacher à la Russie et aux Etats-Unis, les deux grands pouvoirs industriels du monde. La France doit donner une main aux Soviets et l'autre aux Etats-Unis » ? Dommage que le parti communiste français nous ait jusqu'ici caché ce grandiose projet de pacte à trois, dont il a fait confidence au plus conservateur des généraux américains !

MAURICE DUVERGER.

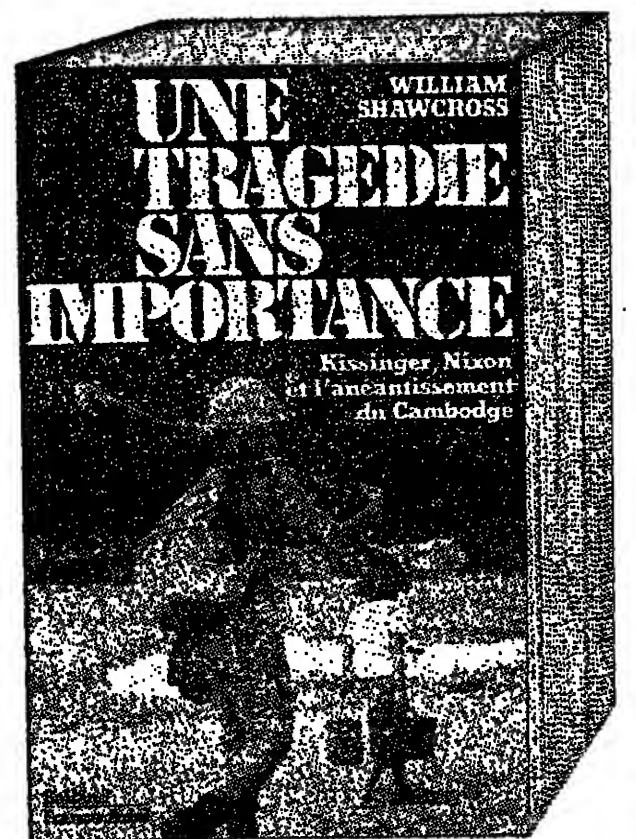
\* LES SECRETS DES ARCHIVES AMERICAINES : PETAIN, LAVAL, DE GAULLE, de Neta E. Gun. Albin Michel, 462 pages. Environ 55 F.

William Shawcross

UNE TRAGEDIE  
SANS  
IMPORTANCE

Un superbe livre que doivent lire aussi bien ceux qui veulent savoir comment et pourquoi est assassiné un petit peuple d'Asie, que ceux, plus nombreux encore, qu'intéresse et inquiète le fonctionnement de la démocratie et de ses mécanismes de contrôle dans la nation qui importe plus qu'aucune autre à la paix du monde.

JEAN LACOUTURE



Le témoignage le plus précieux et le mieux documenté - sur la tragédie du Cambodge contemporain... Une contribution jusqu'à présent irremplaçable.

JEAN-CLAUDE POMONTI,  
« Le Monde ».

Balland/France Adel

Béjart écrit  
et nous dansons.

MAURICE BEJART  
un instant  
dans la vie d'autrui

Avec humour et sincérité, Maurice Béjart raconte son enfance et la naissance de sa vocation, ses amis et ses danseurs, ses tourments et ses succès, le trac et la gloire, l'amour et Dieu, bref ses ballets dont chacun n'est qu'un instant dans la vie d'autrui. La danse, c'est sa vie. Et sa vie, c'est la danse d'aujourd'hui.

304 pages.

FLAMMARION

1804 ?  
NAPOLÉON

HISTOIRE  
des albums  
tout en  
couleurs pour  
les 8/12 ans.  
HACHETTE

ALEJO CARPENTIER  
La harpe et l'ombre

PRIX  
MEDICIS  
ETRANGER  
1979

Gallimard

مكتبة ابن الجليل







## LE PROCÈS DU TALC MORHANGE

## Les familles des victimes témoignent

Peu de familles de victimes du talc Morhange ont témoigné au procès devant le tribunal de Pontaise, avant les plaidoiries des avocats de la partie civile. Nombre d'entre elles ont, en effet, accepté les indemnités proposées par la société Givaudan (« le Monde » du 4 octobre). Celles-ci ont renoncé à être parties civiles, sauf M. et Mme Sermat, dont l'avocat, M. Michel Torre, s'est constitué pour le frère et la sœur, les deux enfants de cette famille victimes du talc.

Tous les parents venus à la barre ont raconté comment, sans comprendre, ils avaient vu mourir leurs enfants en quelques heures. Les symptômes étaient toujours les mêmes — refus de s'alimenter,

fièvre, vomissements, puis coma. Le processus qui aggravait l'état des enfants était également identique. Partout où l'on mettait du talc, c'était très rouge, a expliqué un père. Et, plus c'était rouge, plus on mettait du talc. Dans certaines familles, une boîte entière a été utilisée en trois jours pour le même enfant.

Leurs défenseurs ont, à leur tour, porté témoignage du drame vécu par ces familles impuissantes devant une maladie inconnue et incurable. Ces mères, en proie à la suspicion de leur entourage et des autorités qui les accusaient presque d'avoir martyrisé leur enfant. « Et ici, a ajouté M. Dominique Marçot, au lieu

de leur procès s'est déroulé un semicongrès scientifique. »

Outre les victimes qui réclamaient, sinon une réparation impossible, du moins quelques dédommagements pour leur préjudice, deux associations, l'Union nationale des associations familiales (UNAF) et l'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), s'étaient portées parties civiles. Leurs avocats, M. Luc Bihl et Jean-Pierre Kirala, ont demandé respectivement, au nom du droit à la sécurité des consommateurs, 5 millions de francs de dommages-intérêts, « trois mois de bénéfices de Givaudan », et 100 000 francs. « Le prix d'une enquête sur les cosmétiques utilisant de l'hexachlorophène. »

## 5 millions de francs de dommages-intérêts

Cinq millions de francs de dommages-intérêts, c'est beaucoup. C'est, à notre connaissance, la première fois en France qu'une organisation familiale a des prétentions aussi élevées devant un tribunal. L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.), editrice de *Que Choisir* ? ne réclame que 100 000 F. Si l'Union nationale des associations familiales (UNAF), qui jouit du droit d'ester en justice depuis sa création en 1945 — alors que les organisations de consommateurs ont dû attendre 1973 et la loi Royer pour en faire autant, — a mis aussi haut la barre de ses prétentions, cela vaut qu'on s'y arrête un instant.

M. Roger Burrel, président de l'UNAF et son avocat M. Luc Bihl, ont jugé bon de s'expliquer devant la presse, mercredi 28 novembre, sur les raisons de cette démarche. Ce n'est pas « par souci du spectaculaire », a dit M. Burrel, mais parce que l'affaire Morhange pose le problème du droit à la sécurité des enfants, des familles, des consommateurs. Aucune statistique ne recense, en France ni en Europe, les accidents survenus dans la vie courante du fait des produits. La Commission des Communautés européennes a proposé la création d'un tel système d'information.

En France, il est réclamé par l'Institut national de la consommation et une proposition de loi M. Michel Rocard l'a récemment demandé. La difficulté n'est pas insurmontable, puisque un système de collecte de ces données fonctionne aux États-Unis et que, en France même, on recense bien avec précision accidents du travail et accidents de la route. Du fait de cette lacune, les accidents du fait des produits donnent lieu à des déclarations de responsabilité du fabricant. Même si ces accidents coûtent cher à la collectivité et à la Sécurité sociale, aucune sanction contre que judiciaire ne vient frapper le producteur contrairement au cas des accidents du travail.

Pour l'UNAF et pour M. Bihl, il s'agit aussi de lutter contre les tendances actuelles de la jurisprudence qui n'accorde guère aux organisations de consommateurs que de 1 000 à 3 000 F de dommages-intérêts. Les sommes de ressources pour les professionnels sont parfois prévues dans le coût prévisionnel d'une campagne publicitaire. Comment, dans ces conditions, les associations de consommateurs peuvent-elles remplir leur mission d'information et de formation des consommateurs, et réaliser les indispensables essais scientifiques qui coûtent fort cher ?

L'action de Ralph Nader et de ses équipes aux États-Unis, est en partie financée par les dommages-intérêts qui leur sont versés et les tribunaux américains sont beaucoup plus généreux — ou sévères — en la matière que leurs homologues français : en 1978, la cour d'appel du Michigan a condamné General Motors à 120 000 dollars de dommages-intérêts.

Enfin, l'UNAF et son avocat souhaitent qu'on parle enfin en chiffres comparables et que cesse le « déséquilibre total » entre les chiffres d'affaires réalisés par la vente d'un produit et les dommages versés aux victimes de ce produit. Pour eux, les 5 millions de francs réclamés sont à comparer aux 40 millions de francs de chiffre d'affaires annuel réalisés par Givaudan.

## Après sa condamnation pour insoumission

## Jean Fabre est exempté de service national

M. Jean Fabre, président du parti radical italien, condamné le mardi 27 novembre par le tribunal permanent des forces armées de Paris à six mois d'emprisonnement, dont cinq avec sursis, pour « insoumission en temps de paix » (le Monde du 28 novembre), a été exempté de tout service national. Cette décision lui a été signifiée alors qu'il était présent à la caserne Duplet.

M. Fabre a déclaré lors d'une conférence de presse que cette décision avait été prise « par le ministre de la défense », sans qu'aucune motivation lui ait été présentée. Dans l'entourage de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, on affirme que cette décision a été prise par la commission régionale de réforme, au vu de la situation familiale de Jean Fabre. Ce dernier, en effet, âgé de trente-deux ans, est marié, a un enfant, et doit verser une pension alimentaire à sa première femme. « Cette décision ne revêt aucun caractère exceptionnel », dit-on au ministère de la défense.

M. Henri Leclerc, un des avocats de Jean Fabre, a tenu pourtant à préciser : « C'est une victoire politique, a-t-il déclaré, mais non une victoire judiciaire. Les T.P.F.A. continueront, et demain d'autres insoumis seront condamnés plus sévèrement. »

Jean Fabre a rappelé que plusieurs de ses camarades, insoumis comme lui en 1974, ont été condamnés à des peines de dix-huit mois à deux ans de prison ferme. « Je n'ai pas été jugé comme un insoumis ordinaire »

## Une affaire de discrimination raciale devant le tribunal de Paris

## L'hôtelière et le pianiste noir

Si Mme Euphrasie Veysier, veuve Sirvain, hôtelière rue Tiquetonne, dans le deuxième arrondissement de Paris, n'est pas « raciste », comme elle le soutient avec véhémence, pourquoi s'est-elle refusée de donner à « Champion » Jack Dupré, ancien boxeur américain devenu pianiste et chanteur de blues, les clés de la chambre retenue à son intention dès l'instant où elle a constaté qu'il avait le pas noir ? La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle, présidée par M. Jean Schewin, lui a répondu : « oui ».

Le 16 janvier 1977, M. Jean-Paul Barolade, agent artistique du chanteur et sa secrétaire, Mme Madinski, se présentant à l'hôtel Tiquetonne où deux chambres ont été réservées, l'une pour M. Jack Dupré, qui n'entrera dans l'hôtel qu'un instant plus tard, l'autre pour son guitariste, A. l'instant où M. Barolade précède à l'hôtel, l'une des chambres est destinée au client à la fois ténor et s'avançant dans le hall, Mme Sirvain indique tout net : « quelle ne reçoit pas de gens de couleur dans son établissement. »

M. Francis Pudowski, délé-

guez du chanteur, demande 5 000 F de dommages-intérêts pour son client humilié, M. Bah, avocat du M.R.A.P., qui s'est constitué partie civile, et demande 3 000 F. Quant au défendeur de l'hôtel, M. Raymond Dohet, il plaidera la méprise : dans ce quartier « mal famé », la rue Saint-Denis est à quel-ques dizaines de mètres — n'est-il pas normal que sa cliente, qui a eu, dans le passé, maille à partir avec la justice pour proxénétisme hôtelier, soit devenue « méfiante ». Selon l'avocat, c'est en voyant un couple s'avancer qu'elle a décidé de refuser la chambre : un couple, c'est dangereux pour la responsabilité d'un hôtel qui, d'habitude, passe qu'il soit, de la force de l'hôtel, « un hôtel de tourisme, modeste, très modeste, mais parfaitement honnête ». Mais sommes en présence d'un malentendu ?

Il est vrai que, livrés de police au moment de l'appel, Mme Sirvain « pu prouver qu'elle avait accueilli jadis sous son toit des Africains et des Nord-Africains. Mais était-ce « avant » ou « après » que la maison soit devenue cette « honnête » maison où l'on ne tient pas aux personnes trop colorées ? — J.-M. D.-S.

## A la Cour de cassation

## LA TRANSMISSION D'UNE LETTRE DE DÉTENU A UN TIERS PAR UN AVOCAT EST IRRÉGULIÈRE

Un avocat commet une infraction en transmettant à un tiers une lettre d'un détenu, dont il assure la défense, lui a transmis par voie postale, sous pli fermé non scellé, un courrier de l'administration pénitentiaire par application de l'article D 69 du code de procédure pénale. Tel est le principe énoncé par la chambre criminelle de la cour de cassation présidée par M. Pierre Favre, saisi par le procureur général près la cour de cassation sur ordre de la Garde des Sceaux d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi, contre l'arrêt de relaxe rendu le 13 mars dernier, par la première chambre de la cour de Paris en faveur de M. Denise Tolnel-Tournelle pour « sortie irrégulière de correspondance d'un détenu », (le Monde du 15 mars).

Pour relaxer M. Tolnel-Tournelle condamnée en première instance par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, le 13 juillet 1978, à 3 000 francs d'amende avec son inscription au casier judiciaire (le Monde du 26 juillet 1978), la cour d'appel avait déclaré que « le franchissement d'une enceinte pénitentiaire était un délit instantané », et elle en avait déduit que « le comportement ultérieur de l'auteur qui reçoit le courrier (c'est-à-dire la transmission à un tiers) ne constitue pas une infraction à l'article 248 du code pénal punissant la sortie irrégulière de correspondance ».

Statuant sur le rapport de M. Bertrand Dauvergne, conseiller, et les conclusions de M. Georges Dubin, avocat général, les magistrats suprêmes ont cassé l'arrêt de relaxe du 13 mars, en ces termes : « l'arrêt attaqué, qui fait abstraction de l'alinéa 3 de l'article 248 du code pénal, ne peut donner une base légale à sa décision dès lors que l'avocat mis en possession de lettres qui ne lui étaient pas destinées, sous le couvert d'une application abusive de l'article D 69 du code de procédure pénale, a accompli un acte permettant d'étudier les correspondances de l'article 248 du code pénal, imputant le contrôle administratif ou judiciaire des correspondances ».

Les assises de la Haute-Savoie ont condamné, mardi 26 novembre, les auteurs d'un « casse » d'Anney, M. Michel Gnechhi, trente et un ans à sept ans de réclusion criminelle ; Michel Desbailles, à six ans de la même peine ; Christine Desbailles, à cinq ans d'emprisonnement, dont deux ans avec sursis, et Maurice Caramella, à dix-huit mois d'emprisonnement et 20 000 francs d'amende.

Mme Christine Desbailles, inculpée de complicité, avait livré aux malfaiteurs les clés et des informations nécessaires pour pénétrer dans la salle des coffres de la Banque française de commerce d'Anney, où elle travaillait. (le Monde du 15 novembre 1979). Sollicitée coffres sur quatre-vingt-treize vides entre le 10 et le 12 novembre 1977. Le montant du larcin fut estimé à 1,5 million de francs. — (Corr.)

## FLORENCE ET ROMUALD

Un jour d'avril 1972, Florence, deux mois, refuse son biberon. Tout au long de la journée, elle persiste dans ce refus et fut prise de vomissements. Sa mère appelle un médecin qui ne fut pas en mesure de faire un diagnostic et donna des médicaments anodins. Quatre jours plus tard, alors qu'on venait de prendre la décision de la transporter à l'hôpital, Florence mourut.

Ses parents, M. et Mme Sermat, ont immédiatement décidé de quitter Nogent-sur-Saône (Aube) pour revenir, avec leur trois autres enfants, Pascal, Christine et Romuald, dans la région parisienne. Ils étaient à peine installés dans leur appartement d'un grand ensemble de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) lorsque Romuald, deux ans, tomba malade à son tour. Il ne voulait plus manger, il vomissait et avait un rythme tressaillant que le talc ne parvenait pas à faire disparaître. « Au contraire, cela s'aggravait de jour en jour, dit sa mère, Christine. J'ai dit qu'il avait les mêmes symptômes que la petite. On a cru que je me faisais des idées. »

Nul n'a prêté attention aux propos de cette jeune femme qui, à vingt-six ans, venait d'être mère affectée par la mort de son enfant. Très vite, Romuald a dû être transporté à l'hôpital de Montfermeil puis à l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul à Paris. Romuald a pu être sauvé, mais il ne marchera jamais. Il est paralysé jusqu'à la taille.

Il s'agit aujourd'hui que c'est « simplement parce qu'on se servait de talc Morhange » qu'il a passé trois ans d'hôpital en centre de rééducation, qu'il a aujourd'hui dans une école pour handicapés physiques et qu'il doit subir les quotidiens des enfants de l'immeuble qui ne comprennent pas qu'à son âge, il ne sache même pas marcher. »

Entre 1972 et 1978, date à laquelle Givaudan a proposé de nous indemniser, rien n'avait été fait pour nous », précisent ses parents. De dépression en dépression, M. et Mme Sermat se sont retrouvés complètement démunis. Ils ne pouvaient pas déménager, et Romuald ne supportait

plus cet appartement où les portes sont trop étroites pour laisser passer son fauteuil. « Et puis l'ascenseur est en panne une fois sur deux, dit sa mère. Quand il porte ses appareils, Romuald pèse plus de 40 kilos. Je suis souvent tombée dans l'escalier avec lui. Personne ne m'aiderait. Ici, un handicapé, c'est repoussant. »

Le talc Morhange était le talc habituel de Mme Sermat. « J'avais fait tout le nécessaire de toilette de la petite, indiqua-t-elle, mais j'avais gardé le talc. Si Romuald était revenu ici après l'hôpital, je lui en aurais remis. Je n'ai tout compris qu'en attendant l'appel fait en août 1972 à la télévision. J'ai alors porté la boîte de talc à l'hôpital. »

Entre-temps, ses parents, dont deux enfants avaient été atteints de maladies inexplicables, avaient été soupçonnés de mauvais traitements à l'enfant. Des policiers étaient venus examiner leur pharmacie. D'autres avaient interrogé à l'école les deux enfants, Christine et Pascal, « pour savoir, explique M. Sermat, si nous ne donnions pas des « bonbons » à Romuald. Nous étions suspects. On croyait que nous avions empoisonné nos enfants. »

À printemps prochain, Romuald aura une maison où les portes laisseront passer son fauteuil ; il aura un jardin dans lequel il pourra aller jouer quand bon lui semblera. « Depuis l'indemnisation, conclut son père, ça va mieux. Avant, on n'a pas mangé tous les jours ici. Certains nous conseillaient de ne pas accepter cet argent. Moi, je ne veux pas sans arrêt rassurer cette affaire. Je ne suis même pas allé au procès. De toute façon, on n'a rien appris. Morhange ne faisait pas de contrôle. Setico embauchait n'importe qui. On accuse Givaudan ; je ne suis pas sûr que ce soit le vrai responsable. Et tout ça, je voudrais oublier tout ça. Mais à chaque instant, dès que quelque chose ne va pas avec Romuald, je retombe dessus. Je ne peux pas accepter qu'il soit comme ça. »

JOSYANE SAVIGNEAU.

## FAITS ET JUGEMENTS

## Un laboratoire de drogue est découvert près de San Remo.

Un laboratoire clandestin de transformation d'héroïne a été découvert, mardi 27 novembre, près de San Remo, en Italie. 25 kilogrammes de morphine de base et 5 kilogrammes d'héroïne ont été saisis et cinq personnes ont été arrêtées, dont deux chimistes français, MM. Antoine Restori, soixante-six ans, originaire de Marseille, et Michel Driot, trente-cinq ans, de Paris, surpris alors qu'ils venaient d'installer un laboratoire de transformation dans le sous-sol d'une usine d'eau minérale. Les trois autres personnes sont le directeur de cette usine, M. Ugo Zucchi, cinquante ans, sa femme Maddalena Lavagna, cinquante et un ans, et une employée, Anita Zappa, quarante-cinq ans.

Ces arrestations ont été effectuées après l'enquête des policiers français de la brigade des stupéfiants de Nice ainsi que de leurs collègues italiens qui a suivi l'arrestation à Vintimille, le 16 août dernier de cinq trafiquants d'origine française (le Monde du 29 août). Une piste qui s'était alors ouverte entre policiers français et italiens à propos de l'installation de laboratoires clandestins alimentant la nouvelle filière de l'héroïne Turquie-Italie-France. Les enquêteurs italiens étaient persuadés de l'existence de laboratoires dans la région de Marseille.

D'autre part, la police italienne a annoncé mercredi 28 novembre

## La saisie de 38 kilogrammes de morphine à Trieste. Vingt-huit étrangers, dont dix-neuf Turcs ont été incarcérés à Trieste.

## Les suites judiciaires de la mort du jeune Alain Farçat.

L'affaire de la mort de M. Alain Farçat, qui a succombé, à vingt-quatre ans, après un coma de soixante-douze jours, après une hémie amygdalotomie, pratiquée le 15 juillet 1973 à la clinique Fernand, à Neuilly-sur-Seine, a donné lieu, le 28 novembre, à une confrontation entre les médecins, inculpés d'homicide involontaire. Il s'agit du professeur Jean-Louis Lortat-Jacob (président de l'Ordre national des médecins), directeur médical de la clinique, du professeur Jean Labayrie, chirurgien oto-rhino-laryngologiste, qui a pratiqué l'intervention, du docteur Solange Clot, anesthésiste, et de Mlle Anne-Marie Le Goff, infirmière.

Le professeur Lortat-Jacob a répété que la clinique était une maison de santé où les chirurgiens venaient opérer sous leur propre responsabilité, sans qu'il disposât lui-même d'aucun pouvoir sur la gestion de l'établissement et le recrutement du personnel. Les trois médecins ont assuré que ce cas bénin ne semblait pas devoir exiger une surveillance étroite de l'opéré. Ils ont également demandé qu'une nouvelle expertise soit ordonnée après les deux qui ont déjà été effectuées.

## L'équivalence des diplômes dans la C.E.E.

La cour d'appel de Colmar a jugé, mardi 27 novembre, une affaire vétérinaire mulhousienne. M. Vincent Auer, à treize mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende pour exercice illégal de la médecine en France. L'ordre national des vétérinaires praticiens et le Syndicat national des vétérinaires avaient poursuivi M. Auer, diplômé de l'université de Farnes, prétendant que son diplôme n'avait aucune valeur.

En première instance, M. Auer avait été condamné à quatre mois de prison avec sursis, les parties civiles obtenant chacune 10 000 francs de dommages-intérêts. M. Auer ayant interjeté appel, le dossier avait été renvoyé devant la Cour de justice des Communautés européennes. Le 7 février dernier, celle-ci indiquait que « les ressortissants d'un État membre de la Communauté européenne ne pouvaient se prévaloir de l'article 52 du traité de Rome qui prescrit notamment l'équivalence des diplômes dans la C.E.E. pour exercer la profession de vétérinaire de cet État membre à d'autres conditions que celles prévues par la législation nationale », c'est-à-dire plus que la France n'avait pas encore incorporé ses textes dans le droit national au moment de la constitution du dile.

Après la décision de la cour d'appel, l'avocat de M. Auer, M. Canus, a décidé de former un pourvoi en cassation. — (Corresp.)

## Une association pour l'application et le maintien de la peine de mort.

Une association pour l'application et le maintien de la peine de mort (A.M.P.M.), qui affirme rassembler près de deux cents personnes, vient d'être créée à Vougeot (Côte-d'Or). Ses fondateurs, MM. Maurice Pichot et Serge Pirst, qui souhaitent donner très rapidement « une destinée nationale » à leur mouvement, ont expliqué leurs motivations, mercredi 28 novembre, au cours d'une conférence de presse : « Nous ne voulons ni jouer au shérif ni constituer un tribunal du peuple, ont-ils déclaré. Nous ne voulons pas créer de nouvelles lois. Nous demandons seulement que celle qui existe soit appliquée. »

Cette association souhaite que le droit de grâce soit retiré au président de la République, « qui ne doit pas se situer au-dessus de la loi ». Les fondateurs de ce mouvement proposent aussi que la guillotine, jugée « trop archaïque », soit remplacée par « d'autres moyens physiques ou scientifiques peut-être plus humains » et que la peine de mort soit étendue systématiquement aux trafiquants de drogue et aux auteurs de prises d'otages.

A.M.P.M., B.P. 2, 21840 Vougeot.

LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

مكتبة القرآن



Le Monde

# équipement

## TRANSPORTS

### A PROPOS DE...

#### Un mémorandum des Neuf sur les tarifs aériens L'AVION, A QUEL PRIX ?

Dans un récent mémorandum relatif à « la contribution des Communautés européennes au développement des services de transport aérien », la Commission des Neuf souligne la nécessité de « créer un réseau de services efficaces... qui seraient accessibles, sans discrimination, aux différentes catégories d'usagers au prix le plus bas possible ».

L'Europe peut-elle ignorer plus longtemps ce qui se passe outre-Atlantique, s'enfermer dans un protectionnisme qui n'est plus vraiment de mise ? Comme le constatent les experts de Bruxelles, « de nouvelles initiatives des compagnies, la politique de dérégulation du gouvernement américain et la renégociation d'accords bilatéraux entre les Etats-Unis et les Etats membres de la Communauté ont entraîné de profondes modifications sur le marché intérieur américain et sur l'Atlantique nord ». A leur avis, « la question est de savoir si, et de quelle façon, des modifications similaires devraient également être introduites en Europe ».

Définir une politique commune des transports aériens ? Le traité de Rome exclut cette possibilité. Mais pour justifier l'intérêt qu'ils portent à ce secteur d'activité, les auteurs du mémorandum se réfèrent aux objectifs généraux du Marché commun, « tels que, entre autres, la réalisation d'un développement harmonieux des activités économiques, une augmentation accélérée du niveau de vie et des relations plus étroites entre les Etats membres ».

Tel qu'il fonctionne, le système actuel « répond plus particulièrement aux besoins des hommes d'affaires et des hauts fonctionnaires qui constituent la plus grande partie de la clientèle des lignes régulières dans la Communauté », note la Commission. Une clientèle attentive à la vitesse, à la souplesse et à la fréquence du transport d'avantage qu'à son coût.

D'où le niveau « généralement élevé » des tarifs. « Il n'existe pas de tarifs réduits sur tous les itinéraires », notent les auteurs du mémorandum, et ces tarifs sont, « s'ils existent, assortis de conditions restrictives qui en limitent l'utilisation ». Or, à leur avis, « l'accessibilité des transports aériens rapides et bon marché est, aux yeux d'un très grand nombre d'habitants de la Communauté, un élément de plus en plus important de leur niveau de vie ».

Pour la Commission, les compagnies aériennes devraient

« offrir leurs services dans des conditions telles que leur santé financière soit garantie ». Pour soutenir la concurrence, « elles peuvent obtenir des subventions de l'Etat, relever leurs tarifs sur d'autres lignes ou améliorer leur productivité ». Les experts de Bruxelles reconnaissent qu'il faut, en la matière, ne pas trop brusquer les choses : « La libéralisation totale de l'accès au marché, écrivent-ils, ne peut, de toutes façons, être envisagée qu'à long terme ».

La Commission pense toutefois que « le moment est venu de repenser la structure tarifaire ». A cet égard, elle propose d'offrir aux usagers un large éventail de barèmes. Ces barèmes pourraient notamment prévoir, selon elle, la création de tarifs spéciaux pour un certain pourcentage de la capacité offerte, la mise en vigueur d'un billet circulaire en Europe et l'application générale de barèmes « stand-by », c'est-à-dire sans réservation préalable. « L'introduction progressive de ces politiques aurait, à son avis, un effet dissuasif sur les abus de position dominante ».

Au-delà de cet aspect tarifaire des choses, la Commission juge indispensable de s'intéresser à la simplification des procédures et des documents utilisés dans le transport aérien, voire d'apporter sa contribution à une harmonisation des normes techniques des avions, qui pourrait « contribuer à la réalisation d'économies considérables sur les coûts d'exploitation ».

On ne peut pas dire que les compagnies européennes n'aient pas commencé de réagir aux initiatives de quelques francotiers. Au nombre desquels figure Sir Freddie Laker, l'inventeur du « train du ciel » entre Londres et New-York, qui a très clairement annoncé son intention d'« exporter » sa formule à l'intérieur de l'Europe des Neuf. La Commission de Bruxelles prend acte — pour s'en féliciter — de l'ouverture d'un nouveau front. Encore souhaite-t-elle qu'un compromis raisonnable soit trouvé entre l'intérêt des usagers et celui des transporteurs.

JACQUES DE BARRIN.

## TOURISME

Le Club Méditerranée en Egypte. — Le Club Méditerranée et les responsables du tourisme égyptien ont renouvelé, pour une durée de quinze ans, leur accord pour l'exploitation des palais Marj al Giza. Ce nouveau contrat prévoit la rénovation par le Club des 176 chambres du Marj et l'addition de 125 nouvelles chambres, soit un investissement de 40 millions de francs.

En outre, le Club annonce l'ouverture d'un second village de vacances en Egypte, à Hurgada, sur la mer Rouge, et l'inauguration, le 1er décembre, d'un nouveau bateau de croisière sur le Nil, le Champollion.

**Evasion à Rome**  
week-end à partir de  
**1090 F.**

Escapade romaine, pour 1090 F, un week-end entier, avion-jet, hôtel touristique, petits déjeuners et une visite guidée de la ville comprise.

De quoi faire rêver les amoureux de la Ville Eternelle.

Départ vendredi d'Orly-Ouest sur vol régulier, retour dimanche.

Possibilité de séjour d'une semaine à partir de 1290 F.

Adressez-vous vite à votre agent de voyages.

**Alitalia**  
70 vols vers l'Italie par semaine.

CLUB DE LA

## LE CONFLIT DE LA NAVIGATION AÉRIENNE

### Les aiguilleurs du ciel et le gouvernement durcissent leur attitude

La tendance des contrôleurs de la navigation aérienne à durcir leur attitude paraît se confirmer. Ce jeudi 29 novembre, les autorisations de décollage seront refusées de 14 heures à 17 h 30, à Athys-Mons ; de 8 h 30 à 11 heures et de 16 h 30 à 18 heures, à Bordeaux ; de 8 heures à 20 heures, à Lyon ; de 6 h 45 à 8 h 30 et de 15 h 30 à 18 h 30, à Brest. A Aix-en-Provence, les décollages ont été refusés le 28 novembre, de 7 heures à 11 heures, et de 16 heures à 20 heures.

Mais la tendance dans certains centres, et notamment à Aix-en-Provence, est de ne plus annoncer à l'avance le refus de décollage ce qui, évidemment, entraîne des perturbations beaucoup plus importantes pour les compagnies qui ne peuvent programmer exactement leurs vols.

En outre, des mesures de limitation de trafic ont été demandées à l'administration — qui les a accordées — par les centres de contrôle qui assurent, compte tenu des effectifs disponibles, ne pouvoir assurer leur service dans de bonnes conditions de sécurité.

M. Joël Le Theule, ministre des transports, a reçu, le 28 novembre, les représentants des compagnies aériennes qui lui ont fait part des difficultés financières qu'elles rencontrent pour la prolongation du conflit. Il a affirmé le même jour, en répondant à l'Assemblée nationale à une question de M. Jacques Godfrain, député R.P.R. de l'Aéronautique, que le gouvernement n'était pas responsable du blocage des négociations « avec les contrôleurs ».

« Ce mouvement, a-t-il déclaré

notamment, a commencé la veille d'une réunion paritaire prévue depuis longtemps et sans que des demandes précises aient été formulées. Le directeur de la navigation aérienne a rencontré les représentants des différents syndicats mais aucune entente ne s'est rendue possible. On nous a demandé, en fait, une révision complète du statut particulier des contrôleurs et une révision partielle du statut de la fonction publique. Il s'agissait d'obtenir l'intégration des primes dans le traitement et la création d'un nouveau corps où le traitement ne serait celui de l'aviation publique, alors que les contrôleurs sont recrutés au niveau du baccalauréat ».

« La moitié des contrôleurs travaillant, a encore précisé le ministre, dans des conditions qui font savoir qu'ils se désolidarisent du mouvement. Les autres retardent les décollages de trois à dix heures. Certains contrôles sont liés à la qualité du service — ce qui est accepté partout dans la fonction publique — nous savons qui travaille et qui ne travaille pas. Nous ne prenons pas de « sanctions », nous appliquons des mesures administratives, qui font tomber le salaire le jour où le travail n'est pas fait. Ces mesures, contrairement à ce que certains contrôles, et certains syndicats, sont irréversibles. Lorsqu'un cheminot fait grève, il n'est pas payé et il ne rattrape pas les jours de grève. Les contrôleurs, il n'est pas question de redonner par la suite la prime de qualité ni le salaire perdu : il faut que les choses soient claires ».

## CATASTROPHES

### 257 MORTS DANS L'ANTARCTIQUE

#### Des experts américains vont rechercher les causes de l'accident du DC-10 néo-zélandais

Christchurch (Nouvelle-Zélande) (A.P.). — Le DC-10 néo-zélandais qui avait disparu le mercredi 28 novembre dans l'Antarctique, a été retrouvé par le mont Erebus, un des rares volcans actifs du continent austral. Les deux cent cinquante-sept passagers et membres d'équipage ont tous péri. L'Erebus, haut de 3 794 mètres, est situé sur l'île de Ross, à une quarantaine de kilomètres au nord de la grande base américaine McMurdo et de la station néo-zélandaise (plus modeste) Scott.

Repéré d'abord par l'équipage d'un avion C-130 américain, l'épave a été survolée par un hélicoptère. Mais le vent était trop violent pour permettre aux trois engins de se poser. Dès que la nouvelle de la catastrophe a été connue (par le nombre des victimes, cet acci-

dent vient au cinquième rang des catastrophes aériennes), il a été décidé d'envoyer sur place des experts américains (l'appareil étant fabriqué par la firme McDonnell Douglas) afin de rechercher les causes du drame.

Les victimes — des touristes — sont essentiellement des Néo-Zélandais, et contrairement à ce que l'on a d'abord cru, Sir Edmund Hillary (vainqueur de l'Everest en 1953 et chef d'une des équipes de l'expédition transantarctique du Commonwealth en 1957-1958) n'était pas à bord. Les victimes étaient ainsi par nationalités : deux cent Néo-Zélandais, vingt-quatre Japonais, vingt et un Américains, six Britanniques, deux Canadiens, un Français, un Suisse et un Australien.

## Un tourisme à haut risque

La catastrophe aérienne qui vient d'être survenue en Antarctique a fait brusquement en lumière le fait que, depuis plusieurs années, le tourisme est pratiqué certes encore sur une petite échelle dans la région la plus désolée du monde. Deux facteurs ont joué pour promouvoir cette forme de tourisme : l'attrait d'un voyage inhabituel et l'extraordinaire beauté des paysages.

Les premiers « tours » ont été faits par bateau, probablement depuis 1966. La plupart d'entre eux ont été organisés par des sociétés de l'Amérique du Sud et les voyageurs visitent quelques îles et quelques bases scientifiques de la région proche de l'Antarctique, nord de la péninsule antarctique, bien que quelques voyages dans la mer de Ross aient été signalés. Après un développement assez rapide, l'intérêt pour ce genre de croisière a diminué, en raison, semble-t-il, du prix des voyages : 4 000 à 6 000 dollars (16 800 F à 25 200 F). Plusieurs compagnies ont organisé des « tours » antarctiques. Certaines ont disparu, d'autres persistent, notamment la Lindblad Travel (avec son *Lindblad Explorer* qui peut transporter quatre-vingt-douze passagers) et diverses sociétés ou associations qui attirent le *World-Discoverer* (cent vingt passagers). Dans les « bonnes » années, ces croisières ont amené en Antarctique environ mille cinq cents personnes chaque été. Actuellement, ce chiffre est redescendu aux alentours de neuf cent cinquante personnes, la plupart étant de nationalité américaine.

Les voyages en avion sont beaucoup moins chers (200 à 250 dollars australiens, soit 1 070 à 1 625 F), mais totalement différents. Ils se contentent de faire voir l'Antarctique pendant quarante-cinq ou soixante minutes en organisant des vols depuis l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, et les passagers reviennent à leur point de départ après un vol d'une dizaine ou d'une dou-

### Navigation difficile

La navigation dans l'Océan Antarctique est difficile, les tempêtes sont fréquentes, la glace de mer peut persister pendant l'été et les icebergs sont gros et nombreux. L'arrivée soudaine d'une centaine de personnes risque de perturber la faune (qui est protégée par le traité), d'autant plus que les touristes seront précipités dans les manœuvres, où ils peuvent voir des manchots, des pétrels ou des phoques.

Ces visites peuvent aussi perturber le fonctionnement des bases scientifiques. Les vols au-dessus de l'Antarctique se font après un long parcours au-dessus de la mer. Il n'y a ni coléoptère, ni contrôle, ni radio-balises (sauf une, celle de McMurdo, la grande base américaine), ni aéroport de décollage. A McMurdo, certes, il existe deux pistes très fréquentées où il ne s'est jamais produit d'accident : de septembre à octobre, puis de fin décembre

## URBANISME

### A LA COMMISSION DES SITES

#### Un programme d'ensemble pour l'abattage des arbres à Paris

La commission départementale des sites de Paris a annoncé qu'elle procédera à un examen des travaux en cours aux abords de l'axe Saint-Eustache sur ce que l'on appelle la voie Coquillière.

Au cours de cette même réunion la commission a approuvé l'abattage, le long des berges de la Seine, de cent soixante-quatorze arbres dangereux pour la sécurité. Ces arbres seront tous remplacés. La commission a demandé au préfet de Paris que le programme d'ensemble de la rénovation des plantations d'arbres fasse l'objet d'une étude complète sous ses divers aspects avec une coordination de l'action de tous les services responsables dépendant de l'Etat, de la Ville et du Port de Paris.

Elle a aussi donné un avis favorable à la construction d'un bâtiment à usage d'ateliers d'artisans à proximité du boulevard Beaumarchais, au 1 et 3 de la rue de La Haye, au 91 de la rue Saint-Martin et au 22 de la rue Quincampoix.

Saisie enfin du projet de reconstruction de la maison de cures médicales Sainte-Perrine, dans le seizième arrondissement, la commission a donné un avis favorable à la réalisation prévue : plusieurs bâtiments seront détruits, quatre seront conservés, trois bâtiments nouveaux seront construits, qui permettront le maintien ou la création de quatre cents lits d'hospitalisation moderne, une crèche de soixante lits et un parking en sous-sol.

## CORRESPONDANCE

### LES ARBRES DE LA VILLA DES TERNES

M. Denis Baudouin, directeur général de l'information et des relations extérieures de la Ville de Paris, nous a adressé la lettre suivante.

« Votre journal a publié dans son édition du 24 novembre une lettre des commissaires syndics de la ville des Ternes relative au permis de construire délivré le 18 mai 1979 à la Régie immobilière de la Ville de Paris en vue de la construction d'un ensemble de vingt-deux maisons de ville sur un terrain propriété municipale, 11 bis, avenue de Verzy (17<sup>e</sup>).

Cette lettre appelle la mise au point suivante que je vous prie de bien vouloir publier dans vos colonnes au nom du droit de réponse de la Ville.

Vos correspondants allèguent en effet l'abattage, le 8 août dernier, de trente-quatre arbres de taille forestière, alors que le permis de construire n'autorisait que l'abattage de dix arbres de taille forestière au maximum. Selon l'usage, il faut entendre par « taille forestière » une circonférence de 45 centimètres à hauteur d'homme et de 65 centimètres à la source.

Le recensement auquel ont procédé dès 1977 les services municipaux des parcs et jardins et espaces verts dénombre la présence sur le terrain de trente-deux arbres, dont la moitié seulement en bon état phytosanitaire. Seuls sur ces trente-deux arbres, dix ont été abattus conformément au permis de construire qui stipulait de manière précise que « seuls seront abattus les arbres situés dans l'emprise de la construction projetée ou ceux situés à proximité immédiate, c'est-à-dire dix arbres au maximum ayant atteint ou dépassé la taille forestière ». Il est donc parfaitement inexact de prétendre que le permis n'ait pas été respecté.

Une requête formée par l'association requérante en vue d'obtenir le sursis à exécution des travaux a été rejetée par le tribunal administratif le 24 septembre 1979. Une nouvelle instance introduite cette fois devant le tribunal de grande instance, a également été rejetée le 14 novembre dernier.

Cela suffit amplement à démontrer que la Ville de Paris a respecté rigoureusement les termes du permis de construire qui lui a été régulièrement délivré.

## ENVIRONNEMENT

### LE MAIRE DE PLOGOFF REVIENT SUR SA DÉCISION DE DÉMISSIONNER

Le maire socialiste de Plogoff, M. Jean-Marie Kerloch, et ses conseillers municipaux sont revenus, le 28 novembre, sur leur démission, présentée lundi 26 novembre, au préfet du Finistère, à la suite d'un conflit au sein du conseil municipal sur le projet d'implantation d'une centrale nucléaire sur la commune (le Monde du 28 novembre).

M. Kerloch a expliqué que sa démission et celles de dix conseillers sur dix-sept élus ne se justifiaient que dans la perspective d'élections générales. Or, le préfet du Finistère a dit qu'il n'avait pas le pouvoir de dissoudre l'ensemble d'un conseil municipal, cette procédure relevant d'un décret pris en conseil des ministres.

Six élus ayant refusé de démissionner, seules des élections partielles étaient envisageables, « ce qui ne présente pas d'intérêt », a affirmé M. Kerloch.

Seine-et-Marne : mystérieuse pollution. — Un produit toxique, inodore et invisible lorsqu'il est dilué dans l'eau, déforme les poissons de la rivière l'Yerres, un affluent de la Seine coulant aux confins de l'Essonne et de la Seine-et-Marne. Plusieurs grands laboratoires parisiens s'efforcent, jusqu'à présent sans succès, de déterminer la nature du produit que l'on pense être un organo-chloré. En usant d'engins de pêche électriques, les sociétés de pêche tentent de sortir les poissons de la rivière pour les transporter ailleurs. La nappe mystérieuse, seulement signalée par les lézards, qu'elle provoque, avance vers la Seine à la vitesse d'un kilomètre par jour. Les usines de filtration des eaux assurent que leurs dispositifs au charbon et à l'ozone sont capables d'éliminer à 100 % la toxicité des eaux ainsi polluées. — (Corresp.)

YVONNE REBEYROL.



## CARNET

## SPORTS

### FOOTBALL

#### COUPE DE L'U.E.F.A.

### Saint-Etienne aura trois buts d'avance à Salonique

Cinq clubs encore qualifiés et cinq victoires avec au moins deux buts d'avance : le football européen a profité des matches aller des huitièmes de finale de la Coupe de l'U.E.F.A. disputés mercredi 28 novembre, pour confirmer son hégémonie en Europe. Trois d'entre eux ont gagné à domicile : Moenchengladbach face à Cracovia (Rou.) (2-0), le Bayern de Munich devant l'Etoile rouge de Belgrade (2-0) et Frankfurt contre Feyenoord de Rotterdam (4-1). Les deux autres clubs ouest-allemands ont pris une option plus sérieuse encore sur la qualification en s'imposant sur le terrain de leur adversaire. C'est le cas de Kaiserslautern victorieux à Diagonwer (Hongr.) (2-0) et de Stuttgart qui a battu les Grasshoppers de Zurich (2-0).

Deux autres équipes aborderont les matches retour, le 12 décembre, en position forte : Brno (Tchéc.), qui s'est imposé à Liège contre le Standard (2-1), et Saint-Etienne, qui aura pris trois buts d'avance sur Salonique, battu 4 à 1.

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — On n'y voyait goutte, au stade Geoffroy-Guichard à l'heure du coup d'envoi du match Saint-Etienne-Aris Salonique. Asses curieusement, alors que la nuit était relativement claire aux environs de Saint-Etienne, la cuvette de Geoffroy-Guichard était en pleine nuit de pluie, de sorte que la rencontre a commencé avec plus d'un quart d'heure de retard. D'une tribune à l'autre, on se voyait à peine, et ce n'est qu'après un bon quart d'heure de jeu que le match s'est déroulé dans des conditions normales.

On a plus deviné que réellement vu les crochets et dribbles de Jacques Zimako, passant à la trentième minute quatre adversaires, avant d'être fauché dans la surface de réparation. De la même manière, il était nécessaire de bien scruter le terrain pour s'apercevoir que Johnny Rep ne voulait pas tirer le penalty, que Platini n'était pas chaud non plus pour le faire, que Patzarias, le gardien grec, avait bien failli arrêter le tir que Platini, en fin de compte, s'était résigné à décocher. En tout cas, visibilité ou pas, l'essentiel était, semble-t-il, que le match ait lieu mercredi soir. Faute de quoi, l'Association sportive de Saint-Etienne aurait dû reporter au lendemain, rembourser les places à ceux qui n'auraient fait la demande, trouver d'autres accords avec la télévision, toutes choses contraignantes.

À la longue, on s'y est fait et le rideau ne s'est vraiment levé que lorsque Aris Salonique a égalisé peu après une demi-heure de jeu. But curieux, provoqué par une faute du gardien stéphanois Kurkovic. Le Grec Semerdakis, qui ne comptait certainement pas sur une pareille faute, a tiré le ballon pratiquement repoussé dans ses pieds par Kurkovic à quelques mètres de la cage. Ne l'aurait pas passer l'occasion.

#### Un but stupide

Du coup, on se mit trop vite sans doute à prendre plus au sérieux cette équipe d'Aris Salonique, que beaucoup ne connaissent que par ouï-dire. Après tout, qui tient en échec les Verts à la mi-temps, le Geoffroy-Guichard ne doit pas être n'importe quel. Les Portugais de Benfica et les Italiens de Pérouse, précédemment éliminés de la Coupe de l'U.E.F.A. par Aris Salonique, en avaient fait l'expérience, et plus encore que ceux de Benfica, les joueurs de Pérouse s'étaient mordus les doigts d'avoir sous-estimé les Grecs. Aris avait gagné à Pérouse par 3 à 0, affronté jamais subi par le club italien à domicile.

Malgré ces références, force est de reconnaître qu'Aris Salonique

COUPE DE L'U.E.F.A. (huitièmes de finale, matches aller)

Saint-Etienne (Fr.) b. Saloni-	4-1
que (Grèce) (R.F.A.) b.	2-0
Kaiserslautern (R.F.A.) b.	2-0
Cracovia (Roum.) (R.F.A.) b.	2-0
Cracovia (Roum.) (R.F.A.) b.	2-0
Dynamo Kiev (U.S.S.R.) b.	1-0
Frankfurt (R.F.A.) b. Feyenoord Rotterdam (P-B.)	4-1
Bayern Munich (R.F.A.) b. H.	2-0
rouge Belgrade (Youg.)	2-0
Brno (Tchéc.) b. Standard de	2-1
Liège (Belg.)	2-1
Stuttgart (R.F.A.) b. Grasshoppers Zurich (Suisse)	2-0

#### D'UN SPORT A L'AUTRE...

BASKET-BALL. — Deux des trois équipes féminines françaises engagées en coupe Ronchetti se sont qualifiées, mercredi 28 novembre, pour les quarts de finale. Le Stade français et Montfermeil ont confirmé leur succès du match aller en battant respectivement Cercle (Belgique) par 78 à 65 et Vassas de Madrid par 67 à 59. En revanche, le Racing Club de France a été dominé à domicile, 80 à 65, par le Vasas Budapest.

HOCKEY - SUR - GLACE. — Les équipes de France et de Hongrie ont à nouveau fait match nul, 4 à 4, le 28 novembre à Caen.

TENNIS. — Le Suédois Bjorn Borg et l'Américain John McEnroe se sont affrontés jeudi 29 novembre, la finale du « Master Brooklyn » de New York. Mercredi 28 novembre ils ont battu respectivement les Américains Peter Fleming, 6-3, 7-6, et Vilas Gerulaitis, 7-5, 4-6, 6-2. Les Italiens Adriano Panatta et Corrado Barazzutti se sont inclinés face à l'Américain Roscoe Tanner, 7-5, 6-4, et à l'Argentin Guillermo Vilas, 6-4, 6-2.

### Anniversaires

— Il y a six ans, le 30 novembre 1973, disparaissait...

### Messes anniversaires

— Pour le sixième anniversaire du rappel à Dieu du docteur Simon de NABIAS, une messe et une prière sont demandées à ceux qui restent fidèles à son souvenir en union à la messe qui sera célébrée à 18 heures, le mercredi 5 décembre, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris (16<sup>e</sup>).

— Une messe anniversaire sera célébrée par le R.P. Rouanet Klanché, de l'Oratoire, à la mémoire de...

### Soutenances de thèses

DOCTEURS D'ÉTAT — Université de Paris-II, mardi 11 décembre, à 14 h. 30, salle des commissions, M. Louis Sakahadi : « Une problématique du développement économique en Afrique centrale : surplus financier et vecteur socio-économique ».

— Université de Paris-II, samedi 12 décembre, à 14 h. 30, salle des commissions, M. Abdelhak El Oual : « Effets juridiques de la sentence internationale, contribution à l'étude de l'exécution des normes internationales ».

### Communications diverses

— Le poète Ernesto Cardenal, actuel ministre de la culture du Nicaragua, donnera une lecture de ses poèmes, le mercredi 5 décembre à 18 heures, au Rectorat de l'Université de Paris.

— Marie Stern, 25, avenue de Tourville, Paris (7<sup>e</sup>), tél. 705-08-46, Belem, du 27 novembre au 22 décembre, tous les jours, sauf dimanche et lundi, de 15 heures à 20 h. 30.

— Réunion des étudiants recueillis au C.E.S. de Gynéco et Obst. Fin 1<sup>er</sup> A, vendredi 30 novembre, 14 h., hall ancienne faculté de médecine (n° 12).

— L'Institut de sciences humaines d'Avignon (I.S.H.A.), dans le cadre de la formation des adultes, inaugure les samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 décembre 1979 une session de formation d'adultes débutants à la psychanalyse.

— Conférence introductive « a.m.e. » 1<sup>er</sup> décembre, à 18 heures, au 14, place de la République, Paris (11<sup>e</sup>). Sujet : « La psychanalyse structurale : ses fondements, ses postulats, ses implications culturelles ».

— L'entrée y sera libre.

« Indian Tonic » est unique. SCHWEPES Lemon est unique. SCHWEPES est unique. C.Q.F.D.

Jusqu'au 30 nov. inclus de 10 à 12 h. 30 et 15 à 19 h. 30

### VENTE

#### UN LOT TAPIS

#### ORIENT ET CHINOIS

#### SOLDÉ 50 %

#### SALLE DE VENTE

185, av. Charles-de-Gaulle 92000 Neuilly - Tél. : 745-85-55

### Boutique Féérique

#### des TROIS QUARTIERS

Reflets des vœux, des désirs et des souhaits. Reflets de l'amitié : 1000 cadeaux vous attendent à la Boutique Féérique au 4<sup>e</sup> étage

## AUX TROIS QUARTIERS

BOULEVARD DE LA MADELEINE PARIS RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

### Noissances

— M. François DAULON et Mme. née Marie-Blanche du Laurens, Florence, Anna-Jeanne et François-Xavier ont la joie de faire part de la naissance de Charles, Paris, le 30 novembre 1979.

### Décès

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 17 novembre, de Mlle Geneviève BENVENISTE. Selon sa volonté, elle a été inhumée, dans l'intimité, au cimetière des Gonards, à Versailles, où reposent, depuis le 6 octobre 1978, son frère Emilio Benveniste.

— Le président, le conseil d'administration, la direction générale et le personnel de la Société Labaz ont le regret de faire part du décès du docteur André FALCOU, médecin-chef en chef, officier de la Légion d'honneur, ancien président des Laboratoires Labaz, survenu le 27 novembre, dans sa soixante-septième année. La cérémonie religieuse sera célébrée le 30 novembre, à 10 heures, à la chapelle de l'hôpital Saint-André à Bordeaux.

— Mme Henri Felix, M. et Mme Georges Abraham, leurs enfants et petits-enfants, M. et Mme Raymond Ruchpani et leurs enfants, ont le regret de faire part du décès de M. Henri FELIX, ancien élève, de l'Ecole normale supérieure, licencié en sciences, agrégé de philosophie, professeur honoraire du lycée Louis-le-Grand. L'inhumation a eu lieu au cimetière de Cauterets à Nice, dans la plus stricte intimité.

— Les familles de Lestable et alliées ont la tristesse de faire part du décès de M. Pierre ISAAC, né Henriette de Lestable, le 16 novembre 1979, à Thion (Dordogne).

— Bernard et Hélène Koechlin, Tugdual et Michel Le Hir, Jean-François et Lucienne Koechlin, Marc-Emile Koechlin, Jean-Roger et Anne-Marie Koechlin, Claude et Marcelle Koechlin, ont la douleur de faire part de leur décès, survenu le 23 novembre 1979, de M. Roger KOECHLIN, dans sa quatre-vingt-septième année. Elle repose au cimetière de Vindelle (Charente).

— Nous apprenons le décès de notre confrère M. JEAN THIBAUT, survenu mercredi 28 novembre, dans un hôpital d'Abidjan, à l'âge de cinquante ans.

— M. et Mme Jean-Louis Leball, M. et Mme Norbert Mole, ont la douleur de faire part du décès de M. Louis LEBAIL, officier du Mérite agricole, Les obèques auront lieu vendredi 30 novembre, à 14 heures, à l'église de Féroville-Ailly (77350).

— Mme René Pouget, son épouse, ses enfants, François-René, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de M. René POUGET, survenu mercredi 28 novembre 1979, en son domicile, 10, rue de Passy, 75019 Paris, dans sa quatre-vingt-troisième année.

## PRESSE

#### Dans une nouvelle formule

### « LE QUOTIDIEN DE PARIS » FAIT SA RÉAPPARITION

« Le Quotidien » (de Paris, en plus petit), que M. Philippe Tesson avait renoncé à éditer le 29 juin 1978, est de nouveau dans les kiosques, à partir du 29 novembre (230 F). De format tabloïd, comportant trente-deux pages, le journal — dont le premier numéro a été tiré à cent mille exemplaires — a une diffusion nationale à dominante « parisienne ».

« D'abord Journal d'Informations, comme l'affirme M. Philippe Tesson, « le Quotidien » est ensuite un journal de commentaires. Il se veut une provocation permanente à la réflexion. » M. Tesson conclut en précisant que la relance du « Quotidien » a des résonances sur un plan rédactionnel.

L'équipe rédactionnelle, que dirige M. Bernard Morrot, ancien rédacteur en chef de « l'Avance », comprend une cinquantaine de journalistes répartis en cinq équipes, dont sont responsables MM. Paul Guilbert (politique), Dominique Jamet (informations générales), Philippe Marovert (étranger) et Jean-Marie Rouzet (culture). Le chef de la section économie reste à désigner.

#### ARMISTICE CONCLU A « NICE-MATIN »

Le quotidien Nice-Matin repartira, jeudi 29 novembre, avec sa pagination habituelle d'avant le début du conflit, le 12 novembre. Les journalistes du Livre C.G.T. ont en effet décidé, au terme d'une assemblée générale du personnel technique, de reprendre leur travail mercredi soir « dans les conditions normales antérieures ».

Cette décision des ouvriers du Livre C.G.T. est intervenue peu après l'annonce par le conseil d'administration — dont les membres avaient été convoqués mercredi après-midi — que « les relations ne devaient pas être rompues entre le S.N.P.Q.T. et le Livre C.G.T. ».

Mais le conflit n'est pas entièrement réglé. Pour ce qui concerne l'inscription des numéros d'identification sur l'écran informatique — qui en avait été le détonateur — il pourrait trouver une solution lors de la négociation nationale entre le S.N.P.Q.T. et le Livre C.G.T., prévue le 7 décembre.

### ANCIENS COMBATTANTS

#### CORRESPONDANCE

#### Le 11 novembre et les cultes

M. Jean-Louis Colas nous écrit : La commémoration du 11 novembre 1918 a donné lieu en 1979 à plusieurs cérémonies dont au moins une — et sa retransmission — par tous les médias appellent quelques commentaires.

Il s'agit de la messe à la mémoire des morts en l'église Saint-Louis des Invalides à laquelle assistait, sa qualité, le chef de l'Etat.

N'est-ce pas là une récupération abusive du sacrifice de tant de morts dans une grande procession ?

portion n'avait pas le privilège d'être catholique ? Combien d'Annamites, de « Sénégalais » (en réalité ils étaient Guinéens), de « Malgaches », de « franco-musulmans », de protestants, de juifs, d'agnostiques, ont payé de leur vie le droit de défendre une république alors vraiment laïque ?

Qu'un président de cet Etat ait des convictions personnelles qui le conduisent à participer à toute cérémonie à titre privé, il n'y a rien à redire, mais qu'il se présente dans l'exercice de ses fonctions sous les voiles d'un lieu de culte à l'exclusion de tout autre, c'est afficher publiquement sa préférence pour une Eglise qui en France comme ailleurs depuis un an au moins — ne saurait se faire passer pour l'Eglise du silence.

[Dans le programme officiel diffusé par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants, nous figure l'officielle célébrée en l'église Saint-Louis-des-Invalides.]

BACCARAT ERCUIS BERNARDAUD

NOËL

CLUB PARADIS DE LA TABLE

des objets qui feront des cadeaux très aimés

38, RUE DE PARADIS, PARIS X<sup>e</sup> 246.90.61

### OPÉRATION SPÉCIALE

3 costumes (2 pièces)

1100 F

1 costume à partir de 500 F

3 pantalons 350 F

3 chemises 140 F

#### CLUB DX 131

#### TOUT LE PRÊT A PORTER

#### MASCULIN

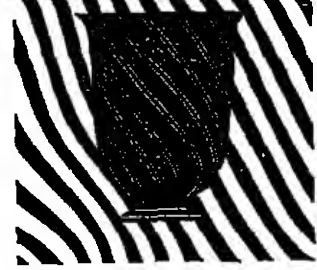
ouvert tous les jours sauf dimanche de 10 h à 18 h 30

#### CLUB DX 131

131, rue du Fg S<sup>t</sup> Honoré

75008

M<sup>e</sup> S<sup>t</sup> Philippe du Roule



Il y a maintenant

3 boutiques

PUIFORCAT

pour vos cadeaux et

vos listes de mariage

129 bd Hausmann - Paris 8<sup>e</sup>

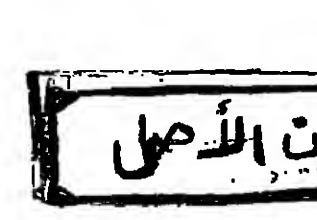
tél. 563.30.06

48 av. Victor-Hugo - Paris 16<sup>e</sup>

tél. 501.70.58

82 av. du Vieux-Colombier - Paris 6<sup>e</sup>

tél. 544.71.37



50.000.000.000



# SPORTS

## Le sport scolaire en question

C'est sous le signe de la contestation par les enseignants d'éducation physique que l'Union nationale du sport scolaire (U.N.S.S.) vient d'entamer sa seconde année d'existence effective. Créée par la loi Mazaud relative au développement de l'éducation physique et du sport,

qui instituait la séparation entre le sport scolaire et le sport universitaire, l'U.N.S.S. ne s'est pas encore remise du cadeau de baptême empoisonné de son ministre de tutelle, M. Jean-Pierre Soisson.

La réduction du forfait des enseignants — ramené de trois à deux heures, prises sur le temps de service — pour l'animation des associations sportives d'établissement a en effet entraîné, la saison dernière, une diminution de

10 à 15 % du nombre des licenciés et une perte de plus de deux cent mille pratiquants, notamment en athlétisme. Les sections sport-études connaissent aussi de nombreuses difficultés, à l'exemple de la section judo du lycée Michelet à Vanves.

### Mille postes d'enseignants « économisés »

Avec plus d'un million de pratiquants, l'ancienne association du sport scolaire et universitaire (A.S.S.U.) avait réussi à regrouper sur les stades, le mercredi après-midi, le quart des quatre millions d'élèves du secondaire. Ainsi ses compétitions d'athlétisme avaient rassemblé en 1977-1978 quatre cent quatre-vingt mille garçons et filles, alors que la Fédération française d'athlétisme compte seulement quatre-vingt dix mille licenciés.

Pour 11 francs de frais de licence, chaque élève peut pratiquer dans le cadre de l'U.N.S.S. une ou plusieurs des trente disciplines proposées, en compagnie de ses camarades de classe et sous la responsabilité d'éducateurs sportifs diplômés de l'enseignement supérieur. La comparaison avec les clubs où le bénévolat en vigueur est parfois synonyme d'incompétence explique sans doute le succès de l'U.N.S.S. auprès des scolaires et notamment des jeunes filles, souvent rebutées par l'encadrement plus masculin du sport civil. Dès lors, comment un ministre responsable et soucieux de l'avenir a-t-il pu décider de réduire les possibilités de développement du sport scolaire ?

Avec un budget de la jeunesse, des sports et des loisirs n'excédant pas 0,8 % du budget national, il faudrait certes un ministre magicien pour mener de pair une politique de développement du sport d'élite et du sport de masse. N'ayant pas ce don, M. Jean-Pierre Soisson, conscient, comme ses prédécesseurs, de ne pouvoir échapper au jugement olympique, a donc choisi de faire illusion en portant ses efforts sur la préparation d'une élite capable de masquer provisoirement les carences de l'éducation sportive en France. A charge pour son successeur de s'accommoder des conséquences de cette politique à courte vue.

En réduisant d'une heure par semaine le temps consacré par les vingt mille enseignants du secondaire à l'animation des associations sportives, M. Soisson gagne, en effet, vingt mille heures, transférées sur l'éducation physique. Sans rattraper le retard accumulé pour l'application effective des trois heures d'éducation physique dans le premier cycle et des deux heures dans le second, cette manœuvre lui permet d'« économiser » la création de mille nouveaux postes mais, en contrepartie, elle réduit d'un tiers les possibilités d'encadrement du sport scolaire au moment même où l'U.N.S.S. entreprend d'étendre et de diversifier son action.

Déchargée de l'organisation des championnats et des rencontres universitaires, qui incombaient autrefois à l'A.S.S.U., l'U.N.S.S. souhaite développer les compétitions pour les plus jeunes — elle regroupe trois cent mille minimes et deux cent cinquante mille benjamins — et les épreuves de masse. Son calendrier a déjà été étoffé par la création de nouvelles compétitions comme les championnats minimes d'athlétisme disputés jusqu'à la fin du mois de juin, et les championnats cadets par équipes. En plus de ces compétitions traditionnelles qui vont des districts vers les départements, puis les académies et enfin les championnats nationaux voire internationaux, l'U.N.S.S. souhaiterait développer les opérations « district-masses », regroupant des établissements pas trop éloignés qui mettent en commun leurs équipes pédagogiques pour mobiliser un maximum d'élèves.

En accord avec les enseignants d'éducation physique, l'U.N.S.S. a

été un nouveau projet de rénovation pédagogique concernant l'athlétisme, et envisage de le faire pour la gymnastique, la natation et les autres sports individuels. Avec « athlétisme 80 », il s'agit de redonner à la pratique de ce sport un air de fête, en associant davantage les jeunes à

l'élaboration et à la réalisation des programmes, en créant de nouvelles épreuves comme les relais sur des distances inégales pour intéresser le plus grand nombre, ou en multipliant les rencontres entre établissements en dehors des compétitions traditionnelles.

Ces initiatives démontrent que l'école pourrait rester le lieu privilégié de la pratique volontaire des scolaires, à condition que les associations sportives retrouvent un potentiel d'animation au moins égal à celui qu'il était avant la réduction d'une heure du forfait des enseignants. On

voit mal en effet comment le programme de l'U.N.S.S., notamment en athlétisme, pourrait être respecté cette année si la revendication des enseignants d'éducation physique, soutenus par les fédérations de parents d'élèves, pour le retour aux trois heures consacrées à l'animation des associations sportives, est toujours repoussée par le ministère de tutelle.

GERARD ALBOUY.

### GRANDEUR ET MISÈRE

Les responsables de la Fédération française de judo (F.F.J.D.A.) sont assez fiers de leurs sections sport-études. Dans les neuf centres, ils enregistrent en effet de bons résultats scolaires et sportifs (1). C'est particulièrement le cas dans la plus récente des sections installées depuis 1978 au lycée Michelet à Vanves (Hauts-de-Seine).

A cinq minutes des encombrements du boulevard périphérique se retrouve dans un parc de 17 hectares. Maronniers, pelouses, massifs autour d'un corps de bâtiment conçu par Mansard : un lieu de prédilection sans doute unique pour les potaches musclés avec ses terrains de « foot » et de rugby, ses courts de tennis, sa piscine couverte, ses salles de jeu, avec son « dojo » et son tapis de 300 mètres carrés où bataillent tous les matins vingt-sept garçons.

Le censeur est attentif à tout ce qui concerne les activités physiques et fait volontiers la

liste des succès obtenus par son établissement sur les stades. Le lycée, qui possède des installations exceptionnelles, abrite une autre section sport-études pour les footballeurs. Les élèves judokas ne sont pas des « mules » qui idolâtreraient seulement Jean-Luc Rougé, le Français champion du monde de la spécialité. Certains ont déjà annoncé qu'ils abandonneront leur kimono le dernier trimestre pour préparer activement leurs examens.

L'ambiance studieuse n'a pas empêché Delrieux (catégorie lourd) de devenir champion de France junior, en octobre dernier, à Tours, puis de figurer honorablement aux championnats d'Europe, à Edimbourg (le Monde du 6 novembre). De plus, chacun subit chaque trimestre un examen de santé à l'hôpital Cochin, à Paris, où les résultats sont rassemblés et comparés par ordinateur. Voilà pour l'aspect positif.

Il y a pourtant des ombres :

d'abord en raison des conditions de création de cette section. C'est un professeur de... chant qui conseilla au vice-président de la F.F.J.D.A. de s'adresser au lycée Michelet où l'ancien champion Jean-Paul Coche avait animé une association sportive. Et l'affaire s'est réglée « entre hommes », procédure sans nul doute efficace mais pour le moins surprenante. Ensuite les conditions matérielles qui sont faites aux élèves sont loin d'être idéales. Certes, ici, les professeurs des disciplines intellectuelles ont été conciliants, et un seul élève a dû choisir entre une heure de latin et une heure d'entraînement. Mais, tous pensionnaires, ils grelottent la nuit parce que l'augmentation du prix du fuel n'était pas prévue dans le budget de l'économie. Et, bien que pratiquant deux heures de sports par jour, ils ont au réfectoire un ordinaire à peine amélioré par rapport à leurs camarades non sportifs, car l'intendant ne dis-

pose que de 2,50 F par jour pour le supplément de protéines et de calories.

Enfin, le professeur d'éducation physique, M. Jean-Claude Prieur, cinquième dan de judo, qui a pris en charge la section n'a pas officiellement de poste. Employé dans un autre établissement de la banlieue parisienne, il fait ce service en heures supplémentaires — dans l'administration elles sont peu payées — et attend depuis deux ans l'ouverture d'un poste à mi-temps bien improbable dans le cadre du plan de relance du sport à l'école du ministère de la jeunesse des sports et des loisirs puisque Michelet y a perdu un enseignant l'an dernier.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Près de 80 % des candidats ont réussi au baccalauréat, et quatre membres des sections sport-études sur les cinq engagés aux championnats d'Europe junior ont été médaillés lors de la saison 1977-1978.

N°2



## ACTUEL

N° 2 MENSUEL, 120 PAGES EN VENTE PARTOUT 10 F.

**CE MOIS-CI ACTUEL PRÉSENTE : LES JAPONAIS BARBOTENT DANS L'AN 2000.**

Les Japonais ont déjà inventé le téléphérique baignoire au-dessus de la baie d'Osaka. Ils ont déjà expérimenté les villes sous-marines, les cuisines télécommandées, les autoroutes automatisées et ils préparent avant nous le monde de l'an 2000.

Actual raconte tous les mois les grands récits, des personnages, des aventures et des photos couleur.

Ce mois-ci pour son deuxième numéro, Actual a découvert le Japon automatique, sorti son reporter des prisons éthiopiennes, rencontré la nouvelle morale du rock, été bouleversé par toutes les photos d'une histoire d'amour.

Actual, le magazine des années 80, nouveau et intéressant.





LE JOUR DU THÉÂTRE

Tourcoing.

Après des créations collectives, Martin Eden, Attention au travail (prix Georges-Lermontier, 1979), après un Labiche, la Station Champbaudet, le centre dramatique du Nord-Théâtre de la Salmandre, se consacre pour la première fois à la tragédie et à la discipline des alexandrins, à Racine. Il présente du 4 au 22 décembre Britannicus, de l'Idéal Cinéma de Tourcoing.

« Le soul de monter un grand classique n'est pas pour les gens dans notre décision, déclare Gilles Bourdet. Par-delà les approches très diverses de l'ouvrage au cours des siècles, quelque chose persiste, un sentiment du tragique qui n'est pas étranger à notre époque. Britannicus raconte la tragédie d'un individu qui ne peut plus continuer à vivre dans un monde qui change sans eux et auquel ils ne comprennent plus grand-chose. Ce thème, trois siècles plus tard, revient au premier plan. » (Corresp.)

Fontevault.

Racine encore, dans l'abbaye de Fontevault, où Racine fit pour la première fois la lecture d'Esther à la mère abbesse de cet établissement, qui, aujourd'hui, fait partie de l'association des centres de recherche et de la Centre culturel de l'Ouest. Henri Ronse y organise la deuxième édition de la tragédie française les 30 novembre et 1<sup>er</sup> décembre. Il y donne deux représentations de la tragédie chrétienne dans sa version intégrale, avec la musique et les chœurs de Jean-Baptiste Moreau, et une distribution entièrement féminine. Le spectacle sera repris au Théâtre Oblique du 13 au 16 décembre.

Rennes.

Nuria Espert — on se souvient de ses spectacles avec Victor Garcia : les Bonnes, Yerma, Divines Paroles, — est à la Maison de la culture de Rennes les 6 et 7 décembre. Elle y donne un récital Raftelli Alberti, qui a réuni cet été en Espagne des dizaines de milliers de spectateurs fervents, qui vient de triompher au Ritravido de Londres. Elle y chante de la poésie et un voyage à travers l'ombre et le soleil, à travers les pulsions de vie et de mort. Les traductions en français des poèmes qui sont distribués permettent à un non-hispanisant de suivre le récit.

Théâtre Ouvert.

Il y a les mises en espace, le Graculor. A présent, les mises en scène : des lectures de textes, inédits, toujours, mais sélectionnés, dits par des comédiens sous la direction d'un metteur en scène. Cela se passe au Centre de la communauté française de Belgique. Le 8 décembre, à 18 heures : Le Rendez-vous dans le square, de Michel Bedetti, par Jean-Claude Amyl. A 21 heures : Dénouer l'image, de Louise Dourtey, par Jean-Louis Jacopin. Le 9, à 18 heures : Flammes Volantes, de Maurice Regnaud, par Jacques Ermer. Le week-end suivant, il y aura : le samedi 15, à 18 heures : La mer n'est jamais loin, de Gérard Le Cam, par Antoine Boursailler ; à 21 heures : Carthage encore, de Jean-Luc Laporte, par Jean Bouchaud ; et le dimanche 16, à 18 heures : Combat de nègre et de chiens, de Bernard-Marie Koltès, par Gabriel Monnet.

Lorca - Boursailler.

Antoine Boursailler inaugure le 1<sup>er</sup> décembre la petite salle du Théâtre Montparnasse avec une pièce inédite de Federico Garcia Lorca : S.T., premier acte d'un drame social, écrit en 1935 dans une Espagne pré-révolutionnaire. S.T. signifie « sans titre » et Garcia Lorca désigne sa pièce comme un « drame social, encore sans titre, avec intervention du public de la salle et de la rue, où éclate une révolution et où l'on donne l'assaut au théâtre ». La distribution comprend Jean-Pierre Bizon, Martine Epin, Christian François, Greg Germain, Claude Hebert, Pierre Hossein, Danièle Lebrun, Denis Lorca, Michel Rastina.

« LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE » à Lyon  
La femme selon Audibert

Jacques Weber a pris la direction du centre dramatique Lyon-Théâtre du VIII<sup>e</sup> dans une situation inconfortable : il n'était pas le candidat de la municipalité, il était « parachuté » par le ministre face à des candidats lyonnais, et son prédécesseur, Robert Grimes, a laissé chez certains des regrets. Mais Jacques Weber a proposé un programme qui lui a valu d'atteindre cinq mille abonnés, et sa première création semble rencontrer la faveur du public. Peut-être par stratégie ou superstition, par goût personnel sans doute, il a choisi Audibert, auteur fétiche de Marcel Maréchal. Il a mis en scène sa « Mégère apprivoisée », dont le rapport avec la pièce de Shakespeare est assez lointain. Catherine (Caroline Cellier) n'est plus une virago mise au pas à la schiague par un super-macho truculent. Elle est la fille farouche et proleuse de la folie d'une sensualité animale et tendre que se retrouve dans toutes les pièces d'Audibert. Ici, elle effrène, sinon son indépendance du moins sa manière d'être et de vivre. Petruccio (Jacques Weber) est un personnage double. A la frontière du jeu et de la réalité, de la scène et de la salle, il agit en Monsieur Loyal, présente au public la comédie et y participe, finit. Il en est l'acteur et l'animateur. Les décors de l'équipe Cragus, s'adaptent à cette dualité. Le territoire personnel de Petruccio est fait de lignes nettes et belles, une géométrie en gris et blanc ; le décor de scène soigneusement dessiné en trompe-l'œil, un mur de briques, la grande salle du château défilant sur les murs, tout sur ton, les bastonniers suspendus traçant des cercles. Le domaine de la fable, en revanche, est encombré de grandes sculptures informes, genre plâtre coloré par endroits, encombrantes, aberrantes, d'une redoutable laideur.

Comme s'il fallait absolument insister sur le caractère dérisoire des personnages, vus en stéréotypes de farce vaudevillesque, en peints dans des habits, dus à Dominique Borg, assemblés des pastels, des nuances safran, les costumes, vives de couleurs voyantes, les excentricités de la Renaissance vénitienne et le luxe étincelant d'un Orient de ballets russes. Leur surcharge baroque traduit la verbosité d'un texte interminable, bien que réduit d'une heure.

Jacques Weber s'est laissé emporter par son amour des pièces folsonnantes, s'ygiques, à tirades piétiées sur ses mots, s'embrouille dans des intrications amuses, censées établir des jeux de reflets et qui ne sont que des chemins sans issue. Ce qui pousse les comédiens à faire des numéros, dont certains sont réussis (Jean-François Balmer, Robert Murzeau). Mais ce sont de simples digressions à l'effacement d'un homme et d'une femme essayant de briser les solides schémas traditionnels de domination qui les empêchent de se rejoindre, de se connaître, sans musique.

Caroline Cellier, défigurée par sa perruque orange, n'est pas à l'aise dans la violence ; elle est émue dans sa recherche de la vérité. Jacques Weber, metteur en scène s'est embourbé dans cette pièce et n'a pas encore en main la scène du Théâtre du VIII<sup>e</sup>, qui lui justifie hauts et bas de son spectacle, ses échecs et ses promesses. Acteur moins bourru que de costume, il ralle avec finesse les lies de son personnage et sait lui donner une sensibilité mélancolique.

COLETTE GORDARD.

★ Théâtre du VIII<sup>e</sup>, jusqu'au 9 décembre.

CHANSON

Le blues prussien de Wolf Biermann

Wolf Biermann, l'auteur-compositeur et chanteur le plus populaire d'Allemagne, est à Paris pour une tournée. Si la soirée au Festival des Chansons de 1976, l'année du vingtième Congrès, Brecht avait dû faire un bond considérable, il n'aurait pas été possible de lui-même, comme beaucoup l'ont dit. Dans des situations précises, les hommes de la chanson radicale, de changer pour eux. Wolf Biermann, compositeur et chanteur, est à Paris pour une tournée. Si la soirée au Festival des Chansons de 1976, l'année du vingtième Congrès, Brecht avait dû faire un bond considérable, il n'aurait pas été possible de lui-même, comme beaucoup l'ont dit. Dans des situations précises, les hommes de la chanson radicale, de changer pour eux.

« Wolf Biermann est né il y a quarante-trois ans à Hambourg. Son père était un docteur juif allemand, mort à Auschwitz en 1942, et sa mère, une juive allemande, s'adaptant à cette dualité. Le territoire personnel de Petruccio est fait de lignes nettes et belles, une géométrie en gris et blanc ; le décor de scène soigneusement dessiné en trompe-l'œil, un mur de briques, la grande salle du château défilant sur les murs, tout sur ton, les bastonniers suspendus traçant des cercles. Le domaine de la fable, en revanche, est encombré de grandes sculptures informes, genre plâtre coloré par endroits, encombrantes, aberrantes, d'une redoutable laideur.

« Wolf Biermann fonde en 1961 le « BAT », le théâtre des travailleurs et des étudiants de Berlin. De 1962 à 1965, il donne des représentations publiques de chansons où il dit, ce qu'il pense, ce qu'il croit. D'une voix qui passe de la douceur à la violence, de la plainte à l'appel, ou à la verve grincante, Biermann est un chansonnier dont les chansons affrontent la réalité de son pays, dénoncent la dégradation bureaucratique, la trahison, l'abandon des idéaux par des carriéristes du dogme, chantent des poèmes à la vie et à la liberté.

En 1965, Biermann est frappé d'une interdiction totale de donner des spectacles en public et de publier ses écrits. Pendant deux ans, il ne pourra chanter que pour des amis dans son petit appartement. Il n'aura pas la possibilité de jouer avec d'autres musiciens. Pourtant il ne changera ni son esprit de combat ni son style. Il ne devient pas un chanteur solitaire, un « poète pour survivre ». Port-parole d'un socialisme à visage humain, il ne fera pas appel à l'ellipse qui est, dit-il, « l'arme des esclaves ».

Les chansons et les musiques de Wolf Biermann doivent beaucoup à la tradition allemande, celle des complaintes de la révolution, paysanne du XVIII<sup>e</sup> siècle, celle des chansons ouvrières, mais une telle du romantisme et, bien sûr, Biermann a été influencé par Brecht et Hans Eisler, mais aussi par le chanteur de blues Leadbelly « ce qui le fait, dit-il, d'être un blues prussien — et, plus tard, par Bob Dylan.

« Les mots de Biermann ont une force et un humour peu communs. La musique n'est pas simplement un véhicule, une servante du texte, mais donne une autre gamme d'émotions indispensables. Les récitals de Wolf Biermann ne sont pas planifiés par le temps. Il peut tout aussi bien chanter une heure que deux, trois ou quatre heures d'affilée. Il a cinq chansons à sa disposition, et il est à l'écoute sensible du public.

CLAUDE FLEOUTER.

★ Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, jusqu'au 2 décembre, 18 h. 30.

ROCK

Le phénomène Supertramp

A contre-courant des divers modes du rock de ces dernières années, du jazz-rock, du punk, du reggae, du country-rock, à l'opposé du blues ou du disco, Supertramp est depuis quelques mois le nouveau phénomène de la scène musicale.

Né à la fin de 1970 de l'association de deux musiciens anglais (Richard Davis et Roger Hodgson), le groupe mena quatre années avant de rassembler un personnel stable (avec John A. Halliwell aux instruments à vent, Dougie Thomson à la basse, et Bob C. Benberg à la batterie et aux percussions) et de trouver sa voie dans une forme de rock sophistiqué et complexe, autrefois illustré par des groupes comme Procol Harum, Canavan et Moody Blues.

Longueurs, dans les studios anglais d'Abbey Road, puis dans ceux de Californie, Supertramp a travaillé sur des mélodies limpides, les « tristes » d'une manière adhésive, en signifiant la construction et le développement des sons, en jouant sur la fluidité, la joliesse, les contrastes, en menant en valeur une sorte de dimension symbolique. A coup sûr, les musiciens de Supertramp ont voulu avec le plaisir de la mélodie simple, clairement exposée, avec un certain traditionalisme aussi. Mais la mise au point de ce que Supertramp lui-même appelle une « musique de sons », l'exigence de perfection maniaque, le travail d'ensemble et l'efficacité des harmonies vocales méritent tout le même l'attention — moins aussi l'inspiration du piano acoustique, comme dans Procol Harum.

L'originalité de Supertramp n'est sans doute pas bien profonde. Mais son élan surprend surtout aux États-Unis et en Europe — fait unique : toutes les places au Pavillon de Paris étaient prises depuis un mois, dans un temps de crise et de doutes, marque le retour à une musique de divertissement pour l'oreille, de remplissage vers le rêve, et à des mots simples qui véhiculent l'espoir en l'individu. Find yourself a new ambition. Trouvez-vous une nouvelle ambition, un nouveau projet. — C. F.

★ Pavillon de Paris, jeudi 28, 20 heures.

M. MITTERRAND ET LA DÉFENSE DES FILMS RURAUX

Dans un message adressé aux organisateurs du festival d'Aurillac Cinéma et monde rural, M. François Mitterrand, premier ministre du P.S., affirme qu'une nouvelle politique du cinéma devrait avoir pour ambition de « réaliser l'adhésion du peuple et de l'art cinématographique ». Rappelant que « trois grandes compagnies de salles tiennent les producteurs et les réalisateurs à la gorge », M. Mitterrand estime que « la fête culturelle populaire a été sacrifiée à la rentabilité capitaliste » et qu'en conséquence « la terre de France est le plus souvent délaissée des écrans ». Selon le premier secrétaire du P.S., les grands films ruraux d'aujourd'hui existent, ils s'appellent l'Arbre aux sabots, Padre Padrono, les Moissons du Ciel ou Sibiria ; et les spectateurs connaissent mieux les vies des paysans italiens, américains ou russes que la condition rurale française ». M. Mitterrand conclut : « Pour les socialistes, si attachés à la défense de toutes les identités culturelles nationales, cette situation est profondément injuste. La France ne plonge-t-elle pas ses racines dans le monde rural ? »

NOTES

Cinéma

« La Bourgeoise et le Loubard » de Jean-Louis Daniel

Tourné au début de 1977 avec un petit budget, bloqué pour l'exploitation, en 1978, le film de la taille de la société de production, « Le Trottoir des allongés », premier long métrage de Jean-Louis Daniel, sort maintenant sous un autre titre recoloré qui voudrait lui donner une valeur commerciale. Pavillon de complaisance pour une triste drame.

La pauvreté des moyens ne peut servir d'excuse à la pauvreté d'inspiration d'un apprenti cinéaste aux idées courtes prétendant dénoncer les différentes façons de s'allonger dans la société libérale avancée et en faisant se reconnaître, pour de moines palpitants, une révolte sociale embrasée dans la vie, un marginal gigolo et cambrioleur, la femme, frustrée, d'un industriel, et une fille qui couche avec tout le monde pour le plaisir ou pour l'argent. Il y a là une journée et valne

DANSE

Le Manfred de Noreev au Palais des sports

Les salles de ballet sont d'une indigence désarmante. L'autre soir, le Théâtre des Champs-Élysées applaudissait la production sur scène, étonnante mais difficilement supportable, de la sexogénéral Alicia Alonso à la tête du Ballet national cubain. Mardi, le Palais des sports a fait un succès à « Manfred », une chorégraphie de Rudolf Noreev, qui est en réalité un monument d'ennui dans des décors et des costumes hideux. Je préfère décidément les réactions cruelles mais sourdilles du théâtre lyrique, qui sanctionne avec fureur la moindre fausse note.

Venons-en donc à cette « création mondiale », dont on nous parle depuis des semaines et pour laquelle on n'a pas négligé de réquisitionner le ballet de l'Opéra, étoiles comprises.

« Manfred », de Byron, dont est tiré l'argument, est d'un poème métaphysique que Victor Hugo lui-même voyait comme à travers un crêpe de deuil ; et dont il soulignait « le vague et l'obscurité ». Pour en tirer, sur l'admirable partition de Tchaïkovski, des images originales, il aurait fallu la patte du « Béjat » de Baudelaire — et encore. Privant la scène de sa présence magique comme interprète principal — pour cause de blessure — Noreev chorégraphie ne pouvait prétendre tirer d'un pareil poème une histoire lisible, comme il l'avait réussi dans son excellent « Roméo et Juliette », si joliment illustré par le décorateur italien Ezio Frigerio. Dans les quatre tableaux, qui nous sont proposés ici, je n'ai vu qu'un vague fouillis à la russe comme le Balchoï nous en présente à sa première venue à Paris, il y a vingt-cinq ans. A l'époque où les champions de la caméra, Joseph Losey, Ingmar Bergman ou Ken Russell, prennent sous les nouveaux angles les chefs-d'œuvre du répertoire.

OLIVIER MERLIN.

Eliot Feld au Théâtre des Champs-Élysées

Variant de New-York, Eliot Feld est arrivé à Paris précédé d'une réputation flatteuse puisque ses concitoyens le situent immédiatement après Balanchine et Robbins. Pour être attendrissants de lui, il faut de ces deux grands chorégraphes, qui ont développé au ballet spécifiquement américain.

A l'âge de douze ans, Eliot Feld participait à des comédies musicales. Il fut Baby John dans le film « West side Story » et présente sa première création, « Harbinger », à l'American Ballet Theater, dont il était un des solistes. Depuis 1973, il possède sa propre compagnie et compte déjà à son actif une trentaine de ballets. C'est dire si on l'attendait avec curiosité.

D'emblée, on est agréablement frappé par le haut niveau technique des danseurs, leur vitalité, leur optimisme, impression déjà ressentie avec d'autres compagnies américaines, qu'il s'agisse de Paul Taylor, de Lar Lubovitch ou de Louis Falco. Les ballets d'Eliot Feld reposent sur la technique classique mais utilisent d'une manière fonctionnelle par un chorégraphie qui n'hésite pas à la mener rondement pour lui donner un visage contemporain.

« Intermesso » séduit d'abord par ses inventions de pas, ses enchaînements inhabituels, et ses portés audacieux. Surtout, on se sent géré par l'effacement d'œuvres de Brahms pour un ballet, qui rappelle les compétitions de danses de salon par couples avec des figures compliquées ou comiques. Ce manque de finesse musicale se retrouve dans « The Gods amuse », pas de trois athlétique, bien articulé, aux références balanchiniennes, mais insensé au climat impressionniste suggéré par la musique de Debussy. Un excellent danseur s'y révèle, Edmund Lafosse.

« Harbinger » est un ballet solitaire bien accordé, lui, au « Cinquième Concerto », de Stravinsky. Les danseurs, lancés sur une scène par une main experte, s'éparpillent, se regroupent comme des levées de cartes. Le dernier mouvement, qui les utilise en cinq ou six groupes simultanés, témoigne d'un sens de la composition. C'est certainement le ballet le plus intéressant de la soirée ; il date de 1967.

« Half Time », est de 1978. « Joyeuse évocation de certains aspects de la vie américaine », sur une musique de Morton Gould, il relève du super-défilé de mallettes sur fond de banquette étoilée. Il n'y a aucune invention chorégraphique ; nous sommes loin des évolutions de « Stars and Strips », de Balanchine. Et cependant, la troupe parvient presque à subjuger la salle par le seul fait de sa prestation forcenée.

MARCELLE MICHEL.

★ Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30.

application à réaliser (images et dialogues) un « mix » de provocation japonaise et d'humour d'avant 1968. Et qu'on ne vienne pas nous dire que c'est la faute des distributeurs et des critiques, si un certain « jeune cinéma français » ne trouve pas d'audience. Jean-Louis Daniel et quelques autres n'ont à s'en grande qu'à eux-mêmes de leurs sautes consternantes.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

Jazz

Braxton en trio

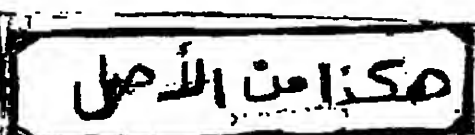
Dans ce nouvel espace de la création braxtonienne que représente le trio, la nouveauté tient pour une grande partie au synthétiseur de Richard Teitelbaum. Cet instrument, le plus silencieux, semble-t-il, de l'expression de la sensibilité humaine, à l'opposé du saxophone de Braxton et du trombone de Ray Anderson, véhicule sans les doigts de Teitelbaum sa part d'émotion. Serait-il donc possible de faire corps avec des boutons, des curseurs et des circuits intégrés ?

Anthony Braxton abandonne à d'autres l'attachement à la tradition, le parti pris des racines. S'il joue le blues parfois, c'est qu'il entend négocier avec les musiques de son temps. Mais, décidément, Braxton joue une musique qui se détache de tout, promettant un art universel, sans mode d'emploi.

PAUL-ETIENNE BAZOU.

★ Anthony Braxton Trio, le 30, à 21 h. 30, au Bataclan.

« Le Sauris », court métrage réalisé par Michel Guyot, un cinéaste amateur, a été primé à Vienne du deuxième Festival de Paris du film super-8, organisé à l'UNESCO par la Société de cinéma et d'audiovisuel et patronné par la Ville de Paris.





# VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... h. : ouvert jusqu'à... heures

## DINERS AVANT LE SPECTACLE

**AUB. DE RIQUWIER** 770-62-89 Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières  
12, faubourg Montmartre, 9<sup>e</sup>. T.L.J.s

## DINERS

## —RIVE DROITE

<b>LA GAIOTHE</b>	26-39-93	J. 23 h. Le Patron Noël SIEFFE dresse le menu : ses 7 poissons et 6 salades. Ses plats du jour. MENU 45.50 F. boisson service compris.
<b>6 rue Goudault, 1<sup>er</sup>.</b>	T.l.j.s	
<b>CAVAYE FRANÇOIS-VILLON F.D.</b>		Ses caves du XIII <sup>e</sup> siècle. Déjeuners. Soupers. Jusqu'à 23 heures.
<b>64, rue de l'Abre-Sec, 1<sup>er</sup>, 236-10-62</b>		Toast à la moelle. Feuilleté léger de poireaux. Papillote de saumon.
<b>MUSCADE</b>	297-51-35	au Palais-Royal, à l'intérieur ou sur les jardins. Son Buffet froid
<b>34, rue de Montpensier, 1<sup>er</sup>, T.l.j.s</b>		(Assiette Nordique), Buffet chaud avec plat du jour.
<b>DARROU</b>	742-83-80	Cadre typique Spéc. macarones réputées Coucouas. Pastilla. Tagines.
<b>46 rue Sainte-Anne, 2<sup>e</sup>.</b>	T.l.j.s	Méchoui. Vin de Boulogne. Salon, salle climat On sert J 23 h 30
<b>BOUQUET HASSAN SA. 236-34-34</b>		Spécialités macarones Coucouas, Méchoui, Tagines, Pastillas
<b>27, rue d'Orléans, 2<sup>e</sup> F.D/m</b>		Déjeuners. Dîners. Ambiance musicale
<b>ASSIETTE AU BOUF-POCCARDI</b>		Propose une formule « Bouf » pour 31.50 F a.n.c. le soir jusqu'à 1 h
<b>9, bd des Italiens, 2<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		du matin avec ambiance musicale Grande Carte Desserts Ouv dim
<b>RESTAURANT PIERRE F.D/m.</b>		Maison de réputation mondiale dans un cadre Second Empire. Dîner
<b>Place Gallien, 26, 265-47-04</b>		sugg. 99 F et carte. Poissons, Grillades. Spéc. du Sud-Ouest. Parking.
<b>VICTORIA STATION 236-73-17</b>		J. 9 h. 30 dans le cadre unique d'un vieux wagon Pullmann. Grillades.
<b>11, bd Montmartre, 2<sup>e</sup> (face Grévin)</b>		Vandées. Poissons au charbon de bois. Ses spécialités. Salle climatisée.
<b>LA CHAUMIERE EN LITE</b>		Fermé lundi-mardi matin Pour vos déjeuners d'affaires, dans le calme
<b>42, rue J.-du-Bellay, 4, 354-37-54</b>		de la Cité Saint-Jacques. Spécialités de la cuisine de la Canard.
<b>ASSIETTE AU BOUF T.l.j.s</b>		Polsoons. Noisettes d'Agneau Parking Pont-Marie - Notre-Dame
<b>12, Champs-Élysées. 2<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		Propose une formule « Bouf » pour 31.50 F a.n.c. le soir jusqu'à 1 h
<b>BISTRO DE LA GARE</b>		du matin Grande Carte de Desserts Ouvert le dimanche
<b>Champs-Élysées. 2<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		Propose 3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31.50 F a.n.c. le soir jusqu'à 1 h.
<b>2, rue Châteauneuf. 2<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		du matin Grande Carte de Desserts Décor d'un bistrot d'hôtel Ouv dim
<b>FOULANGES LANDAIS 350-50-25</b>		Fermé samedi, dimanche. Jusqu'à 23 h. 30. Spécial. Landaises : Pige-
<b>4, rue Saint-Pierre-du-Val 236-34-34</b>		rons, Canard, Poulet, Saumon, Truite, etc. etc. etc. etc. etc. etc. etc.
<b>LE SABLARDAIS 522-93-23</b>		J. 22 h. Cuisine périgourdine. Menu 99 F - 1/2 vin du pays. SA CARTE.
<b>2, rue de Vienne, 8<sup>e</sup> F.D/m</b>		à alcool de prune, avec fols gras, cassoulet ou confit. SA CARTE.
<b>L'AUBERGE DES TEMPLES T.l.j.s</b>		Restaurant Cambodgien, fine cuisine, époque d'Angkor, spéc chin.
<b>74, r. de Dunkerque (M<sup>e</sup> Avenir) 9</b>		vietnam, thaï, japon. prépar. par aux chefs du pays - 874-41-41
<b>PAGODA 574-81-48</b>		Priz Baguettes d'Or de la gastronomie chinoise et médaille d'argent
<b>50, rue de Provence, 9<sup>e</sup></b>		de Paris. Spécialités crevettes et canard laqué. Tous les soirs.
<b>BISTRO DE LA GARE T.l.j.s</b>		3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31.50 F a.n.c. le soir jusqu'à 1 h.
<b>2, rue Châteauneuf. 2<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		du matin Grande Carte de Desserts Décor d'un bistrot d'hôtel Ouv dim
<b>TV COY 42-46</b>		J. 22 h. 15 à 1 h. Menu dans un cadre unique. Spécial. Canard.
<b>35, rue Saint-Georges. 8<sup>e</sup> F.D/m</b>		J. 22 h. 15 à 1 h. Menu dans un cadre unique. Spécial. Canard.
<b>AU PETIT NICHIE F.D/m. et fêtes</b>		Jusqu'à 21 h. 45. Ouv. dep. 1864. Cadre Spéc. Empire authent. Fols gras
<b>16, rue Le Pelletier, 9<sup>e</sup> 770-88-90</b>		italien. Canard maison. Poissons aux légumes. Salons de 8 à 45 couverts
<b>LOUIS XIV 206-56-06 200-19-30</b>		Déjeuners Dîners Soupers après minuit Fermé le lundi et le mardi.
<b>8, boulevard Saint-Denis, 10<sup>e</sup></b>		Huitres. Fruits de mer Crustacés. Bœufsteaks. Salons Parking.
<b>X'EMER F.D/m. et lundi midi</b>		Dans un cadre raffiné et très confortable: Grillades et Spécialités
<b>10, rue d'Artois, 10<sup>e</sup> 770-51-00</b>		orientales. Coucouas de 3 à 35 F. Taglins 35 F. MENU 40 F a.n.c.
<b>LE GRAND CREUX 732-86-81</b>		J. 22 h. 15 à 1 h. Menu dans un cadre unique. Spécial. Canard.
<b>5, avenue de New-York. 10<sup>e</sup></b>		Fruits de mer Crustacés. Végétal. gastronomie chinoise
		Fruits de mer Crustacés. Végétal. gastronomie chinoise
<b>LA ROTONDE DE LA MURLETTE</b>		POISSONS. HUITRES. COQUILLAGES. GRILLADES premier choix
<b>12, chaussée de la Muette. 10<sup>e</sup></b>		Ouvert tous les jours - T. 288-20-95 et 288-78-79
<b>SAINTE-JEAN-PIED-DE-PORT T.l.j</b>		Menu 99 F Le D <sup>re</sup> D'AFF DINERS SOUPERS jusqu'à 2 h. matin
<b>12, av. Wagram, 1<sup>er</sup> Parc aux Minimes</b>		SPECIALITES A LA CARTE GIBIERS DE SAISON FRUITS DE MER
<b>12, av. Wagram, 1<sup>er</sup> Parc aux Minimes</b>		Wagram, 1 <sup>er</sup> Parc aux Minimes. Spécial. Canard. Ouvert le dimanche
<b>CHEZ GROSJEAN 574-81-30</b>		Ses plats du jour. Son petit sauté, son gigot, ses pièces tranchées
<b>27, bd Pereire, 1<sup>er</sup> Porte Maillot</b>		devant vous. Fermé dimanche.
<b>BRASSERIE DU TABAC FIGALLE</b>		Ouvert jour et nuit. RANC D'HUITRES t.l.j.s renouvelé. Son plat
<b>60-72-90, place Figalle, 18<sup>e</sup> T.l.j.s</b>		du jour. Ses spécialités : Choucroute 18, Gratinée 12. Ses Grillades
<b>AM CLOCHER DE MONTMARTRE</b>		Hambes. Buf. Spécialités. Spécial. Bière LOWENBERG MUNCH.
<b>40, rue de la Chapelle, 1<sup>er</sup></b>		Jusqu'à 22 h. 30. SPECIALITES AUVERGNOISES. Cochonnailles. Potée.

## RIVE GAUCHE

14	CLOS DES BERNARDINS	Angle boulevard Saint-Germain. Menu 78 F. G. Chronométrique 195 F.
15	du rue de Pocheuse. P. 354-70-07	Déjeuner. Dîners aux chandelles. Fermé le lundi. (Cartes de crédit.)
16	LE REVEREND CHOUÏNI F/din.	Réservations 325-96-83. Services de 19 h. à 1 h. du matin. 78 F.
18	rue des Fossés St-Bernard. 5 F.	HUITRES A VOLONTÉ + 1 plat au choix (plano - bar).
LA TRUFFIERE	P/32-29-82	De 19 h. à 24 h. Vieille maison de village avec salon, seu feu de cheminée. Caves antiques. Spéc. du Périgord. MENU 78 F b.c., a.c.
4	de Saint-Vincent. 5 F.	Propose une formule «Bœuf» pour 31,50 F a.n.c., le soir jusqu'à 1 h.
ASSIETTE DE	Tijlre	du 19 h. à 24 h. Cuisine traditionnelle. Spécialités de la région.
1	du boulevard des Capucins-Fr. 58 F.	3 hors-d'œuvre, 3 plats, 31,50 F a.n.c. Décor charmant monument historique.
2	BISTRO DE LA GARE	Grande Carte Desserts. Jusqu'à 1 h. du matin. Ouvert dimanche.
58	bd du Montparnasse. 5 F. Tijlre	
CHEZ FRANÇOISE	561-97-30	Ouy DEMESSENGE Fols gras fra. Barbu. aux petites légumes.
ADG. invalides. F/1undi	705-10-03	Fillets de Sole «Françoise». Lapereau sauté au vinaigre de Xérès.
TAVERNE ALSACIENNE	528-90-90	Ouverte tous les jours. Une des MEILLEURES CHOUCROUTES DE PARIS et toutes les HUITRES (350 places).
285	rue de Vaugirard	
5	LES 9 EPHS	A 5 F. de Montparnasse. Dôf. Din. Fols gras St-Jacques. Confit. Menu
1	de la F.D. aux m. et fêtes	de 19 h. à 24 h. Cuisine traditionnelle. Spécialités de la région. Cartes de crédit.
LA MANDRAGORE	331-60-01	Déjeuner. Dîner. Jusqu'à minuit. Perm. dimanche et lundi midi.
21	rue des Gobolins. 12 <sup>e</sup> .	Cadre intime. Spécialités et plats du jour. P.M.B. : 100 F.

## DINERS - SPECTACLES

<b>HOUTON DE PANURGE</b> 742-78-47 7, rue de Cholestat, 2 <sup>e</sup> . T.I.R.	Jusq. à h. Décor de Dubout connu au monde. Diners. Soupers animés. av. chand. paillassades, plate rebelle, servis par nos maitres. P.M.R. 120 F.
<b>CHEZ VINCENT</b> NOB. 21-27 M 4, rue Saint-Laurent, 10 <sup>a</sup> . F.d.m.	Dans le cadre typique d'une Hacienda. Diners dansants aux chandeliers Bataillons avec LOS MUCCACHOS. Spécialités espagnoles et franç.

**—HORS DE PARIS**

<b>CHATEAU DE LA CORNICHE</b> *** Boisbèche, 60 km de Paris.	<b>UN WEEK-END GOURMAND DANS VOTRE CHATEAU - HOTEL PARC TENNIS, PYCNIE 27 chambres, 7 salles, DES-ET-DE-TOURNAI</b>
<b>MOMENTANÉ</b> 742-79-44 F.d.m. 4, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s/M.	Jusq. 22 h. 40 RANG D'EUFRATES, ses 17 plats de poissons (Frites Baccas Marinières). Ses spécialités (En plein bras brulé aux olives).
<b>SERILLOU</b> 624-71-31 - 71-23 30, av. Ch.-de-Gaulle, Neuilly-s/M.	Porte Maillot. Jusq'à 22 h. Le spécialiste du Gigot aux haricots, mais aussi son Banc d'Eufrates et ses Poissons. Tous les jours.

## SOUPE À L'ORZO

**LE CONGRÈS** Pte Mailhot, 12 h. à 2 h. 22 h. 17-74-34  
80 av. Grande-Armée POISSONS  
BANC D'OUTRITES toute l'année  
Spéc. de viandes de bœuf grillées

**LE PETIT ZINC** rue de Bucl, #  
125-31-32  
Huitres - Poissons - Vins de pays

**L'APOLLAIRINE** 189, bd Saint-  
Jacques, 125-30-30  
Germinal, # - Bon bœuf d'huitres  
SFG. POISSONS - GRILLADES

**WEPLER** 14 place Gheych, 14  
525-83-84  
SFG. BANC D'OUTRITES  
Poissons gras froids - Poissons

**DESSIDER** T. les Jrs - 734-74-14  
S. place Perre (17e)  
LE SPECIALISTE DE L'HUITRE  
Poissons - Spécialités - Grillades

**LE LOUIS XIV** 6, bd St-Denis,  
125-30-30  
Indi-mardi. HUITRES. FÊTES  
DE MER CRUSTACÉS Gibiers

**BOFINGER** 5, r. de la Bastille  
272-87-82 Ouv dim.  
Spéc carré d'agneau  
Poissons - Viandes  
American Express - Diner Club

**LE MUNCHIE** 27, r. de Bucl, #  
525-63-69  
Choucroute - Spécialités

**GUY** 2, rue Mailhot, 355-67-67  
Saint-Germain-des-Prés  
Prix de la meilleure cuisine  
Française de Paris pour 1980  
Fejouds - Chaurrons - Camarons

**LA CLOSERE DES LRAS**  
171, boulevard du Montparnasse,  
325-70-50 - 633-21-08  
Au piano : Yvan Mayer

**CHEZ HANSI** 3, pl. 18-Juin-1940  
parag. Choucroute. Fruits de  
mer toute l'année. Ouvert jusqu'à  
3 h du matin. 745-06-42

**DES RESTAURANTS OUVERTS 24 heures sur 24**

**L'ALSACE** 30, Champs - Elysées  
339-14-34  
Folie gras. Choucroute. 80 huîtres  
Boutique de Produits régionaux  
5a boutique de comestibles

**AU PIED DE COCHON**  
Le fameux restaurant des Halles  
Fruits de mer - Grillades  
& rue Coquillière - 338-11-73 +

**LE GRAND CAFE**  
BANC D'OUTILLES REFRIGERES  
FOUSIONS GRILLADES  
4, bd des Capucines - 742-73-77

**ALSACE AUX HALLES** T.l.j.m.  
725-7624  
Spéc. d'Alsace : charcuterie 25, pâté en croûte à la Strasbourg, 84 cav.  
en Alsace 35, jus & choucroute 35, Fromages, Grillades, 84 cav.

# SPECTACLES

## cinémas

Les films marqués (\*) sont interdits  
aux moins de treize ans  
(\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La cinémathèque

Chafliot (704-24-24). — 16 h. : Duel dans la boue, de R. Fielscher ; 18 h. : les Rois du jazz, de M. Curtiz ; 20 h. : Passion du Christ, de C. Aristopoulos ; 22 h. : Cristo, de T. Hernandez.

Beanbourg (278-35-57). — 15 h. : l'Arsenal, d'A. Dowjento ; 17 h. : Shura, de T. Matsumoto ; 19 h. : Ascension, de L. Chepliko ; 21 h. : le Crime de M. Lange, de J. Renard.

### Les exclusivités

ALLEN (A. V.O.) (v.) U.G.C. Mar-  
boul (s) (225-12-48) - V.I.  
Franciska, P. (70-33-48).  
ALLEN (A. V.O.) (v.) Le  
Cléf. s (337-90-30); Le Cléf. s (033-  
80-00); Olympia. 14 (542-07-43).  
APC (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
Hauteville, s (63-53-79); Am-  
bassade, P. (53-18-10); Broadway,  
P. (53-18-10); Broadway, P. (53-18-10).  
Les Halles. 14 (397-49-70) A.B.C.  
ALLEN (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
thé. 14 (322-12-13) Gaumont-  
Sud. 14 (331-61-18) Cléchy-P.  
AUSREIA STEINER (P.) (v.) Action  
République. 11 (805-31-53) A.B.C.  
BACH (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
MUNCHAUSSEN (P.) (v.) Madeleine,  
s (742-03-13); Studio Raspail, 14  
(742-03-13); Studio Raspail, 14  
(578-33-30) E. Sp.  
BLOCH (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
ELODY (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
BORO JACCO (F. v.) (v.) Berlitz. 2  
(742-50-33) Concord, s (359-  
14-14) A.B.C.  
LA BOURGEOISE ET LE LOU-  
LARS (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
P. (587-3-13); Le Cléf. s (72-88);  
72-88); Faurelle. 11 (331-58-56).  
BORG (A. V.O.) (v.) Le Cléf. s  
U.G.C. Opéra. 2 (261-50-33); Rex,  
P. (587-3-13); Le Cléf. s (72-88);  
72-88); Faurelle. 11 (331-58-56).

Pour tous renseignements concernant  
l'ensemble des programmes ou des salles  
\* **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**  
**704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34**  
(de 11 heures à 21 heures,  
sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 29 novembre

92 (325-32-93) : U.G.C. Odéon, 9\*  
 (325-32-94) : Biarritz, 5\* (723-  
 89-22) : Lyon, 12\* (333-51-71) ;  
 Heidgen, 12\* (770-32-33) ;  
 93 (325-32-95) : Biarritz, 5\* (723-  
 89-22) ; Eymette, 12\* (333-51-70) ;  
 U.G.C. Gobelins, 13\* (335-42-4) ;  
 94 (325-32-96) : Biarritz, 5\* (723-  
 89-22) ; Murat, 18\* (651-  
 88-73) ; Paramount-Montmartre, 18\*  
 (306-53-53) ; Secrétan, 19\*  
 (306-73-33) ;  
 CAMOUFLAGE (Pol. v.a.) : Forum  
 cinémat., 11\* (307-33-33) ;  
 LE CLOU (Pol. v.a.) : Elysées  
 Film Show, 8\* (225-67-22) ;  
 - V.f. : Richelieu, 8\* (225-67-22) ;  
 LES CHARLOTS EN DÉFILE (Fr.) :  
 25 (246-48-44) ; Caméo, 25\*  
 (246-48-44) ;  
 CHERIE FAPA (It. v.a.) : Haute-  
 Seine, 12\* (323-75-38) ; U.G.C.  
 Marbeuf, 8\* (225-18-18) ;  
 CLAIR DE FEMME (Fr.) : U.G.C.  
 Montreuil, 12\* (306-53-53) ;  
 95 (325-32-97) : Caipiro, 13\*  
 (306-53-53) ;  
 COEUR (Fr.) : Le Seine,  
 5\* (325-95-98) ; H. Sp.  
 COURAGE, FUYONS (Fr.) : Berlioz,  
 24\* (743-60-30) ; Saint-Germain  
 des Prés, 12\* (306-53-53) ;  
 96 (325-32-98) : Biarritz, 5\* (723-89-  
 22) ; Athènes, 12\* (343-47-48) ; Gaumont-  
 251, 25\* (246-48-44) ;  
 97 (325-32-99) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 98 (325-32-100) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 99 (325-32-101) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 100 (325-32-102) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 101 (325-32-103) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 102 (325-32-104) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 103 (325-32-105) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 104 (325-32-106) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 105 (325-32-107) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 106 (325-32-108) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 107 (325-32-109) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 108 (325-32-110) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 109 (325-32-111) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 110 (325-32-112) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 111 (325-32-113) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 112 (325-32-114) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 113 (325-32-115) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 114 (325-32-116) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 115 (325-32-117) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 116 (325-32-118) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 117 (325-32-119) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 118 (325-32-120) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 119 (325-32-121) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 120 (325-32-122) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 121 (325-32-123) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 122 (325-32-124) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 123 (325-32-125) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 124 (325-32-126) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 125 (325-32-127) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 126 (325-32-128) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 127 (325-32-129) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (723-49-49) ;  
 128 (325-32-130) : Caméo-Patbé, 14\*  
 (322-15-15) ; Caméo-Orléans, 14\*  
 (322-15-15) ; Le Julliet,  
 15\* (

la salle croule"  
Le Matin  
**sylvie joly**  
théâtre en rond 387 8814

 **COMEDIE  
DE CAEN**  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL NORMANDIE  
direction Michel Dubouché

**Antigone**  
de Sophocle  
m.e.s. Claude Yersin  
jusqu'au 15 décembre

**A PARTIR DU 4 DÉCEMBRE**

**STUDIO DES CHAMPS ÉLYSÉES**

**EVELYNE DANDRY**  
**ANNICK BLANCHETEAU**  
**JOSIANE LÉVEQUE**

**les orties  
ça s'arrache mieux  
quand c'est mouillé**  
de JOSIANE LÉVEQUE

**avec ANNICK BLANCHETEAU**  
et **DANIEL DUBERT**  
et **MARCO VALLANESCHI**  
et **JEAN-ANDRÉ ROINARD**  
et **CATHERINE GRELLO**

**Location Studio, Agences  
et par téléphone 723 35 10**

 **COMEDIE  
DE CAEN**  
CENTRE DRAMATIQUE  
NATIONAL de NORMANDIE  
directeur: Michel Dubois

**LA NUIT VA BIEN AUX  
DÉFIGURES**

Barbey d'Aurevilly : Images  
**m.e.s. P. Dios - J.-L. Wolff**  
jusqu'au 7 décembre

**CONCERTS**  
  
Radio France

<h1>CHANT CHORAL</h1> <p>Concours International de</p>	
<p><b>RADIO FRANCE</b></p> <p><b>à 14 heures</b></p>	<p><b>Concert de clôture</b></p>
<p><b>à 17 heures</b></p> <p><b>Grand Auditorium</b></p> <p><b>Ginacine</b></p> <p><b>5 décembre</b></p>	<p><b>Forum</b></p> <p>avec 5 chorales étrangères et la maîtrise de Radio France (Entrée libre.)</p>
<p><b>LOCATION :</b> Radio France, Salles et Agences</p>	

**DROUOT**  
Rive Gauche

**Cie des Commissaires Priseurs de Paris**

**GARE D'ORSAY - 7, QUAI ANATOLE-FRANCE**  
75007 PARIS - Tél. 544-38-72 - Télécx 270906

**VENDREDI 30 NOVEMBRE**

S. 11. - Bon mobilier, belle armoire provinciale du 18<sup>e</sup>, bibelots div., sièges et tapis, etc. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan.

**LUNDI 3 DÉCEMBRE (Exposition samedi 1<sup>er</sup>)**

S. 4. - Léo Gausson (1888-1944).  
M<sup>me</sup> Robert, Lahat.

S. 6. - Art d'Extrême-Orient.  
M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heeckeren.  
M<sup>me</sup> Moreau-Gobard, Despres.

S. 9. - Tableaux anc. tableaux modern., art Déco, objets d'art. M<sup>me</sup> Chavette.

S. 22. - Success. Marcel Achard : objets d'art, meubles de style.  
M<sup>me</sup> Couturier, Nicolay.

**MARDI 4 DÉCEMBRE (Exposition lundi 3)**

S. 7. - Fourr., meubles, objets de vitrine. M<sup>me</sup> Peschastan, Peschastan-Badin.

S. 8. - Gravures anc., sculpt. et tabl. mod., sièges et mbles, tapis. anc. M<sup>me</sup> Godeau, Solanet, Andap.

S. 15. - Locomotion. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M. Ch. Hue.

**MERCREDI 5 DÉCEMBRE (Exposition mardi 4)**

S. 2. - Importants minéraux. M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heeckeren.

S. 4. - Statues en bois sculpt., locaux bon mobilier. M<sup>me</sup> Millon, M. Schott.

S. 4. - Bijoux, objets de vitrine.

S. 9. - Tableaux anc. et mod. M<sup>me</sup> Couturier, Nicolay, M<sup>me</sup> Fommervault, Montale, Solanet.

S. 10. - Armes, souven. histor. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan.

S. 12. - Dessins 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> s. Meubles anc. M<sup>me</sup> Desbongne.

**MERCREDI 5 DÉCEMBRE à 16 h 30**

S. 3. - Tapis d'Orient. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M. Barthéol.

**MERCREDI 5 à 11 h. et à 14 h., JEUDI 6 DÉCEMBRE à 16 h. (Exposition mardi 4)**

S. 1. - Le S<sup>t</sup> : Art d'Orient et d'Extrême-Orient ; le 6 : Haute Epoque, Antique. M<sup>me</sup> Laurin, Guillonx, Baffrand, Tailleur, M<sup>me</sup> Bernadely, M<sup>me</sup> Leroy, M<sup>me</sup> Souzail, Boudillon.

**JEUDI 6 DÉCEMBRE (Exposition mercredi 5)**

S. 9. - Tableaux mod., Art 1900, opalines, pendules, bon mobil. 19<sup>e</sup>, tapis. M<sup>me</sup> le Blanc.

S. 12. - Tapis 19<sup>e</sup>. Art Nouv., Art Déco. M. Canard, M<sup>me</sup> Renard.

S. 17. - Objets divers. M<sup>me</sup> Cornetta de Saint-Cyr.

**VENDREDI 7 DÉCEMBRE (Exposition jeudi 6)**

S. 4. - Art Nouveau, Art Déco. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M. Ch. Hue.

S. 8. - Tableaux anc., meubles, objets d'art. M<sup>me</sup> Delorme, M<sup>me</sup> Anzoff, Lacoste.

S. 8. - Bel ensemble d'autogr. et de documents relatifs à l'histoire, la littérature, les arts et les sciences. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M. Castaing.

S. 14. - Ex livres. M<sup>me</sup> Laurin, Guillonx, Baffrand et Tailleur, M<sup>me</sup> Vidal Mager, M. Calvanti.

S. 16. - Vins millés. M<sup>me</sup> Oger.

S. 19. - Ameublement. M<sup>me</sup> Boisgirard, de Heeckeren.

S. 22. - Collect. de M. P. et divers amateurs : arts primitifs. M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M<sup>me</sup> Ration, Joubert.

**SAMEDI 8 DÉCEMBRE (Exposition vendredi 7)**

S. 5. - Première vente française d'actions d'obligations et d'emprunts. M<sup>me</sup> Bihan-Mercet, Lecomte.

S. 13. - Art 1900, art Déco. M<sup>me</sup> Oger, M. Merdian.

**SAMEDI 8 DÉCEMBRE à 15 h.**

S. 18. - Tapis d'Orient. M<sup>me</sup> Rogeon.

**PALAIS D'ORSAY, 7, quai Anatole-France, 75007 Paris**

**MERCREDI 5 DÉCEMBRE à 14 h. 30 (Exposition mardi 4)**

Objets d'art et de très bel ameublement des 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles.  
M<sup>me</sup> Ader, Picard, Tajan, M<sup>me</sup> Dillie, O. Levy-Lacaze.

**VENDREDI 7 DÉCEMBRE à 14 h.**

(Exposition jeudi 6 de 11 h. à 18 h. et de 21 h. à 23 h.)

IMPORTANTS TABLEAUX ANCIENS, meubles et objets d'art du 18<sup>e</sup>, tapis, tapisseries. M<sup>me</sup> Couturier, Nicolay, M<sup>me</sup> Tounet, Lafu, Fraquin.

TABLEAUX ANCIENS, RARES OBJETS D'ART, IMPORTANTS MEUBLES DU XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles.  
M<sup>me</sup> Godeau, Solanet, Andap, M<sup>me</sup> Tounet, Bévillon d'Apraval, Fabre.

**Études annonçant les ventes de la semaine**

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 281-80-07, le 18-19-22, avenue de la Grande-Batelière (75008), 720-15-94.

BOISGIRARD, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009), 770-81-38.

CHAVETTE, 10, rue Rossini (75007), 770-33-89.

CORNETTA DE SAINT-CYR, 24, rue George-V (75008), 720-15-94.

COUTURIER, NICOLAY, 1, rue de Bellouard (75007), 555-85-44.

DELOREME, 3, rue de Penthièvre (75008), 265-37-61.

DEUTREBEGUE, 262, boulevard Saint-Germain (75007), 556-13-41.

FESCHASTAN, PESCHASTAN-ADAP, 23, rue Drouot (75009), 770-15-94.

770-67-88, 523-17-33.

LARAT, 10, rue de la Grange-Batelière (75009), 824-70-18.

LARAT, GUILLON, 12, rue de la Grange-Batelière (75009), 824-70-18.

REIKENS-LAUREN, 1, rue de Luitz (75007), 555-85-44.

MILLON, 14, rue Drouot (75009), 770-00-45.

OGER, 33, rue Drouot (75009), 823-38-88.

PESCHASTAN, PESCHASTAN-ADAP, 23, rue Drouot, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-82-38.

RENAUD, 4, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-48-28.

ROBERT, MONTEPIERRE, LEROY-MANDI, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 876-13-33.

ROBERT, 3, avenue d'Eylau (75019), 772-82-34.

ROGEON, 16, rue Milton (75008), 870-61-04.

EN R'VENANT D'UN

DRACULA

GRAND

(L'ICONE)

DU 9<sup>e</sup> FESTIVAL

PRIX DE LA

INTERPRETATION

(FRANK KESSLER)

MEILLEUR

JOHN W.











OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 1/2
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	59,98
IMMOBILIER	35,00	41,16
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	11,72

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSEES	la m/m	Y.A.
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## directeur commercial

250/300000

Une jeune société de Produits de Consommation - Filiale d'un Groupe Pharmaceutique et Chimique français - à très fort taux de croissance ayant récemment introduit avec succès des MARQUES nationales à travers le circuit "FOOD", et leader sur son marché, recherche son DIRECTEUR COMMERCIAL.

En étroite collaboration avec le DIRECTEUR GENERAL, il participera à l'élaboration des stratégies VENTES & MARKETING, poursuivra la mise en place des structures commerciales permettant de soutenir un développement rapide, et assurera personnellement les relations clientèles à très haut niveau.

Ce poste conviendrait à un homme d'expérience ayant développé sa carrière dans le domaine des Biens de Consommation. Il aura une formation supérieure de type EEC et parlera si possible allemand et anglais.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 1639 DEL à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par  
**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

## BANQUE PRIVEE A PARIS recherche ATTACHE DE DIRECTION ou SECRETAIRE GENERAL

Profil : Diplôme universitaire ou équivalent. Formation comptable juridique et administrative, expérience d'analyse financière acquise dans un établissement bancaire de référence.  
Mission : Assister le Directeur Général.  
Adr. C.V. man., photo et prétentions à n° 7.078, «le Monde» Publicité, 5, r. des Italiens, Paris 8<sup>e</sup>.

## GRUPE BANCAIRE PRIVE PARIS (8<sup>e</sup>) recrute POUR SERVICE CONTENTIEUX

### REDACTEURS (TRICES)

- LICENCE DROIT PRIVE - DROIT DES AFFAIRES.
  - Minimum expérience professionnelle souhaitée.
- Envoyer curriculum vitae, prétentions et photo sous la référence 8.788 à COVAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui transmettra.

## IMPORTANT GROUPE EQUIPEMENTS AUTOMOBILE recherche UN INGENIEUR DIPLOME

développement plastiques (injection-extrusion), en contact avec clientèle (principalement constructeurs automobiles européens) et Odele du Groupe.  
Expérience minimum 5 ans dans le métier.  
Poste à pourvoir en région parisienne.  
Langues étrangères : indispensable anglaise ; apprécié allemand.  
Adr. C.V. et prêt. à n° 35.331, CONTEXTE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 01, qui tr.

## emplois régionaux

## UN ETABLISSEMENT FINANCIER recherche SON DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES NORD 150.000 %

Dépendant directement du Directeur Général de cet établissement en forte expansion (700 personnes), il sera chargé d'étudier, de proposer et de mettre en œuvre toutes dispositions susceptibles d'améliorer et de dynamiser les activités humaines et sociales. Il jouera un rôle de conseil ou d'intervention auprès des différents services.  
Responsable du recrutement et de la politique de rémunération, il gèrera en plus le budget (très important) de formation. Le candidat retenu témoignera d'une expérience réussie dans une fonction semblable : il connaîtra parfaitement la législation sociale. Ce poste évoluerait vers un homme (ou à une femme apte aux relations humaines et à la négociation.

Ecrire sous référence 105, à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo - 75006 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

Site Expertise Comptable (Aube) (200 km Paris) recherche CHEF DE GROUPE COMPTABLE (H. ou F.) DECIS ou équivalent, ayant exp. cabinet, Logement assuré. Ecr. av. C.V., photo et prêt. n° 7.103 «le Monde» Pub. 5, rue des Italiens, 75002 Paris.

## UN INGENIEUR DE FABRICATION

Responsable de la production, photo et prétentions, à Société Industrielle de la Région de Paris, 10, rue de la République, 75001 Paris. Ecr. sous réf. 105, à A.L. CONSEIL, 24, rue Murillo - 75006 PARIS, qui garantira discrétion et réponse.

## GRANDE CONCESSION B.M.W. recherche

Très vendeurs bons pour clientèle V.I.P.

Excellent références exigées Salaire élevé

Env. C.V. manuscrit avec photo G.A.P. - WAGRAM 25, rue Cardinet, 75017 PARIS.

Recherche par CONSTRUCTEUR INGENIEURS

ETUDES Compétences mini-microprocesseurs. Expér. confirmée R.P.G. Disponible rapidement.

Env. C.V. + prêt. à n° 1.201, 10, rue de la République, 75001 Paris qui transmettra.

Cherche vendeuse esthétique confirmée. Libre de suite VOISINE DE PRODIGE 48, bd de la Chapelle, 75018 PARIS. Tél. : 362-86-38.

## IMPORTANT CABINET

CONSEILS FISCAUX expérimentés par métropole Nord situation cadre assurée. Ecrire n° 7.078 M. REGIE-PRESSE 83 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société location véhicules rech. AGENT COMMERCIAL

pour expansion région parisienne. Ecr. n° 81.432 M. 25, rue Cardinet, 75017 PARIS.

Recherche par CONSTRUCTEUR INGENIEURS

ETUDES Compétences mini-microprocesseurs. Expér. confirmée R.P.G. Disponible rapidement.

Env. C.V. + prêt. à n° 1.201, 10, rue de la République, 75001 Paris qui transmettra.

Cherche vendeuse esthétique confirmée. Libre de suite VOISINE DE PRODIGE 48, bd de la Chapelle, 75018 PARIS. Tél. : 362-86-38.

## reprent. offre

Société distribution d'outillage en pleine expansion cherche attachés commerciaux jeunes, dynamiques, pour représenter secteur important. Ecrire et envoyer cur. vitae à n° 1.602 P.B.C. J'ANNONCE, 23, route d'Espagne, 31081 Toulouse cedex.

## capitaux ou proposit. com.

une affaire bien à voir une opportunité sans investissement. Ecrire à n° 1.602 P.B.C. J'ANNONCE, 23, route d'Espagne, 31081 Toulouse cedex.

## demandes d'emploi

Etudiante parlant anglais et russe et sachant taper à la machine, cherche emploi à mi-temps si possible région parisienne.

Ecr. n° 432 «le Monde» Pub. 5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 09

MENUSIER, agencier P. 01 dégage. O.A. cherche emploi région M. Sud ou Paris. Tél. 887-42-98 le matin.

J.F. BEPC - CAP sténodactylo, formation BEP, 10 à 20 ans, ch. emploi mi-temps. 577-81-59.

J. 35 ans, enseignement CAPES 1<sup>er</sup> et maîtrise en lettres cherche emploi PRESSE - EDITION. Ecr. à n° 1.720 «le Monde» Pub. 5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 09

La rédactrice en chef d'un gd magazine 10m. Etudierait propositions de collaboration. Ecr. à n° 1.720 «le Monde» Pub. 5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 09

Suite reconversion, cause accid. ch. trav. traduct. techn. c'est à dire anglais-italien, fr. bon expér. travail soigné, rapide. Ecr. à n° 1.720 «le Monde» Pub. 5, r. Italiens, 75002 Paris ced. 09

Ecr. sous réf. 8657 à P. LICHOU S.A. B.P. 220 - 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

## occasions

LIVRES. Achat Comptant à Domicile. LAFFITTE 13, rue de Buci - 75006 Paris.

## STOCK MOQUETTE

de pure laine 100 % le m2 T.T.C. beau velours synthétique 24.10 le m2 T.T.C. P.B.C. J'ANNONCE, 23, route d'Espagne, 31081 Toulouse cedex.

## perdu-trouvé

Perdu Porte Maillot le 27-11 Morgane Social femme tatouage. A.B. 107, r. forte r. camp. 750-29-76 ou 280-39-07

## automobile

## vente

- de 5 CV.

A vendre 4 L. 45, excellent état, freins à rev. - 3.200 F. Tél. 627-32-47 à partir de 10 h.

5 à 7 CV.

A VENDRE 15 TL - 7 CV 24.000 km. Option. Px à débat. Tél. après 18 h. : 763-78-30.

Collaborateur Renault vd 14 GTL (juin 79). 7.000 km. Beige - Triplex - Sièges velours m. - 1000 F. Tél. le soir : 664-37-47. heures de jour : 664-37-13.

8 à 11 CV.

Paris, à part, vend 504 TL - F.V. 79 8.300 km. boîte auto. dir. ass. Lave-vitres élect. T.O. Etat Imp. Aspect neuf. Tél. bur. 723-99-32. dim. 662-88-76 à partir de 18 h.

deux roues

A VENDRE 125 HONDA C.G., noir, 1972, 11.000 km. Av. par bris, porte-bag., guidon Multi, labell. Prix : 2.500 F. Tél. : 391-37-76 après 18 h. 30.

## CROZATIER MEUBLES LYON

Spécialisés dans la vente ou détail recherche dans le cadre de son développement accéléré

## UN MANAGER CONFIRME

• Profil souhaité : — cadre homme âgé de 25 ans minimum ; — formation : HEC, ESSEC, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent ; — son expérience : 5 ans minimum de vie professionnelle dans la gestion, sens des responsabilités, forte personnalité ; grande capacité de travail.

• Fonction : — commander un personnel et organiser toute procédure en vue d'une informatisation.

• Avenir : — responsable administratif et financier sous la responsabilité du P.D.G.

• Rémunération : — en fonction de sa valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions, LYON 2000, B.P. n° 30, 69120 VAULX-EN-VELAIN.

## BANQUE REGIONALE RECHERCHE :

## CHEF DE GROUPE D'UNITES COMMERCIALES

Mission : — Animation commerciale ; — Assistance administrative ; — Assistance technique sur le plan engagements.

Il est demandé : — Une expérience réussie comme responsable d'une agence importante ou à un poste similaire d'au moins sept ans.

— Une formation supérieure couronnée par un diplôme : B.E.C., licence Sciences-Eco, etc...

— Agé minimum 30 ans.

## REDACTEUR DES CREDITS

— Formation supérieure.

— Exp. dans un Siège ou Agence d'au moins 5 ans.

ADRESSER C.V., PHOTO ET PRETENTIONS, A : HAVAS PUBLICITE, numéro 7636, B.P. 409, 29002 QUIMPER CEDEX.

## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

## CABLERIE ELECTRIQUE DE L'AINSE

recherche

## INGENIEUR MECANICIEN

Formation Grandes Ecoles. Débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Langue anglaise souhaitée.

Le candidat retenu sera intégré dans un service Méthodes et Etudes de produits ou procédés nouveaux. Sa carrière pourra évoluer ensuite vers des postes de responsabilités.

Adresser candidatures à HAVAS, 10, boulevard Henri-Martin, 02100 SAINT-QUENTIN, s/n° 5.878, qui transmettra.

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ implantée en Moselle recherche

## DESSINATEURS-PROJETEURS QUALIFIÉS

Connaissances langue allemande indispensables. Séjour de quelques années en R.F.A. avant prise de poste à responsabilité, dans une entreprise installée en France.

Adresser curriculum vitae + photo et prêt. à : PERCEVAL (référence M 161), 16, rue d'Athènes, 75009 PARIS, qui transmettra.

## BADE-WURTEMBERG (R.F.A.)

## DIRECTEUR GÉNÉRAL

de notre filiale secteur construction électrique

C.A. 45 millions de D.M.

Effectif 400 personnes

Le candidat : — Expérience similaire — Allemand courant

Adresser curriculum vitae au n° 7.097, «le Monde» Publi. 5, r. des Italiens, 75002 Paris Cedex 08, qui tr.

## Importante Société MARSEILLE recherche

## CHEF COMPTABLE

siège des activités en GUYANE FRANÇAISE — Niveau désiré DECIS — Langue anglaise souhaitée

Le candidat, à la tête d'une petite équipe, devra assurer les charges de la comptabilité générale et de la comptabilité analytique ; déclarer, fiscales et sociales et le suivi des problèmes administratifs. Au moins 7 ans de pratique exigées.

Ecrire première lettre manuscrit, avec C.V. et prétentions, copies des diplômes et cert. profess., photo d'identité, à n° 33.739, «le Monde» Publi. 5, r. des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

## OFF-SHORE ENGINEERING

recherche pour ABU-DHABI Project Control Manager Platform Managers Senior Cost Controllers

Env. C.V. et prêt. n° 37.430, J.R.P. 39, rue de l'Arcade (8<sup>e</sup>), qui transmettra.

## ANNONCES CLASSEES TELEPHONES

296-15-01

## BAM

## FONCTION PERSONNEL

Le chef du service recrutement d'une société d'ingénieurs-conseils, Paris, recherche son adjoint. Ce jeune collaborateur, diplômé de l'enseignement supérieur, a nécessairement une bonne expérience professionnelle (environ 3 ans). Il parle couramment l'anglais. Ce poste dynamique associe le réalisme du quotidien professionnel avec l'intelligence des problèmes et des hommes. Merci d'adresser (joindre C.V. et photo) en indiquant votre rémunération actuelle. Spécifier sur l'enveloppe la réf. 2.537 à MEDIA P.A., 9, rue des Italiens, 75002 Paris, qui transmettra.

## SOCIÉTÉ TECTRA

Technique et Travail Temporaire recherche pour Paris et banlieue Sud

## TECHNICO-CIAUX

— INDUSTRIE — ELECTRONIQUE — SECRETARIAT.

Expérience souhaitée dans l'une des spécialités ci-dessus.

POSITION CADRE

Siège social 42, bd de Sébastopol, Paris-8<sup>e</sup>.

Tél. pour R.V. : 278-48-64.

## BUREAU D'ETUDES ECONOMIQUES

recherche CHARGES D'ETUDES ingénieurs, économ., expérience souhaitée.

Adr. C.V. détaillé et prêt. n° 1.687 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

## Qui lit les Annonces d'Emploi ? Quand ? Comment ? Pourquoi ?

Les responsables de recrutement choisissent de plus en plus les Annonces Classées du Monde pour recruter des cadres.

Leurs offres d'emploi y obtiennent de meilleurs résultats. Le niveau des candidats est mieux adapté à leurs exigences. Il suffit, pour s'en convaincre, de remarquer le nombre et la qualité des annonces insérées dans nos colonnes.

Pour répondre à la confiance des annonceurs, Le Monde a réalisé une enquête - la première en France - sur les habitudes et la manière dont ils considèrent les offres qui leur sont faites dans les différents journaux.

Cette étude confirme la position privilégiée du Monde auprès des utilisateurs d'annonces d'emploi. Mais, elle apporte aussi de nombreuses informations permettant aux annonceurs de mieux définir les "profils" qu'ils recherchent et de sélectionner en toute connaissance de cause les journaux les plus consultés et les plus appréciés par les cadres qu'ils souhaitent atteindre.

Une présentation de cette étude pourra être organisée pour les responsables de recrutement qui en feraient la demande, en complétant le coupon ci-dessous et en l'adressant à :

LE MONDE / Régie Presse

85 bis, rue Réaumur

75002 PARIS - Tél. 233.44.21.

Entreprise :

Nom et Fonction :

Tél. : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_



















## ÉNERGIE

### L'Autriche et la Pologne ont signé un accord à long terme sur la livraison de charbon

De notre correspondant

Vienne. — Le chancelier d'Autriche, M. Kreisky, a vu couronner de succès, au cours d'un voyage qu'il vient de faire en Pologne, les efforts qu'il déploie afin d'assurer à long terme l'approvisionnement énergétique de son pays.

Cet accord, valable pour une durée de vingt ans, prévoit que le secteur minier polonais fournira annuellement, à partir de 1984, au partenaire autrichien 1,5 million de tonnes de charbon. Ces importations supplémentaires permettront à l'Autriche d'alimenter les centrales thermiques qu'elle a décidées de construire afin de suppléer à la non-mise en service de sa centrale nucléaire de Zwentendorf, refusée par le corps électoral.

Il faudra toutefois que soit réglée la question du transport. Celle-ci se heurte aux difficultés que soulèvent les autorités tchécoslovaques, lesquelles exigent, pour le transit du charbon sur leur territoire, la construction d'une voie de chemin de fer particulière. Le coût de cette opération reviendrait à quelque 6 milliards de schillings (2 milliards de francs) pour l'Autriche. D'autres possibilités, par exemple par mer, sont à l'étude.

En outre, la Pologne s'est engagée à livrer à l'Autriche, à partir de 1983, 1,6 milliard de kWh d'électricité par an, au lieu de 400 millions de kWh actuellement. En revanche, les discussions

pour la construction, grâce à un financement occidental, d'une centrale thermique de 1 000 mégawatts en Pologne, qui fournirait de l'électricité aux pays voisins, n'ont pu encore aboutir. Le chancelier Kreisky est un ferme partisan d'une telle formule, dans laquelle il voit des avantages économiques (utilisation des ressources énergétiques de l'Est) et politiques (acte concret en faveur de la détente et de la coopération Est-Ouest).

L'Autriche exportera, à partir de 1980 et cela pendant trois ans, 300 000 tonnes de céréales en Pologne. Cette année, ses livraisons seront limitées à 80 000 tonnes, en raison d'une récolte moyenne. Les Polonais ont déjà acheté pour l'année en cours, sur le marché international, plus de 3 millions de tonnes de céréales et de fourrage.

Enfin, l'Autriche a décidé de débloquer 7 milliards de schillings (2,3 milliards de francs) sur la ligne de crédit de 25 milliards déjà accordée à la Pologne. Cette somme devra servir à financer des exportations autrichiennes.

MANUEL LUCBERT.

### LE VENEZUELA VA RÉDUIRE SA PRODUCTION DE PÉTROLE EN 1980

Le Venezuela a décidé de réduire sa production pétrolière de 150 000 barils par jour à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1980, à annuler le 28 novembre, à Abou-Dhabi, le ministre vénézuélien du pétrole, M. Calderon-Fertl. Il a précisé que cette décision n'avait « aucun caractère politique ».

Globalement, les réductions annoncées ne sont pas énormes (de l'ordre de un demi-million de barils par jour, soit 25 millions de tonnes par an) et semblent inférieures aux gains que l'on peut espérer des productions du Mexique et de la mer du Nord. Reste que la tendance est inquiétante. M. Calderon-Fertl, en tournée dans le Golfe avant la réunion de l'OPEP à Caracas, a proposé que les conférences de l'organisation se tiennent tous les trois mois — au lieu de six — pour veiller à une meilleure application des décisions. « Actuellement, a-t-il affirmé, seuls quatre pays membres, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, le Qatar et le Venezuela pratiquent les prix décidés à Genève au mois de juin. » — (A.F.P.)

### LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ E.-U. ...	4,8340 4,8380	- 80 - 20	- 100 - 55	- 160 - 90
£ can. ...	4,8345 4,8385	- 80 - 20	- 100 - 55	- 160 - 90
Yen (100) ...	1,6420 1,6460	+ 20 + 45	+ 70 + 100	+ 220 + 375
DM ...	2,3465 2,3510	+ 35 + 75	+ 120 + 160	+ 455 + 625
Florin ...	2,1010 2,1040	- 25 - 0	- 40 - 10	- 65 - 120
F.R. (100) ...	14,4110 14,4210	- 350 - 150	- 350 - 325	- 965 - 470
F.S. ...	4,8385 4,8420	+ 105 + 145	+ 280 + 325	+ 850 + 970
L. (1 000) ...	4,9890 4,9970	- 185 - 40	- 270 - 190	- 830 - 715
£ ...	3,9150 3,9295	- 355 - 225	- 650 - 535	- 1390 - 1285

### TAUX DES EURO - MONNAIES

	8/2/78	8/12/78	9/5/78	8/15/78	9/5/78	8/12/78	8/12/78
\$ E.-U. ...	4/1/16	4/7/16	13	13/5/8	13/3/4	13/7/16	13/12/16
Florin ...	10	11	11/7/8	12/5/8	12/11/16	13/5/16	13/11/16
F.R. (100) ...	12/1/4	12/3/4	12/3/4	14/1/2	14	14/3/4	14/1/2
F.S. ...	14/7/8	20/1/8	5/5/8	6/1/8	5/3/8	5/7/8	4/7/8
L. (1 000) ...	8/3/4	18/1/4	13/9/16	14/1/4	14/15/16	15/13/16	15/15/16
£ ...	13/11/16	15/5/16	15/7/8	16/3/4	16/1/4	17	16/3/4
£ fr. franc. ...	11/15/16	15/1/16	15/1/2	12/1/4	13/1/2	13/3/4	13/5/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### EN L'ESPACE DE DEUX MOIS LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE A MIS EN PLACE NEUF COMITÉS CONSULTATIFS RÉGIONAUX

M. Raymond Barre, premier ministre, avait bien voulu, le 22 septembre 1978, assister à la mise en place du premier comité consultatif régional de la Société Générale, à Lyon.

M. René Monory, ministre de l'économie, vient de procéder à la mise en place du neuvième comité consultatif régional de cette banque, le 24 novembre, à Toulouse.

Dans l'intervalle, deux nouveaux comités ont été installés en octobre (Tours et Grenoble) et cinq en novembre (Rennes, Marseille, Bordeaux, Lille et Rouen).

La Société Générale est la première banque nationale à avoir créé un réseau complet de comités constitués de représentants des diverses catégories de sa clientèle. Ainsi est-elle mieux à l'écoute de l'évolution des besoins des entreprises, du point de vue professionnel, et des besoins locaux du point de vue régional.

Les enseignements qu'elle recueille de la sorte lui sont précieux pour la mise en place de ses structures de décision et de direction décentralisées : 1976, 1977 et 1978 ont été les années d'expériences, 1979 a été l'année du démarrage et de la consolidation des formules. 1980 à 1982 seront les années de parachèvement, sur tout le territoire, du dispositif des délégations régionales, selon un calendrier qu'elle doit confirmer au ministre de l'économie pour la fin de l'année.

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES C.F.D.E.

L'assemblée générale ordinaire, qui s'est tenue le mardi 27 novembre 1979, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1979. Avec un total de revenus représentant 36,3 millions de francs, le bénéfice d'exploitation de la société s'élève à 31,6 millions de francs contre 21,2 millions de francs, en 1978, et 122 900 000 F hors taxes et 112 740 000 F hors taxes par rapport à la même période de 1978.

La production d'ores et déjà réalisée et les engagements pris permettent de penser qu'à la fin de l'exercice les encours bruts en crédit-bail seront proches de 800 000 000 de francs hors taxes, tandis que la valeur brute, comptable des immeubles en propriété directe sera de l'ordre de 330 000 000 de francs hors taxes.

La situation locative du patrimoine propre est satisfaisante. Les résultats provisoires au 30 juin 1979 et les prévisions d'exploitation pour le second semestre permettent d'envisager la distribution d'un dividende majoré au titre de l'exercice 1979.

Ce conseil a décidé de coopter en tant qu'administrateur M. Alain Biot, directeur central de l'exploitation des agences de Paris et de la région parisienne du Crédit lyonnais.

### SOCIÉTÉ LYONNAISE D'INDUSTRIE ET DE COMMERCE SLIMINCO

Le conseil d'administration a examiné, au cours de sa séance du 22 novembre 1979, les comptes de la société pour le premier semestre et pris connaissance des prévisions de l'exercice 1979.

Les chiffres d'affaires des six et neuf premiers mois de 1979 s'élèvent respectivement à 50 300 000 F hors taxes et 122 900 000 F hors taxes contre 74 180 000 F hors taxes et 112 740 000 F hors taxes par rapport à la même période de 1978.

La production d'ores et déjà réalisée et les engagements pris permettent de penser qu'à la fin de l'exercice les encours bruts en crédit-bail seront proches de 800 000 000 de francs hors taxes, tandis que la valeur brute, comptable des immeubles en propriété directe sera de l'ordre de 330 000 000 de francs hors taxes.

La situation locative du patrimoine propre est satisfaisante. Les résultats provisoires au 30 juin 1979 et les prévisions d'exploitation pour le second semestre permettent d'envisager la distribution d'un dividende majoré au titre de l'exercice 1979.

Ce conseil a décidé de coopter en tant qu'administrateur M. Alain Biot, directeur central de l'exploitation des agences de Paris et de la région parisienne du Crédit lyonnais.

### BOURSE DU BRILLANT COMMUNIQUE MARGHÉ DU BRILLANT

Prix d'un brillant rond spéculum BLANC EXCEPTIONNEL 1 CARAT

28 NOVEMBRE: 13,472 F T.T.C. + commission 4,90 %

M. GÉRARD, JOAILLIERS 8, avenue Montaigne - Paris (8<sup>e</sup>) Tél.: 355-43-31

### OR - ARGENT ACHAT - VENTE

Ordes de Bourse  
Lingots et pièces cotées  
Numismatique - Change  
CRÉDIT DE LA BOURSE  
Capital 2.010 000 F  
2, rue du 4-Septembre (M<sup>e</sup> Bourse)  
Tél. 260-51-74  
Téléc. : CRÉDIT B 21347 F  
Compte Banque de France

## PRIX SPECIAL NOEL

12 jours du 21 décembre 79 au 3 janvier 80

**CHAMONIX**  
• 2 Pièces 4/5 personnes  
3070 F

**LES MENUIRES**  
• 2 Pièces 4/5 personnes  
3200 F

**BALCON DE VILLARD**  
• 2 Pièces 4/5 personnes  
3200 F

Le client recevra une documentation sur CHAMONIX, LES BALCONS DE VILLARD, LES MENUIRES.

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Envoyez ce bon à MULTI-GESTION

**MULTI-GESTION**  
13, boulevard de Levallois  
92200 Neuilly Tel. 747.10.96.

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'URBANISME DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITAT Société Régionale de Construction d'Alger

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
N° 09/79/DOP

La Société Régionale de Construction d'Alger «SORECAL» lance un avis d'Appel d'Offres International pour la fourniture de matériel de transport :

— SEMI-REMORQUES BENNES.  
— SEMI-REMORQUES PLATEAUX.

Les entreprises intéressées pourront retirer le cahier des charges à la «SOCIÉTÉ DE L'ORGANISATION ET DE LA PLANIFICATION (D.O.P.)», 97 bis, boulevard Colonel, Bougara - EL-BAB - ALGER, contre la somme de : 100,00 D.A.

Les Offres accompagnées des pièces réglementaires et portant la mention «SOCIÉTÉ D'APPEL D'OFFRES N° 09/79/DOP - A NE PAS OUVRIR - MATÉRIEL DE TRANSPORT» placées sous double enveloppe cachetée, devront être adressées ou déposées à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard le 22 décembre 1979, à 17 heures, délai de rigueur.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres durant 90 jours à compter de la date de clôture de l'Appel d'Offres.

Le présent Appel d'Offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs, à l'exclusion des revendeurs, représentants de firmes et autres intermédiaires, et se conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs dossiers un certificat délivré par la Chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de résidence attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricant ou de producteur.

(Publicité)

This Advertisement appears as a matter of record only

## SAUDI OGER LIMITED

Saudi Riyals 394,570,750

SYNDICATED GUARANTEE FACILITY

in connection with

EYE SPECIALIST HOSPITAL IN RIYADH AND  
TAIF HOUSING PROJECT

Arranged by:

ARAB BANK LIMITED

Lead Manager:

ARAB BANK LIMITED

Issued by:

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.  
For Eye Specialist Hospital—Riyadh  
SR 179,740,000 Advance Payment Guarantee

Banque Nationale de Paris  
For Taif Housing Project  
SR 33,979,150 Performance Bond  
SR 135,916,600 Advance Payment Guarantee

and

Banque de l'Indochine et de Suez  
For Eye Specialist Hospital—Riyadh  
SR 44,935,000—Performance Bond

Managers

American Express Bank  
International Group  
Bank of America N.T. & S.A.  
Banque Nationale de Paris  
Citicorp International Group  
Gulf International Bank B.S.C.  
Kredietbank International Group

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.  
Banque de l'Indochine et de Suez—Bahrain  
Chase Merchant Banking Group  
Crocker National Bank  
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (S.A.K.)  
Union de Banques Arabes et Françaises—U.B.A.F.

Co-Managers

Al-Ahli Bank of Kuwait (K.S.C.)  
National Bank of Bahrain (B.S.C.)

The Gulf Bank (K.S.C.)  
The Royal Bank of Canada

Provided by

Arab Bank Limited—OBU—Bahrain  
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V.  
Banque de l'Indochine et de Suez—Bahrain  
The Chase Manhattan Bank N.A.  
Crocker National Bank  
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Company (S.A.K.)

American Express International Banking Corporation  
Bank of America N.T. & S.A.  
Banque Nationale de Paris  
Citibank N.A.  
Gulf International Bank B.S.C.  
Kredietbank N.V.—Bahrain

Union de Banques Arabes et Françaises—U.B.A.F.—Bahrain

U.B.A.F.—Union de Banques Arabes et Européennes S.A.—Frankfurt

Al-Ahli Bank of Kuwait (K.S.C.)  
National Bank of Bahrain (B.S.C.)  
B.A.I. (Middle East) Inc.

The Gulf Bank (K.S.C.)  
The Royal Bank of Canada  
Barclays Bank International Limited—OBU—Bahrain

Arab Latin American Bank—Arlabank

Agent Bank  
ARAB BANK LIMITED

October 1979

## LES MARCHÉS

LONDRES

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79

11/11/79



# LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS  
28 NOVEMBRE

## Baisse

Après trois séances de hausse, un très net retournement de tendance s'est produit mercredi à la Bourse de Paris. Un mouvement de repli s'est amorcé dès l'ouverture, qui s'est progressivement accentuée et, à la clôture, l'indice a terminé à 217,48, soit une baisse de 1,5 %.

Aucun compartiment n'a été épargné, le plus affecté étant celui des pétroles où toutes les valeurs ont subi des pertes sensibles. L'Alcochimie (-3,5 %), Esso (-3,5 %), Française des Pétroles (-3,5 %), Française de Raffinage (-3,8 %).

Manifestement, les propos tenus du chef de l'Etat ont été mal interprétés. Il leur manque la confiance, a déclaré M. Giacardi, président du petit écran en parlant des Français. A la Bourse aussi, semble-t-il, dont l'attention a surtout été attirée par le problème de reconstruction d'un système monétaire, que le président de la République se propose de soumettre au printemps prochain à l'Assemblée nationale.

En outre, la hausse de l'or a passablement inquiété les milieux boursiers. Selon certains bruits inséparables, les Etats-Unis envisageraient de stopper leurs ventes de métal précieux, d'où l'augmentation des marchés américains et londoniens. En tout cas, la contagion n'a pas encore touché Paris, où le lingot n'a progressé que de 220 F, à 55 210 F, et le napoléon de 0,10 F, à 480 F.

LONDRES

Le marché est stable dans le calme après la reprise des deux dernières séances. L'indice a terminé à 2 174,8 points, soit une baisse de 1,5 %.

VALEURS	28/11	29/11
British Petroleum	122	122
Shell	122	122
Esso	122	122
British Airways	122	122
British Telecom	122	122
British Steel	122	122
British Overseas Airways	122	122
British Airways	122	122
British Telecom	122	122
British Steel	122	122
British Overseas Airways	122	122

NEW-YORK

Reprise en fin de séance. L'indice a terminé à 2 174,8 points, soit une baisse de 1,5 %.

VALEURS	28/11	29/11
IBM	122	122
General Electric	122	122
Westinghouse	122	122
General Motors	122	122
Ford	122	122
Chrysler	122	122
Boeing	122	122
Lockheed	122	122
McDonnell Douglas	122	122
Rockwell International	122	122

## NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

B.A.S.F. — Le groupe allemand de Ludwigshafen est le dernier des trois grands chimistes d'Europe à publier ses bénéfices pour les neuf premiers mois. Les progrès constatés sont les plus forts de tous les groupes européens. L'indice a terminé à 2 174,8 points, soit une baisse de 1,5 %.

POUR LE DOLLAR A TOKYO — Le dollar a terminé à 220 F, soit une hausse de 220 F, à 55 210 F, et le napoléon de 0,10 F, à 480 F.

## INDICES QUOTIDIENS

INDICES QUOTIDIENS	28/11	29/11
Paris	217,48	217,48
Londres	2 174,8	2 174,8
New-York	2 174,8	2 174,8
Francfort	2 174,8	2 174,8
Bombay	2 174,8	2 174,8
Calcutta	2 174,8	2 174,8
Rangoon	2 174,8	2 174,8
Manille	2 174,8	2 174,8
Yokohama	2 174,8	2 174,8
Tokyo	2 174,8	2 174,8

## COUR. DU DOLLAR A TOKYO

COUR. DU DOLLAR A TOKYO	28/11	29/11
Dollar	220	220
Napoléon	480	480
Yen	160	160
Mark	160	160
Franc	160	160
Coréan	160	160
Indonésien	160	160
Malaisien	160	160
Philippin	160	160
Singapourien	160	160
Thaïlandais	160	160

## BOURSE DE PARIS - 28 NOVEMBRE - COMPTANT

VALEURS	Cours	Dernier
3 %	122	122
4 %	122	122
5 %	122	122
6 %	122	122
7 %	122	122
8 %	122	122
9 %	122	122
10 %	122	122
11 %	122	122
12 %	122	122
13 %	122	122
14 %	122	122
15 %	122	122
16 %	122	122
17 %	122	122
18 %	122	122
19 %	122	122
20 %	122	122
21 %	122	122
22 %	122	122
23 %	122	122
24 %	122	122
25 %	122	122
26 %	122	122
27 %	122	122
28 %	122	122
29 %	122	122
30 %	122	122
31 %	122	122
32 %	122	122
33 %	122	122
34 %	122	122
35 %	122	122
36 %	122	122
37 %	122	122
38 %	122	122
39 %	122	122
40 %	122	122
41 %	122	122
42 %	122	122
43 %	122	122
44 %	122	122
45 %	122	122
46 %	122	122
47 %	122	122
48 %	122	122
49 %	122	122
50 %	122	122
51 %	122	122
52 %	122	122
53 %	122	122
54 %	122	122
55 %	122	122
56 %	122	122
57 %	122	122
58 %	122	122
59 %	122	122
60 %	122	122
61 %	122	122
62 %	122	122
63 %	122	122
64 %	122	122
65 %	122	122
66 %	122	122
67 %	122	122
68 %	122	122
69 %	122	122
70 %	122	122
71 %	122	122
72 %	122	122
73 %	122	122
74 %	122	122
75 %	122	122
76 %	122	122
77 %	122	122
78 %	122	122
79 %	122	122
80 %	122	122
81 %	122	122
82 %	122	122
83 %	122	122
84 %	122	122
85 %	122	122
86 %	122	122
87 %	122	122
88 %	122	122
89 %	122	122
90 %	122	122
91 %	122	122
92 %	122	122
93 %	122	122
94 %	122	122
95 %	122	122
96 %	122	122
97 %	122	122
98 %	122	122
99 %	122	122
100 %	122	122

## MARCHÉ A TERME

VALEURS	Cours	Dernier
127	127	127
128	128	128
129	129	129
130	130	130
131	131	131
132	132	132
133	133	133
134	134	134
135	135	135
136	136	136
137	137	137
138	138	138
139	139	139
140	140	140
141	141	141
142	142	142
143	143	143
144	144	144
145	145	145
146	146	146
147	147	147
148	148	148
149	149	149
150	150	150
151	151	151
152	152	152
153	153	153
154	154	154
155	155	155
156	156	156
157	157	157
158	158	158
159	159	159
160	160	160
161	161	161
162	162	162
163	163	163
164	164	164
165	165	165
166	166	166
167	167	167
168	168	168
169	169	169
170	170	170
171	171	171
172	172	172
173	173	173
174	174	174
175	175	175
176	176	176
177	177	177
178	178	178
179	179	179
180	180	180
181	181	181
182	182	182
183	183	183
184	184	184
185	185	185
186	186	186
187	187	187
188	188	188
189	189	189
190	190	190
191	191	191
192	192	192
193	193	193
194	194	194
195	195	195
196	196	196
197	197	197
198	198	198
199	199	199
200	200	200

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
127	127	127
128	128	128
129	129	129
130	130	130
131	131	131
132	132	132
133	133	133
134	134	134
135	135	135
136	136	136
137	137	137
138	138	138
139	139	139
140	140	140
141	141	141
142	142	142
143	143	143
144	144	144
145	145	145
146	146	146
147	147	147
148	148	148
149	149	149
150	150	150
151	151	151
152	152	152
153	153	153
154	154	154
155	155	155
156	156	156
157	157	157
158	158	158
159	159	159
160	160	160
161	161	161
162	162	162
163	163	163
164	164	164
165	165	165
166	166	166
167	167	167
168	168	168
169	169	169
170	170	170
171	171	171
172	172	172
173	173	173
174	174	174
175	175	175
176	176	176
177	177	177
178	178	178
179	179	179
180	180	180
181	181	181
182	182	182
183	183	183
184	184	184
185	185	185
186	186	186
187	187	187
188	188	188
189	189	189
190	190	190
191	191	191
192	192	192
193	193	193
194	194	194
195	195	195
196	196	196
197	197	197
198	198	198
199	199	199
200	200	200

## VALEURS

VALEURS	Cours	Dernier
127	127	127
128	128	128
129	129	129
130	130	130
131	131	131
132	132	132
133	133	133
134	134	134
135	135	135
136	136	136
137	137	137
138	138	138
139	139	139
140	140	140
141	141	141
142	142	142
143	143	143
144	144	144
145	145	145
146	146	146
147	147	147
148	148	148
149	149	149
150	150	150
151	151	151
152	152	152
153	153	153
154	154	154
155	155	155
156	156	156
157	157	157
158	158	158
159	159	159
160	160	160
161	161	161
162	162	162
163	163	163
164	164	164
165	165	165
166	166	166
167	167	167
168	168	168
169	169	169
170	170	170
171	171	171
172	172	172
173	173	173
174	174	174
175	175	175
176	176	176
177	177	177
178	178	178
179	179	179
180	180	180
181	181	181
182	182	182



